

/UNREVISED/

RODRIGUES

FOURTH REGIONAL ASSEMBLY

Debate No. 5 of 2019

Sitting of Thursday 04 April 2019

The Assembly met in the Assembly House,
Port Mathurin, at 10.30 hours

(Madam Chairperson in the Chair)

The National Anthem was played

/UNREVISED/

Debate No. 5 of 2019

RODRIGUES REGIONAL ASSEMBLY

THURSDAY 04 APRIL 2019

CONTENT

MOTION

RESUMPTION OF DEBATE

“This Assembly resolves that, for the purposes of section 44(1) of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is approved the Draft Estimates of Recurrent Revenue, Recurrent Expenditure, Capital Revenue and Capital Expenditure for the financial year ending 30th June 2020”

/UNREVISED/

The Executive Council

(Formed by Mr. Louis Serge Clair, G.C.S.K.)

Mr. Louis Serge Clair, G.C.S.K.	Chief Commissioner, Commissioner responsible for Central Administration, Civil Aviation (Administration), Education (Administration), Legal Services, Marine Services, Registration, Statistics in respect of Rodrigues, State Lands, Town and Country Planning, Tourism
Mr. Nicolson Lisette	Deputy Chief Commissioner, Commissioner responsible for Public Infrastructure including Highways and Roads and Public Buildings and Utilities, Transport, Water Resources
Mrs. Rose Marie Franchette Gaspard Pierre Louis, C.S.K	Commissioner responsible for Child Development, Cooperatives, Family Welfare, Handicraft, Industrial Development, Information Technology and Telecommunications, Prisons and Reforms Institutions (Administration), Trade, Commerce and Licensing, Vocational Training, Women's Affairs
Mr. Simon Pierre Roussety	Commissioner responsible for Civil Status, Community Development, Customs and Excise (Administration), Fire Services, Health (Administration), Judicial (Administration), Meteorology (Administration), Postal Services (Administration)
Mr. Louis Daniel Baptiste	Commissioner responsible for Consumer Protection, Employment, Housing, Labour and Industrial Relations, Social Security (Administration)
Mr. Jean Richard Payendee	Commissioner responsible for Agriculture, Environment, Fisheries. Food Production, Forestry, Marine Parks, Plant and Animal Quarantine
Mrs. Marie Rose de Lima Edouard -Ravina	Commissioner responsible for Arts and Culture, Library Services, Museums, Archives, Historical Sites and Buildings, Youth and Sports

/UNREVISED/

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Madam Chairperson	-	Spéville, Mrs. Marie Pricie Anjela
Clerk	-	Legentil, Miss Marie Lyndia Yannick
Deputy Clerk	-	Pulchérie, Miss Marie Rose Axelle
Serjeant-at-Arms	-	Constant Perrine, Mr. Stenio

MOTION

RESUMPTION OF DEBATE

“This Assembly resolves that, for the purposes of section 44(1) of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is approved the Draft Estimates of Recurrent Revenue, Recurrent Expenditure, Capital Revenue and Capital Expenditure for the financial year ending 30th June 2020”

Madam Chairperson: Yes, Minority Leader.

The Minority Leader: Thank you, Madam Chair. Mme. la présidente, le hasard a voulu qu'on est ce débat sur le Budget 2019-2020 juste après que Rodrigues ai été frappé coup sur coup par deux cyclones, cyclone Gelena et cyclone Joanina. Donc, je tiens tout d'abord à présenter ma profonde sympathie à toutes les familles Rodriguaise durement éprouvaient par ces deux cyclones et je leurs exprime ma plus sincère solidarité.

Le cyclone ayant fait beaucoup de tort, ayant ravager Rodrigues juste après ce budget, nous pensons de ce côté de la Chambre, que ce serait bien de réorienter le budget qu'on a présenté en prenant en ligne de compte les urgences qu'il y a, essayer de parer au plus presser. Par exemple, Mme. la présidente, les plus pauvre de notre société qui ont été durement affecté, il y a des personnes qui ont complètement perdu leur maisons. Il y a au moins 14 personnes qui ont perdus leurs maisons. Il y a au moins plus de 400, 442 si je ne me trompe pas, 442 maisons endommagées. Donc, c'est à se demander s'il n'est pas grand temps de mettre le paquet sur la construction des maisons pour les plus pauvres. Je sais, qu'il y a des victimes qui sont venus me voir, ils nous ont dit notre maison a été complètement endommagé, quand on est allé voir la Commission concerner, on nous a dit si vous avez Rs 115,000 sur votre compte en banque, là on pourra vous donnez, vous pourrez un loan, le gouvernement va vous donner 75% et vous, vous allez mettre un quart. Mais, Mme. la présidente, si quelqu'un à Rs 115,000, il n'a pas besoin d'aller voir la Commission pour construire sa maison, il n'est pas si pauvre que ça. Donc, nous pensons que ce serait mieux de construire les maisons pour ces personnes au bas de l'échelle quitte a si la personne a une allocation de disons, Rs 2,000, cette personne-là peut contribuer Rs 200 ou Rs 100 par mois, qu'on le fasse. S'il y a eu autant de dégâts c'est peut-être parce qu'on a tardé à couler la dalle sur ces maisons dites Trust Fund, je sais, ces maisons, les maisons post-Béla, les maisons de cité. Pourquoi, est-ce qu'on a tardé à faire ça ? Des

personnes ont perdus tous qu'ils possédaient, les rations, etc. Et, là aussi après le passage de Gelena, quand le cyclone Joanina est arrivé, il y a des personnes qui n'ont rien eu. Qui n'avait presque rien mangé. *And to add insult to injury*, on ne comprend pas pourquoi ? On savait que le cyclone arriver presque directement sur Rodrigues. Des personnes veulent aller dans les centres de refuge. Pendant toute une journée, le cyclone approchait, on avait des rafales de plus en plus forts. Et, les centres de refuges restaient fermer ! Nous sur notre poste de Facebook, on a dû mettre – pourquoi ne pas ouvrir ces centres-là ? A 7 heures du matin lundi. Et, à 8 heures, à la radio on a dit on va ouvrir les centres de refuge et le cyclone passait déjà en classe 3. Mais en classe 3 faire des pauvres familles marcher pour aller dans des centres de refuge, c'est de l'irresponsabilité. Donc, on pense qu'il est grand temps de revoir cela. Si, on veut d'un budget avec une âme humaine, il faut aller vers ces gens les plus pauvres, ces gens les plus démunis. S'il faut faire des réallocations, refaisons-le.

Mme. la présidente, en écoutant le Discours du Budget du Chef Commissaire, on ne peut s'empêcher de faire le parallèle entre le Budget 2018-2019 et ce présent Budget 2019-2020. Un budget, ce budget qu'on vient de présenter, on dirait clairement que l'OPR est en panne d'idée. Ils ne savent plus quoi faire pour faire avancer le pays. Aucun gros projet n'est à l'horizon, si ce n'est qu'après 2020. Et, il n'y a pas de gros projet. L'économie, enfin on va en parler. Mais comment prendre ce gouvernement au sérieux quand l'année dernière dans le Budget 2018-2019, il a été dit - on va dépenser Rs 40 million pour une unité d'extraction d'huile essentielle de limon à Gravières. Où en est-on ? Aujourd'hui, zéro ! Le centre est fermé.

[Applause]

Et on veut que la population Rodriguaise vous prenne au sérieux.

Deuxièmement, on avait dit, *éne famille éne bon lakaze*. Et, les pauvres, on sait ce qui s'est passé avec le cyclone Gelena et le cyclone Joanina. Il a été même question, je ne vais pas citer tout ça, je donne seulement un troisième exemple. L'éco-village de Rivière Coco, on va démarrer l'éco-village de Rivière Coco. Est-ce que ça a démarré ? Zéro, encore ! Rien n'a démarré. Et, maintenant avec ce présent Budget, on veut nous faire croire qu'on va faire ceci, qu'on va faire cela. Et que, l'économie Rodriguaise est plus fort que jamais. Mme. la présidente, ben ça ! Heureusement, que le ridicule ne tue pas. Sinon, il y aurait des gens qui ne serait plus de ce monde. L'économie Rodriguaise est plus fort que jamais. Ecouter, il y a quelqu'un qui a dit : « *Respecter le Rodriguais, c'est lui dire la vérité.* » C'est ça la vérité ? Il faut dire la vérité tel qu'elle est. Si on a un budget de Maurice de presque Rs4 milliards et qu'on ne produit que quelques... à peine

Rs20 millions, on ne peut pas dire que l'économie Rodriguaise est plus forte que jamais. Sur quoi se base-t-on pour dire ça ? Quelles statistiques ? Est-ce que vraiment le budget de Rodrigues est plus fort que jamais ? Quel rôle ? *What economic model do you want to follow ? Is it not like politics by trial and error?* On essaye de faire un petit bout ici, un petit bout par là et on a le culot de dire l'économie de Rodrigues et aujourd'hui plus forte que jamais, Madame la présidente. Il y a quand même une limite à l'exagération. Quel pilier économique vous voulez développer ? Nous, dans notre côté, d'après notre programme électoral, c'est clair, on sait où on veut aller pour développer l'économie de ce pays mais de l'autre côté, on dirait qu'ils ne savent pas. *Batte ici, batte laba, fer ceci, cela, politik bokou kozé, tiquit action.*

On parle beaucoup mais on fait de moins en moins et les gens, ils comprennent cela. Les gens, ils arrivent à comprendre petit à petit. On peut, vous savez, on peut mentir à quelqu'un, on sait que le mensonge, ça va très vite, le mensonge peut faire le tour du monde pendant que la vérité est en train de mettre son pantalon mais la vérité, il a mis son pantalon. La vérité commence à faire des dégâts maintenant parce qu'on ne peut pas continuer à mentir à la population. Ils ont le toupet de dire un budget qui prend appui sur des assises économiques saines malgré des nombreux défis. Assises économiques saines ? Quel pilier économique qui est bien ancré, là ? L'agriculture ? La pêche ? Même le tourisme est en train de commenter en créole, « *rafalé* ». La pêche, l'aquaculture, zéro ! Comment ? Comment on peut parler de ça ? Il parle, un budget qui prend appui sur des assises économiques saines malgré de nombreux défis. Il parle de Rodrigues ou de la République ? Si on parle de Maurice, on peut dire il y a des assises économiques saines mais à Rodrigues ? J'ai dit, quand on a eu l'autonomie, on a archi dit : Rodrigues a connu une révolution politique. *The next step must be an economic revolution.*

[Applause]

The Minority Leader : C'est... Mais c'est ce qu'on a dit. L'indépendance économique ! C'est ça !

[Applause]

The Minority Leader : Si on veut que Rodrigues se mette debout de ses deux pieds, il faut développer, il faut que Rodrigues devienne économiquement indépendante. Comme ça, Rodrigues pourra être d'un bel apport pour la République et on va en parler là....

Madam Chairperson: Please, address the Chair.

The Minority Leader : Oui. Je vais vous donner quelques exemples des pistes à explorer parce que la politique, ce n'est pas juste combattre les uns les autres, si l'adversaire a dit quelque chose, on doit être totalement contre, non. La politique, c'est pour vous donner des idées. On donne des idées, « le meilleur » idée, on le prend, on va de l'avant pour faire avancer le pays. C'est ça, la politique. Ça ne nous empêche pas après de prendre un verre ensemble. C'est ça, la politique. Ce n'est pas on peut être... On peut être adversaire mais pas des ennemis ! Sinon, Rodrigues ne bougera jamais !

[Applause]

The Minority Leader : On va partir de ce monde un jour. Il faut faire ce qu'il faut faire. Quel pilier économique est-ce que le Gouvernement régional OPR a consolidé jusqu'à maintenant ? L'agriculture ? La pêche ? L'aquaculture ? Le tourisme ? *Information Technology* ? Quoi ? On est toujours à faire des plans. Il y a un *master plan* je crois pour la santé. Après huit ans, on vient de l'avant avec le *master plan*. Les Rodriguais sont en train de dire *se ene gouvernement pe tir plan ek Rodriguais. Tir plan !* Et pour se donner bonne conscience, on utilise à tout bout de champ la population Rodriguaise. A toutes les sauces, la population Rodriguaise est d'accord, la population Rodriguaise est courageuse... Oui, la population Rodriguaise est courageuse mais il ne faut pas faire comme le Corbeau et le Renard, on flatte le corbeau pour avoir tout son fromage. On flatte le peuple pour avoir le fromage qui est représenté par les croix aux élections.

[Applause]

The Minority Leader : Ce n'est pas de cette façon-là qu'on va faire bouger Rodrigues. En fait, nous, on va sur le terrain. On sait que la population Rodriguaise est déçue, la population Rodriguaise est découragée, la population Rodriguaise, oui, est désespérée et la population s'attend à mieux. Le thème du budget : « *préserver nos acquis* ». Ça se comprend. Il y a certains qui veulent préserver leur acquis. Ça, on comprend. Il y a un petit group là qui veut préserver leur acquis. On les comprend. « *Renforcer notre résilience*. » Mais renforcer notre résilience face à quoi ? Face aux critiques de la population ? Face au critique qui va crescendo au sein de la population Rodriguaise vis-à-vis de ce gouvernement ? « *Poursuivre le progrès*. » Poursuivre le progrès dans la mauvaise direction ? Est-ce qu'on va poursuivre le progrès dans la mauvaise direction ? Comme j'ai dit, ce Gouvernement régional nous habitue avec beaucoup de bla-bla-bla, beaucoup de « *kozé* » mais très peu d'action. Et il étaye, il va plus loin en disant : « *...le budget s'articule sur quatre piliers. Premier pilier, poursuivre notre progrès pour le développement du capital humain* ». Et là, commence par la santé. Parlons-en de la santé. La santé, ça aussi on

comprend. Après le scandale, la dialyse où il y a eu mort d'homme, deux personnes malheureusement qui sont décédées après... Oui, mais c'est la vérité ! Après qu'on a envoyé des...

Mr. L. D. Baptiste: Point of Order, Madam Chair. The Minority Leader has mentioned that there has been "*mort d'homme*" in the case of the dialysis. I would like to know whether there are information, concrete information to support, to substantiate what he has said.

[Interruptions]

Madam Chairperson: Respected Members, please, interruptions from a sitting position is out of order. Minority Leader, unless you are able to table, substantiate for what you have said, you must withdraw those allegations.

The Minority Leader : Madam Chair, the Regional Government itself on radio, even the Commissioner for Health, you can suspend this Assembly and we look into the Hansard. He has said: unfortunately, there has been people when we have sent patients in Mauritius...

[Applause]

The Minority Leader : some patients have died. I think one has died and another one. Yes, there have been two when you have sent 26 patients in Mauritius. Nobody "have" died? You can look at the Hansard and you will see. I am....

[Interruptions]

Madam Chairperson: Respected Members, I will come back with the ruling later after having gone back through the records of the Assembly. Yes, Minority Leader, you proceed.

The Minority Leader : Thank you, Madam Chair. Because I have not pinpointed anybody. *C'est du domaine public*. I have not pinpointed anybody. I have said what is heard and this is the truth.

Madam Chairperson: Minority Leader, please, I would like to issue a note of warning to Members. You should refrain from making such allegations unless you are able to substantiate now. Thank you.

The Minority Leader : It is not allegation, Madam Chair. This has been said here and I have not pinpointed anybody. I have said what has been said in this House.

Madam Chairperson: Minority Leader, it remains an allegation unless you are able to substantiate. My ruling is final on this.

The Minority Leader : Allegation against whom?

Madam Chairperson: Minority Leader! I do not want to hear this matter again in the course of this debate unless you are able to substantiate.

The Minority Leader : Okay. *Zot pensé nou pou reste trankil? Nou pou continié.* Well, en faite, c'est un gouvernement qui est en train de réagir comme on a vu là, au lieu d'agir. Quand il y a eu la motion de blâme contre le Commissaire de la santé, là, ils ont dit : on va augmenter le budget de la santé de Rs33 millions à Rs64 millions. Quand on sait qu'on a dépensé 55 millions pour acheter un hôtel pourri pour faire « un » technopole, tout ce qu'il y a dans l'hôtel a disparu et on a fait trois en fait, un restaurant, deux hôtels mais quelle est la priorité de ce gouvernement ? La santé du peuple ou bien acheter des hôtels qui ne servent à rien ?

[Applause]

The Minority Leader : Et on ose venir dire des choses comme ça pour essayer de nous empêcher de parler ? Ça, c'est la vérité ! 55 millions dépensés alors qu'on aurait pu dépenser cela dans la santé. Je donne un exemple. Pourquoi ne pas avoir mis l'argent dans un laboratoire digne de ce nom ? Je viens d'aller visiter avant-hier une patiente supposément atteinte de cancer. Elle attend depuis un mois les résultats. On a fait « un » biopsie, une biopsie. On attend toujours le résultat. Jusqu'à quand on va attendre ? Pourquoi ne pas mettre en place un laboratoire digne de ce nom pour qu'on puisse avoir les résultats ici même, on puisse faire des tests ici même ? Voilà ! C'est ça la priorité ! Pas acheté des hôtels qui ne servent à rien pour enrichir certains « petits copains » ! Pour parler de cette affaire de allocation financière, depuis 2013, l'allocation financière était de Rs200. Après six ans, on pensait qu'on allait augmenter ça quand même, faire ça devenir Rs500 surtout quand on sait que les patients qui vont à Maurice pour percevoir ce petit *stipend* de Rs200, ils doivent faire un parcours de combattant pour avoir cela. Il y a des gens après être revenus à Rodrigues, ils attendent des semaines avant de percevoir cet argent. Et on pensait qu'on aurait dû augmenter cela, faire devenir au moins Rs500. Non ! Mais vous voyez, ça, chacun a ses priorités.

Concernant l'éducation, on a construit plusieurs écoles communautaires à Mont Charlot, Anse Quittor, Baie Malgache, Montagne Goyaves, Araucaria. Il a dit dans le budget, le Commissaire des finances l'a dit et le Commissaire de l'éducation. Il a dit qu'on veut atteindre l'objectif *ratio* enseignants-élèves par école, il faut que ce ratio soit le plus bas possible. Mais je croyais qu'on avait prévu des enseignants pour ses écoles mais ce n'est que maintenant envoyé les 25 *Trainee Educators on training*. Mais ça va prendre trois ans ! Les écoles sont déjà là ! On va attendre trois ans. Donc, ce n'est qu'en 2022 qu'il y aura assez de profs. En ce moment-là, pendant que nous parlons là, il n'y a pas assez de profs dans les écoles. Il y a des *DHM, Deputy Headmasters* qui doivent faire les classes. Mais qui vont faire leur travail ? Parce qu'il y a... C'est la triste réalité : il y a un manque de profs. Donc, on aurait dû en construisant ces écoles, envoyer les *trainees*, envoyer des officiers suivre leur training. Pas maintenant, *pas après la mort la tisane*.

Là, l'année prochaine, qu'est-ce qu'on aura ? On aura des classes de 40 élèves ; on n'aura pas de classes de 20 élèves. Vous allez voir. *We are not being wise after the event; we are being wise before the event*. On va voir. Concernant les logements sociaux, beaucoup de familles sont exaspérées et on a été étonné de voir ce qui s'est passé à Montagne Cimetière. À peine trois semaines de cela, on était là-bas. On avait une réunion à Montagne Cimetière et les gens là-bas, ils nous ont dit : « *Le Gouvernement régional devaient couler la dalle sur nos maisons. On attend toujours.* » On avait fait cette réunion, sous un petit hangar en tôle qu'ils avaient rafistolée et avec le cyclone Joaninha, tout est parti. Les gens ont dû aller trouver refuge dans les centres de refuges et maintenant, on voit la délégation ministérielle de Maurice est venu voir je sais qu'ils ont été agacés par cela.

Je sais qu'ils ont dit aux personnes qui ont voulu entendre pourquoi est-ce qu'on n'a pas coulé la dalle sur ces maisons-là pendant tout ce temps ? Il y a des gens qui ont été... La délégation premier-ministérielle a été très agacé par cela. Il ne faut pas mentir aux gens. C'est ce qui s'est passé. Mais là, on a dit qu'on va vers un nouveau *scheme* pour les maisons. Espérons qu'ils vont aller vite avec cela, qu'ils vont... Sinon, si on continue à dire qu'il faut prendre des *loan*, les pauvres malheureux doivent prendre des *loan* mais ils vont s'enfoncer davantage dans la précarité. J'espère qu'ils vont aller vite de ce côté-là. L'environnement. Ça aussi, on a dit dans le budget. Mon gouvernement... Le Chef commissaire a dit :

« *Mon gouvernement veut que Rodrigues demeure le leader sur le plan de protection de l'environnement. Mon gouvernement veut que Rodrigues demeure le leader sur le plan de la protection de l'environnement et du développement durable.* »

Mais voyons ce qu'il en est actuellement. L'environnement. Nous savons tous que Rodrigues est une rangée de collines qui s'étend *roughly* d'Est en Ouest. Une seule rangée de collines comme le point avec des pentes qui à chaque grosse pluie, il y a la terre qui va vers la mer et avec les grosses pluies qu'il y a eu avec les cyclones, Rodrigues à payer un lourd tribut à l'érosion mais ça devait être la priorité. Les terrasses, est-ce qu'on rétablisse plus les terrasses ? On ne construit des terrasses à Rodrigues ? On laisse partir l'eau vers la mer ? Quand on fait des routes, à côté des routes, on ne construit plus de mur pour empêcher la terre descendre... Il y a des murs sont à peine quelques centimètres et la terre est plus haute de l'autre côté de la terre descend et bouche les drains. C'est comme ça qu'on protège Rodrigues? Il suffirait de rehausser ces murs d'à-peu-près 50 cm, on empêcherait des millions de tonnes de terre de partir vers la mer à chaque grosse pluie si on veut protéger notre pays pour aller dans cette direction.

Premier point concernant l'environnement. Deuxièmement, si on veut donner un peu de sérénité aux gens de Roche Bon Dieu, pourquoi ne pas aller avec le ramassage sélectif d'ordure, le faire de façon appropriée? On va ajouter toutes sortes d'immondices sans triage à Roche Bon Dieu? Et de temps à autre, il y a le feu qui prend, il y a la fumée et les gens de Rivière Banane, de Roche Bon Dieu qui souffrent, qui ont des maladies respiratoires. Ce serait bien de faire un *survey* dans cette région pour voir combien de personnes souffrent de maladies respiratoires. Je me demande si les gens ne vont pas poursuivent ce gouvernement un de ces jours, s'ils ne vont pas poursuivre ce gouvernement qui sont en train de nuire à leur santé. Pourtant, on avait acheté un broyeur pour broyer la matière organique. Si on prend 90 %, 90-95 %, des ordures, c'est composés de matières organiques. On aurait pu broyer et utiliser pour l'agriculture. Pourquoi on ne le fait pas? On aurait pu l'utiliser pour faire du composte. Et toujours à Roche Bon Dieu, Madame la présidente, il y avait un centre d'enfouissement technique quand le MR était là.

On avait commencé, on avait préparé un centre d'enfouissement technique... On avait un centre d'enfouissement technique qu'on avait construit à Roche Bon Dieu. Qu'est-ce qui s'est passé ? Ils ont détruit le centre d'enfouissement technique! Les partitions ont disparu, on les a remplis de bouteilles de toutes sortes et ce n'était même pas rempli. Pas même 1/10 de ce centre d'enfouissement technique est rempli de bouteilles et maintenant, ils ont commencé à jeter les bouteilles partout dans l'entrée. Mais on arrive plus maintenant à brasser ce centre d'enfouissement technique. On devait... A Grenade, on devait mettre en place un système de traitement des eaux usées, des excréments etc. Qu'est-ce qui s'est passé à Grenade? Je suis allé voir. J'ai dit: mais on va voir comment ils ont fait. Ils jettent ces excréments-là même le sol,

les gens de Roche bon Dieu, ils disent qu'on a fait un Mare aux Vacoas, un réservoir Mare aux Vacoas plein d'excréments.

Et avec les grosses pluies, ça descend vers la mer, il y a des animaux qui vont prendre leur bain dedans, il y a des poules, des cochons, des cabris mais est-ce que c'est comme ça qu'on veut respecter l'environnement à Rodrigues? Mais pourquoi? On a mis ça là-bas, les gens ne voient pas? Mais c'est un manque de respect vis-à-vis des gens de Roche bon Dieu, vis-à-vis de tous les Rodriguais en quelque sorte! C'est une honte pour notre île qu'on veut écologique. Est-il encore nécessaire de parler de l'amiante qu'ils ont enterré en catimini je ne sais où? Un jour, ça va refaire surface. Il y a le *dangerous*... Je vous redis encore, il y a le *Dangerous Chemical Control Board* à Maurice qui savent comment disposer de ces substances dangereuses mais on n'a pas fait appel à eux. On a déversé en plein air quand on a... Bon, quand on a dénoncé cela, on a enterré, on a... on a attendu un jour de pluie, on a enterré je ne sais où mais je crois que c'est dans la région Ouest.

On parle du respect de l'environnement. Mais vous savez combien de *brine* on jette dans la mer de plus en plus? De plus en plus, ce qu'on est en train de faire à Anse Goéland. Mais je me demande dans quelques années, ce que va advenir de Baie du Nord. Supposé, c'est une réserve mais est-ce qu'on aura encore du poisson? On laisse partir l'eau vers la mer, après, on dessale et on rejette le *brine* dans le lagon. C'est tuer le lagon à petit feu. Au lieu de mettre toute notre énergie sur la désalinisation, on devrait capter le maximum d'eau de pluie et utiliser la désalinisation comme système d'appoint. Mais non. Supposément on est en train de respecter l'environnement là avec le reboisement qui se fait avec lenteur. A Pointe Source, qu'est-ce qui se passe tout ce qui a été reboisé? Maintenant, on a des maisons partout. On aurait dû garder quand même une partie pour reboiser. Non, on ne sait plus où est la réserve. C'est le désordre complet.

A l'époque de...., le projet FED, j'avais clôturé de Baladirou à Rivière Banane pour créer un espace de forêt entre Port Mathurin et Pointe Coton parce qu'il n'y en a pas. Il y a une petite source au bas mais la petite source s'est asséchée maintenant parce qu'on a déboisé toute cette partie-là. Il y a les périmètres sylvopastoraux. Le projet FED qu'on avait mis en place, il y avait des guérites, des gardiens. Maintenant, qu'est-ce qui se passe? Montagne Kali à Trou D'Argent. Maintenant, c'est ouvert à tous vents. N'importe qui peut laisser leurs animaux entrer. Mais c'est comme ça qu'on respecte Rodrigues? On laisse les animaux entrer, on coupe les arbres à gauche à droite et on est en train de détruire ce qui a été fait. Un arbre, ça prend du temps à pousser. On doit respecter certains endroits, laisser pousser l'arbre. Quand on parle de *cut and carry*, ça, ce sont des endroits où on pourrait effectuer le *cut and carry*. Les gens pourraient aller couper, demander le gardien, prendre un petit permis, couper l'herbe et sortir. Ne

pas mettre leurs animaux dedans. Là, on a retiré tous les gardiens, les gens entrent comme ils veulent. On dirait c'est le désordre complet. Et, on parle de respecter Rodrigues, respecter l'environnement de Rodrigues. Comment parler de respect de l'environnement quand on a coupé plus de 100 Mahogany centenaires à Solitude supposément *Working for water*. Comment parler de respect de l'environnement quant à Camp Pintade il y a un incinérateur à ciel ouvert. On brûle toute sorte de chose, même des cercueils. Des déchets médicaux. C'est comme ça qu'on respecte l'environnement ? Et, la protection des sources ? Est-ce qu'on est en train de faire quelque chose pour la protection des sources ? Le reboisement qui se fait au compte goutte. Et, l'érosion des plages ? On parle de respect de l'environnement, qu'est-ce qu'on est en train de faire contre l'érosion des plages ? C'est un de nos atouts pour le développement du tourisme. On laisse partir. S'il faut faire appel à des experts, qu'on le fasse.

Madam Chairperson: Respected Members, from a sitting position please, you will have the floor afterwards. Please allow the Minority Leader to make his speech in his own way. Thank you.

The Minority Leader: On a parlé de développement durable, l'énergie verte. L'énergie verte, je me rappelle quand ont été au pouvoir pendant ce court moment, quelques années, il y avait deux éoliennes qu'on voulait mettre à Grenade. Deux éoliennes. On avait parlé au Deputy Prime Minister de l'époque, le Dr. Beebeejaun, il m'avait dit on devait mettre en place 10 éoliennes. Une ferme éolienne et 10 éoliennes. 265 mégawatts, si je ne me trompe pas, kilowatts par éolienne. Mais c'est resté à quatre. Mais pourquoi on n'a pas continué ? Pourquoi on a arrêté le projet ? Et, le plus grave, le soir on ne peut pas utiliser l'électricité parce qu'il y en a trop. On aurait dû, si on avait la vision qu'il faut, utiliser l'électricité, si vous voulez dessaler l'eau, utiliser cela au lieu d'utiliser l'eau – au lieu d'utiliser l'énergie électrique provenant d'énergie fossile. Un unité, deux unité, pas autant de dessalement. Un ou deux, *pas fer ça autour de Rodrigues*. S'il faut utiliser l'énergie électrique, qu'on utilise l'énergie renouvelable. Là, le soir on utilise plus cela.

On parle de respect de l'environnement, mais quand il pleut, je vous demande de faire un petit tour dans Port Mathurin. Regardez les drains, les drains à Port Mathurin. Mais c'est encore une honte. Devant la Banque de Maurice, il y a une piscine à chaque fois. Il y a devant, de M. Février, tout près de l'église, encore une piscine. La Rue Victoria et en plus il y a le drain qui se trouve juste derrière, juste devant le Bon Marché là, derrière Mme. Ah Tock, mais quand on était là, on nettoyait ces drains-là à chaque fois. On nettoyait à chaque fois pour que le niveau de terre reste, pour qu'il y est une pente pour que l'eau descend là-bas. Mais depuis qu'on est parti, on n'a jamais nettoyé cela avec pour résultat, Port Mathurin reste toujours inonder quand il pleuve. Est-ce comme ça qu'on

respecte l'environnement ? On ne respecte pas notre capitale ? Les drains, je me demande s'il n'est pas grand temps d'avoir un bon système de toute à l'égout pour le nord de l'île ? Il faut prévoir un bon système de tout à l'égout, en commençant par Port Mathurin, Baie aux Huitres, Anse Aux Anglais, Grand Baie. Je crois qu'on doit aller dans cette direction.

Concernant le tourisme, Mme. la présidente, on a un énorme potentiel à Rodrigues pour le développement touristique. Mais le développement touristique est tributaire du port. L'ouverture du port est un *must*. L'ouverture de l'aéroport est un *must*. Mais qu'est-ce qui s'est passé ? Pourtant on a un énorme potentiel. Il y a beaucoup de personnes qui veulent venir à Rodrigues. Il y a des gens quand j'étais Ministre à Maurice qui sont venu me voir, qui représentent des *crews*, des compagnies de paquebot. Je dis, on veut faire venir des paquebots à Rodrigues mais comment faire ? Il faut ouvrir le port. Sept ans à dis ans, on attend toujours l'ouverture du port. Là, je croyais que cette année, on allait voir l'ouverture de ce port une fois pour toute. Mais qu'est-ce qu'on a entendu ? On va enlever les trois *outcrops*, mais ce n'est qu'en 2020. Et, ils font de la démagogie avec ça. Je dis, vous avez dit il faut détruire le Grand Paté. Mais je vous pose une question, Mme. la présidente. C'est trois *outcrops*, c'est trois *outcrops*, où est-ce qu'il se situe ces trius *outcrops* ? Ce n'est pas une extension du Grand Paté ? Ça forme parti, c'est devant le Grand Paté et si ça continue à pousser, ça va agrandir le Grand Paté.

Et, deuxièmement, Mme. la présidente, qui c'est qui va faire ces travaux ? C'est vous ? C'est moi ? Non. Ce sont les techniciens. Quand on dit qu'on va ouvrir le port, ces techniciens. Il y avait un plongeur de l'équipe du Commandant Cousto, qui est venu me voir à la Résidence quand j'étais Ministre, il m'avait dit, on va faire le travail gratuitement. On va vous donner, on va vous dire ce qu'il faut faire. Il a dit on peut couper la partie vivante du *outcrop* et le remettre ailleurs pour que ça continue à pousser et la partie morte on peut casser. C'est ce qu'il a proposé. Et, le Mauritius Port Authority était prêt à le faire. Il y avait le Port Master Plan depuis presque 10 ans, il y a ce Port Master Plan. Pourquoi est-ce qu'on ne l'a pas mis en pratique ? C'est Rodrigues qui perd du temps. Et, ce sont les experts qui allaient cassés les *outcrops*, ce n'est pas nous. Il faut le dire. *Dir ti pou cas Grand Paté. Grand Paté groseur la Pointe Monier coument ou pou cas ça ?* C'est une partie du Grand Paté. Oui...

Madam Chairperson: Commissioner, please rest assured you will have the floor.

The Minority Leader: ... on peut dire mais pas faire de la démagogie quand vous savez que ce n'est pas moi ni toi qui va casser ça. C'est des experts. Des experts qui vont faire ça. Et, même vous-là, ce n'est pas vous qui allez casser ça. Ce sont des experts.

Madam Chairperson: Minority Leader, please address the Chair.

The Minority Leader: Oui, on est en train de diriger un pays, ce ne sont pas aux politiciens de prendre des décisions techniques, c'est aux techniciens. Mais là aller essayer de faire de la démagogie là-dessus, je dis c'est, *cheap politics*.

[Applause]

Il faut dire les choses tels quels sont. On laisse dormir un projet pendant 10 ans après on revient avec le projet. Donc, Rodrigues a perdu 10 ans. Maintenant on dit, *non zot ti dir pou cas Grand Paté. Eh ou là, ça !*

Concernant, l'aéroport. Avec les tergiversations comme ça, c'est Rodrigues qui perd. C'est Rodrigues qui perd. On dirait, le Gouvernement Régional OPR veut effacer tous ce que le MR a fait. On veut gommer tout ça. Ce n'est pas ça la politique. Ça c'est de la démagogie. Chacun doit apporter sa pierre au développement de ce pays. Demain nous arrivons au pouvoir, tous ce que vous avez fait, on va détruire ? Non, il faut faire ce qu'il y a à faire. On en reparlera. Concernant l'aéroport, on s'attendait après que nous avons commandité des études pour l'agrandissement de l'aéroport, on s'attendait à ce que l'aéroport, qu'on agrandisse l'aéroport cette année. Qu'est-ce qu'on a entendu ? L'aéroport, on va débiter l'agrandissement de l'aéroport en 2020. Donc, cette année, on n'aura rien là. 2020 ! Mais, Mme. la présidente, quand on pense Agaléga, je suis content pour les gens d'Agaléga. Agaléga l'aéroport, on a déjà enclenché les travaux. Le port on a déjà enclenché les travaux. Pourtant à Agaléga il y a 350 personnes, à peu près. A Rodrigues, on attend toujours. Et, Agaléga on aura une piste d'atterrissage de 3 kilomètres. A Rodrigues, on aura une piste d'atterrissage d'à peine de 2 kilomètres. Trouver l'erreur ! Comme ça qu'on dit qu'on aime Rodrigues ? On veut faire progresser Rodrigues ! Mais comment faire avancer le tourisme si on tarde les travaux du port et de l'aéroport ? Pour avoir plus de touriste, il faut que les paquebots arrivent ici. Il faut que les gros avions arrivent ici. *Si pas 319* – les Boeings arrivent à se poser ici. Tout dernièrement avec ce fléau qui est arrivé à Rodrigues, la chenille légionnaire. On avait interdit les avions de se poser la nuit. Ben comment faire avec des petits ATR 72 ? Si on avait des gros avions, on pourrait faire un ou deux vol. Vous voyez ? Gouverner c'est prévoir. Si on ne pense pas à l'avenir, mais tôt ou tard on se casse la figure et c'est ce qui s'est passé. Il y a un manque de vision. On veut développer le tourisme – mais qu'est-ce qui se passe pour les sites touristiques ? Aller à Trou D'Argent, vous allez voir ! C'est un massacre ! On a bien arrangé les marches des garde-fous, qu'est-ce qui s'est passé ? Chacun est venu prendre un morceau de bois et partir avec. On laisse ça dégrader. Et pourtant, quand on va dans les

foires, dans les autres pays, qu'est-ce qu'on dit ? On dit, venez à Rodrigues, il y a des beaux endroits comme Trou D'Argent. Mais quand le touriste arrive à Trou D'Argent, il est déçu. A Trou D'Argent, il est déçu.

Deuxièmement, pour aller à Trou D'Argent s'il pleut on ne peut pas traverser le radier d'Anse Ally. Là aussi, comme j'ai dit avec le budget-là, il faut réorienter le budget. Si on voit qu'il y a une urgence pour construire des ponts. Qu'on y va ! S'il faut parler au Gouvernement Central pour avoir plus d'argent pour les ponts. Parce que imaginez, qu'il y a un touriste qui arrive à St. François, il y a des grosses pluies, il doit aller prendre l'avion, qu'est-ce qu'il fait ? Il ne peut pas traverser le radier d'Anse Ally. Et, il ne peut pas monter. Il ne peut pas monter. Maintenant, on dit on va construire ! Mais comment faire ? Il n'y a pas de route pour aller là-bas. Qu'est-ce que le touriste va faire ? Il va marcher dans la boue pour aller ? Ça ! Vous voyez ! On veut développer le tourisme mais quand on va à l'Ile aux Cocos, un petit ponton. Combien ça coûte pour construire un petit ponton à l'Ile aux Cocos ? Si un handicapé veut aller à l'Ile aux Cocos, qu'est-ce qu'on fait ? On le laisse passer dans la mer ? Un petit ponton, ça aiderait des gens à aller. *Lors licou !* Mais pourquoi ne pas faire un petit ponton ? Un petit ponton comme il le faut. Faire des toilettes comme il le faut. Aménager les toilettes. Pour aller dans les grottes, un autre site touristique qui est presque abandonné. La route pour aller au grotte de Caverne Patate, aller voir dans quel état c'est ? Pourquoi ne pas arranger – *to marsé mem, éne handicapé osi pou marsé.*

Madam Chairperson: No cross-talking, please.

The Minority Leader: *Ene handicap osi pou marsé. To pé dir sarié – tou pou sarié lor licou mem.* Concernant le tourisme, les toilettes publiques – vous savez combien de touriste dans Port Mathurin – ça c'est une honte.

[Applause]

Les Rodriguais qui descendent à Port Mathurin, ils doivent demander dans des boutiques – je peux aller au petit coin chez vous, vous pouvez me laisser utiliser votre toilette. Mais combien ça coûte pour faire des toilettes ? Même s'il faut faire quelques toilettes payantes. Mais là, là à côté de l'Assemblée, il y a des toilettes qui restent fermer. Pourtant sur le grenier, on peut avoir plein d'eau pour utiliser cela. Pourquoi ? Parce que vous vous n'avez pas ce problème-là ? Il faut penser à ces petits gens qui descendent à Port Mathurin, à ces touristes. Même à Baie du Nord, il n'y a pas. A l'hôpital de La Ferme, l'hôpital de La Ferme, il n'y a pas. Là où il y a des sites touristiques, il faut... A St. François, aller voir les toilettes. On a construit et après on abandonne. Il n'y a pas de suivi. C'est ça le problème

avec ce Gouvernement Régional. On dirait, qu'il n'y a pas de suivi. Et, je me demande avec le manque de vision du côté de la Commission du Tourisme. Avec la politique pas clair, la politique au petit bonheur dans le domaine du tourisme, est-ce que ce n'est pas ça qui a poussé la Directrice a démissionné ?

[Applause]

Des gens quittent, des gens qui auraient aidés, ils préfèrent quitter et partir. *Action speaks louder than words*. Une Rodriguaise qui a fait ces études-là-dans, alors on n'a pas besoin de ces compétences. Oui, oui, on est second là. Oui. *Mais tosi toi tone fini alé toi. Toi tone fini coné ine fini alé – virtuellement.*

Mme. la présidente, concernant l'agriculture, je l'ai dit plus tôt si on veut développer l'agriculture Rodriguaise, l'agriculture ça c'est pratique, dans la terre, n'est-ce pas ? Mais si on laisse partir nos meilleures terres vers la mer, quelle agriculture, de quelle agriculture on parle ? Les terraces, ça aurait dû avoir un bon budget pour les terraces. *Pa pren 55 milliards ale met dan ene lotel*. Les terraces, on devrait consolider, construire des terraces. On devrait encadrer les planteurs. Est-ce qu'ils reçoivent un bon encadrement ? On entend toutes sortes de maladies qui arrivent à Rodrigues. *Après la mort, la tisane*. C'est maintenant qu'ils vont essayer d'avoir un bon, un *survey* phytosanitaire. Ils vont, il faut avoir un bon contrôle phytosanitaire à l'aéroport et au port. Bon, j'espère côté pour la fièvre dengue, on est en train de faire la même chose, au port et à l'aéroport ? Ne pas laisser entrer cette maladie-là après on essaye de tuer les moustiques. En passant, on pourrait, on a des appareils pour détecter si quelqu'un à de fièvre qui rente à Rodrigues par le bateau, par l'avion et on le met en quarantaine. Non pas laisser quelqu'un avec la dengue rentrer à Rodrigues, les moustiques le pique. Et ça se propage très vite. Bon, c'est une idée qu'on donne, *pas leçon ! Mais l'agriculture qu'est-ce que vous avez fait ? Après la mort la tisane*. Il faut dire les choses tels quels sont. On avait dit pour la fièvre aphteuse, on l'avait dit nous. Mais on n'avait pas pris pas au sérieux. Mais là, on le dit encore-là. On le dit encore, il y a des gens malheureusement, qui prennent tout ça en rigolade. A la rigolade. Vous, prenez vos responsabilités, nous on est là, se sera dans le Hansard, se sera dans les Hansards, on va voir demain s'il y a des problèmes.

Madam Chairperson: Respected Members, please. Rest assured each and every Member will have the floor to express himself on the Budget Speech. But for now please, allow the Minority Leader to do his speech. Thank you.

The Minority Leader: Merci, Mme. la présidente. Concernant les *Demonstration Plots*, on dirait que presque tous les *Demonstration Plots* ont été laissés à l'abandon. Qu'est-ce qui s'est passé ? Et, les *Extension Officers*, les

officiers de l'Agriculture, est-ce qu'on les a déployés comme ils le font avant. Il y avait des *Extension Officers*, des Officiers de l'Agriculture dans chaque *Demonstration Plot*. On produisait des graines de semence. Mais maintenant, on dirait que l'agriculture va à la loue. On laisse dégrader de plus en plus l'agriculture Rodriguaise. Il n'y a pas plus tard que la semaine dernière, un planteur de Batatran m'a téléphoné. Il m'a dit, après le cyclone, j'ai été à la Commission, j'ai été à la Police pour dire que j'ai perdu la plantation, etc., il y a des animaux qui sont morts. A la commission, on a dit, il y a un manque d'officier pour faire le survey. Est-ce qu'il y a un manque d'officier ? Il y a un manque... Le monsieur, il ment, il a été voir, c'est ce qu'on lui a dit. Il y a un manque d'officier pour faire le survey. Et, on la menacé de ne pas faire de fausse déclaration. Au lieu de l'aider, on lui dit de ne pas faire de fausse déclaration. Le planteur il n'a pas le droit de nettoyer son jardin sinon on va lui dire c'est faux, vous n'avez rien eu. Il faut aller voir. On aurait pu... comme certain l'a proposé, dans chaque Station de Police, on met deux ou trois officiers de l'Agriculture, Sécurité Sociale, on va faire le tour de l'île. On divise ça en plusieurs groupes, il y a plusieurs Station de Police et le tour est joué. Trois, quatre officiers, personne ne pourra faire des choses bancales, quand on va à trois, quatre officiers. C'est quelque chose qu'on peut contempler pour aider ces pauvres personnes.

Pour en terminer avec l'agriculture - la recherche. Qu'en est-il avec la recherche au niveau de l'agriculture ? Il y a plus de 20 ans de cela on faisait de la recherche sur le maïs, qu'est-ce qui s'est passé ? On avait produit des semences de maïs spécial, résistant à la sécheresse. Qu'est-ce qui s'est passé ? A Citronelle, il y avait un Centre de Recherche. Au lieu d'avancer, on recule. C'est ça le progrès ? Le progrès dans la mauvaise direction ?

Concernant la pêche et l'aquaculture, Mme. la présidente, j'aurais aimé le dire haut et fort, si on veut que Rodrigues aille de l'avant, si on veut consolider un pilier, un bon pilier économique pour Rodrigues, il faut qu'on se tourne vers la mer. Ils y en ont qui n'ont peut-être pas compris ce que je suis en train de dire. Ce concept d'Ocean Economy, c'est ça notre future va dépendre là-dessus. Il ne faut pas se voiler la face. La République de Maurice est composée 1/1000 de fractions composées de terre, 1/1000. 999/1000, c'est la mer. Donc, si on veut développer notre économie, il ne faut pas aller chercher midi à 14 heures, il faut regarder vers la mer. Mais malheureusement à Rodrigues, on est toujours dans le *starting block*. On ne veut rien démarrer. Hier, il y avait une émission, dans les infos on a parlé de ça. Le Seafood Hub à Maurice produit Rs 11 milliards - on a exporté, exportation. Rs 11 milliards. 24% de nos exportations viennent de la pêche à Maurice - la pêche et l'aquaculture. Et cette année plus de 2400 tonnes de produits aquacoles, des firmes aquacoles ont été exportées. Et à Rodrigues, rien. On a parlé de Barbara, on a parlé de faire des développements. Zéro jusqu'à maintenant. Ça fait trois ans qu'on entend parler. Mais l'économie bleue, est-ce

que vous allez ouvrir vos yeux pour voir qu'on doit aller dans cette direction ? Vous croyez que les pays comme la Norvège, comme la France, comme la Malaisie, comme la Chine, comme Australie ce sont des pays où il y a des cons là-bas qui ne savent pas ce qu'ils font ? Nous, notre pays est composé de 999/1000 par d'eau d'océan. On ne regarde pas de ce côté-là ? On veut cultiver seulement ce petit caillou qu'on a ? Et, on dit si on met des cases à poissons dans la mer, ça va polluer la mer ? Qui pompe 999/1000 ? Mais quand on plante sur la terre, on est en train de polluer ? Il faut faire les choses intelligemment. Il faut faire l'aquaculture intelligemment. A Maurice on est en train de faire ce que nous nous avons fait il y a une dizaine d'année de cela. Former des coopératives pour l'aquaculture. A Maurice, ils sont en train de pousser les gens à aller dans cette direction. Faire des coopératives pour qu'on leur donne une case à poisson pour qu'ils puissent nourrir le poisson. À Rodrigues il y avait 20 coopératives. Quand ils sont venus au pouvoir ils ont préféré démolir tout ça. Il n'y a plus de coopératives pour l'aquaculture. On est en train de retarder le progrès. C'est comme l'agriculture ça. Je ne dis pas qu'il faut remplir le lagon de case à poisson, non. Ils sont dehors des récifs là, de Port Mathurin à Pointe Coton. On met au moins 50 cages à poisson, ça se perd dans l'immensité de l'océan. Et, avec les courants il n'y aura pas de pollution. Dans certains pays, dans les rivières ou ses fermés, là il y a. Mais là-bas non. Et ça aurait été à développer un pilier économique très fort. Ça aurait aidé à retirer nos pêcheurs de la pauvreté. Mais malheureusement. Quand est-ce que vous allez comprendre ? Je me demande, ce n'est pas quand j'aurai 85 ans, je dis ça souvent qu'on arriverait à comprendre cela. Il faut qu'on aille de l'avant si on veut préparer un avenir meilleur pour les jeunes qui viennent, Mme, la présidente. Donc, le choix logique pour Rodrigues il faut qu'on aille de l'avant avec l'aquaculture. Il faut le faire comme il le faut.

Après je ne peux pas quitter la pêche à l'aquaculture sans parler de quelque chose qui nous concerne tous dans les océans. Je pense que ce serait bien que le gouvernement régional soulève la question au niveau du Gouvernement Central concernant les lois du Unclos United Nation Convention of the Laws of the Seas. Dans l'océan Indien, si on ne se réveille pas, si on ne regarde pas ce qui se passe autour de nous, vous savez que nous avons 2.3 millions km² de mer avec le plateau continental et ça va augmenter parce qu'on a demandé, le gouvernement, ce serait bon d'en savoir, le gouvernement central a demandé aux Nations Unies d'étendre notre plateau continental du côté Est sur 126,000 km² du côté de Rodrigues. Là ils ont demandé pour Diégo Garcia, c'est bien. Mais est-ce que vous savez que cette convention de United Nation Convention of the Laws of the Seas, il y a à l'Article 11 de cette convention, il y a *an International Seabed Authority*. *An International Seabed Authority*, il y a des pays qui commencent à prendre avantage, qui ont demandé des concessions autour de nous. Et, je vous donne un exemple, au Sud-Est de Rodrigues, il y a l'Allemagne et l'Inde qui ont demandé des concessions de je ne sais plus de 200,000 km². Au Nord Est, il y a

la Corée du Sud et la Chine qui ont demandé des grandes concessions. Mais je pense..... si demain si ça continue demain on sera entouré de pays étranger qui viendront faire des surveys, qui viendront exploiter les ressources marines dans nos régions. S'il faut que nous demandions davantage des concessions avec des pays amis, ce n'est pas parce qu'on est petit qu'il faut rester tranquille. Il faut commencer à penser de ce côté-là. *Allé ban la fini pren tou apré lerla ki nou pou ale dir get sa nou ti capav demandé.* Et, on sait qu'est-ce qu'il recherche ? Il y a ce qu'on appelle des nodules polymétalliques. Et, à Rodrigues, dans la mer de Rodrigues, dans cette partie de l'Océan Indien, c'est la partie qui est la plus riche en nodules polymétalliques riche en manganèse.

[Applause]

Très riche en manganèse. Et nodules polymétalliques, c'est gros comme ça. Il y a aussi du Nickel, il y a des nodules d'or dans le Sud Est - je me demande si ce n'est pas ce que les Indiens et les Allemands sont en train de chercher - il y a ce qu'on appelle des *rare earth*, des *rare earth* qu'on utilise dans des composants d'électronique. Et, la Chine c'est un gros exportateur, c'est la Chine qui a le plus de *rare earth*. Et maintenant, on a vu que dans la mer le *seabed*, il y a beaucoup de cela. Ce serait bien. Ce n'est pas parce qu'on est un petit pays qu'il faut fermer les yeux et demain quand il y a les autres pays, ils ont pris tous les concessions, là on va se réveiller. Ce serait bien de commencer dès maintenant à parler de ça. Je dis ça pour que ça entre dans les Hansards, pour que demain on dit : *nou pa ti coné, nou pa ti coné.* Mais là, je le dis. Maintenant ceux qui sont au pouvoir, ceux qui... maintenant vous le savez, prenez vos responsabilités. Et, on a des avocats à Maurice qui ont travaillé là-dessus, qui peuvent vous donner des renseignements là-dessus. La mer c'est l'avenir de notre république.

[Applause]

Concernant l'eau, Mme. la présidente, beaucoup a été dit. On parle toujours, on va résoudre le problème d'eau. Mais malgré tous ce qu'on dit le peuple Rodriguais souffre de plus en plus de la distribution d'eau. Et, c'est dommage, comme on dit, on met tout le paquet sur le dessalement. On devrait mettre le paquet sur les réservoirs, nettoyant les petits réservoirs et capter, sur le captage qu'on doit mettre le paquet. Capter le maximum. Si on arrive à donner à chaque famille un réservoir au moins de 8,000 à 10,000 litres d'eau avec un daleau. Si on arrive à faire ça, mais c'est à moitié gagner, la bataille est à moitié gagner. Et non, on préfère prendre toutes l'argent on met dans le dessalement avec tous les *rejects* qu'on met dedans, je me demande si on n'est pas en train de rendre malade le peuple Rodriguais ? Ça doit être utilisé *in the last resort, as the last resort.* On a beaucoup de pluie à Rodrigues. Capter cela, que ce soit pour

l'agriculture, que ce soit pour les besoins domestiques. Nettoyage de réservoir, faites-le. S'il faut construire d'autres petites réservoirs, faites-le. C'est ce qu'il faut faire. Il y en a un, ça je dois ouvrir une parenthèse, un qui avait dit : « à Rodrigues il y a les endroits où on a de l'eau deux fois par semaine ». Mais j'ai essayé de voir, j'ai fait mon enquête. Vous savez où les gens ont peut-être l'eau deux fois par semaine ? Il y a un petit batardeau à Latéral Tindoil. Tindoil, juste dans les hauts, dans les bas de Petit Gabriel, c'est-à-dire, dans le haut de Fond la Bonté. Et, ce réservoir Latéral Tindoil donne de l'eau à un petit groupe de famille juste en bas, y compris un certain Commissaire qui eux, ils ont, eux je crois ils ont l'eau deux fois par semaine. Mais on ne peut pas se servir de ça comme exemple pour dire, voilà Rodrigues on a de l'eau comme il le faut.

Donc, Mme. la présidente, pour terminer je voudrais dire que on reçoit Rs 3,975,000,000 du Gouvernement Central. Dans le budget 2019-2020, on a dit cette année pour le budget développement, on a eu Rs 975 million. Donc, Rs 150 million sont disponible sous le National Environment Fund. Et, vous savez, l'année dernière on a eu Rs 825 million comme budget de développement. Donc, si cette année on retire ces Rs 150 million disponible sous le National Environment Fund, donc on reste à Rs 825 million, comme l'année dernière. Donc, ça n'a pas augmenté véritablement. Donc, il n'y a plus de projet à faire à Rodrigues ? C'est pourquoi, je dis qu'on pourrait demander à la lumière de ce qui s'est passé avec ce cyclone, on pourrait demander au Gouvernement Central de mettre l'argent là où c'est urgent, les ponts, les maisons, les maisons pour les gens pauvres, les terrasses. Ce n'est pas de l'argent qu'on jette par les fenêtres ça. C'est de l'argent pour protéger Rodrigues, pour protéger notre population, pour aider Rodrigues à produire davantage. Donc, je ne peux pas dire qu'on peut être fier de ce budget. Et, un point que j'aurais aimé parlé.

Je ne peux pas terminer sans dire quelques mots sur les handicapés. Parce qu'il y a des gens handicapés qui sont venus me voir. Ils m'ont dit, bon on peut aller à Camp du Roi, on suit des cours, il y en a qui ont du travail là-bas, mais arriver un certain âge, il n'y a rien pour les handicapés. Je sais que le Gouvernement Mauricien à un certain moment ils ont donné des facilités, les facilités, des *incentives*, *fiscal incentives* à certaines industries. Ceux qui emploie des handicapés, ont enlevé, on leur donne des *fiscal incentives*. Mais à Rodrigues, je pense qu'on pourrait faire quelque chose comme ça pour aider les entreprises à employer les handicapés. Parce qu'il y a des handicapés qui arrivent devant un mûr, ils n'ont rien, ils ne peuvent pas avoir du travail. Ça je pense que ce sont les oubliés du budget. Il faut essayer de voir comment faire pour les aider. Ce sont les gens qui sont... On peut essayer de faire quelque chose avec les secteurs privés, etc.

Mme. la présidente, on peut dire que avec Rodrigues qui reçoit presque Rs 4 milliard, qui produit à peine Rs 20 million, nous de ce côté de la Chambre, nous ne sommes pas satisfait avec la façon de faire de ce Gouvernement Régional. Ce serait bon d'en savoir quel pilier économique l'OPR veut consolider ? Est-ce que ce n'est pas vrai qu'il y a un manque de sens de priorité du côté de ce Gouvernement Régional ? Hein ? Quel est leur sens de priorité ? Surtout, ils ont été pointé du doigt pour leurs incompétences par le rapport de l'Audit. Le rapport de l'Audit a été... c'est catastrophique ! Quand ils parlent de la fameuse tour Watch Tower de Baie du Nord, ce que j'appellerai La Tour de Pige de Rodrigues. La Tour de Pige! Rs 3 million, plus de Rs 3 million on a mis dans ce Watch Tower qui n'a jamais été utilisé, qui se penche de plus en plus. Mais comment on a fait ça ? Supervision ! C'est de l'incompétence. On gaspille l'argent du peuple.

[Applause]

Même chose pour Roche Bon Dieu, le stade de Roche Bon Dieu. On avait prévu Rs 44 million pour le stade de Roche Bon Dieu, qu'est-ce qui s'est passé ? On a mis quelques bouts de ferrailles, des tas de terre, je ne sais pas si pour planter du giraumon dedans. Là, je crois que le contracteur a été en Cour. On a dû payer pour ces quelques morceaux de ferrailles qu'on a mis là-bas, on a dû payer, on est tombé à l'amiable Rs 6 million à Rs 9 million, on a payé au contracteur. Mais c'est de l'argent qu'on aurait pu utiliser pour les pauvres. C'est de l'argent qu'on jette par les fenêtres. Et, ce contracteur-là, *to add insult to injury*, mais on lui a donné cinq autres contrats. Qu'est-ce qui se passe ?

[Applause]

Et, ça le Directeur de l'Audit, il a parlé de ça. A Camp du Roi, qu'est-ce qui se passe ? Ça a été... ils ont pointé du doigt le manque de supervision, manque de *consultancy*. Donc, on dirait, comme à leur habitude, le Gouvernement Régional OPR, ce Gouvernement Régional OPR fait quelque chose mais il n'y a pas de suivi. Combien de projet ils ont fait qui sont arrêtés au bout de chemin. Juste pour montrer à la télé, voilà, limon à Gravières, on va faire ça et ça, après propre, rien. L'usine safran, on met des millions, après fini. J'espère pour le café, j'espère que ça va marcher, sincèrement. Et, tous les projets, on commence après il n'y a pas de suivi. Même pour les bâtiments, le stade Camp du Roi, le stade de Roche Bon Dieu, le Watch Tower. Après, c'est inutilisé. C'est l'argent public qu'on jette par les fenêtres. Donc, le rapport de l'Audit a délivré un certificat d'incompétence au Gouvernement Régional.

[Applause]

Et, *to add insult to injury*. Qu'en-est-il de l'Internal Control ? Internal Control devrait surveiller ces projets, voir que les projets se fassent comme il le faut. Qu'est-ce qui s'est passé ? On a réduit l'Internal Control comme une peau de chagrin. A un certain moment, il n'y avait que deux officiers pour l'Internal Control. Mais comment voulez-vous que le travail se fasse comme il le faut à Rodrigues, s'il n'y a pas de contrôle ? Internal Control et le rapport de l'Audit, il parle de ça comme il le faut. Et, le fameux contracteur qui a eu le projet de Roche Bon Dieu et Camp du Roi, il a eu encore cinq projets ! On lui donne encore cinq projets. On n'essaie pas de voir son *track record* avant de donner ce projet.

Donc, Mme. la présidente, je pense que le Gouvernement Régional OPR doit se ressaisir. Ils doivent travailler en équipe. Parce qu'on a l'impression qu'ils ne travaillent pas en équipe. Chacun fait ce qu'il veut. Il n'y a plus. Je me demande s'il y a eu une équipe même de l'autre côté ? Il faut travailler pour le bien commun, pas travailler pour une poignée de profiteur. Vous savez, il y a une erreur que beaucoup de gens font. Il pense que la richesse pour réussir dans la vie, il faut richesse en argent, il faut avoir beaucoup de richesse en argent. Non. Vous pouvez avoir beaucoup de richesse en argent mais si vous êtes pauvre en esprit, ça ne sert à rien. Il y a des gens que leurs argents ne peuvent pas les sauver. C'est la richesse en esprit qui est plus important. Quelqu'un qui est riche en esprit, qui a peu d'argent, il peut faire des merveilles. Quelqu'un qui est riche en argent, qui est pauvre en esprit mais il ne va pas très loin. Et, pour quelqu'un qui est riche en esprit, il aura l'esprit ouvert. Il y a quelqu'un qui a dit, *The mind is like a parachute. It functions best, ou plutôt, il functions only when opened*. L'esprit c'est comme une parachute. Pour le faire travailler, il faut le garder ouvert. Si on n'arrive pas à le garder ouvert, c'est foutu. C'est pourquoi c'est ce qu'on a besoin à Rodrigues en ce moment. Des gens avec l'esprit ouvert. C'est avec l'esprit ouvert qu'on arriverait à faire de sorte que toute la population de Rodrigues puisse avoir une part du gâteau national, qu'on arriverait à créer la richesse pour tout le monde et non pas créer un îlot de richesse dans un océan de pauvreté dans notre petite île Rodrigues. Merci, Mme. la présidente.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, Minority Leader. Government side, please.

The Commissioner for Women Affairs and Others (Mrs. M.R.F. Gaspard Pierre-Louis, CSK): Mme. la présidente, j'ai le Plaisir d'ouvrir le débat du côté de la Chambre, du côté de la majorité sur le huitième budget présentait par le Chef Commissaire le 22 mars 2019 dans cette Chambre. Depuis ce 22 mars, beaucoup de choses se sont produites, la majorité de ces choses

découlant de l'arrivée du cyclone Joaninha, le Minority Leader a parlé de cette évènement malheureuse et heureusement qu'il a pensé aujourd'hui de montrer sa solidarité envers les victimes. Parce que le mercredi, au lendemain de l'enlèvement du cyclone le Chef Commissaire avait justement proposé de renvoyer l'assemblée, il était là. Il n'avait même pas un mot. Donc, il ne pouvait pas agir toute de suite. Même pas un mot pour dire sa solidarité à ce peuple même après. Ce peuple que lui il qualifie, il qualifie ce pays de petit cailloux. C'est-à-dire, aujourd'hui il vient solidariser avec les gens qui habitent sur ce petit caillou. Quel dénigrement, Mme. la présidente, au nom de ce peuple que vous représentez, vous venez aujourd'hui, hier à la conférence de presse *lor ene gro roche*. Aujourd'hui un petit caillou. Quelle honte, Mme. la présidente, d'être un Rodriguais qui aujourd'hui vient dire qu'on habite sur un petit cailloux. C'est comme cet homme à Maurice, à l'époque qui disait qu'on envoi des milliards *lors ene gro roche*. Et, aujourd'hui un Rodriguais, natif de ce pays, représentant de ce peuple venir dire ici cette même chose. C'est odieux, Mme. la présidente.

Et, Mme. la présidente, c'est vrai, Joanina est venu, c'était une mauvaise expérience, fort heureusement il y a plus de peur que de mal. Aussi, c'est vrai il y a eu des victimes. La population aujourd'hui se relève, c'est pour ça qu'on parle de résilience. Et, surtout on est content aussi qu'après cette évènement triste juste après Gelena qui est venu. Donc, Joanina a pris le relais quelques semaines après, on a vu dans le Rodriguais justement cette capacité de rebondir quand on est dans des moments difficiles. On a été très connecté, c'est une bonne nouvelle aussi. Pour la première fois dans l'histoire de Rodrigues, on n'a pas été coupé du monde. Et, le Minority Leader n'a pas parlé de câble optique du tout et il parle des projets qui n'ont pas fait. Quelqu'un le jour où le Chef Commissaire présentait le budget a parlé de beaucoup de projet dans le domaine de... dans *e*, électronique, dont en lien avec l'informatique disait *ene chance zot pa koze e-météo*. Mais c'est un arriéré, Mme. la présidente. Un *e-météo* existe, c'est pour ça qu'on a été connecté avec la NASA, avec donc Météo France, Météo de Maurice. La *e-météo* et bel et bien là. C'est ce qui a fait que tout le monde a pu suivre chacun de son côté l'évolution du cyclone.

On a eu la visite du Premier Ministre deux jour après. Tout comme il la fait pour Gelena, qui a démontré sa grande solidarité dans l'action avec le peuple de Rodrigues, que lui heureusement, ne considère pas comme un caillou. Et, quand il est venu, on a beaucoup discuté. D'ailleurs, je dois dire, donc bien sûr, je me joins au Chef Commissaire, qui a eu l'occasion de dire merci au Premier Ministre pour ce cœur qu'il a pour Rodrigues et pour les Rodriguais. Et, on a eu des discussions très fructueuses. La manière donc la Minority Leader parle de la visite de Montagne Cimetière, c'est comme si, c'est le PM qui a décidé d'y aller. Non ! quand le PM arrive, c'est en consultation avec le bureau du Chef Commissaire. C'est le bureau du Chef Commissaire qui propose des visites. Et, on avait eu des

rencontres en amont parce qu'on voulait justement appuyer ces discussions qu'on a eu dans des réunions par des visites pour qu'il puisse voir concrètement, constater de visu les difficultés que font faire ces victimes. Et, la très bonne nouvelle, d'ailleurs le Minority Leader, je suis sûr, je sais, c'est qu'on n'a pas besoin aujourd'hui de réorienter le budget que le Chef Commissaire a présenté le 22 mars. On n'a pas besoin parce que le Premier Ministre, le Ministre Mentor et tous sa délégation quand ils sont venus, c'est pour justement discuter avec nous, voir nos besoins en fonction du cyclone. C'est là où des fois, c'est vrai, on niveau d'un gouvernement il faut réagir aussi, il faut planifier. Mais après un cyclone on réagit. On a vu comment le cyclone a fait du mal à ces personnes dont leurs maisons ont la toiture en tôle. Ben, on a discuté de tout ça. C'est pour ça que la visite, comme je disais au départ a suivi. Et, le Premier Ministre a donné son garanti, la garantie que une fois que le montant qu'on a besoin pour refaire partir tout ce secteur affecté, une fois que le montant identifier, le budget qu'on a besoin, on va faire la demande et il va nous accorder le financement et le support qu'il faut. Donc, pas besoin de réorienter le budget qui a été présenté le 22.

[Applause]

C'est une très bonne nouvelle. Et, surtout je pense que vous le savez aussi après Gelena il y a eu un montant de Rs 35 million, qui est déjà engagé, pas dépensé totalement parce qu'il y a des procédures. Mais totalement engager et une fois que cette argent sera dépenser, on va faire la demande pour d'autre. Le Premier Ministre a donné sa garantie.

Mme. la présidente, le Minority Leader, c'est comme si il a découvert *l'Amerique lor map*, comme dit les enfants par rapport aux maisons Trust Fund, toiture en tôle. D'ailleurs même à Maurice, il y a des maisons. Le Premier Ministre sait que même à Maurice il y a des maisons qui ont des toitures en tôle qui ne sont pas nécessairement trop solide. Et, là je le renvoi à l'époque où son équipe, je dis bien, son équipe. Malheureusement, je sens dans son allocution une amertume, un homme amer, un homme chagrin, aigri mais le choix c'était à lui de venir diriger son équipe ici. Il avait le choix en 2002. Il a voulu rester là-bas, laisser la responsabilité à quelqu'un d'autre. Aujourd'hui, à chaque fois c'est comme si *si la mer ti bouille poisson ti a cuit*. Mais vous ne pouvez pas chaque fois si, si, si ! Si j'étais là, si j'étais ! Ben vous avez été là ! Vous avez passé le test, vous avez pris part au examen vous avez échoué et le peuple la vue. Et, au lieu d'emboîter le pas au Chef Commissaire à l'époque pour venir diriger son équipe parce qu'il aime ce peuple, Lui, il a trouvé justement depuis à l'époque il pensait de caillou, parce qu'il ne pouvait pas venir diriger ici. Il a préféré resté là-bas aujourd'hui. Si, si, si ! On ne peut pas diriger un pays avec des si, Mme. la présidente. On dirige le pays avec son cœur, sa volonté et on descend sur le terrain, on n'a pas peur d'affronter.

Et, Mme. la présidente, je parlais des maisons Trust Fund. Je l'ai renvoyé à l'époque où son équipe déléguée par lui était au commande. En effet, il y a à peu près 1600 maisons Trust Fund. Tout-à-l'heure, mon collègue, le Commissaire qui s'occupe du logement va élaborer donc plus longuement sur les 1600 maisons. Le Chef Commissaire depuis longtemps, depuis a voulu qu'on travaille justement pour consolider ces maisons d'où d'ailleurs l'annonce dans le budget le 22 mars pour mettre la dalle, toilette, salle de bain, la cuisine. Et, à l'époque il y avait un projet financé par la DCP conjointement avec l'Assemblée Régionale pour réhabilité, pour donner des aménités de base à une soixantaine de maison Trust Fund. Ils étaient au pouvoir. Ils ont fait pour 60 maisons, une petite toilette. Allez voir ! Des paniers percer à la Régions 6, 3 et 1 ou 2. Même pas prend justement *faudrait passe dan la sam pou ale – faudrait passe dan la cuisine pou ale dan toilette*. Et, il n'y a aucune de ces toilettes qui fonctionnaient. Couler ! En plus de ça, ça me renvoi à juin 2011 où il y avait dans cette chambre, une motion de blâme par un..., donc, le Minority Leader d'alors qui... dans le cas de certaine motion de blâme à l'encontre du gouvernement, le Minority Leader d'alors, donc M. Roussety, il faisait mention dans son allocution, j'ai vérifié hansard ce matin, comment il y a un Commissaire à l'époque, en position debout, s'il vous plaît, un Commissaire qui allait prendre de l'argent avec M. Peermamode Rs 500,000, Rs 800,000 sur ces maisons Trust Fund. C'est dans le hansard. Pour vous dire aujourd'hui, il pense que tout le monde dirige comme eux. Et, ils veulent vernir donner la leçon, qu'est-ce qu'on fait avec les maisons Trust Fund. Vous aviez l'occasion, vous avez eu 60, personne aujourd'hui n'a pas pu utiliser. Nous on va le faire, on va le faire bien et les Rodriguais seront content. En plus, Mme. la présidente, peut-être il est déconnecté du terrain. Même si c'est vrai, il y a ce projet de maison contributive, pourquoi on le fait ? Parce qu'on veut que le Rodriguais, la Rodriguaise soient des gens debout. On ne peut pas continuer à donner, donner, donner. Ce n'est pas comme ça qu'on aide les gens. Au contraire, il faut les aider, il faut leur prendre par la main. Le projet de logement contributif, sur un plan contributif, c'est justement dire au Rodriguais qu'on connaît vos besoins, on connaît vos soucis, on vous accompagne. Malgré cela, il y a, on connaît, on sait aussi qu'il y a des gens dans ce pays qui ne peuvent construire par eux-mêmes. Il y a plus de 100 maisons, plus d'une centaine de maisons qui ont été construites totalement par l'Assemblée Régionale l'année dernière pour ces gens qui sont dans le besoin. Mais on ne pas continuer à donner, donner. Il faut que ceux qui peuvent contribuer, ceux qui veulent contribuer, c'est aussi donner la dignité à ce peuple et de dire aux parents, aux familles que c'est votre rôle de veiller au besoin de votre famille. Mais le gouvernement vous accompagne. C'est le message qu'on veut lancer. Et, le message a été reçu, les gens sont contents et aujourd'hui ce projet marche. C'est comme ça qu'on va continuer parce que l'assistanat non, la débrouillardise oui. Et, c'est comme ça qu'on veut avancer, Mme. la présidente.

[Applause]

Et, aujourd'hui ce n'est sera pas possible de venir faire la politique dessus.

Ils ont parlé de l'ouverture, donc il a parlé des centres de refuges tardivement. Je ne vais pas m'étaler longuement dessus. Mais je pense que tous ceux qui sont un peu averti savent que c'est établi que les centres de refuges s'ouvrent à partir de Classe III. C'est établi ça. Et, est-ce que c'est un protocole ? Est-ce que dimanche soir dans la nuit, on allait ouvrir le centre ? Le matin on se lève lundi, on est encore en Class II, on constate que ça va peut-être dégénérer, c'est pour ça qu'à 8 heures, il y a le communiqué pour dire qu'on va ouvrir exceptionnellement parce qu'on est conscient du problème. On ne peut pas faire dans la nuit. Comment on va le faire ? Les gens allaient bouger le soir ! Aujourd'hui, c'est la démagogie, Mme. la présidente, et je trouve que c'est déplorable.

J'aurais l'occasion au fur et à mesure de reprendre les points que le Minority Leader a parlé au fur et à mesure par rapport au sujet que je vais traiter. Moi, je trouve que la démarche du Chef Commissaire en proposant ce budget sous le thème : « Préserver nos acquis, renforcer notre résilience, et poursuivre le progrès ». C'est un appel à ce peuple, c'est un appel qui vient nous dire qu'il faudrait qu'on puisse s'appuyer sur ce qu'on a eu dans le passé, ce que nos aînés ont bâtis, des acquis politique. Aujourd'hui, l'autonomie c'est un acquis politique. Les acquis politique c'est qu'aujourd'hui depuis 76, c'est les Rodriguais qui forment des partis politique donc sur le sol Rodriguais. Ce sont des acquis qu'il faut préserver. C'est pour ça qu'on va barrer la route à tous ceux qui viennent d'ailleurs qui veulent venir ici mettre des partis politique. C'est un acquis politique. Et, l'autonomie et le fait que Rodrigues aujourd'hui c'est les Rodriguais qui viennent proposer des partis politique. En plus, Mme. la présidente, on a des acquis culturelle, des acquis sociaux. Des acquis culturels, il y en a tellement. Aujourd'hui, la reconnaissance de notre Ségá Tambour comme patrimoine et matérielle mondiale. C'est un acquis culturel, qui fait la fierté de Rodrigues et que nos jeunes doivent s'empreigner de ça pour projeter vers l'avenir. Les acquis sociaux, la manière dont travaille à Rodrigues les ONGs, ce sont des acquis sociaux. Et, pourtant eux, en 2010 qu'est-ce qu'ils étaient venus faire ? Ils étaient au pouvoir, ils font voter des règlements à l'Assemblée Régionale ici, pour contrôler les ONGs, pour mettre un Board, diriger par le Chef de Cabinet de la Commission du Développement Communautaire, pour diriger les ONGs. Ils avaient même nommer un Board présidait par un Adviser politique pour contrôler le fonctionnement du CRAC. Et, Mme. la présidente, on ne peut pas aujourd'hui venir nous faire la leçon. Nous, aujourd'hui, moi quand je trouve cette démarche du Chef Commissaire va accompagner, de donner d'avantage les

moyens RCSS dans le cadre d'une autonomie que la RCSS a pour travailler, c'est exemplaire. C'est un acquis aujourd'hui la manière donc fonctionne nos ONGs. Nous avons des acquis, je l'ai dit au niveau politique, social, culturel, identitaire. Et, c'est ça notre force. Aujourd'hui, c'est ça qui fait qu'on va devoir s'appuyer sur tout ça, toute cette lutte de nos aînés, tous ce travail dans les moments difficiles pour nous projeter vers l'avenir, pour travailler en faveur de nos enfants et de nos jeunes. Pour moi ce thème vient nous dire, vient nous inviter à développer, à consolider une manière de vivre avec une attitude positive, prenant appui sur son passé et se projeter vers l'avenir.

Mme. la présidente, je l'ai dit, on a des acquis politique et on a vu récemment, donc aujourd'hui ils disent qu'un moment ils voulaient s'associer et heureusement. Mais nous on est là pour travailler pour notre peuple et on va se mettre devant tous ceux qui veulent nous empêcher d'arriver, d'empêcher de faire briller ce petit pays. Et, le Chef Commissaire a parlé beaucoup, donc, sur les nombreux sujets dans le cadre du budget. Tout-à-l'heure, je vais prendre quelques points par rapport à l'orientation économique du Gouvernement Régional de l'OPR. Et, le premier point que le Chef Commissaire avait étalé c'est par rapport justement au développement du capital humain. Le premier sujet c'était La Santé.

Mme. la présidente, on est conscient, d'ailleurs on a vu, on a eu l'occasion, il y a eu la motion de blâme, on a eu beaucoup de temps pour étaler sur les faiblesses de notre system de sante. C'est vrai il y a des faiblesses mais il y a aussi beaucoup de chose qui ont été faite. Et, la première mesure du budget c'est justement aller à la rencontre de ces personnes en difficulté en terme de santé, qui ont besoin d'avoir des soins à Maurice. Nous sommes venus, nous-mêmes au départ avec la mesure d'accompagnement pour donner une allocation. Au départ c'était ciblé, traitait à Maurice. On a vu que ça prenait trop de temps, on a voulu le faire à Rodrigues. Au lieu de ciblage, on le donne à tout le monde, *irrespective of family revenue*. En suite de ça on a voulu améliorer encore en donnant une avance à ceux qui partent. Et là, le Chef Commissaire vient avec deux mesures très important et c'est là où déjà dès le départ, l'opposition avait le visage cassé le jour du budget. Je me souviens, le Chef Commissaire la première chose c'est par rapport au nombre de jour, la manière où on comptabilise le nombre de jour pour donner cette allocation. Au départ c'était que pour les patients hospitaliser, c'est-à-dire, si vous êtes admis à l'hôpital, c'est pour ces jours-là. Maintenant, ce n'est plus le cas. Et, je félicite le Commissaire de la Santé, qui a proposé que ça prend effet le 23 mars. Et, c'est que ces personnes, qui partent, s'ils attendent leurs rendez-vous, ils sont partis le premier, ils sont admis jusqu'au cinq, ils ont leurs rendez-vous le 15 au lieu d'être payé que pour le premier au cinq, ils sont payés du premier au 15. Donc, c'est extraordinaire cette mesure, Mme. la présidente.

[Applause]

Parce que c'est un besoin qui a été ressenti par la population et on a écouté, on a été à l'écoute et aujourd'hui on est contente que c'est une réalité. Et, impatientement un Membre de l'Opposition demandait : « *Ben pa pou augmenté ?* ». *Le Chef Commissaire a dit : mais atane.* Et, quand c'est arrivé, là on dit : « *An va gagne encor dé dalpouri* ». Mme. la présidente, c'est la démagogie. C'était Rs 200, c'est devenu à Rs 300, c'était seulement pour les jours où on était admis, maintenant c'est pour toute la durée du traitement. Si ce n'est pas quelque chose d'honorable, Mme. la présidente, ben là je pense qu'on ne connaît pas la souffrance de ces personnes. Et, comme la si bien dit mon collègue le Commissaire Payendee – « *Si on avait donné 500, on allait dire qu'on aurait dû donner 1000. Si on avait donné 1000, on allait dire qu'on aurait dû donner 2000* ». Donc, *tou céki ou fer pa bon mem.* Donc, nous on avance et on sait que les gens ont appréciés.

Le budget du Chef Commissaire démontre aussi son engagement de toujours par rapport à l'éducation au niveau infrastructurel, au niveau de formation, comment mettre l'enfant au centre de ce projet éducatif. Beaucoup de projets. Et là, je tombe un peu des nus quand j'entends le Minority Leader dire que le Chef Commissaire maintenant vient annoncer le recrutement de 25 Trainee Educators pour pouvoir arriver à ce ratio 1:20. Mais, Mme. la présidente, depuis qu'on est au gouvernement, depuis 2012, chaque année il y a eu le recrutement des Educateurs. Pour les écoles nouvelles, mais aussi pour remplacer ceux qui partent à la retraite. Et là, en 2012, on a eu 10 *General Purpose* qui a été recruté pour le primaire. Là, je parle que pour le gouvernement, en plus de ça, il y a le recrutement pour le RCEA. En 2014, il y a eu 10. 2015, 2016, il y a eu 30. Et là, en 2018, on a eu des Head of Education, des professeurs pour le Créole qui nous ramène, qui nous fait plus de 50 personnes déjà recruté. Et là, on recrute 25, c'est pour ajouter à ceux qui sont déjà dans le secteur. Donc, c'est une... pour moi c'est être déconnecté ou bien c'est vouloir justement encore une fois faire de la démagogie, que dire que c'est maintenant.

Et, l'objectif aujourd'hui, c'est que pas seulement au niveau des écoles communautaires qu'on doit avoir ce ratio. C'est au niveau de toutes les écoles primaires aussi bien que pour le secondaire. D'où justement, cette assise de l'éducation que le Bureau du Chef Commissaire a organisée dans un but de s'asseoir avec les partenaires pour réfléchir comment donc faire qu'on va retourner/renverser la vapeur et faire que le pourcentage des examens augmente. Mais surtout comment l'éducation soit accès sur le développement des talents et pas seulement juger sur les résultats, la performance donc des résultats.

Donc, au niveau de l'éducation, beaucoup de projets, au niveau du primaire, du pré-primaire, du secondaire. Et pourtant, ça me ramène encore une fois à ce que, eux ils avaient fait quand ils étaient au pouvoir, au niveau de l'éducation. Ils étaient venus de l'avant avec un Scheme, un Award pour récompenser quelques élèves du primaire et cette Award avait... agir toute suite enlever parce que ça allait contre justement l'intérêt des enfants, c'était au lieu de valoriser les enfants, c'était faire que les enfants se mettre en compétition malsain les uns contre les autres. Et, ils étaient allés aussi loin, qu'ils avaient donné ce Award le nom de Feu Antoinette Prudence sans même consulter la famille et la famille même était contre. Et, aujourd'hui heureusement, qu'ils n'ont pas pu mettre cette Award donc en place. Pour dire que, eux ils ont des leçons à donner dans toutes les secteurs mais on sait nous, on a suivi avec intérêt tout ce qu'ils ont fait et aujourd'hui quand ils parlent on sait de quoi il s'agit, Mme. la présidente. Donc, au niveau de la formation aussi beaucoup de projets pour surtout consolider tout ce que nous avons fait pour les jeunes qui choisissent de partir pour des études à Maurice. Heureusement aussi aujourd'hui, je n'ai pas entendu parler de l'université qui forme parti des gros projets que le Minority Leader parle souvent. Et, tout homme averti, tout homme averti dans ce pays, tout ceux qui ont une réflexion à tous les niveaux, peu importe qui il est, politiciens ou autres, ils savent qu'avoir une université à Rodrigues, comme l'Université de Maurice, l'Université de la Réunion, ce n'est pas possible. Mais le plus important, le plus important...

[Interruption]

Madam Chairperson: Order ! Order !

Et là, je dois dire on vient d'avoir... ce n'est pas possible tout simplement parce que...

Madam Chairperson: Order, Respected Members. Interruptions from a sitting position is out of order, please.

Mrs. M.R.F. Gaspard Pierre-Louis, CSK: Mme. la présidente, aujourd'hui on a 200 jeunes qui quittent la HSC chaque année. Est-ce qu'on va faire que tous nos enfants vont étudier que les langues ? On va pouvoir faire la science, on va faire tout ça ? Le plus important, ce n'est pas d'avoir un gros bâtiment comme l'Université de Maurice, c'est donner la facilité pour que les jeunes puissent parfaire leur connaissance et avoir des études tertiaires. Et pour nous aussi, l'ouverture de nos jeunes est primordiale. C'est pour ça que nous continuons à établir des liens avec des universités étrangères pour leurs permettre d'aller plus loin. En Malaisie, là on va travailler avec l'Afrique du Sud, où on cherche des possibilités pour les études en France. Donc, pour nous c'est poussé

nos jeunes vers l'ouverture, voir d'autres cieux, voir d'autres horizons, comme tous les pays du monde le fait pour que les jeunes reviennent avec plus d'ouverture.

Et, tous les plans de formation, tous les plans accompagnement, plus d'une dizaine qu'on a mis en place depuis ces quelques années se maintiennent. Aujourd'hui, je suis vraiment très fière qu'un jeune ou bien qu'un parent dont les familles ont des revenus faibles, ils ne peuvent pas dire aujourd'hui qu'il n'y a pas de support pour aller à l'université. Des bourses, REDCO Scholarship, des Laptop Grant pour tout le monde, les paiements des frais scolarité et d'enregistrement, la location pour les logements, les 70 chambres disponibles pour les jeunes, la location pour l'installation, le RRA Technical Scholarship, le RRA Medical Scholarship, la location mensuelle des jeunes pour les familles venant à faible revenu. Et là, ça me revoit encore une fois, Mme. la présidente, en écoutant... Donc, le Minority Leader m'a forcé à chaque fois retourner dans ce qu'il disait. Je me souviens il y avait une dame, j'étais dans l'Opposition, qui était venue me voir pleurant, parce que son enfant étudiait à Maurice et un moment avait des difficultés, cette famille ne pouvait pas envoyer des sous pour son enfant. Et, un Commissaire à l'époque avait dit à cette femme : « *Kan coné miser ki envoy piti l'université.* » C'était ça leurs d'états d'esprits. Aujourd'hui, ils viennent donner des leçons et nous on se dit au contraire, c'est les pauvres qu'il faut aider parce que c'est l'éducation qui est la clé de tout développement. Et, tous ces *incentives* viennent justement rejoindre cette objectif, cette vision que nous avons. D'ailleurs, Mme. la présidente, parlant de développement économique, comment peut-on développer le pays économiquement si on ne développe pas ces ressources humaines ? Si on ne donne pas la chance à ces enfants de travailler, d'étudier, d'aller voir ailleurs et de revenir avec des grandes idées.

Et, je suis contente que cette année encore le Chef Commissaire continue à appuyé le Secteur de la Formation en donnant deux plans d'aides additionnels. On a le package pour l'internet qu'on va démarrer à partir de cette année budgétaire. Chaque jeune qui fait des études poste secondaire aura droit à 2 G d'internet mensuellement. Donc, c'était un service qu'on donnait seulement aux jeunes qui été au Student House à Vacoas. On allait le mettre au niveau de Floréal et on s'est dit, pourquoi ne pas donner à tous nos jeunes qui vont étudier parce qu'on sait combien l'internet est utile pour les études. En plus de ça, on vient aussi récompenser l'effort des jeunes qui ont brillés au niveau de HSC, c'est-à-dire, que jusqu'ici on a, bien sûr chaque année, les jeunes classer de 1 à 10, filles et garçons, parmi ces classés certains ont la chance d'avoir des bourses de l'Inde, de Maurice, The President Award, de Science Scholarship, des bourses, donc un peu qui sont déjà *available* ; RRA Scholarship, REDCO. Mais il y en a malheureusement qui malgré qu'ils ont fait les efforts, pour être classé de 1 à 10,

il y en a malheureusement qui ne peuvent avoir un petit support, une bourse, et là, le Chef Commissaire vient rétablir cela. Et, surtout vient récompenser l'effort de ces jeunes, c'est-à-dire, si vous êtes classé entre 1 à 10, vous n'avez pas été bénéficiaire d'aucune bourse, l'Assemblée Régionale vous donne une bourse. Donc, vous aurez droit à Rs 5,000 mensuellement avec tous les frais de scolarité prendre en charge.

Bien sûr, Mme. la présidente, je ne peux pas ne pas mentionner la démarche du Premier Ministre, très salubre pour faire que l'éducation post-secondaire soit gratuite dans les écoles publiques à Maurice. Donc, une dizaine d'institutions sont concernés. Donc, nos jeunes aussi vont pouvoir bénéficier et on en a vraiment très fiers. Surtout que nous on avait commencé cette effort avant et aujourd'hui cette démarche est appuyée donc au niveau national. Cette année notre focus, en sus des jeunes qui partent pour les études post-secondaire sera aussi sur ces jeunes qui malheureusement malgré leurs efforts ne peuvent réussir leurs SC ou HSC. On vient de l'avant avec une collaboration avec le Greenwich University, qui va permettre à une centaine de jeune sur cette année. On va commencer pour 100 jeunes cette année qui n'ont pas réussi leurs Form V pour démarrer les études menant vers un diplôme. Donc, il y a bien sûr différent niveau à passer et le Chef Commissaire a fait l'annonce que l'Assemblée Régionale va accompagner ces jeunes dépendant de leur revenu familial, un montant allant jusqu'à Rs 15,000 sera donc allouer par l'Assemblée Régionale. Donc, pour nous encore une fois, donner la chance à tous, permettre aux jeunes de parfaire leurs connaissances, préparer la jeunesse pour le développement économique pour qu'il s'engage donc ça demeure notre priorité. Mme. la présidente, des formations qui aussi vont se faire avec d'autres partenaires, Lycée Agricole de St. Joseph, qui continue à nous appuyer pour la formation de l'agriculture et très bientôt il y aura l'ouverture officielle de ce centre, donc du Lycée Agricole de St. Gabriel où déjà, donc le 22 avril, il y aura un autre batch de jeune professionnel qui s'intéresse à l'agriculture, qui va se joindre à cette formation. Parce qu'on croit que l'agriculture est un de nos piliers économiques et qu'il faudrait avoir des jeunes former, qualifier, fier pour continuer ce travail que nos parents ont fait. C'est un acquis, c'est que l'agriculture est un secteur clé de notre pays et qu'il faut consolider.

Au niveau de la formation aussi, on a été appuyé par la FD pour un financement pour une étude pour justement nous permettre de visionner l'avenir en matière de formation professionnel pour nos jeunes. Au moment où le Chef Commissaire présentait le budget le 22 mars, il avait dit que ce rapport va être disponible sous peu. Je suis vraiment très fier, que le rapport est disponible aujourd'hui. On a le rapport en main. Et, hier on a discuté au niveau du bureau, on va mettre un comité de travail pour assurer, pour veiller et à ce que les recommandations de ce rapport soit mise en œuvre. Déjà le budget fait mention d'un montant pour démarrer donc la mise en place de ces recommandations. Et,

on va le faire donc, Mme. la présidente. Pour nous aujourd'hui, toutes ces questions de budget ce n'est pas une question de montant mais surtout une question de validation au niveau du Ministère de Finance, qui nous dit toujours : Vous commencez et puisque le projet est approuvé, le montant suivra. Donc, on attend, on a fait des projets comme ça, on a commencé comme ça et on a réussi, on va continuer à le faire.

Mme. la présidente, on a aussi le financement de l'Union Européenne pour la mise en place d'un Career Guidance Service. Le Consultant Technique sera recruté sous peu, sous ce financement du 11^{ème} FED. Ça va nous aider à implémenter le projet ProCop que le Chef Commissaire avait annoncé dans son discours Budget l'année dernière, c'est-à-dire, la mise en place d'un programme d'orientation pour les carrières pour les jeunes aux seins des écoles. Parce qu'on a vu que malgré, on n'a pas un service d'orientation professionnel mais malgré tout l'encadrement qu'on donne, il faudrait consolider davantage ces encadrements pour que les jeunes fassent les choix réfléchis et surtout qui puissent vraiment choisir des domaines où ils seront appelés à travailler à Rodrigues. Donc, au niveau de la formation, beaucoup de projets. Je ne vais pas étaler donc sur tous ces projets. On va continuer notre travail. Je suis vraiment très contente que c'est un secteur qui vraiment bouge et qui répond de plus en plus au besoin de la population. La formation pour l'employabilité. La formation pour le développement des compétences, la formation pour l'acquisition des nouvelles qualités.

J'ai parlé des logements sociaux. Et là, ça me renvoi encore, Mme. la présidente, chaque il parle de ce qu'on devrait faire. Ils avaient fait un projet de bassin pour les personnes vulnérables à l'époque, *bassin carré en bloc*. Que des paniers percés. Personne n'a pu utiliser. Aujourd'hui, on doit recommencer pour aider ces gens.

Mme. la présidente, aussi on a parlé, donc le Minority Leader a parlé donc d'un gouvernement qui n'a pas de vision. Avant de parler sur comment nous on aide et on a parlé des enfants handicapés aussi. Comment on prend soin des plus faibles de notre société. Je vais justement parler de ce volet économique. Et vous savez, Mme. la présidente, les gens en 2006, quand ils avaient choisis de voter pour l'alternance, c'était parce que à chaque fois on entendait le Minority Leader, qui est Leader du MR, dire que : *Quand MR vine au pouvoir ene quantité investisseurs pou derrière la porte*. C'était pour ça que les gens aussi avaient choisis. Ben, on va essayer ! Et, malheureusement, parmi ces investisseurs qui étaient derrière la porte, on n'avait vu que le bateau Alysée. Le bateau qui est venu. Donc, voilà Alysée. Les investisseurs qui sont venus prendre nos plus belles terres autour des plages de Rodrigues, les pieds dans l'eau, avec plus d'une trentaine de projets. Beaucoup de projets, beaucoup de terre allouées, mais pas un

seul établissement hôtelier mettre en œuvre. Heureusement, qu'on est venu après pour reprendre ces projets. Certains projets... Aujourd'hui, quand on parle de l'environnement...

Madam Chairperson: Second Island Region Member, this is most irregular to interrupt someone who has the floor. Please, rest assured you will have the floor to give your opinion later. Thank you.

Mrs. M.R.F. Gaspard Pierre-Louis, CSK: Oui, il parlait de l'environnement, de respect de l'écologie. Mais tous ces hôtels donner sur les dunes, dans la région de Pointe Coton, qu'on a dû aller en cour après pour reprendre, c'était ça le développement économique qu'il parle? Mme. la présidente, nous on croit dans le tourisme, mais on croit dans un tourisme respectueux de notre environnement. Justement, c'est pour cela que nombreux sont les mesures que le Chef Commissaire a énoncé pour consolider en sus de l'agriculture le tourisme comme un secteur catalyseur qui va entraîner le producteur, donc le secteur primaire. Au niveau du tourisme beaucoup de très belles mesures. Il a parlé dd catastrophe au niveau du tourisme mais pourtant les chiffres, les statistiques. Apparemment, hier ils été prendre des statistiques au bureau du Discovery Rodrigues. Ah ben, les statistiques de là-bas, ils parlent. De 2012 à ce jour, on est passé de 52,000 touristes à 76,000 touristes. Ces personnes quand ils viennent à Rodrigues, ah ben, ils consomment, ils payent, ils dépensent. Donc, le développement économique se basse aussi sur ce touriste respectueux de l'environnement. Ces mesures pour faire venir, aujourd'hui on est en avril, le nombre de vol d'Air Austral de La Réunion/Rodrigues passera de 11 à 52 par ans. Mais c'est pour le développement économique et pour le développement du tourisme. Ce secteur qui... la bonne chose, c'est que quand quelque chose marche, ce n'est pas nous qui avait fait, quand ça ne marche pas c'est le gouvernement. Et, quand on avait la discussion pour faire venir. Parce que dans un pays, un avion ne vient pas comme ça, il y avait discussion. On est content qu'ils ont étaient d'accord. Ils ont fait le test avec St. Pierre, aujourd'hui ils trouvent qu'on peut consolider avec St. Denis. Toujours Air Austral. On sait que La Réunion est un bassin très intéressant pour le tourisme Rodriguais. On a aussi cette mesure pour réserver certaines types d'activités pour les jeunes Rodriguais, pour le permettre d'investir dans le tourisme. Donc, tout ça, Mme. la présidente, c'est pour consolider ce secteur que nous pensons porteur.

Et, aujourd'hui quand on parle de l'aéroport, pour moi, comme le câble optique, ce n'est plus un projet à parler, c'est quelque chose de concret. Le Chef Commissaire surement prendra le soin lors du Summing Up de donner des belles informations par rapport à l'avancer de projet de l'aéroport. On avait annoncé pour fin 2019 et le Minority Leader a dit que rien ne va se passer en 2019. Non ! Il y a de très belles choses qui vont se passer par rapport à l'aéroport, il ne perdra

pas grande chose à attendre un petit peu. Un peu de patience. La patience émane de cette vertu qu'est la résilience et donc ça va arriver, les gens vont voir concrètement où est-ce qu'on en est avec le projet donc, l'aéroport. Et, hier apparemment quelqu'un a parlé des options, le Chef Commissaire *bla bla bla* par rapport au option. Il y a plus de *bla bla bla*. Il n'y a pas de *bla bla bla*. Pour la population aujourd'hui d'après vous ils sont intéressés à savoir quelle option ? Allez demander à quelqu'un dans la population, c'est quoi l'option de l'aéroport ? ce n'est pas l'option qui l'intéresse, c'est l'aéroport, c'est le projet. Et, le projet va se faire. La question d'option ne se pose pas. L'allongement de la piste va se faire, 2100 mètres, l'arrivée de gros porteur, donc Néo 320 va arriver et on est fier que ce gros développement économique, comme cette révolution politique, qui est l'autonomie, comme cette révolution numérique, qu'est le câble optique, la révolution économique avec l'agrandissement de l'aéroport se sera encore sous l'OPR et on en est très fier, Mme. la présidente.

[Applause]

Et eux, ils étaient venus, je me souviens, le Chef Commissaire d'alors, Chef Commissaire délégué par le Minority Leader était venu avec son gros livre Samuelson, c'était son économique model, il parlait de *Kicking Away the Ladder*. Et puis, *the ladder has kicked him away*. Et, aujourd'hui, Mme. la présidente, il y a eu beaucoup de ... c'est ça les *bla bla bla*. Indépendance économique, ainsi de suite. Qu'est-ce qu'on a vu après ? c'est pour ça qu'après cinq ans et demi. Ils ont dit ce matin qu'ils ont de très beau projets dans leur manifeste électoral, ils avaient de très, des projets définis, clairs pour l'économie. Mais c'est le peuple qui choisit le manifeste électoral qu'il veut pour son pays. Et, malheureuse, en 2012 et 2017 leurs manifestes électoraux ont été mis de côté et on espère qu'un jour ils pourront justement reprendre ces manifestes et peut être les mettre à jour et les exécuter.

Mme. la présidente, je l'ai dit tout-à-l'heure aussi, je n'ai pas entendu parler de câble optique. On est vraiment content que le câble optique est enfin, est maintenant une réalité, le bébé est arrivé très en avance, prématuré mais en pleine forme. Depuis le 16 février 2019, la connectivité de Rodrigues aujourd'hui à la bande passante du au câble optique et non plus au satellite est passé de 37 méga en 2012 quand on a pris le pouvoir et aujourd'hui à 100 Giga donc seulement 2 Giga sont activés pour des tests et très bientôt on va activer les 100 Giga. Et, la possibilité d'étendre jusqu'à 3.2 Téra Bytes sachant que 1 Téra Bytes c'est 1,000000 Méga Bytes. Donc, ça c'est le développement et la révolution numérique, Mme. la présidente, que l'OPR est venu ajouter à son grand palmarès après le développement, après la révolution politique avec l'autonomie, la mise en place de l'Assemblée Régionale. Et, un moment il parlait beaucoup de I, que nous avons fait. Là aussi j'espère que quand ils viennent demain, s'ils viennent demain, ils ne vont pas dire qu'on va annuler le contrat parce qu'il y avait

hedging. Ah ben, la population à ce moment-là va voir comment ils vont faire avec eux. *Si pou ale lor terrain surment pou galop touni dé la mains dan poche*. Si on va venir parler de *hedging*. Parce qu'aujourd'hui, c'est une réalité, c'est un acquis, la révolution numérique va arriver et notre *focus*, notre énergie est justement focalisée sur le post-câble optique, comment mettre en œuvre le projet pour que le câble optique soit un de ces piliers économique fort pour développer le pays. Prenant l'exemple, de ce qui se fait à Rouanda, ce qui se fait à Maurice aussi, ce qui se fait dans beaucoup de pays d'Afrique pour faire que le câble optique soit porteur d'emploi, soit un outil de développement mais aussi aide à plus de productivité, de créativité et d'innovation. La très bonne nouvelle, c'est que déjà il y a eu beaucoup, beaucoup d'intérêt des personnes qui veulent venir s'installer à Rodrigues. Je dois dire que depuis que le câble a été lancé, on a eu, là déjà, trois demandes formelles des entreprises engager dans le secteur de Contact Centre, BPO, Call Centre qui ont fait des demandes formelles pour s'installer à Rodrigues. Et là, c'est déjà plus de 175 postes engager, promis. Et, hier il y avait eu l'ouverture d'un Contact Centre au Cliderlex avec une dizaine de jeunes qui va très bientôt arriver à vingt. Il y a quelqu'un qui est venu nous voir, qui a déjà pris un bâtiment à Port Mathurin et qui va prendre 60 postes et s'ouvre le 01 juin. Donc, il y a aussi un autre groupe qui veut prendre 100 postes. Je parlais de 175 postes, donc pour dire que, ce qu'on veut avec cette outil de développement, cette outil technologique, on va le voir beaucoup plus vite qu'on attendait. Et, notre vision c'est la création de pas moins de 1000 directe d'ici cinq ans. Donc, c'est-à-dire, cette année notre focus c'est 200. Et, Mme. la présidente, moi je n'ai pas besoin d'être là, le travail dois se faire. Le plus gros je l'ai fait. Et, maintenant, le reste, ceux qui sont là, personne n'est éternel, ils vont poursuivre ce développement. Et, l'arrivée de ce câble aussi nous force à mettre en œuvre, mettre en place des structures qui vont nous permettre de faire avancer notre projet pour faire du câble, pour faire de l'internet un pilier fort de l'économie. On va mettre en place deux structures, deux compagnies. Une première, un peu comme baser sur le modèle de Landscape à Maurice pour gérer les infrastructures, pour la maintenance des infrastructures. Ces compagnies légalement créer, 100% gérer par l'Assemblée Régionale seront mise en œuvre et activer très bientôt. Cette compagnie aura pour tâche de gérer tous ces projets de Techno Park à Baladirou. Et là, encore une fois, le Minority Leader a parlé de l'absence de gros projet. Si la Techno Park de Baladirou n'est pas un gros projet, au coût de Rs 250 million, c'est quoi un gros projet pour le Minority Leader, Mme. la présidente ? La Techno Park va se faire à Baladirou, je l'ai dit. On avait au départ, vous l'avez entendu, on a discuté beaucoup de fois ici. Donc, fait acquisition du bâtiment de Pointe Venus pour ce projet. Aujourd'hui, Pointe Venus sera converti en un hôtel par l'EFW. Du même, donc ils ont déjà un hôtel, un établissement hôtelier à Maurice. Cette hôtel, donc nous on l'avait acheté à Rs 55 million. Aujourd'hui, après négociation avec le gouvernement, on a eu un montant de Rs 75 million pour le bâtiment, qui sera injecter dans la construction

de la Techno Park. C'est là où très souvent, ils ont la panique, ils parlent de *juicy business*, ils pensent qu'il y a des gens qui vont gagner dedans. C'est le peuple qui va gagner dedans, Mme. la présidente. Et, cette hôtel de Pointe Venus, qui va s'ouvrir et donc ils vont démarrer les travaux très bientôt va pouvoir à 100 postes directes sans emplois et qui sera aussi utile comme hôtel d'application pour appuyer, donc pour la pratique des jeunes qui se forment dans le tourisme au Pole de Formation Vatel. D'ailleurs, dans le tourisme, j'ai oublié de mentionner ce grand *mildstone* on a pu avoir une école Vatel de renommée internationale à Rodrigues où nos jeunes vont se former, pas seulement qu'à Rodrigues. A partir la deuxième année, ils sont appelés à choisir quel pays ils vont faire leur formation dans les quarantaines de Vatel qui existent dans le monde.

Donc, la Technology Park sera une réalité et prévoit que donc la Techno Park va démarrer d'ici octobre 2019 et il y aura aussi une aura compagnie, The Rodrigues Promotion and Development Company Ltd. pour gérer de manière transparente l'accès à la connectivité, à la bande passante pour les opérateurs et les business qui souhaitent justement avoir accès pour développer leurs entreprises. On travaille, donc pour mettre en place cette compagnie, le Rodrigues Promotion and Development Company, on a eu recours à l'expertise de Maurice, qui a eu une compagnie qui avait eu, qui a envoyé leur *experience of interest*, qui on était reçu. Et aujourd'hui, on a en main un rapport qui va nous aider à mettre en place les procédures comment faire pour l'accès à la connectivité pour les opérateurs, pour les ISPs, pour les opérateurs dans tous les secteurs et aussi cette compagnie qui sera appelée à être profitable dans pas longtemps pour pouvoir justement rentabiliser ce projet donc au niveau donc de l'internet, du câble optique. Et, nous on est confiant des pays d'Afrique aujourd'hui accueillent les très gros poids lourds en terme de grosses entreprises, de grosses pointures parce qu'ils ont l'environnement informatique propice. Rodrigues à ce niveau à des acquis aussi. Un des acquis de Rodrigues c'est cette stabilité politique, que les investisseurs recherchent. Un autre acquis pour attirer ce développement de l'informatique c'est le fait qu'on est une île où il y a la sécurité, *safe and secure*. Un autre acquis encore, c'est que on a un bassin de jeune, un bassin francophone et les opérateurs dans le secteur de *Contact Centre*, ils disent toujours que la manière, la capacité du jeune Rodriguais de parler Français est un atout pour ce secteur. Donc, on a des acquis. On va s'appuyer sur ces acquis-là pour développer ce secteur. Donc, concrètement. En plus de ça, nous avons le devoir aussi de continuer à travailler pour que demain on a les *Data Centres*, par exemple qui peuvent s'installer ici. Ce sont des projets aussi qui ramènent des sous pour un pays.

Entretemps, la formation et le développement des ressources humaines dans ce secteur, donc continue. Les formations dans le *Software Engineering*, *Software Development*. C'est des secteurs très importants qui est très demandé

pour pouvoir continuer à développer ce secteur. Nous avons d'autres acquis aujourd'hui au niveau de l'informatique. Par exemple, toutes les écoles, les institutions éducatives sont équipées de matériels informatique pour continuer à aider nos jeunes donc à développer et à manipuler avec professionnalisme cette outil. On a besoin aussi cependant de continuer à travailler pour la cyber sécurité. On a eu un rapport récemment, qui a été fait par la MCB, en matière de cyber sécurité à Rodrigues où le rapport fait mention de plus de 87% de population de Rodrigues qui sont, par exemple, sur les réseaux sociaux, ce rapport fait mention du pourcentage d'immersion de la technologie au sein des familles de Rodrigues. Et, surtout le rapport fait mention de l'absence de maîtrise de l'impact négatif que peut avoir l'utilisation des réseaux sociaux ou l'internet si ce n'est pas bien guidé. Donc, d'où le projet qu'on va faire avec les enfants et les parents au niveau de l'informatique, un programme pour responsabiliser d'avantage nos enfants et les parents pour l'utilisation l'outil informatique.

Et, j'allais oublier de le dire cette compagnie qui nous a aidé à mettre en place le Rodrigues Promotion and Development Company, va nous aider aussi dans le cadre du Business Plan, qu'ils ont élaborés, faire que dans le secteur de l'informatique du câble optique on va très probablement pouvoir faire de Rodrigues une zone économique spéciale. Comment ? c'est-à-dire, en donnant la capacité à l'internet, l'accès à l'internet a un prix, a un tarif très, très compétitif par rapport aux offres de la région. Et, cette compagnie va avoir comme tâche de veiller à ce que tout le temps on maintient le cap et on reste le pays le plus compétitif dans la région en matière de la connexion pour les business. Donc, ce projet, de faire de Rodrigues une zone économique spéciale, va très probablement se concrétiser grâce à l'internet.

Mme. la présidente, le Chef Commissaire aussi a pris le soin de parler de comment l'Assemblée Régionale, nous allons continuer à accompagner les enfants de ce pays, les hommes et les femmes et les handicapés, les personnes âgées parce que même si c'est vrai, nous avons la chance étant un pays, donc étant partie prenante de la République. C'est un fait, c'est un constat, la majorité de nos familles arrivent à vivre normalement mais bien sûre on a des enfants, des femmes, des handicapés, des personnes qui ont besoins plus d'attention du gouvernement. Et, c'est pour cela que le Chef Commissaire parle dans son Discours Budget, comment donner la priorité aux gens et assurer l'égalité et l'équité pour tous.

Juste pour vous dire, Mme. la présidente, parlant des enfants qu'en juillet 2017 à ce jour, nous avons une population d'enfants de 13,890 enfants, d'après les statistiques. Et que, parmi ces enfants, j'ai pris encore une fois les statistiques officielles, 24 en 2017, 39 en 2018 et 9 à ce jour à partir de janvier, sont des enfants qui ont eu des *Provisional Cases* en cour et qui ont eu leurs cautions, donc

payaient justement. Donc, chaque année on a 24 en 2017, 39 en 2018, 9 de janvier à ce jour. On a 34 enfants en 2017, 13 en 2018 et 1 à ce jour qui ont été jugé coupable par la Cour de Rodrigues et qui ont eu leurs cautions payaient. Donc, avant je parlais de ceux qui ont été, donc ils ont des *Provisional Cases*, d'autres qui ont été jugés coupables. On a des enfants qui sont jugés coupable mais qui ne partent pas au RYC, c'est-à-dire, qui ont besoin d'un accompagnement pour leurs aider dans la vie. On a une vingtaine d'enfants au foyer. On a en moyenne une centaine de cas de grossesse précoce. Pour dire que même si les chiffres ne sont pas exorbitant, ne sont pas alarmants, on a un besoin de veiller à ce que les plus faibles de notre société soient accompagnés. Le développement économique, c'est aussi ça. C'est aussi assuré qu'on intègre tous les enfants de notre pays. C'est pour cela que nombreuses ont être les initiatives prisent pour encadrer nos enfants. Je dois mentionner quelqu'un un. De 2012 à 2018, à 2019, on a mis en place le Juvenile and Family Unit à la Cour. C'est un endroit, un espace où les enfants victimes de violence n'ont pas à affronter directement en Cour leur agresseur. Cette affrontement directe, très souvent céder la place à la panique, au peur, à des problèmes psychologiques. Donc, le JFU est une réalité pour nos enfants. On a mis en place, le Juvenile Detention Centre, c'est au niveau de la Police. Donc, on a discuté avec eux et la Police a mis un Juvenile Detention Centre, c'est-à-dire, si un enfant en bas âge a besoin d'être en cellule. Malheureusement, donc des fois il faut prévoir tout ça. Il y a une place bien spéciale pour eux, ça se trouve à la Ferme. On a aussi au niveau de Foyer de Baladirou construit un département, un dortoir pour les garçons. Ça aussi, je dois dire, on a le Foyer de Baladirou est un des héritages qu'on a eu du gouvernement, donc précédent, et qui aujourd'hui nous donne des casses têtes. Donc, c'était louable d'avoir fait ce projet mais aujourd'hui on n'arrive pas à le faire enregistrer. Parce qu'on n'avait pas pris en compte donc avant de le faire le Residential and Home Care Act, qui donne des recommandations spécifiques par rapport aux aménités qui se font là-bas. Et là, dans quelques jours on va devoir démarrer les travaux de nouveau pour pouvoir enregistrer ce foyer, donc sous le Residential and Home Care Act.

On a aussi au niveau donc de Baie aux Huitres, mis en place le RYC, le Rehabilitation Youth Centre pour les garçons, qui est déjà opérationnel depuis 2018. Très bientôt on va ouvrir un département pour les filles. Pour ne plus à envoyer, les filles qui ont besoin de ce service, à Maurice. On a fait voter à l'Assemblée Régionale, le Child Mentoring Regulations. On a confié la gestion des foyers aux Sœurs, donc les Filles de Marie pour un meilleur encadrement de nos enfants. Donc, beaucoup d'initiatives pour vous montrer que nous prenons soin de nos enfants qui sont dans le besoin. Malheureusement, on a eu donc le malheureux évènement où on a eu l'Opposition, donc il y a un an je pense, ils sont allés manifester devant le foyer pour un cas donc où ils ont pris de comportement sexualiser. Malheureusement, tout ça on a vécu. Et, on a eu aussi

les Membres de l'Opposition qui ont été prendre les photos des enfants à l'hôpital pour faire de la démagogie dans les journaux. Alors, que ce n'est pas autorisé si on a un enfant donc interner au foyer, personne n'a le droit de médiatiser, de prendre les photos de ces enfants et de médiatiser. On a vu tout ça, Mme. la présidente, et aujourd'hui ils viennent nous donner des leçons. Et là, encore une fois on continue à accompagner nos enfants. Donc, dans le cadre de la l'accompagnement des filles, je vous parlez d'un département temporaire pour les RYC Girl, mais le budget fait provision pour la construction d'un complexe à La Ferme qui va nous aider à encadrer les femmes victimes de violence ainsi que les filles qui ont besoin d'un encadrement, donc les filles dites délinquantes. Et, à ce moment-là, ce département qu'on utilise aujourd'hui pour mettre les filles sera utilisé comme le Correctional Youth Centre, c'est-à-dire, plus jamais à l'avenir on aura à envoyer les enfants pour des *Sentence* à Maurice.

Ce budget prévoit aussi donc, l'accompagnement des parents, pour avoir un impact directe justement sur les enfants en dotant à tous les PTA, Rs 25,000 comme *grant* pour consolider leur effort par rapport au *Parental Empowerment*, c'est-à-dire, au sein de chaque école on va encadrer les PTA pour que les parents aient plus de formation sur l'autorité, l'utilisation de l'informatique, l'accompagnement de leurs enfants pour prévenir justement que nos enfants arrivent dans ces situations que j'ai mentionné plus haut.

Et, le Commissaire de la Sécurité Sociale va venir de l'avant avec des projets pour valoriser nos aînées. On vient de l'avant, je vous ai dit avec les projets pour les femmes victime de violence. Donc, on a un ensemble de projet, Mme. la présidente, qui touchent tous les secteurs et qui fait qu'aujourd'hui on ne peut pas dire que le développement n'est pas là. C'est vrai, il y a beaucoup à faire, il y aura toujours beaucoup à faire mais le plus important c'est qu'on commence, le travail se fait et qu'on est sûre que le travail que nous faisons répond aux besoins de la population.

Je ne peux pas m'arrêter là sans parler aussi de ma région électorale où nombreux sont les projets qui seront mis en œuvre dans la Région 3, dont je suis une des représentantes. On a le projet, donc la construction des routes qui se poursuivent. Aujourd'hui, à Montagne Malgache le projet se fait. Donc, la construction de la route se met en place. Il y aura le projet de la route de Mourouk menant vers le réservoir qui va permettre donc à ces familles qui sont coupés quand il y a des pluies, quand il y a des grosses pluies, à pouvoir sortir de chez elles. On a le projet de la route de l'école Port Sud Est menant vers la retenue collinaire de Port Sud Est pour en même temps desservir ces familles. On a le traitement de l'eau qui va se mettre en place au niveau de Port Sud Est. Donc, toute une série de projet, Mme. la présidente. L'extension du parking à l'école de

Latanier. Donc, ce sont les projets encore une fois comme je l'ai dit qui viennent répondre au besoin réelle de la population et on en est très fier.

Mme. la présidente, j'ai oublié de mentionner, il y a le Minority Leader a parlé du projet de limon de Gravières. En effet, l'année dernière le Chef Commissaire avait annoncé la mise en place d'une unité d'extraction d'huile essentielle à Gravières. Le projet est *ongoing*. Peut-être ils attendaient à voir de grosse construction. L'unité qui existe ben fonctionne quand c'est la saison de limon. D'ailleurs, il y a eu une délégation qui était parti en Italy pour voir l'extraction de limon, l'extraction de l'huile essentielle plutôt. Et, ils avaient dit comment dans tous ces pays ben ce sont des usines qui roulent de manière saisonnier. Parce que quand il y a le produit c'est là où la production se fait. Mais la valeur marchande de ces produits sont suffisamment fortes pour couvrir le temps que ces projets, donc quand on n'a pas la saison pour ce produit. Ce que nous faisons en ce moment par rapport à Gravières, c'est un bâtiment pré-fabriquer qui va se mettre en place, c'est-à-dire, il y a une commande déjà qui va se placer. Là on est en train d'avoir, de prendre les quottassions. D'ailleurs, je dois dire que le projet sera porté par RTMC. RTMC va contracter un emprunt à la MAUBANK, la demande est déjà étudié. C'est le gouvernement qui garantit à 100% cette emprunt. Parce que le projet est rentable toute suite. Donc, se sera porter par RTMC. On a déjà la lettre d'intention et le contrat de l'achat pour le produit, l'huile essentielle. La commande de la machine sera placée très bientôt. Donc, tout se met en œuvre. Le bâtiment pré-fabriquer va arriver. En même temps on passe la commande pour la machine qui est fait, *customise* pour Rodrigues, vu notre production. Et, malheureusement Joaninha a affecté un peu la plantation de limon mais on va se relever. Etant un peuple résilient on va continuer à planter. On va planter avec la Commission de l'Agriculture. On va planter dans d'autres endroits de Rodrigues aussi. Et, on travaille pour que l'année prochaine en 2020 pour la récolte de limon, ce projet soit opérationnel. Et, tous les conditions sont réunies et là on espère qu'on arrive à le mettre en place au plus vite. Et, bien sûre on a aussi d'autres projets, on a parlé l'année dernière du marcher pour les entreprises. Je suis fière de dire que la commande avec la compagnie Scott est ferme. On a déjà le projet, les commandes pour 100,000 pots pour une année et d'où l'annonce du Chef Commissaire pour venir subventionner les ports en verre, qui coûte très cher, pour le fret de la Chine à Rodrigues qui va rendre notre produit plus compétitif sur le marché et qui va faire que tous nos entrepreneurs vont pouvoir j'espère vendre plus. Et, les premiers contingents de produit vont partir donc avant la fin de cette année budgétaire. Donc, le projet avec Air Mauritius avance aussi pour le miel. Le produit est prêt. Donc, au niveau de l'entreprenariat on sent aussi qu'il y aura ce booste parce que la production, donc le marché est là. Le Minority Leader a parlé du Safran. Le Safran est parmi un de ces produits que Scott a identifiés pour distribuer à Maurice. Et, tout va partir donc au plus vite.

Aussi, le Chef Commissaire avait annoncé la réduction de l'importation de volaille. Le rapport du Consultant Soupe est tombé. On a maintenant les recommandations concrètes comment structurer cette production et aujourd'hui on connaît, on peut avoir, on a un *forecast* de la consommation du volaille, du poulet pour 2025. On s'attend qu'en 2025 on a besoin de 1332 tonnes de volaille pour le marché local et à ce jour la demande, la consommation est de 133 tonnes. On s'organise de manière à ce qu'on puisse faire, bien sûre, pousser le privé à investir dans ce secteur et être autonome dans la production de volaille pour Rodrigues. C'est aussi, c'est l'agriculture, c'est le développement industriel et c'est un secteur économique qu'il va pouvoir développer, qu'il va falloir développer pour créer de la richesse chez les familles mais aussi pour répondre à ce besoin de la population mais aussi au besoin donc du monde, de tous ce secteur touristique. Donc, on a aujourd'hui les détails. Je ne vais pas venir étaler ici. Comment mettre en œuvre ce projet pour arriver à atteindre cette objectif pour faire travailler d'avantage nos éleveurs.

Et, Mme. la présidente, je vais terminer, donc je vais passer quelques, juste un petit mot pour dire que je suis vraiment très contente que avec ce budget, le Minority Leader a parlé de 150 million de la NEF. Si on enlève ce 150 million de la NEF, qu'on avoir National Environnement Fund, le budget est resté à 825 million. Pour moi déjà, c'est un grand pas en faveur de ce grand projet de faire de Rodrigues une île écologique. 150 million injecté dans notre environnement qui va faire créer de l'emploi pour les Rodriguais à travers divers projets. Mon collègue, le Commissaire Payendee va sûrement étaler longuement dessus. Ce projet aussi, donc de rendre le Rodriguais un citoyen écoresponsable, très louable, très intéressant qui rejoint justement cet objectif et là je pense au rôle des femmes, des mamans comme les piliers de la famille dans cette démarche de faire de nos enfants des consommateurs écoresponsables. Je vois aussi au niveau donc du logement beaucoup d'argent. Donc, en général, Mme. la présidente, nous avons tous ce niveau du gouvernement du pain sur la planche. Le budget est là et pour moi la logique de faire que chaque année le budget doit augmenter, pour moi ce n'est pas une logique normale. Sinon chaque mois nos salaire devait augmenter. Ce n'est pas logique, Mme. la présidente. On avait, avant il y a trois ans le projet de Montagne Chéri, la route. On a eu un montant qu'on a payé pour ça. C'est fini, on a payé, on ne va plus avoir a payé de ça. Cette argent qui était utilisé pour ça, aujourd'hui on s'est libéré pour payer un autre projet. Donc, il n'y a pas de logique qu'à chaque fois le budget doit augmenter. Le plus important c'est que les projets doivent se faire. Hein ? Sinon, chaque mois j'aurais dû avoir plus d'argent parce que chaque mois je ne change de *rice cooker*, chaque mois je ne change pas de fer à repasser, chaque mois donc... Hein ? Donc, il n'y a pas de logique dedans. C'est vrai aussi que plus on a l'argent plus on peut faire des choses mais aussi il y a aussi la capacité de mettre en œuvre des projets

d'exécution. Et, là ça me ramène aussi... je me pose des questions quand j'entends le Minority Leader dire que, il y a eu un contracteur qui avait eu cinq projets, on lui a donné encore. C'est comme-ci le Minority Leader n'a jamais été Ministre ? Il ne sait pas comment fonctionne tous ces exercices de procurement. Mme. la présidente, est-ce que si après avoir lancé le tender, la compagnie est responsive, la compagnie produit les documents qu'il faut, on peut lui dire tu as cinq projets je ne peux pas te donner ceux d'un deuxième ? Ce n'est pas faisable ça, Mme. la présidente. Ils ont été dans le pouvoir, ils savent. Ce n'est pas comme ça que les choses marchent. Donc, trop de démagogie, Mme. la présidente, qui fait que les gens vont penser qu'il n'y a pas de réflexion de l'autre côté de la Chambre.

Donc, nous...voilà vous avez été dans l'action, vous connaissez comment ça marche et je pense que c'est bon de réfléchir avant de dire des choses. Et, Mme. la présidente, si aujourd'hui le Minority Leader dit que le gouvernement doit se ressaisir c'est le même cri de la part de la population par rapport à l'Opposition. Et, j'apprends que même les enfants du diable ou du démon commencent à se décourager. Parce qu'ils trouvent que l'Opposition n'est pas à la hauteur. Donc, même du côté de chez eux, il y a des cris, Mme. la présidente. Les gens ont peur que... c'est ça je pense, c'est le fils du diable, c'est-à-dire, les enfants du diable. Donc, pour dire qu'aujourd'hui en leur sein on trouve que ... il n'arrive pas à mettre en œuvre les choses. Et, eux aussi ils doivent se réveiller. Et, s'ils nous accusent de ABC, les gens trouvent que l'Opposition est faible et que justement il y a beaucoup de ABC.

Donc, Mme. la présidente, moi je trouve que nous sommes en chemin, nous avons bien sûre beaucoup de chose à faire. Gelena, Joaninha, la fièvre aphteuse, le Fall Armyworms tout ça, sont des éléments vraiment qui freinent le rythme du gouvernement. Mais nous sommes résilient. Nous sommes vraiment fiers parce que nous sommes forts. Nous avons un acquis terrible au niveau du gouvernement parce que c'est un parti qui a de l'expérience. C'est un leader qui a de l'expérience, qui a une vision. C'est un acquis pour le pays. C'est un acquis pour nous les jeunes. On s'appuie sur cet acquis. On continue à travailler pour nous consolider et on est résolument tourner vers l'avenir, vers le progrès. Notre objectif, c'est continuer à mettre notre population au centre du développement, c'est continuer à travailler pour pouvoir réaliser et bâtir l'île Rodrigues de nos rêves, une île Rodrigues qui font la fierté de ces enfants et pas une île Rodrigues considérer comme un petit caillou, comme le Minority Leader l'a dit. Et ça, je trouve vraiment déplorable et j'espère que les gens vont comprendre pour le Minority Leader, pour une équipe qui s'attend à être l'alternance et considérer le pays, le pays qu'on sert comme un caillou. C'est comme-ci, moi-même je maltraite mes enfants et ce n'est pas normale. Donc, Mme. la présidente, merci de votre attention et je souhaite bon vent. Je souhaite bon vent à nous tous et je

remercie tous ceux qui nous encadrent, les remerciements pour les gens de ma région, pour ma famille, pour mes collègues, pour les amis. C'est une tâche assez compliquer. J'ai un remerciement pour mon Chef de Département, l'ensemble de mon staff parce que c'est un travail à faire ensemble et je suis sûre qu'on va y arriver et je dis merci à tous ceux qui nous encouragent et donc bonne chance à nous tous. Merci pour votre attention.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. I suspend the House for one hour for lunch.

At 1.00 p.m., the sitting was suspended for one hour.

On resuming at 2.10 p.m. with the Chairperson in the Chair.

Madam Chairperson: Yes, Opposition.

Mr. Z. Félicité: Thanks, Madam the Chairperson, for allowing me to “speech” a few words on the budget, this budget 2019/2020. First of all, in the morning, the Commissioner for ICT mentioned that... talked about toilets which have been given to family in 2011 which are in a bad state. So, it is normal, Madam the Chairperson, since it is due to the passage of time, it is normal that especially if it is made with iron sheet, it is normal that now, it will be in a...

[Interruptions]

Mr. Z. Félicité: Now, it will be in a bad state. The...

Madam Chairperson: No cross talking, please!

Mr. Z. Félicité: Concernant allocation pour les personnes qui partent à l'île Maurice, so, yes, it is not sufficient. Why? Because if we take all the expenses that the patient will have to incur in Mauritius, so, we see that the Rs 300 is not sufficient.

[Applause]

Mr. Z. Félicité: So, Madam the Chairperson, I think this budget has not paid attention to the call of our people. So, especially concerning collection and distribution of water, creation of improvement, sport and leisure for young people. So, if we compare the last budget with this one, we see clearly a copy and paste projet. It shows clearly that many projects have not been implemented. That

is why I said the budget should be smart, that is specific, measurable, achievable, realistic and time bound.

[Applause]

Madam Chairperson, it is so easy to promise of population with so many measures but when it comes to realise his measures, when it comes to put his measures into practice, into action and implementing, this is something else. So, my intervention today would be most capital project which have not been completed, social issues and the misuse of agricultural land. As the Minority said in the morning, if we look at the capital project for this, the budget which is Rs975 m. under which Rs 150 m. will be made available under the National Environment Fund, so, we can say that for the three consecutive budget from 2017 up to now, so, the capital budget for Rodrigues has remained the same.

[Applause]

Mr. Z. Félicité: I am talking about the contribution made from the central government to the Rodrigues regional assembly for the capital project. So, with Rs825 m. in the last budget, we all know what... the sum they have produced. Now, for this recent budget, Madam the Chairperson, many capital projects will not be completed or even started during this financial year. The Commissioner for ICT said that it is not important when the capital budget has not increased. So, I think, simple, I think if we have more funds, more project can be implemented. Also, funds will not be reallocated for other project. Maybe the Commissioner has no dream or no vision for the country. Concerning projects which has not been implemented, for example, Madam the Chairperson, the capital expenditure for improvement on public infrastructures in villagers in the budget 2017/2018 which was about Rs46 m. in 2018 and 2019, it was about Rs14 m.

Now, for this budget, it is about Rs38 m. So, with this downward trend, it is clear that fewer minor projects will be constructed in different village such as track road. So, what about these villages? I am talking about... Dans Limon, Grand la Fouche Mangue, Petite Butte, L'île Michel, Montagne Cabris Corail. So, people in these villages have been waiting to have their track road constructed for a long time now. There are many families who live in these villages and I think, they should be given priority. The Chief Commission in his speech on page 37 said that, I quote: « *Démarrer un programme pour remplacer les radiers par des ponts à Rivière Cocos, Anse Baleine, Anse Raffin, Port Sud-Est, Grand la Fouche Mangue et Pistaches* ». But there are also certain... I unquote, sorry. But there are also other place which represents a real threat to people during heavy rainfall.

I am referring to Baie du Nord, Baie Malgache, Baie Diamant, Anse Ali, where I think, attention should be given. Moreover, there will be a new community school that would be open at Baie Malgache. What about the security of these children? We all know what happen there when there is heavy rainfall. Concerning the two markets which were supposed to be constructed at Rivière Cocos and at Grand La Fouche Corail in 2017. Madame the Chairperson, in the budget 2017/2018, a sum of Rs 6 m. was allocated but only Rs 865,000 were used mainly for the construction at Rivière Cocos. In the budget 2018/2019, a sum of Rs 4 m. was allocated where only Rs 3 m. “was” used. In the meantime, the construction of the market at... has stopped and has not been completed. Therefore, a total amount of Rs 3,865,000 has already been spent on only one market. In the last budget speech on Friday 22 March, the Chief Commissioner said on page 53 in his budget that, I quote: *“Les actions que nous allons entreprendre cette année sont comme suite: compléter la construction du marché de Grand La Fouche Corail et renover celui de La Ferme”*. I unquote. But, Madam the Chairperson, what the Chief Commissioner does not know, there is no construction of small market at Grand La Fouche Corail. It has never started.

[Applause]

Mr. Z. Félicité: How can they complete something which never existed? The one at Rivière Cocos has not even been mentioned in this budget, whether it will be completed this year. I am a bit doubtful concerning the completion of these projects where only Rs 8.7 m. have been allocated. In this budget, the Government has made.... of Rs 6.2 m. for maintenance of buildings and... Sorry. In the budget 2018/2019, the Government has made a provision of Rs 6.2 m. for maintenance of building and other assets of which only Rs 4.8 m. have been spent. So, when we look at the state of some of our public buildings, we know why they are in bad state. I am talking about the administration building at La Ferme and public toilets around the island which have no water, poor sanitation and other infrastructures around the beach.

[Applause]

Mr. Z. Félicité: Especially at St François, the Minority Leader said and also at Trou D’Argent. One public toilet near the Rodrigues Regional Assembly *kot grenier la zis la* has been closed due to poor maintenance. So, I think it is important to tackle these problems all around the island for the safety of our population and also people who visit us. Moreover, Madam the Chairperson, I do recall last year and have poor maintenance, insufficient fund, a fisherman was severely injured when the upper part of a public kiosk at Petite Butte collapsed and after that, the person, the fisherman will no longer be able to walk again. So, we do not want this to happen to anyone again. It shows clearly funds were

available having not spent effectively for the proper maintenance of these buildings. But on the other hand, Madam Chairperson we see that this government has spent millions of rupees on projects which are not operating till now. I am referring to the acquisition of Pointe Venus Hotel for the setting of a *technopole*. Madam Chairperson, Rs 55 m. is the amount which has been paid to purchase this hotel. How many small market can be build with this sum? How many track road could have been completed around the island? I also remember that *le fameux technopole* at Pointe Venus was supposed to create employment, massive employment. But till now, zero employment for our young people in this particular sector. There is also the construction of the watch tower at Montagne Plate which has cost the Government about Rs 3.3 m. in 2016 and since its completion has not been operated.

Madam Chairperson: Order, please !

[Interruptions]

Mr. Z. Félicité: *Be normal, li encore la.*

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order !

Mr. Z. Félicité: Concerning the youth, Madam the Chairperson, the Rodrigues young society in our days is not what it was a decade. People change so does the society they live in. The problem that our grandparents experience with our parents are not the same that our parents experience with us. So, nowadays, our young people are...

Madam Chairperson: Second Island Region Member, Commissioner, this private conversation cannot go on.

Mr. Z. Félicité: Nowadays, our young people are exposed to major factors that may affect their life negatively. Some issues have always been there but they are not coming to eyes of the public. So, other issues are new trends as our society begins to adapt to a faster pace of life. Madam the Chairperson, I am talking about social problems such as drug and alcohols, early school leavers, teenage pregnancy, materialism and the erosion of identity. Despite the Chief Commissioner has announced measures, I think more should be done. So, our youth need some guild lines in order to adapt to this changing society. So, I think the Commissioner for Youth should carry out a survey to better understand the needs and aspiration of our young people. It is a fact that there is a lack of leisure

proposed and organised by the Commission to our young people especially during the holiday. Furthermore, Madam the Chairperson, many community centre are not equipped with indoor games and even with outdoor games equipment. I think there should be more leisure activities during holidays. On the other hand, Madam the Chairperson, our society has made not only the young people but also a greater majority of our population develop a strong sense of individualism, materialism and capitalism.

[Applause]

Mr. Z. Félicité: And this has ended up.... their sense of community and patriotism. Today, Madam Chairperson, it is sad to say that this Government has to promote patriotism among the youth. Everyone should be proud to be a Rodriguan and everyone should have the sense of attachment to Rodrigues. I think all Rodriguans still love their island but they are frustrated with certain management issues. Our young people have lost faith in the way things are being done in Rodrigues. Many people are frustrated because there is no meritocracy, unemployment is still high, more than 3800 people are looking for work, there is still greater inequality, some of our problem have remained the same in certain case getting worse. Madam Chairperson, I am referring to these issues. The way the 265 General Workers have been recruited. People have to wait for many years to have a residential lease, land and in the meantime, the price for concrete materials keeps on rising.

What about those fishermen who are paid only Rs250 per day during Octopus Closure Season? Do you think it is sufficient for a family to live with this sum? When we know the price of commodity is continuously increasing. What about the distribution of water? So, in my village, we do receive water every two or three weeks. Now, it is more than one month. What about the commodity which was supposed to set up to review *la loi sept ans* on imported motor vehicles? Nothing has been mentioned in this budget. So, these are some reasons, Madam the Chairperson, why some of our brothers and sisters prefer to “left” Rodrigues. Now, concerning agriculture. I know my friends will talk more longly on agriculture. We all know that agriculture is highly dependent on the climate, changes in the frequency and.... of drought and floods could cause challenge for our local farmers and threaten our food security.

Moreover, weeds and destructive insects and other stray animals are affecting our local vegetables and fruits. So, local planters are spending a lot on chemical products to get rid of these threats. This has a direct cost on the total of production of vegetable. This is one reason why our local products are so expensive as compared to other imported products. So, if we look at the digest of statistics on Rodrigues 2017, it shows clearly that we are producing less than

previous years. We have a population of about 40000 people and we are not autonomous in food production. We depend a lot on imported food for our own consumption and this is a big issue. We should increase our local production to avoid any shortage of food. One way is to provide agricultural land to people. However, it is a fact that... However, it is a fact, Madam the Chairperson, that in Rodrigues, Rodrigues is not making use of our fertile land efficiently and effectively. So, if we go around the island, we see that *piquant loulou* is infested everywhere. In a reply to a question on 28 August 2018 concerning *piquant loulou*, the Commissioner for Agriculture said, I quote:

“Madam Chairperson, about 500 hectares of land in Rodrigues have been invaded by piquant loulou which result in loss of good agricultural land and loss in biodiversity.” I unquote.

The question is, Madam the Chairperson, what has he been doing since 2012 to get rid of this plant? In the budget 2017/2018, engagement 8, page 24, I quote: *“Remplacer le piquant loulou par des plantes à valeur économique tel que des arbres fruitiers.”* I unquote. Nothing, nothing, nothing has been done, Madam the Chairperson. Only talking, only talking but action is zero. So...

Madam Chairperson: Order!

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order!

Mr. Z. Félicité: To conclude, Madam the Chairperson, this budget has not “take” into account the urgent needs of the population. They talk about “democratic” participation but have they really involved the population in this budget? I guess no. Thanks for your attention.

Madam Chairperson: Thank you, respected Member. Government side.

Miss M. R. Collet: Merci beaucoup, Madame la présidente, pour ce huitième budget consécutif qualifié de ‘copié collé’ par un membre de l’opposition. Je m’associe au peuple surtout la région électorale numéro 2, pour féliciter le Chef commissaire et ce Gouvernement régional généralement pour la continuité assurée. Je dis bien, continuité assurée, à l’accompagnement de ce même peuple à travers ce budget. Je souhaite axer mon intervention sur la culture d’excellence. Nous avons promis à notre engagement numéro 16 de notre programme quinquennal, que nous viserons une culture d’excellence. Nous avons l’opportunité maintenant dans le secteur du tourisme surtout en appréciant la dote et les mesures budgétaires prises pour la formation des personnes engagées

dans le secteur touristique à Rodrigues et les autres mesures prioritaires pour améliorer la visibilité de Rodrigues et aussi les produits, nos services et nos activités typiquement Rodriguais.

Madame la présidente, puisque nous misons sur la consolidation de l'autonomie, nous reconnaissons depuis longtemps de vive voix que le tourisme est un secteur incontournable du développement économique de Rodrigues. Les idées forces de ce budget est de démontrer au Gouvernement central ainsi que notre peuple de Rodrigues que Rodrigues même étant petite au sein de la république, est capable d'atteindre ce niveau d'autonomie où chacun aboutit à un changement positif vers plus de professionnalisme, vers plus d'employabilité pour savoir faire selon les normes acceptables sur le marché international. Et je dirais même, Madame la présidente, vers l'excellence. Nous ne sommes plus au *starting blocks*. Nous responsabilisons notre peuple afin que chacun fait son progrès dans le respect d'autrui, dans le respect de son environnement. *Nou aret les zanimo a la largue, nou aret atas bef avek colone CEB, colone Telecom, nou aret les ti coson labour devan nou laporte.*

[Interruptions]

Miss M. R. Collet : On aidera tous ceux et celles dans l'élevage et l'agriculture vers des activités soutenues qui tiennent en compte le paysage et la réputation de l'île. Et, Madame la présidente, je tiens à souligner que nous ne menons pas le rôle de politicien sensible avec des versements « sociales ». En guise de réactivité à une croissance accrue de la demande etc. mais plutôt de visionnaire en analysant les besoins réels venant avec des actions à être implémentées pour continuer à autonomiser Rodrigues davantage. Nous restons conscients qu'il y a encore beaucoup à faire et nous comptons travailler à tout faire même si on a beaucoup de freins de retard involontaire. Et nous comptons sur tout un chacun pour contribuer à cette vision. Madame la présidente, nous poursuivons dans une logique. Nous avons identifié et reconnu le Rodriguais comme catalyseur de son développement et la suite logique, c'est de donner ou plutôt de continuer à accompagner le Rodriguais pour que nous continuons à bâtir cette île Rodrigues de nos rêves.

Nous voulons continuer à renforcer les compétences de chaque Rodriguais engagé dans le secteur tourisme. Nous permettons à chacun de se développer, de s'améliorer, de se parfaire pour qu'ainsi, il puisse contribuer à son propre développement, son développement personnel et aussi au développement communautaire. Et l'impact indirect, c'est que nous n'aurons plus jamais l'assistanat, plus jamais l'amateurisme et d'une certaine façon, avec notre éco responsabilité que Madame la Commissaire a bien expliqué un peu plus tôt, nous allons arriver à l'indépendance économique de chaque Rodriguais. Puisque le

secteur tourisme est un secteur qui hausse l'économie de Rodrigues, quelle est le bilan aujourd'hui, Madame la présidente ? Voici une rétrospective sur les mesures implémentées au niveau local ainsi qu'international pour l'année financière 2018/2019. Madame la présidente, ce Gouvernement régional a lancé et mis en service l'école de tourisme et de gestion hôtelière Rodrigues avec la création de la *Rodrigues Tourism Company Limited* pour la gestion de cette école hôtelière. Cette pôle de formation dans le secteur du tourisme est opérationnel à Contour Oblass en partenariat avec l'institut international VATEL Ltd. Le Gouvernement régional a organisé la 5eme édition de la tournée Rodriguaise à Maurice et à La Réunion en juin dernier.

Pendant cette tournée, il y a eu des tournées de présentation par les acteurs du tourisme, des ateliers et des réunions destinées à promouvoir la destination Rodrigues au potentiels visiteurs. Madame la présidente, ce Gouvernement régional a organisé la première édition de la foire des produits locaux à Rodrigues même à Mont Lubin. A travers cette activité, on a pu promouvoir les produits locaux ayant une faible visibilité sur le marché. Aussi, Madame la présidente, l'office du tourisme de Rodrigues a participé au foire du tourisme aux trois derniers mois de 2018. Donc, il y a eu Les Florilèges à La Réunion, le Salon Prêt à Partir à Maurice ainsi que le *World Travel Market* en Angleterre et nous avons lancé des offres pour la modernisation du projet Ile aux Cocos qui comprend les travaux de modernisation au point d'embarquement et de débarquement à Pointe Diable et sur l'îlot. Madame la présidente, l'Office du tourisme de Rodrigues a tout récemment participé à la foire du tourisme destination nature 2019 à la Porte de Versailles à Paris en France. C'est-à-dire, en mars qui vient de passer.

Alors, Madame la présidente, pour 2019/2020, l'objectif est de maintenir les actions internationales et régionales pour augmenter la visibilité de l'île Rodrigues comme destination touristique. Ce budget dévolu à la formation dans le secteur tourisme concrétise nos objectifs visés et nos promesses faites et la dote budgétaire 2019/2020 dédiée au tourisme s'articule autour de ces plusieurs grandes priorités qui nous permettra de continuer. Le soutien à la modernisation et à la transition numérique du secteur touristique, le soutien au professionnels du secteur pour améliorer leur maîtrise des langues étrangères et développer l'offre et des services multilingues, le renforcement de la sécurité des sites touristiques, l'amélioration de l'accueil des touristes en maintenant le dispositif des volontaires du tourisme largement plébiscité par les touristes et les professionnels du tourisme. Dans la perspective de la mise en place de notre école du tourisme que j'ai mentionné, nous allons aider les jeunes dans le secteur à émerger avec une compétitivité sur le marché local et régional afin de faire croître la demande de la destination Rodrigues. Dans un contexte mondial, nous voulons nous aligner au norme avec une culture d'excellence pour répondre aux aspirations.

Madame la présidente, malgré les intempéries des cyclones derniers, les pluies torrentielles qui causent des accumulations d'eau, les problèmes de distribution d'eau potable, l'érosion de nos plages, les dégâts aux routes, aux sites touristiques, aux infrastructures publiques, les Rodriguais avec sa faculté à rebondir, à vaincre des situations traumatiques, les opérateurs touristiques, les travailleurs opérant dans le secteur touristique ainsi que nos fidèles partenaires continuent à préserver et promouvoir l'âme Rodriguaise afin qu'un séjour à Rodrigues demeure une expérience unique et incroyable. Le nombre d'arrivée touristique sur l'île Rodrigues démontre clairement l'efficacité de nos politiques menées dans le secteur touristique. Rodrigues a accueilli 76264 touristes en 2018 contre 52043 en 2012 et nous sommes confiants que l'objectif fixé d'avoir 85000 touristes par an et 100000 touristes d'ici 2025 sera atteint. Nous verrons certainement plus que la barre des 100000 touristes. Nous le souhaitons et nous y travaillerons.

Que déployons-nous, Madame la présidente ? Ce Gouvernement régional poursuit plusieurs objectifs précis. *Nou tir enkor inpe plan, Madame la présidente.* Après les mesures pour agrandir l'aéroport et les décisions et actions entreprises afin de rendre Rodrigues une île écologique avec l'écotourisme etc., nous venons encore avec d'autres mesures importantes. Puisque beaucoup de Rodriguais ainsi que des visiteurs de l'île souhaitent voyager vers l'île de La Réunion sans avoir à passer par Maurice ou à attendre des saisons des vols directs vers l'île de La Réunion. Ce Gouvernement régional a pris les devants pour des négociations qui ont été fructueuses et nous sommes fiers qu'à partir de ce mois-ci, Air Austral assurera une liaison hebdomadaire sur la ligne Rodrigues-Réunion au lieu d'une liaison saisonnière. Madame la présidente, nous avons aussi le *Tourism Investment Policy*. La conception et la mise en œuvre des politiques dans le secteur tourisme constitue un processus continue d'ajustement et d'adaptation au besoin et au circonstance en constante évolution à Rodrigues.

Nous tenons en compte l'importance de concilier le développement soutenu dans le secteur tourisme avec la nature Rodriguaise et les alentours. Nous aurons un examen périodique de la performance par rapport aux objectifs en vue de vérifier la cohérence continue de la politique d'investissement. Avec la stratégie de développement régional et international, nous mettrons des efforts pour évaluer l'efficacité de la politique d'investissement par rapport aux objectifs aux moyens d'un ensemble d'indicateur ciblé. Certes, identifié et traité les causes sous-jacente de la sous-performance. Donc, qui existe sans être manifesté explicitement et aussi l'évaluation du retour sur investissement des mesures de politique d'investissement les plus couteuses. Madame la présidente, certains de ces politiques sont comme mentionné par notre Chef commissaire le 22 mars dernier l'investissement dans tout projet d'hébergement touristique de moins de dix chambres sera uniquement réservé aux personnes domiciliant à Rodrigues.

Nous tenons en compte l'aménagement du territoire, la gestion des terres et la préservation de notre faune et flore surtout nos forêts, nos plages, nos espaces verts autour de l'île.

Aussi l'embellissement de nos plages et nos sites touristiques ainsi que la création d'autres sites touristiques continuera. Nous irons aussi vers la création des oasis avec le reboisement surtout dans des endroits arides et secs et nous comptons sur la coopération de tout un chacun pour protéger cette nature en continuant à employer des méthodes civilisées. Vient ainsi la mise en application d'une politique d'intégration verticale pour assurer un partage équitable parmi les opérateurs afin de garantir qu'aucun opérateur n'est de monopole sur tous les différents services. Cela signifie par exemple comme l'a dit le Chef commissaire lors de son discours qu'un détenteur de permis d'hébergement ne pourra détenir également un permis de location de voiture ou un *pledge* au *craft licence*. Cela permettra l'expansion de l'entrepreneuriat dans le secteur et une compétitivité de service équitable.

Avec le croisement des arrivées touristiques, Madame la présidente, Rodrigues doit aussi avoir la capacité d'accueil et Madame la présidente, ce Gouvernement régional facilitera la construction de 200 chambres additionnelles pour les deux années à venir et nous continuerons la mise en œuvre du processus révisé en ce qui concerne la délivrance des licences et de permis de tourisme. Nous travaillons déjà sur l'opération du *Fast Track Committee* pour accélérer et faciliter les démarches administratives de toutes les demandes de permis dans le secteur touristique. Madame la présidente, comme dans tous les secteurs, le secteur du tourisme n'est pas à l'abri des abus. Ce Gouvernement régional va accentuer le *tourism enforcement* pour plus de suivi sur le terrain. Puisque nous comptons professionnaliser davantage le secteur, nous allons donc légiférer afin que chaque employé du secteur touristique ait suivi au moins une formation de base dans ce secteur, assurer le personnel ainsi formé.

Pour 2019/2020, le Gouvernement régional souhaite poursuivre et accélérer son action pour la culture d'excellence des Rodriguais. L'objectif est double : atteindre la barre des 100000 touristes d'ici 2025 et former nos personnes intéressées cherchant emploi dans le secteur à avoir une meilleure employabilité pour ainsi répondre au mieux aux demandes spécifiques de formation des demandeurs d'emploi visant le retour à l'emploi rapide et l'acquisition d'un niveau de qualification localement. Madame la présidente, ce Gouvernement régional a aussi des politiques prévues pour la promotion et le marketing dans le secteur tourisme et nous allons déployer les mesures suivantes pour accentuer la promotion de ce secteur. Je réitère ce qu'a dit le Chef commissaire lors de son discours sur le budget, le *Special Holiday Package* sur la ligne Maurice-Rodrigues a assuré une croissance continue ces dernières années. Toutefois, avec

la baisse de la subvention sur le billet d'avion, on a constaté une très légère baisse dans les arrivées de notre marché principal, c'est-à-dire, Maurice. Madame la présidente, après les négociations auprès d'*Air Mauritius* et du Gouvernement central, l'augmentation du tarif prévu en septembre prochain n'aura pas lieu. En 2018, grâce aux mesures d'urgence notamment concernant les *open tickets* et à la mobilisation du fond de soutien au tourisme conjugué à un retournement de conjoncture, les touristes sont revenus. Nous voulons aussi permettre à Rodrigues de trouver des haut-niveau de fréquentation voire supérieure à ceux visés. Nous reconnaissons que cette prise des vols hebdomadaires vers l'île de la Réunion est fragile mais les efforts entrepris vont être poursuivis et mis en œuvre dans leur intégralité en 2019/2020 pour continuer à encourager l'augmentation des fréquentations touristiques. Madame la présidente, nous allons proposer une offre promotionnelle spéciale pour cibler les voyages organisés, des comités d'entreprises de l'île de la Réunion. Cette offre sera lancée pendant la prochaine tournée à La Réunion. Chaque année, Madame la présidente, l'île Maurice accueille plus d'un million de touristes. Nous avons élaboré avec Air Mauritius un plan, *oui nous en Gouvernement tir plan*, pour inciter au moins 20000 de ces touristes qui convergent vers Maurice à venir chez nous. Ainsi, toute personne ayant acheté un billet des continents tels que l'Europe, l'Asie, l'Afrique et l'Australie vers Maurice sur un vol d'*Air Mauritius* pourra sous certaines conditions bénéficier d'un billet gratuit sur la ligne Maurice-Rodrigues. Comme nous l'avons tous compris, à travers les statistiques, l'année 2018 a été celle du retour de la croissance des touristes visitant l'île et notre économie sourit. Que faisons-nous, Madame la présidente ? Nous transformons l'homme Rodriguais de l'homme assisté à l'homme capable, de la femme assistée à la femme capable, au jeune assisté au jeune capable, du Rodriguais assisté au Rodriguais capable et le tourisme Rodriguais avec le Rodriguais capable comme catalyseur fait notre fierté mondialement et nous préserverons cet acquis pour poursuivre le progrès. Merci beaucoup, Madame la présidente.

[Applause]

The Chief Commissioner: Madam Chairperson, with your permission, I beg to move that all the business on today's Order Paper be exempted from the provisions of paragraph (3) of Standing Order 9.

The Deputy Chief Commissioner rose and seconded.

Question put and agreed to.

Madam Chairperson: Minority Side.

Mr. J. N. Volbert: Merci, Madam the Chairperson. Tout d'abord, je voudrais exprimer ma solidarité envers le peuple de Rodrigues qui a vécu des moments très durs durant le passage de ces deux cyclones tropicaux dans l'espace d'un mois. A peine relevé des dégâts de Géléna, Rodrigues est frappé par de nouveau par Joaninha. Les dégâts sont considérables et surtout les maisons détruites, les pertes d'animaux etc. Le peuple, surtout ceux qui ont perdu leurs habitations, les pêcheurs qui ont perdu leurs bateaux ont besoin de l'aide instamment. Je fais un appel pressant à l'autorité régionale pour un partage juste, équitable et transparent. Des sinistrés attendent de l'aide depuis le cyclone Géléna. Un peu partout à travers l'île, dans la région 1, des habitants de Montagne Croupier, Camp Pintade, Petite Butte et surtout Château de Fleur attendent leur aide. Ceci dit, *Madam Chairperson*, « préserver nos acquis, renforcer notre résilience et poursuivre le progrès », quelle belle phrase ! Quelle belle phrase, Madam Chairperson ! Cette année encore, même son de cloche. De slogan en slogan pour faire tourner une roue entre des routes. Des belles paroles qui nous font dormir debout. Cela fait exactement deux ans depuis que je suis élu et le troisième budget que je participe. En 2017/2018, le budget avait pour thème : « *Franchir une nouvelle étape...* ». Je me suis demandé dans quel état était l'étape avant la nouvelle qu'on avait prétendu vouloir nous faire franchir. Ou en sommes-nous avec l'étape nouvelle ? L'année dernière, le discours budgétaire, c'est-à-dire 2018/2019 était axé sur les mots vains suivants : « *le Rodriguais, catalyseur de son développement* ». Quel développement ? Si ne serait-ce que quelques uns, très peu même je dirais, qui ont été catalyseurs de leur propre développement. Assistons-nous impuissamment à l'avènement d'une catalysations déguisée voire moderne. Préservez nos acquis, renforcer notre résilience et poursuivre le progrès. Combien de compatriotes surtout les aînées ont compris le vrai sens de ce slogan bourré d'ambiguïté ? J'ai parcouru ce livret intentionnellement conçu avec une très belle couverture. Hélas, je suis resté sur ma faim. Pas de grand développement suggéré. Sinon l'élimination de trois *coral outcrops* pour une meilleure navigation dans le chenal et aussi pour pouvoir accueillir des gros bateaux, pourquoi pas des croisières. C'est ce que nous disons depuis longtemps. Ce n'est pas un nouveau-né. Alors, c'est un père adoptif qu'on avait introduit.

[Applause]

Mr. J. N. Volbert: Mieux vaut tard que jamais. Même si on a perdu neuf ans mais au moins, vous avez compris. Merci pour cela. *Madam Chair*, qu'avons-nous pas entendu ? *Kass grand paté, Port Mathurin pou coulé*. Pensez-vous que c'était les élus du MR qui allaient enlever ces coraux ? Une chose qu'on a peine de comprendre, on transivergeait sur les bonnes idées présentées par le MR, on laisse passer quelques années et finalement, on reprend ces idées et on *faire* croire que c'était votre idée. Cela ne nous cause aucun problème, aucun

problème quand c'est le Rodriguais et quand c'est Rodrigues et c'est son peuple qui en sortent gagnants.

[Applause]

Mr. J. N. Volbert: Je peux vous donner quelques exemples. Le câble optique, l'agrandissement de l'aéroport, l'agrandissement du port et bientôt l'aquaculture.

[Applause]

Mr. J. N. Volbert: Ces projets figuraient sur le programme electoral du MR.

[Applause]

Mr. J. N. Volbert: Ceci dit, pour moi, il n'y a rien de nouveau dans ce budget.

[Interruptions]

Mr. J. N. Volbert: L'appel d'offre...

Madam Chairperson: Order !

Mr. J. N. Volbert: ...pour la construction du marina visant à accueillir les yachts des passages qui sera lancé vers la fin de 2019. Il suffit de parcourir les promesses non tenues et vous verrez que ce projet est vieux comme le monde. Le mot marina résume dans notre tête depuis 1982. Tantôt, la dite marina sera construite à Baie aux Huitres, tantôt à Port Sud-Est et cette fois-ci ici, à Pointe Monier. Encore une fois, ce n'est que des effets d'annonces pour nous faire rêver. Rêver d'un rêve réalisable, certes mais torpillé par nos calculs mesquins qui ne s'associaient qu'au vote.

[Applause]

Mr. J. N. Volbert: Le volet d'éducation. Madam Chairperson, en 2013, annoncé dans le discours du budget, paragraphe 58 et 59, je cite : « ...la population est consciente de l'importance qu'on a toujours accordé à l'alimentation saine de nos enfants à travers la valorisation de nos produits locaux. » Et 59 :

« M. le président, dans le but d'encourager nos enfants à manger saint, le *School Feeding Project* sera revu. Nous recommencerons à donner à nos enfants de la confiture locale, des œufs bouillis, des achards et de fruits locaux principalement. » Fin de citation.

[Applause]

Mr. J. N. Volbert: Où on en est avec le *School Feeding Project*, *feeding project* ? Annoncer que cela serait revu mais nous constatons qu'aujourd'hui, les petits écoliers attendent toujours des œufs bouillis, du pain achard, de la confiture et de fruits locaux. Ils ne les ont pas eus. Est-ce bien d'agir ainsi avec les petits ? Est-ce bien, *Madam Chairperson* ? La construction des écoles communautaires, *Madam Chairperson*, de Montagne Goyaves, d'Anse Quittor, terminée. Et celle de Baie Malgache est en cours. C'est bien de construire des écoles, c'est bien. Et je pense que l'idée de construire ces écoles communautaires, c'est pour contribuer énormément à diminuer le nombre d'élèves dans les classes et de ce fait, aide le professeur à mieux éduquer et instruire ses élèves. Malheureusement, nous constatons que depuis belles lurettes, il n'y a pas eu de recrutement. Que ce soit, *Madam Chair*, au niveau des *General Purpose Teacher*, *Support Teacher* ou encore enseignant pour le HUB, *Holistic Education Programme* et autres *supply teachers*. Et ces derniers font le travail de hub.

Plus aberrant, ils n'ont pas été formés pour cela. Qu'en est-il du créole ? Est-ce que toutes les écoles de Rodrigues ne le font pas ? Si oui, pourquoi ? Pourquoi ? Est-ce que toutes les écoles primaires de Rodrigues ont des éducateurs formés pour enseigner le créole ? Quelle créole allons-nous enseigner à nos enfants dans les écoles ? Est-ce que le créole Rodriguais ou le créole Mauricien ? Y-a-t-il un dictionnaire créole Rodriguais en préparation ? On se demande. Y'avait-il un fils du sol qui avait préparé un dictionnaire créole Rodriguais et on l'a mis de côté ?

[Interruptions]

Madam Chairperson: Respected Members from a sitting position, please ! I am sure your colleague who has the floor now is completely able to make his speech on his own. So, please, let him do it.

Mr. J. N. Volbert: Est-il vrai que l'aide d'une personne autre qu'un Rodriguais sollicité pour la préparation de dictionnaire créole Rodriguais ? Et si c'est vrai, on se pose la question pourquoi ne pas valoriser notre compatriote ?

[Applause]

Mr. J. N. Volbert: Madam Chairperson, la construction d'une école communautaire a débuté en 2016. Valeur du jour, l'infrastructure est toujours en construction. Et dites-vous bien, nous sommes en 2019. Le budget 2017/2018 avait fait provision pour compléter la construction mais ça traîne toujours avec un retard considérable sinon inacceptable dans la livraison.

[Applause]

Mr. J. N. Volbert: Trois ans, Madam the Chairperson. Et cela ne va pas terminer cette année-ci, croyez-moi. En 2017/2018, dans le discours budgétaire, à la page 16 paragraphe 57, mention a été faite pour la construction d'un gymnase au collège Pistache et pas collège La Ferme. Mais pour le budget 2018/2019, rien n'a été dit en ce qui concerne ce fameux gymnase et le revoilà refait surface dans ce présent budget 2019/2020.

[Applause]

Mr. J. N. Volbert: Madam Chairperson, qui dit budget dit prévision et provision, j'en passe. En 2012, quand le MR a quitté la commande, le taux de réussite au niveau *School Certificate* et *Higher School Certificate*, sa voisine, les 79% et 85% respectivement.

[Applause]

Mr. J. N. Volbert: Et depuis, chaque année, le niveau baisse. Et l'année dernière, Madam Chairperson, la baisse était alarmante dont 65%, avoisiné 65% pour la HSC et 55% pour la SC. Il ne faut pas ignorer qu'il y avait un *board* respecté et qu'il respectait sept ans de cela. On voit que suite à la baisse drastique enregistré l'année dernière une assise de l'éducation a été organisé pour voir et réfléchir sur les causes de cette baisse. C'est bien mais cela aurait dû être fait depuis bien avant. Je pense que depuis les deux années suivant votre prise de pouvoir, pour viser plus haut que les 79% et 80% respectif. *Pas kapave après la mort la tisane.*

[Applause]

Mr. J. N. Volbert: En ce qui concerne le sport, le volet du sport, Madam Chair, nous avons constaté que depuis 2017, le sport est constamment en déclin. Il y a eu un manque de maintenance des infrastructures, manque d'équipement pour les élèves du sport et le niveau est en baisse, exception faite à une ou deux discipline seulement. Encore et toujours, des éternels effets d'annonce, Madam Chairperson. Dans le discours budgétaire de 2016/2017, à la page 41, paragraphe 164, je cite :

« 164.M. le Président, nous allons poursuivre dans cette voie de mise en valeur du sport rodriguais. J'ai le plaisir d'annoncer les projets suivants pour accentuer le développement dans ce secteur :-

- (i) *Le stade de Camp du Roi sera complètement rénové.*
- (ii) *Deux nouveaux gymnases seront construits à Grande Montagne et à Manique.*
- (iii) *Une académie de football sera créée sur une base pilote suivant le concept de sport-étude.*
- (iv) *Quatre nouvelles compétitions internationales seront organisées.*
- (v) *Afin de soutenir d'avantage la pratique du football et du volleyball, un « grant » sera alloué aux clubs évoluant en première division. » Fin de citation.*

[Applause]

Mr. J. N. Volbert: *Madam Chairperson*, la rénovation du stade de Camp du Roi n'a jusqu'ici pas encore terminé et vous savez qui est le contracteur. Aucun gymnase construit à Grande Montagne et encore moins à Manique, aucun des quatre compétitions internationales mentionnées n'ont été organisées jusqu'à maintenant. Aucun *grant* pour le foot au club de la première division sinon le *grant* de la MFA seulement, idem pour le volleyball.

[Applause]

Mr. J. N. Volbert: [...] Encore une fois, *Madam the Chairperson*, vous continuez inlassablement à nous emmener en bateau. Deux gymnases qui devront être construit, non jamais vu le jour. Maintenant, vous prétendez faire appel au service d'un Consultant pour l'élaboration des plans détailler pour la construction d'un *dorm like gymnasium* à Montagne Goyaves. Après Montagne Goyaves, après Grande Montagne, pardon, et Manique en vain. Nous voilà à Montagne Goyaves. Attendre votre tour Montagne Fanal, Montagne Chéri, Montagne Malgache ou Montagne Croupier. Ça ne viendra jamais. Ne vous bousculer pas. Peut-on savoir, quand est-ce que vous allez faire appel à ces Consultants ? Entretemps, l'équipe championne de volley-ball de Rodrigues Olympic

Montagne Goyaves, qui est aussi vice-championne de la CCOI va continuer à s'entraîner à Palissade ? Faute de terrain ! A Montagne Goyaves ! Pourquoi ne pas trouver une solution à court terme. Faut pas oublier que le temps presse. Le temps presse car c'est une promesse électorale datant plus de cinq ans.

Madam Chairperson: Order.

Mr. J. N. Volbert: Madam Chairperson, la rénovation de dix terrains de jeux à travers l'île, on se demande si une liste a déjà été arrêtée ? Quelle est la priorité des priorités ? La construction des vestiaires au Stade Jean Paul II et à Baie Lascars est devenu un *must*, Mme. la présidente, car ces deux terrains de foot sont très utilisés pour l'organisation des illuminations pour le jeu de la femme ainsi les jeux des femmes même et l'entraînement de foot par la sélection de la Commission. D'autant plus, les dames et les jeunes filles se changent en publique. D'autres aspects qui ne sont pas aux normes, aucun terrain de jeux est conforme au *technical area*, de ce fait pas de sécurité.

[Applause]

Des membres de Comité Régional de Football siègent sur le Referees Committee. Est-ce que c'est normal ? Certains membres du Comité Régional de Football exercent en tant qu'entraîneurs des équipes de football. Voyez-vous cela normal ? Croyez-vous qu'il y a de la transparence là-dedans ? Madam Chairperson, le terrain de foot de Grande Montagne est dans un piteux état sise en trois zones élever. A chaque averse il devient impraticable. Vu que le terrain de football de Roche Bon Dieu est très souffrant et ne peut être utilisé alors que toutes les équipes de la région s'entraînent à Grande Montagne. A savoir, les équipes de St. Etienne de Roche Bon Dieu, les équipes de Rivière Banane, de Coromandel et Petit Brûlé. Et, ce sont des équipes se trouvant dans la région électorale numéro 6, s'il vous plaît. Sans compter d'autres activités sportives sur le terrain. Deux fois l'an nous abîmons ce terrain pour les fêtes du 11 mars et le 12 octobre, le Rodrigues Day. N'est-il pas temps de mieux traiter les sportifs et de ne pas utiliser leurs terrains lors de ces fêtes qui a chaque fois d'ailleurs attirent de la pluie. Ayant rencontré des problèmes contractuels avec la construction de Roche Bon Dieu, on espère que des actions seront prises afin que le contracteur soit sanctionné et le terrain retrouve son appréciation dans d'antan qui naturellement assura le progrès de l'équipe de football de St. Etienne.

[Applause]

Et, non pas d'autres contrats alloués au même contracteur car c'est inconcevable que l'argent des contribuables soient mal utilisé et c'est écrit blanc sur noir dans le Rapport de l'Audit.

[Applause]

Permettez-moi, Madam Chairperson, de m'exprimer sur le volet de la santé. Concernant ce dit domaine il y a pas mal de problème à soulever, pas mal de problème à soulever. Pendant la motion de blâme en janvier dernier, on a beaucoup parlé des problèmes dans cette important secteur. On a beaucoup attiré l'attention sur les manquements alors que vous vous défendiez l'indéfendable. Pratiquement, à chaque session parlementaire, il y a des questions sur la santé. Malgré tous, le problème reste entier et des fois se détériore. Dans son discours, le Chef Commissaire a mis l'accent sur la femme. Mais cette après-midi, je vais attirer l'attention sur les Sages-Femmes. Ces dames qui font un travail remarquable, un travail énorme voir colossale. Il faut bien systématiquement le reconnaître à tout prix. A Maurice, après huit à dix années de service, les Sages-Femmes sont nommés Senior. Il y avait même une Sage-Femme Rodriguaise il y a quelques années de cela, après avoir contracté le mariage est partie travailler à Maurice et elle comptait plus de 22 ans de service à cette époque-là. A Maurice tout le monde étaient choqués. On était choqué d'apprendre que cette Sage-Femme n'avait pas eu de promotion pendant ces 22 ans de loyaux service au gouvernement. On a tout de suite enclenché les procédures pour que la dite Sage-Femme soit hisser au rang de Senior Sage-Femme. Félicitation.

[Applause]

Ici à Rodrigues des Sages-Femmes détenteuses de plus de 25 années de service continuent leurs petits bonhommes de chemin en fournissant des efforts considérables toute en bougeant fixe, c'est-à-dire, sans aucune récompense. Nul n'est prophète chez lui. D'ailleurs, ils ont une seule et unique occasion pendant toutes leurs carrières d'accueillir un statut supérieur. Madam the Chair, pourquoi privé ces sauveurs de vie, des miettes qui leurs reviennent de justice et des droits. Madam Chairperson, c'est très inconcevable de faire payer son incompétence au détriment des autres car le vrai problème reste dans ce *short-sighted* gouvernement du jour, qui n'a jamais trouvé bon de recruter pendant des années et des années.

[Applause]

Je fais un vibrant appel afin que ces dames soient nommées Senior. Cela voudra dire à la population de Rodrigues que le gouvernement respecte, apprécie et récompense ceux qui se tue pour faire avancer le pays.

Autre chose, Madam Chairperson, il y a Mme. M., la Principal Midwife, elle n'a même pas un bureau pour travailler, recevoir ces subornées et ces clientes en toute confidentialité. C'est bien que, c'est là qu'on appelle respecter les

fonctionnaires ? C'est ça le respect de la femme Rodriguaise ? Madam Chairperson, heureusement que le ridicule ne tue pas. Les staffs de la Commission de la Santé ont un staff room dans le bâtiment hospitalier à Crève-Cœur. Mais au grand damne, on n'a pas cru bon d'aménager un petit coin pour la Principal Midwife, celle qui est chargée de distribuer des tâches aux combien difficile à ces Sages-Femmes subordonnées, celle qui ai droit de répondre au mal fait si jamais des erreurs commises. A Maurice, Madam Chair, le dernier batch des Sages-Femmes qui attendaient à être nommé ont été promus Senior le 8 février dernier.

Madam Chair, laissez-moi aborder quelques lignes sur l'incinérateur à Camp Pintade. Madam Chair, en ce qui concerne le *open incinerator at Camp Pintade*. Peut-on considérer que l'incinérateur installait en plein air à Camp Pintade comme un non-respect pour les villageois et aussi pour le peuple de Rodrigues ? Ces derniers temps, des déchets médicaux sont consciemment brûlé, y compris des cercueils. La fumer émanant de ces sites envahis tous les villages allant jusqu'à Plaine Corail cela la direction du vent. Ainsi toutes la partie de l'ouest, nord-ouest et sud-ouest, sont copieusement parfumés quand le vent souffle du nord. Qui est-ce qui se préoccupe ? A la longue, des vies humaines risquent de se faire menacer. *Who cares !*

Madam Chairperson, beaucoup d'argent injectaient mais très peu de résultat, à l'instar, les incinérateurs de La Ferme Area Health Centre ou au Queen Elizabeth Hospital à Crève-Cœur. Toujours en ce qui concerne le *open incinerator*, je maintiens, je maintiens que la norme n'a pas été respecté et cela représente un danger sur la santé du peuple.

Madam Chairperson, provision a été fait dans le Budget 2018-2019 pour la nomination de neuf Ward Managers, quatre Male Staff et cinq Female Staff. Oui, oui, il méritait, *ki fer pas donne li ? To pé tini akoze li. To bizin doné...*

Madam Chairperson: Respected Member!

Mr. J. N. Volbert: La plupart candidat reste sur leur faim. N'est-il pas une source de frustration ? *En diré bonus céki li pé dir moi là-bas là.*

[Interruption]

Madam Chairperson: Respected Member, you please proceed with your speech.

Mr. J. N. Volbert: *Proceed mem la.* Le projet de Médecin de Famille. N'est-il pas une source de frustration, Madam Chair ? On n'a toujours pas de Dentiste en permanence à La Ferme Area Health Centre. Le projet de

Médecin de Famille, on n'en parle plus maintenant ? Est-ce que l'implémentation a eu lieu ? Comme je vous l'ai dit, je vous l'ai déjà dit et je le confirme. Beaucoup d'annonce mais très peu de réalisation. Vous qui êtes fort en déduction, à vous et au boulot. Le calvaire pour les Staffs de Management à Queen Elizabeth Hospital continue de plus belle. En période de pluie, ces officiers doivent travailler dans de l'eau. Leur bureau ressemble à un panier de bambou. Et, pourtant on a dépensé beaucoup d'argent dans la rénovation. Qui dit mieux ?

Installer les Staffs de la Commission de la Santé dans le bâtiment administratif de l'hôpital et de ce fait privant les Staffs du Management un lieu décent et un espace approprié pour mieux travailler. Un Quarters sera aménager pour servir de bureau pour les staffs de Management Team. Pourquoi ne pas réparer ou rénover le *bachelors flat* pour abriter des bureaux pour les staffs de la Commission de la Santé ? Le manque de médicament ou encore médicament expirer persiste aux yeux de tous. On a que deux appareils respirateurs artificiels dans le ICU, Madam Chairperson, et un seul est en état de marche actuellement. Tout récemment on a eu trois patients avec un seul appareil respirateur artificiel en bonne état, les deux autres patients ont été branché sur un appareil portable. Malheureusement, imaginons la suite !

Le ICU attende un Blood Gas Apparatus depuis plus deux ans et pourtant ça ne coûte pas cher, environs Rs 20,000. Un Stress Test Apparatus installait depuis plus de deux ans, opérait par un infirmier qui n'a jamais suivi de formation à cet effet. Le recrutement sur une base contractuelle des infirmiers Mauriciens, c'est pour permettre ceux de Rodrigues *to be released to enable them to follow courses in Mauritius leading to other specialist. Since five months the Mauritian staffs are here – not a single Nursing Officer from Rodrigues is actually following specialised course in Mauritius.* Leurs contrats expirent en novembre de cette année.

Madam Chairperson, je fais un appel solennel au Chef Commissaire afin qu'il commande une étude sur la cause du cancer à Rodrigues. Ce monstre – *lire li bien, line pane dire l'étude li* – ce monstre affecte nos citoyens et se propage d'une façon alarmante. Un nouveau cas détecté et un cas de plus. Trop de mort causait par cette maladie.

Madam Chairperson, quelques années de cela, je crois que c'était en 2011, 2010/2011, on nous disait, je cite : « *Nous avons la jeunesse d'esprit. Nous avons la vision mais nous n'avons pas de million.* », fin de citation. Aujourd'hui, ce n'est pas des millions qui vous manque. J'aimerais bien vous demandez où est passé votre jeunesse d'esprit et où est passé votre vision ?

[Applause]

En tout cas, franchement je ne crois pas que c'est ça que le peuple de Rodrigues attende de vous. Ce peuple attend des vrais développements, ce peuple attend des choses concrètes et non pas des petits trucs par ci par là annonçait d'ici et là donc la plupart des fois ne se réalise même pas. Avec tous ces problèmes mentionnaient, je voterai contre ce budget. Merci pour votre attention.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you Respected Member. Government side.

The Commissioner for Sports and Others (Ms. M. R. Edouard-Ravina): Madame la présidente, je vous remercie de me donner l'occasion de débattre sur ce budget que je qualifierai d'équilibré car tous les secteurs de la vie de Rodrigues est prise en compte et surtout c'est un budget qui ose la créativité et c'est un budget qui nous invite à nous dépasser et qui fait appel à l'action de tous, Mme. la présidente.

Tout d'abord, permettez-moi de saluer et de féliciter le Chef Commissaire de Rodrigues, M. Louis Serge Clair, qui en présentant ce budget a su montrer qu'il a du flair budgétaire et qu'il fait une gestion prudente de notre île Rodrigues. Notre Chef Commissaire a fait des choix disciplinés dans ce budget et dans les budgets précédents qui sont caractérisé par beaucoup d'occasion de succès et de réussite dans le pays. Avec une population unie, résolue et confiante autour de lui et autour de nous, nous allons vers le progrès assuré, Mme. la présidente.

Madame la présidente, après l'inauguration du projet MARS qui a franchi une nouvelle étape vers le progrès et la modernité, ce budget se place sous le signe du progrès, Mme. la présidente. D'ailleurs, le Premier Ministre, l'Honorable Pravind Kumar Jugnaugh, l'a si bien dit en février dernier, je cite : *«C'est un début pour la continuité dans l'avenir. Le pays franchit une étape vers le progrès et la modernité. Tous les coins et recoins de cette île de la République peuvent progresser.»*, fin de citation.

Préserver nos acquis, renforcer notre résilience, poursuivre le progrès, voilà un thème du budget qui inspire, Mme. la présidente. Ce budget s'insuffle de trois mots : Acquis, Résilience et Progrès. Nos acquis nous devons les préserver et les faire vivre. Nos acquis sont nombreux : notre autonomie, nos gens, notre peuple, *la volonté pep rodrig pou faire bane merveille* et se mettre au service du pays, ce que nous avons accompli, ce que nous allons accomplir ensemble sont les acquis ainsi que nos valeurs, nos projets, nos familles, nos jeunes et nos aînés, notre culture entre autres sont des acquis que nous chérissons, Madame la présidente.

Ce budget nous met face à notre responsabilité, notre responsabilité au sein du gouvernement et notre responsabilité citoyenne. Rodrigues et les Rodriguais, nous avons la lourde tâche de promouvoir notre identité et en poursuivant le progrès. Nous avons et nous devons de rester nous-même tout en nous adaptant au développement et en saisissant les opportunités qui sont à notre porter. Notre défi c'est de rester Rodriguais et de trouver notre place dans ce grand village global qu'est le monde.

Poursuivre le progrès, c'est un grand terme et cela est un terme qui nous accroche et qui nous invite à agir. On ne peut pas arrêter le progrès, Madame la présidente. Nous devons certes, relever beaucoup de défi et savoir discerner pour être sûre sur quel chemin il s'avance, sur quel chemin il faut mettre Rodrigues. Mais nous ne pouvons pas arrêter le progrès. Nous avons fait le choix, le choix à travers le Budget 2019-2020 de nous concentrer sur trois secteurs clefs : la santé, le changement climatique et l'informatique. Parce que ces secteurs ont des effets directs et sur d'autres secteurs de la vie de Rodrigues. Ces secteurs sont cruciaux car ils ont une puissance productive et transformatrice. Avec un peuple en bonne santé, des citoyens écoresponsable et un secteur informatique prometteur, nous envisageons l'avenir en toute confiance et nous pouvons compter sur tout un chacun pour avancer. Madame la présidente, le Chef Commissaire la si bien dit dans son Discours Budget : « *Partout kot ou gueter enan progrès dan nou pays* ». Et, nous avançons en ce sens. Le progrès on le voit, on le sent on le ressent et on le vit, Madame la présidente.

En présentant ce budget le Chef Commissaire, M. Louis Serge Clair et notre équipe nous restons fidèles à nous-même. Nous restons fidèles à la grande vision et politique de l'OPR depuis 1976. C'est avec fierté et avec un immense sens du devoir que nous présentons ce projet de développement aujourd'hui.

Madame la présidente, Martin Luther King a inspiré le monde avec, je cite : « *I have a dream* », Barack Obama avec son : « *Yes We Can* », Emmanuel Macron avec : « *Make Our Planet Great Again* », notre leader et Chef Commissaire quant à lui a marqué et lancé le mouvement à Rodrigues depuis 1976 : « *Nou Kapav* ». Le mouvement « *Nou Kapav* » a eu à toujours son impact sur le peuple de Rodrigues. Nous avons su nous connecter avec le peuple et nous projeter dans l'avenir avec les Rodriguais depuis 1976 à ce jour.

Notre parcours politique est fascinant, Madame la présidente. Parce que « *Nou Kapav* » résonne dans ce budget car le Chef Commissaire invite à chacun de préserver nos acquis, de faire preuve de résilience surtout après les deux cyclones, Joaninha et Gelena. *Nou met la main dans la pâte*, pour poursuivre le progrès. Aujourd'hui « *Nou Kapav* » résonne dans les cœurs et l'esprit des

Rodriguais et est ancré dans la façon où nous abordons les défis de notre île.

Madame la présidente, comme la si bien Charles Albert Poissant, notre gouvernement, je cite : « *voit le possible là où les autres voient l'impossible* ». Telle est la clef du succès, Madame la présidente.

[Applause]

Madame la présidente, le Chef Commissaire l'a si bien fait ressortir dans sa conclusion lors de la lecture du Budget 2019-2020 que l'un des plus grands acquis de Rodrigues c'est l'autonomie. La Rodriguanisation a été une des plus grandes étapes franchies vers cette autonomie. Je m'avancerai encore plus loin pour dire que le Rodriguais et la Rodriguaise sont les grandes richesses de notre île Rodrigues. Ce sont les Rodriguais qui construisent, qui transforment, qui transmettent et qui valorisent, qui nous emmène et qui emmène le pays vers le progrès que nous souhaitons. En somme, construire l'autonomie est et reste une aventure collective, Madame la présidente.

Aujourd'hui, nous restons guidés. Nous restons guidés par l'élan des bâtisseurs de l'autonomie. Je tiens donc à remercier et rendre hommage à mes grands-parents et les '*Grands Dimounes*' et notre leader et les bâtisseurs de Rodrigues qui inspire et qui ont inspirés la jeune génération que nous sommes à transformer notre île. Je leur témoigne tous une profonde reconnaissance parce qu'ils ont tous su voir en l'autonomie de Rodrigues une opportunité. Une autonomie qu'il nous faudra sans relâche lutter pour promouvoir, protéger et faire avancer. Inspiré de ce riche parcours, comme je l'ai dit précédemment, Madame la présidente, ce gouvernement régional fait preuve d'un esprit transformateur qui se transmet dans les différents projets de Rodrigues.

Ce budget me donne, ainsi qu'aux jeunes de Rodrigues une vision d'avenir pleine de promesse. Notre avenir se construit maintenant, Madame la présidente. Nous osons investir dans notre jeunesse car les jeunes doivent être outillés pour constituer la relève qui contribuera au progrès de l'île Rodrigues autonome. Ce budget nous permet donc de construire aujourd'hui pour que nous puissions léguer à nos enfants demain et nos petits-enfants une île encore plus prospère.

Je vais citer Proverbe de la Bible, 4:25 qui dit ceci, I quote: « *Let your eyes look straight ahead; fix your gaze directly before you* ». *Nou guet droite devant*.

Madame la présidente, nous restons fixés sur nos objectifs, sur les objectifs pour le pays et pour le peuple car nous aimons notre île Rodrigues et nous sommes préoccupés par son avenir. Nous veillons au bien commun et l'intérêt général. Monseigneur George Pontier a dit ceci sur les responsabilités politiques, je cite :

« *Vivre dans une démocratie est une chance, c'est aussi une responsabilité.* », fin de citation. Et aujourd'hui, nous prenons notre responsabilité.

Je profite de l'occasion de ce débat budgétaire pour inviter tout le monde, nous tous, spécialement nos jeunes, avec qui je chemine à faire preuve de responsabilité, de travailler ensemble, d'avancer ensemble, de progresser ensemble, de construire ensemble. Face aux défis, *Restons fort ! Restons fort ensemble !*

Madame la présidente, avant d'entrer dans les différents projets de ma Commission permettez-moi d'intervenir sur quelques points qu'à soulever le Membre Volbert et que j'aimerais éclaircir et faire ressortir dans cette Chambre.

Madame la présidente, quand il a parlé de la Commission de la Jeunesse et des Sports, le Membre s'est arrêté sur le Discours Budget 2016-2017 alors qu'il y a le Budget 2017-2018, 2018-2019 et aujourd'hui 2019-2020. Pourquoi cela, Madame la présidente ? Est-ce parce qu'il y a un manque de ressource et doit rester bloquer dans le passé pour essayer de décrédibiliser ce côté de la Chambre, Madame la présidente ? Mais moi, je vais vous montrer que la Commission des Sports nous travaillons dans le bon sens malgré, je dis bien, malgré que nous avons plusieurs défis, surtout des défis contractuels, je le conçois mais nous travaillons dans les bons sens. Et, nous prenons les décisions quand il le faut. Et c'est cela faire preuve de courage et de résilience, c'est-à-dire, s'adapter quand on sait, quand on a un obstacle devant soi et *we go forward irrespective of the difficulties*.

Donc, quand je regarde le discours quinquennal, le Discours Programme du gouvernement : « *Continuons à bâtir l'île Rodrigues de nos rêves* », je vois qu'il y a 30 mesures qui sont mentionnées autour du sport. 30 mesures qui sont catégorisées en plusieurs chapitres distinctes et surtout je fais appel, un rappel pour que vous sachiez qu'elle est vraiment l'objectif de la Commission du Sport et comment nous avançons. Donc, les objectives que nous avons mis en place c'est :

- Promouvoir l'égologie dans le sport ;
- Investir pour promouvoir le sport d'élite ; et
- Faire du sport une culture, une manière de vivre de chaque Rodriguais et de chaque Rodriguaise.

Les différents chapeaux que comportent le chapitre du sport sont :

- Les infrastructures ;
- Le sportif ;
- Les encadrateurs ;

- Les disciplines ;
- Le sport de masse ;
- Renforcer les structures du sport ;
- Les événements sportifs nationaux, régionaux et internationaux ;
- La création de l'emploi dans le sport ; et
- Le handisport.

Sur ces 30 mesures, Madame la présidente, arriver à deux ans de notre mandat, déjà 20 mesures ont été réalisé ou entamé. Juste pour dire que nous avons mis en avant des projets, nous avons partagés nos projets aux jeunes et à la population et nous travaillons vers la réalisation de ces projets-là, Madame la présidente.

Premièrement, il a parlé que toutes les équipes, il a parlé du stade de Roche Bon Dieu. Je suis d'accord pour dire que nous avons eu des problèmes contractuels sur le stade de Roche Bon Dieu. Nous même, au niveau du gouvernement, au niveau de la Commission, nous n'avons pas été satisfait des résultats des travaux fournis par ceux qui devaient le faire. Et, c'est pour cela que nous avons pris la décision de résilier le contrat, de terminer le contrat, pour justement nous permettre de faire *another exercise, another bidding exercise*, qui sera important. Donc, voilà ce qui se passe. Le Chef Commissaire dans son Discours Budget 2019-2020, a annoncé qu'on va lancer le contrat pour la construction du stade de Roche Bon Dieu dans les semaines qui suivent. Et, c'est vrai, parce que le contracteur est en train de travailler là-dessus et va nous donner les plans très bientôt. Donc, il faut savoir quand on décide d'annuler un contrat il y a des procédures légales qu'il faut garder, il y a des items qu'il faut parler. Et, je voudrais que les Membres corrigent la somme qu'ils ont mentionnés tout à l'heure. Ils ont dit qu'on a payé Rs 9 million alors que ce n'était pas vrai et tout ça c'est tout à fait pour créer de la sensation autour du stade de Roche Bon Dieu.

[Interruption]

Madam Chairperson: Order, order.

The Chief Commissioner: Je suis en train d'écouter ma collègue et l'autre côté, là ils partent. Merci.

Madam Chairperson: Yes, Commissioner please proceeds.

Mrs. M.R.L. Edouard-Ravina: Voilà pour Roche Bon Dieu. C'est ce que nous avons vu et nous avons eu le courage de rebondir après que nous ayons vu

l'état de Roche Bon Dieu. Là maintenant nous allons suivre de près pour voir comment le projet avance.

Deuxièmement, il a parlé aussi des compétitions inter-îles et des compétitions internationales. Madame la présidente, laissez-moi vous dire, quand on est venu en 2017 pour le deuxième mandat, on a annoncé qu'on allait négocier dans le Discours 2017-2018, on a annoncé qu'on allait négocier pour que plus d'une épreuve se fasse à Rodrigues. On a mis ça dans le budget 2017-2018. Regardez bien. Et, en 2018-2019, on est venu confirmer pour l'Opposition pour dire que deux événements seront organisés à Rodrigues pour les jeux des îles. C'est ça le suivi qu'il faut faire, suivre les lignes entre les budgets qu'il faut faire. Donc, voilà on est venu avec ça, et pour qu'on puisse faire en sorte que ces deux épreuves se fasse chez nous, il faut investir nous aussi, Madame la présidente. Il faut investir dans nos athlètes, il faut investir dans nos cadres, il faut investir dans nos comités régionaux et leurs permettre de s'épanouir et d'intégrer l'équipe nationale. C'est ce que nous avons fait pendant tout ce temps, Madame la présidente. Nous avons préparé nos athlètes en ce sens. Pour dire, que rien n'a été fait, je trouve cela aberrant aujourd'hui, Madame la présidente. Parce que nous avons premièrement donné *a stipend* au athlètes Rodriguais qui habitent à Rodrigues pour leurs préparations. Nous avons facilité l'accès au Private Gym. Tout ça a été mentionné dans les Budgets précédents. Ça a été réalisé. Nous avons aussi dit qu'il fallait que nos athlètes aient des camps d'entraînements au niveau local. Donc, nous avons organisé deux camps d'entraînements au niveau de l'athlétisme vu qu'on a plus athlètes en ce sens. Nous avons organisé deux *trial*. Un *trial* l'année dernière pour semi-marathon, un *trial* le mois dernier pour le Judo. Et, on va le faire encore le 4 mai pour le semi-marathon et le 22 juin pour le Judo. Juste pour dire la préparation se fait.

Au niveau du sport d'équipe pareil. En ce moment il y a des judokas qui sont à Maurice en train de se préparer et font du team building et de *team bonding*. Il faut investir. C'est vrai que le Ministère aide mais la Commission, l'Assemblée Régionale nous investissons massivement dans la préparation de ces jeux. Pour nous depuis 2017, la priorité reste l'organisation de ces jeux des îles à Rodrigues le 25 et le 26 juillet prochain. Et, surtout la flamme des jeux arrive le 9 juillet. Donc, juste pour dire que le travail se fait. Faudra pas faire des démagogies autour du sport pour essayer de décrédibiliser les gens.

Donc, il y a aussi au niveau du volley-ball, on parle de CCOI, des athlètes qui ne s'entraînent pas. Mais laissez-moi vous dire quand ces athlètes-là partent pour la CCOI, vous croyez que la Commission croise le bras et attend que ces athlètes-là partent partout pour s'entraîner ? Nous nous assurerons qu'ils sont entraînés et encadrés dans les meilleures conditions. Donc, nous leurs donnons tous les supports en terme technique, en terme logistique. Mais en même temps,

nous leurs encourageons à aller vers les autres et de s'ouvrir et essayer de trouver aussi des moyens par eux-mêmes. Mais nous avons investis dans la CCOI. Le Gouvernement Régional a investi plus d'un Rs 1.5 million dans le déplacement de ces deux équipes-là. Et, notre investissement a porté ces fruits. Si on est vice-champion de l'Océan Indien, fille et garçon, ce n'est pas pour rien. Il y a toute un travail continu qui se fait et régulièrement et ça il faut le reconnaître, Madame la présidente. Tout ça aussi cadre dans le sport d'équipe. Le sport d'équipe où nous avons mis une réforme. Une réforme pour le football, une réforme pour le volley-ball. Donc, qu'est-ce qu'on veut ? On veut que le niveau soit haussé dans ces deux disciplines. Le volley-ball porte déjà ces fruits et nous avons vu les performances. Il y a le football qui monte aussi.

Donc, ce qui se passe, c'est que, on a fait une réforme qui prend compte le sportif, l'encadreur, les infrastructures, la formation pour justement permettre à ces disciplines-là de s'épanouir. Tout à l'heure, je vais vous dire que suite à, je vais le dire maintenant. Il y a des mesures proposer dans la réforme que nous nous sommes inspirés pour ce budget. Donc, vu qu'il y a le côté infrastructurel, on s'est dit qu'il faut mettre dans le budget un Survey au niveau des stades où les compétitions majeures se font où les compétitions majeures sont organisées pour que nous sachions comment mieux investir dans ces stades-là. Il y a Maréchal, il y a La Ferme, il y a Baie aux Huitres, entre autres. Il y a Baie Lascars. Donc, on va faire un Survey sur ces stades pour savoir comment les mettre à jour et bien le faire. Et, surtout les mettent en lien aux normes avec le Stadium Act qui est très important. Donc, il y a aussi les vestiaires qui vont être construits. Nous avons entendu les cris des footballeurs et footballeuses. Donc, nous savons qu'à La Ferme, il n'y a pas de vestiaire. Nous savons qu'à Baie Lascars il n'y a pas de vestiaire mais c'est très fréquenté. C'est pour cela que le Chef Commissaire a fait mention dans son budget pour avoir deux vestiaires dans ces deux endroits-là. Et, laissez-moi vous dire, nous avons déjà commencé à travaillé sur le plan comment faire ces vestiaires-là. Mais pour vous dire que le travail de consultation et de terrain se fait. Je condamne toute tentative pour essayer de faire croire le contraire.

Il y a aussi, M. Volbert qui a mentionné au niveau de Roche Bon Dieu que les gens vont s'entraîner à Grande Montagne, vont s'entraîner ceci, vont s'entraîner cela. Nous le savons très bien. Nous avons eu des réunions avec les footballeurs, les sportifs de Roche Bon Dieu. Moi-même, j'y été à trois reprises avec ma Commission, mes Officiers et tous les acteurs concernaient. Qu'est-ce que nous avons décidé ensemble ? je n'ai pas pris la décision seule. Ils ont compris notre embarras par rapport au projet de stade. Donc, ce qu'ils nous ont proposés, c'est des dédommagements pour bouger, pour aller vers un autre terrain. C'est ce que nous avons fait. Nous leurs donnons une allocation financière pour qu'ils payent le transport pour aller, je pense à, Montagne Cabris ou Trois

Soleils, quelque chose comme ça, pour s'entraîner. Donc, on prend tous en compte quand il y a des problèmes et quand il y a des difficultés. C'est ça la résilience, Madame la présidente.

Et, en même temps, j'ai vu la dernière fois lors de l'Indépendance Day Cup quand St. Etienne était deuxième. Donc, ça veut dire que... vous êtes fort c'est vrai. Je conçois. Donc, c'est juste pour dire que... c'est la région 6, en effet, et c'est pour ça qu'on dit que, on veut que tout le monde a les mêmes chances.

Et, autre chose, Madame la présidente. Quand le Membre parle du sport, c'est comme-ci rien, rien, rien, vraiment rien n'est fait. Rien que l'autre jour, on a eu la réouverture de la piscine de Maréchal. Cette piscine a fait couler beaucoup d'encre et des deux côtés de la Chambre, je vais le dire. Tout à l'heure, le Minority Leader a dit qu'on voulait effacer l'histoire. Mais qui a voulu effacer la piscine ? Qui a voulu gommer la piscine de Maréchal, Madame la présidente ?

[Applause]

Aujourd'hui, on est condamné à tout le temps investir dans la piscine. Parce que des gens ont cru bon de fermer cette piscine pendant, je ne sais combien d'année, pour que, pour justement ne pas avoir à utiliser une piscine que l'OPR a construit. Donc, je trouve ça aberrant qu'on efface l'histoire. Et, ce qui m'intéresse aujourd'hui, Madame la présidente, c'est qu'avec la réouverture de la piscine, il y a un engouement. Un enthousiasme qui est créer dans la population parce que les gens demandent à utiliser cette piscine. Et, dans le Discours Quinquennal toujours, on a fait mention d'un programme « Natation pour Tous ». Et, dans cette année budgétaire on va réaliser notre programme de Natation pour Tous. On va s'assurer que tout le monde de Rodrigues est accès, soit à la piscine ou à la mer mais qu'il ait une formation dans la natation. Et là, on essaie de voir quel jour décréter pour le publique parce qu'il faut savoir aussi qu'on veut maximiser l'utilisation à travers le sport de haut niveau aussi parce que cela est très important. Bien sûre, avec les pêcheurs, pourquoi pas former les pêcheurs, former nos jeunes, aquagym, le *swimrun*. Là je pense qu'avec les jeux des femmes tout ça, il y aura la natation. Donc, tout ça va aider la population à s'épanouir et tout le monde sera nager comme un petit poisson dans l'eau, Madame la présidente. *Enan gro poisson selmen.*

Donc, Madame la présidente, nous avons parlé d'amélioration des petits terrains. Tous les jours, le Chef Commissaire nous pose la question. Il faut toujours améliorer les petits terrains dans les villages pour que les gens puissent faire du sport à l'aise. Et, je suis tout à fait d'accord avec lui. Nous avons commencé avec certaines infrastructures. Nous avons complété quatre ou cinq infrastructures et là nous allons étendre vers dix. Et, je sais qu'il y a Montagne

Cabris, Baladirou, il y a Piments Reposoir et c'est dans le Discours ici, je vais mentionner tout à l'heure mais juste pour dire que ça a été pris en compte. Mais le Membre Volbert a dit une chose qui m'inquiète un peu, pour dire que nous avons construit des terrains hors normes, qui ne sont pas dans les normes, technique ou je ne sais pas avec mot terme. Mais j'avais posé la question dans cette Chambre la dernière fois. Qui a construit le terrain de Terre Rouge qui est en norme ? Et, aujourd'hui moi je me pli en quatre pour essayer de trouver des athlètes pour venir s'entraîner sur ce terrain-là. Et, les athlètes savent. Ils ne veulent pas venir dessus. Là, je suis obligé de faire une école athlétisme sur un terrain de volley-ball, Madame la présidente. Donc, ce n'est pas possible. Donc, il faut planifier. *Every day we come and hear that failing to plan is planning to fail*. Et, on entend dire gouverner c'est prévoir etc., mais vous n'avez prévu de faire des terrains aux normes. Il ne faut pas donner des leçons quand on sait qu'on a failli à sa tâche.

Parlant des académies de football. Aujourd'hui, on a des centres qui traitent et qui entraînent nos footballeurs pour qu'ils se perfectionnent dans le football. Ce samedi, vous allez voir pour la première fois sur la pelouse Rodriguaise, la sélection U20, c'est-à-dire, le Centre de Perfectionnement de Football qui va commencer à jouer la ligue. Pourquoi nous avons fait cela, Madame ? Parce que nous voulons que l'excellence soit, que l'excellence prime et ce samedi, à partir de ce samedi le 6, les jeunes footballeurs va entrer dans ce Centre de Perfectionnement, filles et garçons. Et, pour volley-ball aussi pareil, filles et garçons. Mais pour football ils commencent ce samedi. Juste pour dire qu'on ne s'assoit pas. Je pense que ce sera à La Ferme ou à Maréchal mais je vais vous donner la date. Ne vous en faites pas Chef Commissaire pour que vous soyez présent. Juste pour dire que, quand le Chef Commissaire a annoncé le *High Level Sports Unit*. Quand il a annoncé ce *High Level Sports Unit* dans le budget que vous deviez voir et comparer, nous faisons une exercice de continuité. Nous avons mis le *High Level Athletes Scheme* de Rs 2,500 qui va être lancé ce mois-ci pour 30 athlètes déjà sélectionner. Deuxièmement, nous allons lancer le Centre de Perfectionnement. Et, troisièmement comme mentionné, nous avons lancé, comme annonçait dans les précédents budgets, nous avons ouvert le *Medical Sports Unit*. En 2017, je crois quand nous sommes arrivés pour le deuxième mandat, nous avons lancé le *Medical Sports Unit*. Juste pour vous dire qu'on traite le sport avec tout le sérieux nécessaire et avec tout l'intérêt qu'il nous demande.

Et, en même temps, Madame la présidente, pour terminer sur mon rebondissement sur les propos du Membre Volbert, je vais dire que nous investissons beaucoup dans nos athlètes. Nous investissons beaucoup dans nos cadres. Et, vous avez vu que les résultats sont là. Il a osé dire qu'il n'y a pas de résultat dans le sport. Il y a qu'à voir les records qui sont faites. Il y a qu'à les

résultats de nos athlètes handisports, qui sont allés à Abou Dabi, qui ont décrochés 10 médailles d'or, 10 médailles d'argent et 9 médailles de bronze.

[Applause]

Il faut voir Naël Ravina qui fait son combat aujourd'hui au niveau de Turquie pour le kick boxing.

[Applause]

Il faut voir Dejardin Prosper qui a fait un record national au niveau du saut en hauteur. Il est allé en Afrique du Sud, il a décroché la médaille d'or, Madame la présidente. Au niveau de la CJSOI, nos jeunes de handisport et sport d'athlétisme sont venus avec des médailles d'or et de bronze, Madame la présidente. Il faut cesser de dire que le Sport ne travaille pas, Madame la présidente.

[Applause]

Parce que le Sport est en bonne santé et l'équilibre est faite entre le sport pour tous et le sport d'élite, Madame la présidente.

[Applause]

Madam Chairperson: Order.

Mrs. M.R.L. Edouard-Ravina: Madame la présidente, la liste est longue. Il a raté mais je vais vous citer quelques-uns. Au niveau du dossier CCOI, que vous avez mentionné, *the best athletes...*

Madam Chairperson: Order.

Mrs. M.R.L. Edouard-Ravina: le meilleur athlète de l'Océan Indien n'est autre qu'un Rodriguais, Kevin Larose, Madame la présidente. Un Rodriguais, un fils du sol.

[Applause]

Et aujourd'hui, on voit le résultat. Moi je condamne toute tentative de venir décrédibiliser ou décrédibiliser ce gouvernement, notre Chef Commissaire et notre équipe, Madame la présidente.

Madame la présidente, le Membre a aussi parlé du Créole. Créole Rodriguais. Ah ben, je suis chagrine pour ne pas dire agacer comme la dit hier le

Président du Comité Régional que nos Membres ne suivent pas l'actualité et ne lisent même pas le Budget qui leurs sont donnés. Ils sont sélectifs en choisissant de lire. Le Créole Rodriguais à toujours au centre de l'action gouvernemental de ce gouvernement, Madame la présidente.

[Applause]

Il y a trois projets, trois gros projets en chantier, en phase de finalisation. Premièrement, il y a le projet linguistique et ethnographique, qui est en train d'être finalisé. On a signé un accord avec le Bureau du Premier Ministre, un accord avec l'Université de Maurice et la Commission des Arts et de la Culture, l'Assemblée Régionale. Madame la présidente, pourquoi on a fait ça ? Parce qu'on comprend que le ... *the child education* est important pour les enfants. Quand on croit que pour mettre le Créole dans les écoles, on vient dire, *bé a nou met créole dan lécol*. Ce n'est pas comme ça. Il faut un travail de préparation et laissez-moi vous dire la préparation comment ça se fait. Premièrement, il y a ce projet linguistique et sur projet, c'est vrai nous avons fait un accord avec ces deux partenaires, mais il y a que des Rodriguais qui fait la collection des mots et qui font le travail de terrain. Il n'y a personne qui font ça à leurs places. Parce que les Rodriguais connaissent mieux leurs contextes. Deuxième projet, il y a le projet Dictionnaire Créole Rodriguais. Projet Dictionnaire Créole Rodriguais pareil. *Noune dir bizin fer ene...* On a dit qu'il fallait faire un dictionnaire. Fallait faire un dictionnaire mais Rodrigues n'a pas l'autorité qu'il faut pour valider ce dictionnaire. On n'a pas l'autorité qu'il faut pour valider ce dictionnaire-là. Il faut des instances qualifiées et reconnues pour valider et que notre Créole soit répandu dans la région Océan Indien et dans le monde Créole. Donc, ce qu'on fait c'est qu'on a cherché l'expertise de l'Université de Maurice. Et, quand on a cherché l'expertise de l'Université de Maurice, hop la MIE a dit ben il faut qu'elle rente dans ce projet. On l'a accueilli. Pourquoi ? Parce qu'on voulait faire une pierre deux coups. Une pierre deux coups, pourquoi ? Parce que quand le dictionnaire est en phase de finalisation, le manuel aussi est en phase de finalisation. Justement, en ce moment, Madame la présidente, en ce moment à l'heure où je vous parle, il y a des sessions de travail avec la MIE, l'Université de Maurice autour de la contextualisation du manuel Créole Mauricien. Et, laissez-moi vous dire une chose très chose très importante autour du Créole dans la République. Le Gouvernement National a jugé bon qu'il fallait changer le nom du Créole Mauricien pour appeler cela Créole République Maurice. Pourquoi ? Parce que notre Chef Commissaire, l'équipe gouvernemental, nous avons su faire entendre notre voix qu'il fallait reconnaître notre Créole. Et, aujourd'hui ce n'est plus Créole Mauricien mais Créole la République Maurice, Madame la présidente.

[Applause]

Maintenant, quel travail nous faisons ? Pour adapter le manuel il faut une équipe de gens, une équipe de gens de Rodrigues toujours, qui vont être sur le terrain, qui vont mettre en avant la sensibilité Rodriguaise, qui vient mettre en avant la réalité Rodriguaise. Et, tout cela se fait avec la Commission de l'Education. Donc, ce qui se passe c'est que les gens qui viennent on va définir quelques thèmes qui doivent être présent dans le manuel. On va adapter le langage, le lexique, la grammaire et tout et tout, la phonétique etc. On va adapter ça au Créole Rodriguais et bien sur le manuel doit comprendre aussi quelques aspects de la République et d'ailleurs parce que nous voulons que nos jeunes soient ancrés dans la culture mais en même temps qu'ils soient ouvert sur le monde. C'est la démarche de la Commission de l'Education et la démarche de la Commission de la Culture, Madame la présidente. Je condamne toute personne qui vienne dire que rien n'a été fait. Et-moi vous dire que la Commission de l'Education a déjà recruté quelques enseignants pour être former pour justement rentrer de plein pied dans ce projet Dictionnaire Créole, Madame la présidente. Donc, je trouve un peu désolant que nos gens ne trouvent pas nécessaire de lire des items important de ce budget et si vous regardez bien dans le Estimates, un budget d'un million de roupie a été alloué au projet Dictionnaire Créole Rodriguais, Madame la présidente. Juste pour vous montrer que nous avons eu la volonté politique, nous agissons en ce sens et nous allouons le budget qu'il faut à ce projet-là, Madame la présidente.

Pour entrer dans la culture toujours, donc ce budget se construit dans un élan innovateur, un élan qui a aidé à la politique culturelle de Rodrigues et surtout nous avons vu que nous avons pris certains virages. Un virage vers la professionnalisation du Secteur Culturel et un virage vers le numérique et l'industrie créative, Madame la présidente. La culture aussi bouge vers la modernité toute en gardant un pied ancré dans la culture.

Madame la présidente, ce virage nous permet de voir et de comprendre qu'il faut que nos entrepreneurs eux aussi au niveau culturel fassent quelque chose pour que l'économie culturel se construise, pour que l'économie culturel se consolide. Nous avons déjà quelques jeunes qui sont engagés dans les domaines de la publicité, la photographie, *film making*, *video making*, etc. Nous avons vu cet élan-là et nous voulons consolider et construire sur cette enthousiasme, sur cette énergie. C'est pour ça que nous faisons, nous avons fait depuis l'année dernière lors des Festivals Créole, une formation sur l'industrie créative et aujourd'hui, nous allons poursuivre dans ce sens avec nos artistes et nous allons aussi encouragés nos jeunes à travers l'entreprenariat jeunesse à investir dans le Secteur Artistique et Culturel. Parce que aujourd'hui dans le monde le Secteur Culturel ça vaut de l'or. Parce qu'on dit que ça demande que de l'imagination et de la créativité. Ça ne coute rien mais on peut faire de l'or avec. Donc, c'est ce qu'on encourage, Madame la présidente.

Donc, le Chef Commissaire dans son Budget, il a voulu et il veut que nos enfants et la population aient un accès réel à la culture, qu'ils aient un accès réel à la diversité que la culture abrite. Il veut que cette politique soit réalisée à travers les collèges et les écoles. C'est pour ça que nous sommes venus avant avec un projet d'éducation culturel et artistique, le projet Art Etude. Le projet Art Etude, qui a été lancé en février dernier et qui fait son chemin. Parce que là on travaille dessus. Et, il y a le Séga Tambour et la musique solfège traditionnelle qui va être montré à nos enfants et il y aura aussi des filières artistiques optionnels que l'enfant pourra choisir, les filières un peu plus « modernes ». Donc, Art Etude, à partir 2019-2020 va être étendu au école primaire comme annonçait par le Chef Commissaire. Dans le Discours précédent, c'est pour ça que je dis qu'ils font un travail un peu *piece meal*. Dans le Discours précédent, le Chef Commissaire avait annoncé un inter-collèges des arts. Et, je suis fière de vous dire que nos enfants en mai prochain vont avoir goût à cette inter-collèges des arts, qui est important pour la culture et l'éducation de nos jeunes. Et, cette inter-collèges et ce projet Art Etude sont en phase avec le Nine-Year Schooling Programme.

Madame la présidente, le programme « I love Rodrigues » en ce moment est en train d'être fait dans nos écoles. Parce que nous voulons toujours préserver l'âme Rodriguaise. Quand nous parlons de résilience de ce côté de la Chambre, il y a des gens de l'autre côté qui font de la démagogie. C'est nuire, c'est nuire à l'âme Rodriguaise. C'est nuire à l'âme Rodriguaise. Alor, continuons notre programme « I love Rodrigues » dans nos écoles. Et, pour couronner le tout, pour l'indépendance, le Conseil Exécutif a pris la décision de donner une allocation aux écoles pour qu'ils créent des clubs de culture pour qu'ils puissent, pour que les enfants puissent vraiment être imprégné de leur culture et de leur identité.

Par rapport au Séga Tambour, Mme. Franchette l'a bien dit dans son discours – c'est notre acquis, parce que c'est aujourd'hui Patrimoine Immatériel de l'UNESCO. Merci à tous ce beau monde qui a contribué, merci à tous ce beau monde qui a contribué...

Madam Chairperson: Second Island Region Member.

Mrs. M.R.L. Edouard-Ravina: Et bien sûr, le Chef Commissaire dans son infini sagesse a jugé important voir essentiel de décréter le 7 décembre Journée du Séga Tambour Rodriguais. Aujourd'hui, c'est fait. Aujourd'hui c'est fait, Madame la présidente. Nous avons érigé un monument et dans ce Budget pour continuer l'action gouvernemental, nous allons faire le parcours du Séga Tambour pour justement finaliser ce projet et faire en sorte que les gens savent les racines du Séga Tambour, les villages où Séga Tambour a pris naissance été les personnes qui s'y sont engagées.

Madame la présidente, une des personnes qui a manqué l'histoire de Rodrigues, c'est tante Grosfi et nous n'avons pas manqué à lui rendre hommage justement dans cette même vision de mettre en avant le Séga Tambour. Et, laissez-moi vous dire il y a toute une série de recommandations mise en avant par l'UNESCO et nous travaillons un à un sur les recommandations. Parce qu'il faut que Rodrigues envoie des *periodic reports* et les *periodic reports* se font ici à Rodrigues pour être concerté avec Maurice et là on fait un travail assidu minutieux sur ce dossier.

Madame la présidente, valoriser notre patrimoine est impératif et parce que c'est important pour faire connaître l'île Rodrigues aux Rodriguais et aux étrangers. Donc, suite à une série de visites qu'on a fait sur les sites historiques, suite au *Port Mathurin Urban Trail*, suite au *Night Trail* qu'on a organisé ou qu'on a financé. Maintenant la MCB aussi nous donne des sponsors. Nous avons jugé bon de créer un *Heritage Trail*. C'est quoi un *Heritage Trail* ? Un *Heritage Trail* vise à connecter tous les sites historiques et culturelles autour de Rodrigues pour faire des parcours et pour que les gens ces parcours-là. Mais en même temps pour que l'économie se construise autour de ces parcours. C'est un projet culturel et un projet touristique en même temps. Et, c'est pour cela que le Bureau du Chef Commissaire et la Commission de la Culture nous travaillons ensemble sur ce dossier très important pour l'industrie culturelle et pour l'industrie touristique. Et, j'espère que les gens vont continuer à se former dans tous cette affaire ce guide touristique etc., pour pouvoir mieux informer les personnes.

Madame la présidente, nous travaillons aussi sur un costume Rodriguais. Nous avons présenté ce dossier à cette Chambre. Nous avons organisé un défilé l'année dernière lors du Festival Créole. Là cette année avant la fin de ce mandat, nous espérons la publication d'un magazine autour de ce défilé. Et, là cette année nous allons voir la confection et la réalisation de ce costume Rodriguais que je suis sûre va faire honneur à Rodrigues. Pourquoi on a organisé un défilé ? On a organisé un défilé pour permettre aux gens de voir les modèles et pour qu'ils voient s'il y a des ajustements qu'il faut faire. C'est ça la démocratie participative et c'est ça promouvoir le dialogue communautaire, Madame la présidente.

Toujours autour de nos sites, nous allons mettre en place un Pay Coin System et un système de gestion comme proposer par le Chef Commissaire avec le Vicariat et l'Assemblée Régionale pour nous permettre de bien voir et de bien gérer ces sites-là. Une chose qui est bien importante, Madame la présidente, c'est le prix littéraire Rodriguais. Vous allez vous rappeler dans le Discours Budget 2018-2019, nous avons fait mention de l'organisation d'un prix littéraire Rodriguais. Ça a été fait, Madame la présidente. Le prix littéraire Rodriguais et en deux parties : pour les jeunes étudiants et pour les écrivains confirmer. Donc,

Prix Jean Baptiste Melotte et Prix Diego Rodriguez. Donc, nous avons vu le succès de ce prix littéraire. Nous avons vu la fierté des enfants et des écrivains en participant à ce prix littéraire et c'est pour ça qu'on va continuer avec ces deux prix littéraires Rodriguais pour que la culture de l'écriture se consolide et pour que la littérature Rodriguaise aussi se consolide parce que n'oublier pas on a aussi donné la chance aux enfants qui ont écrits d'être publié parce que nous avons pris l'engagement de publier les écrits des enfants, les écrivains qui ne sont pas confirmer. Et, suite à ce succès, Madame la présidente, nous avons jugés bon, nous avons jugés bon d'étendre un prix, une récompense à tous les disciplines artistiques autour de Rodrigues. Il y a plusieurs disciplines. Il y a la musique, la chanson, la peinture, il y a tous. On va étendre une récompense, un prix à tous ces disciplines artistiques. Et, c'est pour cela que la première fois, nous allons marquer la journée internationale des artistes, qui est célébré le 25 Octobre de chaque année. Donc, ce jour-là une soirée de récompenser va être organisé pour valoriser nos artistes et en même temps pour reconnaître les différentes filières artistiques qui est présent à Rodriguais. Juste pour dire qu'une provision budgétaire a été fait à cet effet pour l'organisation de cette soirée, Madame la présidente.

Toujours dans l'esprit de valoriser nos artistes et l'art, nous allons encore aussi pour première fois organiser La Journée Internationale de l'Art. Et, cette fois-ci, c'est le 15 Avril prochain que nous allons marquer cette évènement et sachant que nous serons dans la semaine sainte, nous allons faire ça de façon très simple. Nous allons rendre hommage à Marie Lourdes Leveillé, qui nous a quittée récemment, nous allons le faire au niveau de muraille reconnaissance ou en face d'Alfred North Coombes pour marquer ce jour-là, Madame la présidente.

[Applause]

Madame La Présidente, les ateliers artistiques seront, on va continuer avec. On a parlé de l'internet à haut débit, on a parlé de tous les projets autour, je ne vais pas m'attarder dessus. Juste, pour dire que nous avançons au niveau de la culture. Pour vous dire que, quand le gouvernement fait des actions et qu'on avance, les gens aussi suivent. Vous savez pourquoi les gens suivent ? On a vu premièrement, la création d'un *School of Art* à Rodrigues. La création d'un *School of Art*, la Commission facilite. Nous avons vu la création des différents d'écoles d'accordéon autour de l'île. Il n'y a pas moins de quatre, Madame la présidente. Tout ça c'est à cause, c'est grâce à un dynamisme qui est créé, qui permet les gens de prendre des initiatives. Nous avons des écoles de tambour et de fabrication de tambour. Tout c'est permit grâce à ces beaux projets que nous faisons et qui inspire la jeunesse pour mettre en place des projets culturelles et qui leurs incitent à apprendre plus et à vraiment se parfaire dans le Secteur Artistique. Nous allons continuer nous aussi à les faciliter, à leurs donner des

formations pour que justement, cette coopération entre eux et nous se fasse et ça continue et pour qu'ils puissent aller plus loin. Je connais des gens qui, une jeune fille Polimon, qui a eu une bourse au niveau de la Commission de la Formation pour aller se parfaire dans les formations vocales. Donc, il y a toute une série de possibilité professionnelle autour de l'art qu'il nous faudra explorer et qu'il nous faudra mettre en avant devant nos jeunes et nos parents.

Madame la présidente, au niveau des *grants*, des facilités qu'on donne aux personnes. Des facilités en terme de *Cultural Exchange Assistance Scheme*. Donc, on a financé trois ou quatre artistes cette année. On a financé les déplacements des artistes lors des festivals, des projets de phonothèque, des projets de la francophonie. On a continué à donner notre aide, notre support à tous ces jeunes, à tous ces artistes qui veulent vraiment et qui font un effort de chercher des marchés des festivals et d'autres plateforme pour se parfaire.

Il y aussi le National Art Fund, qui est national mais que le Commission assure que les Rodriguais puissent envoyer leurs projets. Donc, suite à ça, parce qu'il y a une somme de Rs 50 million au niveau national qui était allouée à ce projet National Art Fund. Et, nous à la Commission nous donnons des facilités pour que les artistes puissent soumettre leurs projets et qu'on puisse envoyer ça sur Maurice pour être jugé. A ce jour deux artistes ont pu bénéficier de National Art Fund à la hauteur de Rs 831,000. Et là, en ce moment je crois qu'il y a une candidature à projet. Et, j'espère que nos gens vont faire un projet en ce sens.

Donc, Madame la présidente, au niveau de *Artist Assistance Scheme*, ça va continuer. On va renouveler l'expérience. On ne va pas, je ne vais pas m'attarder dessus. On a parlé du Créole Rodriguais, qui est important pour Rodrigues. On a parlé aussi du Festival Créole 20^{ème} Edition. Il faut savoir que cette année ce sera une année forte pour Rodrigues. Parce que nos activités culturelles et sportives vont au-delà des frontières nationaux. Parce que nous allons vers l'Océan Indien pour... parfois même vers la région Afrique et ailleurs. Donc là, nous allons organiser les 20eme Edition de Festival Créole, les 10eme Edition du Trail de Rodrigues. Donc, cette année sera une année très forte et j'espère que le public sera au rendez-vous et les touristes aussi seront au rendez-vous pour ces deux événements. Et, bien sûr, il y a d'autres événements comme le kite surf, entre autres, qu'il nous faudra bien sûr donner notre support, encourager pour que justement notre politique de sport tourisme se consolide. Et, justement très bientôt la Commission du Tourisme va venir de l'avant avec la première Edition de Expedition Africa et j'entends dire qu'il n'y a plus de place pour les étrangers pour venir. Juste pour vous faire comprendre que Rodrigues en ce moment à une crédibilité au sein de la région en terme d'organisation, en terme d'activité sportive et culturelle. Donc, ce sera une première et je suis sûre que nous serons

très enthousiasme de voir cette évènement et surtout les touristes vont venir et qu'on pourra renouveler cette évènement dans l'avenir.

Donc, au niveau des bibliothèques, donc, on voit qu'il y a un nombre grandissant de matériels qui se renouvelle. Il y a le nombre grandissant de personnes qui s'abonnent dans les bibliothèques et nous avons deux projets pour améliorer le CLAC de Port Sud-Est et deuxièmement, le projet de E-Library parce qu'on veut améliorer l'expérience des Rodriguais à travers nos bibliothèques. On veut un service plus approprié et qui réponde à la modernité. Je viens de mentionner Port Sud-Est, Madame la présidente. En même temps, Madame la présidente, depuis 2012, le Chef commissaire a voulu qu'on fasse...

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order !

The Commissioner for Youth and Others (Mrs M. R. Edouard-Ravina): Qu'on encourage une culture de lecture et c'est ce qu'on a fait. On a encouragé une culture de lecture. On n'a qu'à regarder nos statistiques de bibliothèques pour confirmer. Et juste pour dire, quand on a fait une politique de lecture, il y a aussi une politique d'écriture aussi qui s'est installé et qu'on voit aujourd'hui. Aujourd'hui, on peut dire que Rodrigues a une littérature Rodriguaise. Et tout ça, c'est important pour un projet linguistique d'un pays, pour la langue maternelle d'un pays. Il faut que la langue maternelle qu'on veut « officialiser » soit, ait une littérature solide. Aujourd'hui, je peux dire que Rodrigues a une littérature créole Rodriguais. On a notre littérature, on peut être fier de cela. Et c'est pour ça qu'on va inaugurer le *Rodriguana Section* lors de la Journée internationale du livre le 26 avril prochain, Madame la présidente.

[Applause]

The Commissioner for Youth and Others (Mrs M. R. Edouard-Ravina): Au niveau de la recherche, au niveau de la recherche, Madame la présidente, la recherche est bien importante pour nous de ce cote de la Chambre. Nous avons fait des efforts pour encourager la recherche. Premièrement, nous avons mis un item dans le Artiste Assistance Scheme. Et deuxièmement, il y a un gros projet qui est en train d'être travaillé avec le Rodrigues Collège à travers un MoU Raconte Nu Lavi Lontan Project. Donc, ces enfants de la grade 8 l'année dernière, maintenant en grade 9, ont fait des recherches. Ils ont deux livres qu'ils vont publier suite à cette recherche et là, ils vont partir aux Seychelles et Maurice *on education tour* après plusieurs *fund raising* et bien sûr, l'Assemblée régionale, on va voir comment on peut supporter mais ils ont aussi fait des efforts pour justement pouvoir aller aux Seychelles et à Maurice. Donc, tout ça, ça vient de

la vision d'un gouvernement, ça vient de la politique culturelle du gouvernement et de la vision de notre leader. Donc, il ne faut pas s'éloigner de ça, Madame la présidente. Donc, et là, au niveau du sport, j'ai parlé un peu longuement mais juste pour dire que l'équilibre est « faite » entre le *highlevel sports et le sports pour tous*. Nous avons dit et nous avons... Le Chef commissaire a dit dans le budget qu'il fallait revoir le programme *Physik dan Village*. C'est fait, Madame la présidente. Maintenant, les gens qui vont être... qui vont participer sous le programme *Physik dan Village* vont avoir un *fitness card*. C'est quoi un *fitness card* ? On va voir, on va pouvoir suivre le progrès de ces personnes, de ces enfants parce que c'est étendu aux enfants à toute tranche d'âge. Donc, la Commission de la santé est avec nous sur ce projet pour que justement, il y a un programme nutritionnel, un programme de suivi et il y a aussi des *exercise prescription*. Vous savez, parfois, on peut comprendre quand on se casse un bras, il faut aller mettre du plâtre mais il y a des fois aussi où des *exercise prescriptions* sont plus appropriées pour que les gens retrouvent une meilleure santé. Et c'est ce qu'on veut promouvoir dans *Physik dan Village* dorénavant. On va commencer, on va lancer le projet avec la formation des animateurs. On va aller dans les villages pour sensibiliser, bien sûr regrouper les gens d'après leur âge. On a déjà commencé avec les parcours de santé. Il y a une dizaine de village qui ont déjà leur parcours de santé. Donc, c'est déjà très bien. Les gens sont dedans. Donc, en gros, pour cette année qui ne s'est pas encore terminée, il y a 15000 personnes qu'on a touché sous Espoir Pour Tous. Donc, moi, je n'accepte pas qu'on vient de dire qu'il n'y a pas d'équilibre entre le sport pour tous et le sport d'équipe parce qu'il y a les jeux intervillages, il y a les jeux... les programmes de natation et *Jewel After School Programme* et autant d'autres programmes et autant d'autres programmes qui se font sous le Sport Pour Tous Programme. Donc, là, il y a la Natation Pour Tous qui vient s'y ajouter. Madame la présidente, ce samedi aussi, on va voir... Ce vendredi, c'est demain. Nos cadres sont formés. Nous avons misé sur la formation de nos cadres et demain matin avant de venir ici, nos cadres vont avoir leur certificat, leur certificat en brevet d'état en sport et deuxièmes en *Management in Sport*. C'est la première fois que des Rodriguais ont un cours in *Management in Sport*. Et vous savez pourquoi ? Parce qu'on est allé négocier pour avoir ce cours là. Parce que s'il y a un cours qui se fait à Maurice, il faut que les Rodriguais aussi aient les mêmes chances. Hier, vous avez pu voir à la tété. Hier, vous avez pu voir à la télé. On a vu des cas d'injustice et on en parle. C'est ça faire preuve de courage parce que être résilient, c'est aussi faire preuve de courage. Donc, au niveau du kickboxing, on a demandé que l'athlète Nael Ravina qui fait son combat aujourd'hui, soit accompagné de son coach. On a demandé au comité régional de négocier avec la fédération pour qu'il soit avec son coach. Et qu'est-ce qu'on a vu ? On a vu des gens détourner l'attention et nous, on veut rétablir la vérité parce que le coach n'a pas eu l'occasion mais on a voulu rétablir la vérité et on maintient notre position que nos coachs aussi doivent avoir les mêmes chances, les mêmes opportunités surtout

que nous savons qu'un athlète qui évolue avec un coach au niveau local a une répercussion au niveau sportive mais aussi au niveau psychologique sur cet athlète-là et nous savons que la performance est meilleure quand son coach est à ses côtés. Donc, on fait tout ça, on ne fait pas que des formations. On veut assurer aussi que les opportunités soient ouvertes à nos coaches, à nos athlètes, à nos encadrateurs. Madame la présidente, j'ai parlé de plusieurs infrastructures sportifs. Là en ce moment, nous avons fait l'acquisition de plusieurs *floodlights*. *Floodlights* et on fait un contrat, *labour contract* parce que vous savez, on est en manque de travailleur. Donc, on a tellement d'infrastructures. Donc, il faudra avoir des gens pour mettre ces lumières-là. Donc, on fait un *labour contract* en ce moment pour faire l'installation des *floodlights* et aussi des *fencings* autour de l'île. Madame la présidente, j'ai déjà parlé de la piscine et autres. Donc, les petits projets, je vais citer parce qu'on a demandé qu'on cite les endroits où on va faire les petits projets, on va faire des projets de rehaussement au terrain de foot de Grenade, de Port Sud-Est, de Baladirou, Rivière Cocos, Montagne Cabris Est, Montagne Cabris Camp Pintade, Reposoir et le centre d'accueil de Manique. Donc, voilà, la transparence est là. Il y a Roseaux. Roseaux, ce qui se passe avec Roseaux, nous le savons très bien.

Madam Chairperson: Order !

The Commissioner for Youth and Others (Mrs M. R. Edouard-Ravina): Donc, il y a Roseaux. Il y a la troisième phase qui est en place. On est en train de faire l'acquisition des lumières comme je vous dis et en même temps, il y a des visites qui « va » se faire incessamment avec la Commission de l'Infrastructure publique pour finaliser tout ce projet-là. Donc, juste après le budget, on va le faire. Donc, on a déjà pris rendez-vous avec le *Deputy Chief Commissioner* et son bureau pour justement permettre cela. Voilà. Le *dormlike*, on a parlé. Beaucoup de projets pour nos athlètes mais on ne se concentre pas seulement que sur l'infrastructure mais on se concentre aussi sur l'humain, sur ce qui fait le progrès dans le sport. Donc, il y a la réforme que j'ai parlé qui a fait, qui a du succès et qui on a vu le niveau a amélioré. On va étendre la réforme au handball et au basketball. C'est l'annonce qu'a fait le Chef commissaire. Ça, personne n'a dit. On a mentionné une réforme deux années précédentes. Là, maintenant, ça a été étendu à deux disciplines. Là, maintenant, c'est étendu à quatre discipline. Donc, personne n'en parle. Donc, juste pour dire qu'il y a toute une démagogie autour de cela. Donc, pour aussi montrer l'autonomie dans le sport, on veut donner encore plus d'autonomie à nos comités régionaux. Le Chef commissaire a fait mention dans son budget qu'il fallait allouer 30% du budget au comités régionaux pour que justement, ces comités régionaux puissent acquérir leur équipement, puissent avoir, puissent organiser les compétitions locales. Comme ça, ils pourront le faire à leur aise et comme ça, ça va alléger bien sûr les procédures pour eux et ils pourront avoir leurs équipements dans le

temps. Parce que nous savons au niveau du Gouvernement, qu'est-ce qui se passe. On peut avoir lancé un tender et puis, on dit il faut *relaunch*. Donc, là, ça va être un peu plus simple pour les disciplines, pour les athlètes et les encadreur. Et en même temps, juste pour terminer sur le volet sport, il y a ce Samedi, la Journée internationale du sport et on va lancer le plan assurance pour les athlètes. Donc, ça aussi, c'est complété. Madame la présidente, au niveau de la jeunesse, nous savons que c'est un domaine où tous les projets à 100% sont complétés. Ça, je suis fier de le dire. Tous les projets de jeunesse sont complétés à 100%. On a fait le centre de jeunesse à Anse aux Anglais. Là, on va finir avec le centre résidentiel de Baladirou. Donc, parce que je vois, il y a un membre Miss Félicité qui a parlé sur la jeunesse. Je vais parler, je vais aborder en son sens tout à l'heure pour lui éclairer un peu. Mais ce complexe de Baladirou est un complexe de formation et résidentiel qui sera un *major landmark for Rodrigues* parce qu'on pourra accueillir des événements. J'ai vu que la dernière fois, Rotary Club a fait un premier dans l'histoire, un *youth symposium*. Donc, ils pourront faire pour la deuxième fois parce que c'est une première je pense dans la région Océan Indien. Donc, je les encourage à utiliser ce centre.

Madam Chairperson: Second Island Region Member ! Commissioner, please! Please, Commissioner. Second Island Region Member, would you like to rise on a point of order? Because you are disturbing. If you do not have a point of order, please, no interruption from a sitting position! Yes, Commissioner.

The Commissioner for Youth and Others (Mrs M. R. Edouard-Ravina): *Madam Chair*, au niveau de l'entrepreneuriat jeunesse, 300 jeunes ont été touchés, une centaine ont suivi des cours. Maintenant, il y a des jeunes qui ont reçu leur prix bourse au niveau de l'entrepreneuriat. Il y a le projet Laca-Laca qui a été fait. Donc, et sous le projet Laca-Laca, laissez-moi vous dire qu'on a eu des gens qui ont été recruté à la MBC, qui ont été... Deux jeunes ont été recruté à la MBC. Ils ont passé par le projet Laca-Laca. Donc, nous sommes fiers de ça. Et même au niveau de projet de placement au niveau des ateliers de savoir, on a placé les jeunes dans les entreprises et parmi ces jeunes, 25% ont pu avoir un emploi. Et ça, c'est important, Madame la présidente, parce qu'on fait un travail continue et on bouge étape par étape. Et en même temps, il y a deux bourses aussi qui sont allouées à nos jeunes pour aller dans les écoles hôtelières. Donc, tout ça, était sous le projet Laca-Laca. Et le membre Félicité avait parlé la dernière fois de la jeunesse qui se perdent, la grossesse précoce, l'alcool, le matérialisme, l'individualisme, tous les 'isme' mais en même temps, j'aimerais le rassurer. C'est vrai qu'il y a des défis. Je ne dis pas le contraire, je ne vais pas cacher cela. C'est vrai il y a des défis de l'alcool, de la drogue, il y a la grossesse précoce. C'est vrai, c'est présent dans tous les pays. Mais l'Assemblée régionale, nous ne croisons pas les bras face à cela. Donc, l'année dernière, on a annoncé

le programme *Youth on the Move*. Pourquoi *Youth on the Move* ? On a demandé aux jeunes de se bouger et de bouger *away from all these social scourges*, away from all these fléaux sociaux qui nous rongent. Et là, on leur a offert des options, des activités saines, des activités sportives, des activités de loisir et des activités culturelles. Juste pour dire qu'il ne faut pas dire qu'il n'y a pas d'activités pour les jeunes parce que le programme Spéciale Vacances, c'est rempli, rempli et des fois, il y a les officiers de la Commission qui disent : « Mon Dieu, c'est rempli comme ça ? » Donc, tellement il y a beaucoup de projets, loisirs pour les jeunes. Et maintenant, il faut que les jeunes saisissent l'opportunité qui est mis devant lui. Peut-être que le membre lui aussi travaille avec les jeunes. Il pourra encourager les jeunes à vraiment venir participer dans ces programmes de formation et de sensibilisation qui les touchent directement. Et on a même fait une sensibilisation au niveau du sécurité routière qu'on n'avait jamais fait avec *Deputy Chief Commissioner's Office*. Juste pour dire qu'on ne croise pas les bras. La santé sexuelle et reproductive, on a parlé mille fois parce que c'est un droit. Parce que quand on parle de la santé sexuelle et reproductive, on a tendance à penser qu'au préservatif. Non ! C'est plus large. C'est plus large parce qu'il y a toute cet élément de choix. Il y a tout cet élément de préparer les jeunes. Il y a tout cet élément où le jeune doit se projecteur dans l'avenir et se dire que je veux un meilleur avenir et je choisis une sexualité saine. Nous savons qu'il y a des maladies sexuellement transmissibles. Nous savons qu'il y a les grossesses précoces et nous avons touché l'année dernière 6171 jeunes à travers nos programmes de sensibilisation. Et nous avons fait un plan avec tous les acteurs qui travaillent sur la santé sexuelle et reproductive pour avoir un plan harmonieux, un plan qui permet à chacun de voir ce que l'autre fait. Nous avons même créé une page Facebook. Pourquoi pas monter sur cette page Facebook ? Nous sommes maintenant connectés à la région Océan Indien à travers le réseau.... à travers la FNUAP. Maintenant aussi, il y a ce... Il y a le comité de prévention contre les drogues et l'alcool que le Chef commissaire nous a demandé de créer parce que je préside. Donc, il y a tout un travail qui est proposé. On doit faire un plan commun, un plan harmonieux au niveau de l'alcool, la drogue aussi pour justement que les actions soient dans les mêmes directions et que les résultats soient encore plus visibles. Mais laissez-moi assurer cette Chambre que vraiment, beaucoup de formations se font et beaucoup de sensibilisations se font et nous sommes vraiment connectés en réseau à travers les différents comités que j'ai mentionnés. Donc, il y a des programmes de poster fait par les jeunes etc. Donc, tout ça est vraiment visible partout. Même dans les collèges, à Mont Lubin, je suis venue lancer un programme contre la grossesse précoce et les jeunes ont même fait une pièce contre la grossesse précoce juste pour dire que les gens sont dans le coup. Mais il faut que les autres acteurs aussi nous donnent ce coup de main là. Il faut qu'on ait ce coup de main, il faut qu'on ait cet appui pour pouvoir envoyer de meilleurs résultats. Madame la présidente, au niveau des jeunes, nous avons parlé des infrastructures mais une infrastructure qui est importante

aujourd'hui qui a été mentionnée par le Chef commissaire, c'est le centre de jeunesse à l'île Michel. C'est important que les jeunes de la région 2 eux aussi aient un centre de jeunesse digne de ce nom et un centre de jeunesse capable de les accueillir parce qu'en ce moment, ils sont dans un *Youth Advise Bureau* comme l'étaient les jeunes d'Anse aux Anglais. Et maintenant, eux aussi, ils auront leur centre de jeunesse. N'est-ce pas magnifique ? Comme dirait mon collègue Richard Payendee. Madame la présidente, le centre de Baladirou sera opérationnel et les centres de jeunesse seront aussi dotés des coins de documentation pour justement permettre à nos jeunes de vraiment s'adonner à des choses saines et en même temps, de se mettre à jour au niveau de l'informatique. Il y a toute une série de formations mentionnées par le Chef commissaire et je ne vais pas entrer dans les détails mais je tiens à rassurer nos jeunes que nos actions sont en leur faveur et que nous voulons qu'ils soient en bonne santé pour qu'ils fassent un bon développement de ce pays. Au niveau des ateliers de savoir, nous avons annoncé des mesures l'année dernière. Vous allez voir, il y a cinq mesures. Toutes les mesures ont été « pris » en compte un à un. On a revu les conditions de travail des responsables. On a revu la formation des jeunes. On revoit maintenant les infrastructures. Donc, tout ce qu'on avait mentionné dans les discours auparavant sont bel et bien là, Madame la présidente. Et là, j'ai vu que nous avons un nouveau comité au niveau du *Rodrigues Regional Youth Council*. Ils sont très motivés. Ils sont très sérieux aussi. Ça, j'apprécie et je vois qu'ils mettent beaucoup d'énergie dans ces ateliers là et on voit le changement parce qu'il y a tout un mécanisme qui est mis en place pour justement éviter tout dérapage. Madame la présidente, je vais conclure ici. Je vais conclure ici avec un sentiment de satisfaction, de satisfaction parce que les différents budgets, le Chef commissaire en a fait huit, les différents budgets du Chef commissaire a mis Rodrigues sur les rails du développement. Et je voudrais le remercier pour cela parce que... Et ce budget se tourne autour de l'humain mais en valeur à l'âme Rodriguaise et surtout, je le remercie pour sa vision et son engagement envers Rodrigues. Je remercie mes collègues du Conseil exécutif et les membres de ce côté de la Chambre pour leur amitié et surtout pour leur soutien et notre cheminement ensemble. Je remercie le Chef de département de ma Commission, les Chefs de division et tout le staff de ma Commission. Mes appréciations vont aussi à la grande communauté de jeune, la communauté des athlètes, des artistes, des sportifs, des encadrateurs et tout ce beau monde avec qui nous avons accompli ensemble beaucoup de projets magnifique. Je vous remercie pour votre énergie et détermination et performance et talent. Je remercie ma famille, mes amis, les mandants de la région 5 et toute la population de Rodrigues, Madame la présidente, pour leur appui. Madame la présidente, il y a une chose qui est importante que je dise, toute excès nuit, toute excès nuit. *Everything in excess is a nuisance*. Le seul excès que nous pouvons nous permettre de ce côté de la Chambre, c'est de dépasser nos limites pour servir le peuple de Rodrigues, Madame la présidente.

[Applause]

The Commissioner for Youth and Others (Mrs M. R. Edouard-Ravina): Madame la présidente, ce budget est le fruit de notre de désir de recherche d'équilibre entre les besoins, les ambitions et la capacité de bâtir le rêve Rodriguais. C'est un exercice de haut voltage mais qui ne nous a pas fait peur, Madame la présidente. Nous avons pris à travers ce budget, les meilleures décisions et investi dans le mieux être de la population dans tous les domaines. Le rêve Rodriguais implique que nous restons connectés avec le peuple, que notre île Rodrigues fasse l'expérience de la participation active de sa population, dans sa vie et son développement. Ce qui implique une participation à la fois innovante et responsable. Madame la présidente, ce budget est un signal fort. Nous avons identifié les actions les plus porteuses pour Rodrigues et dans tous les secteurs du développement de Rodrigues. Nous avons l'assurance, Madame la présidente, que nous agissons dans l'intérêt de chaque Rodriguais/Rodriguaise. Nous avons l'assurance que nous agissons dans l'intérêt de la prochaine génération. Nous travaillons pour une île Rodrigues inclusive qui s'appuie sur les Rodriguais et la société civile pour construire son avenir et lutter contre les fléaux sociaux. Notre Gouvernement travaille pour une île Rodrigues authentique et créatrice de richesse parce qu'elle est une terre de vie et de rencontre et grâce à ses rencontres nouvelles, de nouvelles expériences sont créées. Notre Gouvernement, Madame la présidente, travaille pour une île Rodrigues résiliente qui trouve en elle-même des solutions innovantes pour faire face aux défis de la société. Nous travaillons pour une île Rodrigues de transition, de part sa capacité d'aborder positivement et concrètement le changement d'habitude et de comportement face aux défis climatiques. Nous travaillons, Madame la présidente, pour une île Rodrigues qui prend son envol, son envol vers le numérique avec l'arrivée du câble à fibre optique et qui met des projets numériques au service de l'amélioration des conditions de vie des Rodriguais. Ceci à travers des projets tels que le *E-Health*, le *E-Library*, le *E-Schooling*, le *E-Parliament* entre autres. Madame la présidente, pour citer Hébreux 10:36, je cite : « Car vous avez besoin de persévérance [...] ». Nous sommes persévérants, Madame la présidente, face aux critiques, face aux démagogies mais nous restons persévérants. Madame la présidente, malgré les défis dans notre chemin, nous avançons. Nous nous mettons en route avec le peuple. Nous avançons et poursuivons le progrès. *We know the difference between those who stay and feed the soil and grab the fruit. If you look at the history of the autonomy, you will know what I am talking about.* Madame la présidente, ensemble, restons fort. Merci pour votre attention.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. I suspend the House for 30 minutes.

At 16.45 hours the Assembly was suspended for 30 minutes.

On its resumption at 17.20 hours with Madam Chairperson in the Chair.

Madam Chairperson: Respected Members, allow me to make this ruling on the Point of Order of the Commissioner, Mr. Baptiste raised during the speech of the Minority Leader this morning in this House. I have looked at the statement of the Minority Leader and I note in addition of the comments which prompted the Point of Order of Mr. Baptiste, the following words that I quote:

“Madam Chair, the Regional Government itself on radio, even the Commissioner for Health, he has said unfortunately there has been people when we have sent patients in Mauritius, some patients have died.” End quote.

I have started the Hansards and I have been unable to find such a statement whereby the House has been informed by any Commissioner of “*mort d’homme*” during dialysis. Moreover, I also note that something has reportedly been said on radio. I believe that all respected Members are well informed of the provisions of standing orders on any reliance on statement made in the press. But for the sake of clarity and for your guidance, I inform you that it is not in order. I further note that Commissioner Baptiste at this Assembly’s Sitting of Thursday 31 January 2019, resisted through a Point of Order to part of the statement of the Second Island Region Member during the debate of the No Confidence Motion of the Minority Leader and which in effect, had to do with reported death of hemodialysis patients. I am not going to go at length on the debate. Same is already available for consultation either thoroughly or briefly by respected Members. Moreover, what I have to stress is that the Hansards have not provided me with any such statement from the Commissioner for Health or any other Commissioner. Therefore, the averment of the Minority Leader is not at this point in time substantiated by the Hansards in as much as we have no Commissioner on records informing the House of “*mort d’hommes*” in the case of dialysis. What we do have is actually from the speech of the Minority Leader himself at the sitting of the 31 January 2019 in relation to a dialysis patient and which I quote:

“Ils doivent faire le tour de Maurice pour être dialysés et les pauvres patients stressés comme ils sont, ils ont dû prendre leur mal en patience mais malheureusement, il y en a un qui est décédé en cours de route.”

I will issue a strong word of warning against one and all respected Members of this House. A lot of arguments and comments get thrown from a sitting position in this House and as such, same does not get recorded in the Hansards. Time and again, I have pleaded and call upon on all Members to maintain the dignity of the House by upholding the provisions of Standing Orders and Rules of the Rodrigues Regional Assembly most notably on interrupting the business of the House especially from a sitting position. Interruptions do not only disturb proceedings but they also negatively affect the correct recording of debates which has a rollercoaster on the words of the respected Members when gaps occur in verbatim records of this House. Hence, respected Minority Leader, I cannot allow you to keep on record that it has been stated in this House that there has been “mort d’homme” in relation to dialysis. Therefore, I am going to ask you to withdraw the words “après le scandale la dialyse où il y a eu mort d’homme”.

The Minority Leader : I withdraw.

[Applause]

Madam Chairperson: I understand that emotions are still racking high on the matter but this is my ruling and as per the provisions of Standing Order 37, it is final. Thank you. Yes, Deputy Chairperson.

The Deputy Chairperson: Madame la présidente, je vous remercie de m’accorder la parole pour livrer mes impressions sur le budget 2019/2020. Budget présenté par le Chef commissaire, Serge Clair le vendredi 22 mars dans cette Chambre. Le thème du budget est : « *Préserver nos acquis, renforcer notre résilience, poursuivre le progrès.* » Et ce budget se repose sur quatre piliers. Pilier un : Poursuivre notre progrès pour le capital humain. Pilier 2 : Poursuivre notre progrès dans la bonne gouvernance et la modernisation des services publics. Pilier 3 : Poursuivre notre progrès dans le domaine environnemental et renforcer notre résilience au changement climatique. Et enfin, pilier 4 : poursuivre notre progrès pour accroître la compétitivité, la croissance, la création des richesses et des emplois durables. Madame la présidente, ce présent budget a pour but de mobiliser davantage la population en vue de façonner une île Rodrigues plus forte et de faire en sorte que les Rodriguais coopèrent plus efficacement au sein de la société civile, du secteur public et privé. Quelles sont les mesures préconisées dans ce budget pour atteindre l’objectif fixé, Madame la présidente ? Madame la présidente, je peux vous dire qu’aujourd’hui, à Rodrigues, une grande majorité de la population veut que ce Gouvernement régional OPR poursuive l’orientation qu’il a donné au développement du pays depuis 2012. Rodrigues a vraiment progressé car les préoccupations qu’avaient nos aînés sont choses du passé aujourd’hui pour nous et cela grâce à leurs efforts. Aujourd’hui, nous faisons

face à d'autres défis et pour nous préparer à y faire face, le Gouvernement dans ce budget, donne une attention particulière significative au développement du Rodriguais et de la Rodriguaise. C'est pourquoi je vais continuer mon discours sur le pilier numéro un pour l'essentiel. Le discours du budget 2019/2020 consacre pas moins de 30 pages sur les 57 pages du document pour le développement du capital humain. Ceci démontre une volonté profonde de ce Gouvernement de capitaliser sur notre plus grande richesse qui est notre ressource humaine. En effet, toutes les composantes de la population sont prises en considération tant sur le plan professionnel, économique, social et politique dans ce présent budget. Les différentes mesures énoncées touchent la population en général et particulièrement les enfants, la jeunesse, les handicapés, les personnes vulnérables de la société, les étudiants, les employés, les personnes âgées et les détenus entre autres. Madame la présidente, je vais reprendre certaines mesures du budget qui m'ont marqué pour quelques unes de ces composantes pour y mettre « un emphase particulier ». Je vais commencer par la sante et le bien-être de la population. Comme a dit le membre Félicité, et on l'entend souvent dans des discours du budget dans cette Chambre, un projet est cité dans deux ou trois budgets « successives ». Oui, Madame, un projet bien pensé doit se faire ainsi. Tout commence par une planification. Ensuite, il y a la phase d'élaboration du plan détaillé. Et ce n'est que par la suite qu'un appel d'offre peut être effectué en vue de l'implémentation du projet. A Rodrigues, Madame la présidente, chacune des phases mentionnées peut s'étaler sur une année. Le projet pour la modernisation de l'hôpital de Crève Cœur en est la preuve. Dans le précédent budget, il y avait provision pour un *master plan*. Qu'est-ce qu'on a vu, Madame la présidente ? Il y a eu le *draft master plan* qui a été présenté ici à Rodrigues. Ensuite, on a eu le *master plan* et d'après le Chef commissaire, ça été complété en décembre 2018. Et comme ce Gouvernement est un Gouvernement sérieux, provision est faite dans ce budget pour recruter un bureau d'études pour élaborer les plans détaillés justement : préparer le document d'appel d'offre et superviser les travaux de la phase 1 du projet. C'est ça, la planification, Madame la présidente. Mais force est de constater que certains n'ont pas compris ça. Dans ce budget, pour le secteur de la santé, différentes mesures sont proposées pour améliorer le service octroyé à la population. La mesure 21 m'a particulièrement interpellée lors du discours du Chef commissaire le 22 mars dernier. Il y ait question de rendre fonctionnel le nouveau bloc opératoire à l'hôpital de Crève Cœur. Je salue cette initiative car il n'est un secret pour personne que la structure qui abrite la salle opératoire actuelle demande d'être mis à jour. D'un autre côté, comme décrit pendant des années dans les rapports successifs du bureau de l'audit, le *maternity block* comprend deux salles opératoires. Comment se fait-il que ces salles neuves nécessitent des aménagements additionnels pour pouvoir être utilisés aujourd'hui. Je demanderais au Commissaire de la santé une historique et une enquête approfondie pour situer les responsabilités dans cette affaire car la mise en service de cette infrastructure date d'une dizaine d'année

seulement. Dans le précédent budget, des centres de santé dont celui de Petit Gabriel ont été rénovés. C'est un projet qui s'inscrit dans un plus grand projet du Gouvernement régional, le projet de médecin de famille qui a pour vision d'apporter la santé vers la population. Certains n'ont pas compris ou n'ont pas su lire entre les lignes mais le projet de médecin de famille est toujours d'actualité. Dans ce présent budget, quatre autres centres de santé communautaire dont celui de Rivière Cocos, Port Sud-Est, Cascade Jean Louis et Roche Bon Dieu donnent une indication claire que le Gouvernement a à cœur ce projet de médecin de famille et est en train de réaliser petit à petit. Autres mesures qui m'a interpellé : l'élaboration d'un plan pour lutter efficacement contre le cancer. Le membre Volbert. Le membre Volbert a parlé de l'étude. Donc, comme s'il proposait au Chef commissaire de faire une étude pour déterminer les facteurs de risque liés au cancer à Rodrigues et ce n'est pas mentionné dans le budget. Donc, je l'inviterais à regarder à la page 7 de son discours budget et de lire le point 26. Donc, je vais le lire. Donc, 26. Pour lutter plus efficacement contre le cancer, un plan sera élaboré et sera centré sur les actions suivantes : favoriser un diagnostic plus précoce, consolider le processus de sensibilisation, améliorer la qualité des prises en charge des patients et commanditer une étude pour déterminer les facteurs de risques liés au cancer à Rodrigues. Les mots parlent « d'elles-mêmes ». Autre mesure qui m'a interpellé dans ce budget est l'augmentation de Rs100 d'aide aux patients transférés à Maurice et cela même s'ils ne sont pas hospitalisés. C'est une initiative fort louable mais toutefois, il faut faire attention parce que le fait que ces patients disposent de la majeure partie de cet argent, qu'à leur retour défie l'objectif de cette aide qui était supposé être journalière. Donc, je fais un appel au Commissaire de la santé pour essayer avec son équipe et j'ai confiance en lui pour ça de trouver un mécanisme fiable pour donner cette aide à ces patients sur une base régulière pour soulager davantage nos compatriotes. Pour le secteur de l'éducation, j'ai quelques remarques à faire. Donc, dans ce budget, il est question de donner une éducation de qualité à nos jeunes et à toute la population en général. Après de nombreuses actions consenties par le Gouvernement OPR depuis 2012 soit l'éducation gratuite au pré-primaire, l'amélioration des conditions de services des enseignants de pré-primaire, l'amélioration et la construction de nouvelles infrastructures au niveau du pré-primaire et secondaire entre autres. Il y subsiste de nombreux défis dans ce secteur. Les baisses dans le taux de réussites au niveau du SC et du HSC en 2018 viennent nous rappeler que nous ne devons pas baisser notre vigilance afin d'avoir des acquis solides dans ce secteur. En rapport avec cela, Madame la présidente, une consultation avec les partenaires concernés a déjà été organisée par le bureau du Chef commissaire et des pistes d'actions ont été définies et certaines d'entre elles ont déjà été « mis » en œuvres. Madame la présidente, depuis 2012, le Gouvernement a repris son projet d'école communautaire. Le *Minority Leader* a parlé du ratio enseignant-élève. Mais quand son parti était au pouvoir, baisser le ratio enseignant-élève n'était pas leur priorité. A l'instar de

l'école communautaire de Mont Charlot qui visait à décongestionner l'école primaire de Basile Allas qui était laissée à l'état d'abandon. Ce n'est qu'au retour du Gouvernement en 2012 que ce projet a été complété. C'est bien de parler.

Mr. J. L. R. Perrine: *Point of order.* Le respecté membre *Deputy Chairperson* vient de *imputing motives* concernant l'école de Mont Charlot. Ce n'est pas vrai de dire que l'école Mont Charlot a été abandonnée par l'ancien Gouvernement. Nous avons commencé les préparations, les *tender documents*. Nous avons commencé. Il y avait presque à la fin quelques travaux à faire pour pouvoir terminer cette école-là. Donc, ce n'est pas bien de dire qu'on n'a rien fait.

[Interruptions]

Madam Chairperson: Second Island Region Member, in fact, this is not a Point of Order. This is a Point of Explanation. You have given clarification about what actually happened but I cannot rule on that because it is not a Point of Order in fact and you will have the opportunity to refute whatever the Deputy Chairperson is saying right now later on when you will have the floor. Yes.

The Deputy Chairperson: Merci, Madame la présidente. C'est bien de parler mais quand on a les reines, on n'agit pas. En 2012, le peuple a bien fait comprendre à ceux qui étaient au pouvoir qu'ils ne parlaient plus qu'ils n'agissaient, Madame la présidente.

[Applause]

The Deputy Chairperson : Le Gouvernement régional a depuis construit l'école communautaire d'Anse Quittor, de Montagne Goyaves et celle de Baie Malgache et qui est en place d'être ouverte. Madame la présidente, c'est cela le travail préliminaire qu'il faut faire pour pouvoir baisser le ratio enseignant-élève car pour faire une classe, il faut de l'espace. On n'augmente pas le nombre de profs d'abord et ensuite, construire des salles de classe. Madame la présidente, Madame Gaspard a donné des chiffres en ce qui concerne les *Trainee Educators* en formation à Maurice et il y a des *Trainee Educators* qui sont en permanence en formation à Maurice et quand le besoin se fait sentir, Madame la présidente, même les profs à la retraite sont mis à contribution dans le secteur pour le bien-être de la population estudiantine, Madame la présidente. Pour le secondaire, le Gouvernement a même entamé les constructions des collèges pour baisser ce même ratio enseignant-élève au niveau des différents collèges de l'île car avec la mise en œuvre du *Nine Year Basic Schooling*, ce même ratio augmente au lieu de baisser. C'est regrettable que la construction du collège de Songes a pris du retard mais l'ouverture de ce collège absorbera sans nul doute un bon nombre d'élèves

des différents collèges de l'île et agira positivement sur ce ratio enseignant-élève. Agir sur le taux de réussite passe aussi par la formation du personnel et j'accueille ici favorablement l'assurance donnée par le Chef commissaire dans ce budget que tous les éducateurs du secondaire « pourra » s'inscrire au programme de la (PGCE) *Post Graduate Certificate in Education* et avoir la possibilité de le faire d'ici 2022. Pour terminer avec l'éducation, Madame la présidente, l'attention portée sur les infrastructures éducatives démontre que ce Gouvernement est à l'écoute des besoins des acteurs de ce secteur. On peut citer les airs des jeux adaptés à la petite enfance dans quelques écoles primaires pour démarrer. La clôture des écoles de Terre Rouge, Basile Allas entre autres et la construction d'un gymnase au collège de La Ferme. Donc, le capital humain, c'est aussi les demandeurs emplois. Il est vrai que certaines personnes enregistrées au bureau de l'emploi n'ont pas terminé le cycle primaire ou ont échoué au CPE. Donc, j'accueille favorablement la réorientation du projet *Employment Relief Programme* qui touchera désormais des personnes non qualifiées. Concernant le logement social, j'apprécie grandement les modifications apportées au différents plans d'aide existants sur le *New Housing Scheme*. Ceci démontre encore une fois que le Gouvernement est à l'écoute des difficultés des bénéficiaires de ce plan d'aide qui touchent jusqu'à Rs20000 par mois. ET les personnes âgées, en ce qui concerne les personnes âgées, j'apprécie grandement cette mesure qui vise à développer un programme intitulé « Vive une retraite active et solidaire ». Madame la présidente, trop souvent les personnes âgées ne peuvent pas prendre ou ne prennent pas une part active dans la vie de la société car ils sont mis ou se mettre eux-mêmes à l'écart. Ainsi, Madame, toute cette expérience acquise durant leur vie reste dormante. Donc, ce programme qui a pour ambition de permettre à des professionnels retraités de continuer à avoir un rédacteur économique au service des plus jeunes afin de les encadrer et de les accompagner dans leurs démarches d'insertion professionnel et fortement souhaité, Madame la présidente. Il y a aussi les humains, le capital humain comprend aussi les personnes handicapées. Madame la présidente, pas moins de sept points de la page 23 à 25 dans ce budget pour lister les mesures pour répondre aux besoins des handicapés. On peut citer entre autres la mise en place d'un soutien à l'embauche pour les personnes handicapées dans les entreprises, la mise en opération d'un *Disability Unit* et les supports techniques et financiers qui seront pourvus au *Rodrigues Association for the Disabled (RAD)* pour leur permettre de rendre fonctionnel le centre de formation d'île Michel. Madame la présidente, je ne suis expert en économie mais je sais par définition que l'économie est l'ensemble des activités relative à la production, la distribution et la consommation des biens et des services. On peut se gargariser des grandes formules pour diminuer les acquis économiques mais Rodrigues a bien une économie. Elle nécessite certes un développement encore plus poussé mais elle est là que ce soit dans l'élevage, le tourisme, l'agriculture, la pêche entre autres. Les mesures prises dans le précédent budget soient la mise en place du lycée

agricole, le pôle formation pour le tourisme, les échanges entre pêcheurs de la région, les divers *schemes* mis en place entre autres vont toutes dans la direction de développer notre économie. Dans ce budget, il est question de facilité. La construction de 200 chambres additionnels pour les trois années à venir dans le domaine touristique. Le plus important, c'est la réservation de tout projet d'hébergement de moins de dix chambres aux personnes domiciliant à Rodrigues. Madame la présidente, je ne peux pas terminer mon discours en ne pas mentionner la région 3. Madame Gaspard-Pierre Louis, donc, la Commissaire, a déjà mentionné des projets pour la région. Je vais rappeler d'autres projets qu'elle a oubliés. Donc, il y a des lampadaires, le *track road* qui va toucher toutes les régions. Donc, entre autres, la région 3. Mais il y a l'installation de station de traitement d'eau à Fond Port Sud-Est. La clôture des zones agricoles de Mourouk et Port Sud-Est et le démarrage du programme pour remplacer les radiers d'Anse Baleine et de Port Sud-Est. Pour conclure, Madame la présidente, j'aimerais inviter la population à prendre connaissance des facilités qui sont mises à leur disposition dans ce budget et de venir de l'avant et en profiter. Si le Gouvernement met à la disposition de la population certains avantages et que les gens ne répondent pas à l'appel, les changements escomptés par les diverses mesures seront vains. Donc, je fais un appel à la population. Prenez avantage des mesures de ce budget.

Donc, pour terminer, je félicite le Chef Commissaire pour son budget et je lui dis que je le soutiens à 100% dans cette entreprise. Donc, merci Madame la présidente.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, Deputy Chairperson. The Fourth Island Region Member.

The Fourth Island Region Member (Mr. J. R. Augustin): Merci, Madame la présidente. Je remercie mes collègues qui ont intervenus avant moi. Et puis, quand j'ai écouté les Membres du côté du gouvernement, ils ont dit qu'on fait de la démagogie, comme-ci l'Opposition est en train de faire de la démagogie. Je vais énumérer plusieurs mesures qui ont été annoncés dans le Discours Programme 2012-2017 et les différents budgets de 2013 jusqu'à présent. Beaucoup de ces mesures n'ont jamais été entamées.

Je commencerais, Madame la présidente, par le paragraphe 3 de ce présent Budget 2019-2020 : « *L'économie de Rodrigues est aujourd'hui plus forte que jamais.* » Je voudrais savoir sur quoi le Chef Commissaire s'est-il basé pour venir nous annoncer cela. Quel document il fait référence ? Je vais donner quelques chiffres, Madame la présidente, concernant le Secteur Agricole. La superficie

cultiver en 2011 était de 521.1 hectares et la production était de 3736 tonnes. En 2012, la superficie cultiver était de 426.9 hectares et la production était de 2960 tonnes. En 2015, Madame la présidente, la superficie cultiver était de 246.2 hectares et la production était de 1.364 tonnes. Donc, la superficie cultiver est passé de 521.1 hectares en 2011 à 246.2 hectares en 2015. Quant à la production, elle est passé de 3736 tonnes en 2011 à 1364 tonnes en 2015. Je vais donner quelques exemples :

- Les onions, de 923 tonnes en 2011 à 323 tonnes en 2015
- Pommes de terre, de 55 tonnes en 2011 à 14 tonnes en 2015
- Le maïs, de 1115 tonnes en 2011 à 390 tonnes en 2015
- Pistaches est passé de 64 tonnes en 2011 à 15 tonnes en 2015
- Celle des légumes variés de 422 tonnes en 2011 à 78 tonnes en 2015
- La production de poisson, ourite et autres produits, en 2011 avait atteint la barre de 2685.3 tonnes et en 2015 2259.4 tonnes

Mr. J. D. Baptiste: On a point of order, Madam Chairperson. I would like to know the sources of the figures being given by the Member? He is giving figures but I would like to know from which source?

Mr. J. R. Augustin: Yes, Madam Chairperson, Digest of the Statistics of Rodrigues 2005. 2015, pardon.

[Interruption]

Madam Chairperson: Your point of order, what is your point of order here? It is not clear.

Mr. J. D. Baptiste: My point of order is that the Member is misleading the House because according to the Digest of Statistics on Rodrigues for 2017, the figures that he is... is not tallying with what is there in the official document which I have here.

Madam Chairperson: Yes, the Respected Member, can clarify?

Mr. J. R. Augustin: I am not saying 2017. I am saying 2016. The figures are here. Source: Agricultural Service Rodrigues Regional Assembly. Source: Rodrigues Regional Assembly. 2013-2017, Source: Agricultural Services Rodrigues Regional Assembly.

Madam Chairperson: Okay. I think let the Respected Member complete his speech and then the Commissioner will have the floor. He can rectify the figures during the course of his speech.

Mr. J. R. Augustin: And also I can say it, it was *published* in newspaper, in magazines also.

Madam Chairperson: Newspaper cannot...

Mr. J. R. Augustin: And sources from the Rodrigues Regional Assembly from the Commissioner for Agricultural. An official document.

Madam Chairperson: Official documents from Statistics is accepted but from newspaper, it is not accepted.

Mr. J. R. Augustin: From Statistics Rodrigues. Yes, from Statistics.

Madam Chairperson: Yes, you may proceed.

Mr. J. R. Augustin: Yes, Madame la présidente, Rodrigues île écologique. On parle de Rodrigues île écologique. Une cinquantaine de cylindres remplis de chlore déposaient à Mourouk en catimini. Et, on sait les dégâts que ça a causé. Qui a donné, Madame la présidente, l'autorisation pour déposer ces cylindres à Mourouk ? Qui sont ces personnes qui ont manipulés ces cylindres de chlore, est-ce qu'ils ont de l'expérience en manipulation de chlore ? Est-ce que le travail des *Fire Fighters*, est-ce qu'ils ont été entraîné ou ont suivis des cours à la manipulation du chlore ? Ces personnes qui ont manipulés le chlore, est-ce qu'il y a eu une place pour la décontamination ?

Concernant l'environnement, Madame la présidente, sur le Discours Programme 2012-2017, l'environnement. La mise sur pied d'un observatoire de l'environnement, il est où ? Créer un autre espace pour l'enfouissement des déchets à Pointe aux Sel. Créer une nouvelle mentalité pour le tri des déchets. Budget 2013, paragraphe 98, je cite : « *Les mesures que nous allons en œuvre durant l'année 2013 en vue de réaliser notre vision Rodrigues île écologique sont [...]: « L'achat d'un broyeur en vue de recycler les déchets en verre. Le verre broyé sera utilisé comme matière première pour l'artisanat. » Zero !*

Paragraphe 101, d'autre part, je cite :... Combien de fois ici à l'Assemblée, Madame la présidente, lorsqu'on a, lorsque le Minority Leader a parlé beaucoup de projets qui ont été approuvés par le Gouvernement Central, ici-même à l'Assemblée, de l'autre côté de la Chambre, ils ont dit : « *C'est de l'air.* » Il y a rien qui a été proposé.

D'autre part, dans le Budget 2013, paragraphe 101 – « *D'autre part, le projet Eco-village financé par le Ministère de l'Environnement sera implémenté*

dans deux villages à Rodrigues, dont Port Sud Est/Mourouk et Rivière Coco. ». En 2013, paragraphe 101. Notez.

Le Budget 2015 – « *Un centre de tri des déchets pour Rodrigues.* » Une somme de 4 million est prévue pour cette effet. Où il est ce centre de tri ?

Dans le Budget 2016-2017, Madame la présidente, je cite : « *Le tri sélectif des déchets et le recyclage sur place à Rodrigues. L'introduction d'un « Deposit-Refund Scheme » pour faciliter la récupération des bouteilles en plastique, les bouteilles en verre et les cannettes en aluminium.* » Il est où ?

Dans le Budget 2018-2019, Madame la présidente, paragraphe 117 – « *Les procédures pour la construction d'un centre de tri seront initiées sous peu.* » Le premier projet Budget 2018-2019. Le premier projet éco-villages dans la République de Maurice sera compléter durant cette nouvelle année financière à Rivière Coco avec le concours de la COI. Depuis 2013, paragraphe 101. Depuis 2013.

[Applause]

« *Un nouveau centre de traitement des eaux usés sera construit à Grenade* » - dans le Budget 2018-2019. Et, dans le Budget 2019-2020, page 34, paragraphe 118. Je cite : « *Nous avons revu le concept de ce projet.* » Combien de temps ? « *Nous venons de l'avant avec un projet qui va résoudre le problème dans son ensemble. Je suis fier d'annoncer qu'une somme de Rs 44 M a été prévue à cette effect.* » De 4 million, qui était prévue est arrivé à 44 million.

[Interruption]

Madam Chairperson: Order. Commissioner please. Order.

Mr. J. R. Augustin: Madame la présidente, l'énergie renouvelable. Dans le Budget 2016-2017, paragraphe 4 – « *Une étude sera réaliser sur l'utilisation de l'énergie des vagues en collaboration avec le gouvernement Australien.* » On est où ?

« *La mise en place de quatre firmes de panneaux voltaïques dans les vallées agricoles de Rivière Banane, Baie Malgache, Mourouk et Port Sud Est pour alimenter les pompes d'irrigation.* » - Budget 2016-2017. Pareil en 2016-2017, budget – « *L'étude de faisabilité pour la mise en place d'un projet pour la conversion des déchets organiques en énergie.* » Et, dans le Budget 2018-2019 – « *Adaptation au changement climatique* », paragraphe 119. Je cite : « *Le remplacement des radiers par des ponts. Au cours de l'année financière provision*

est faite pour le remplacement des radiers à Camp du Roi et Anse Ally avec le concours de la NDU » – 2018-2019. Terminer ! « La construction des murs de rétention dans les vallées agricoles telles que Rivière Banane et Anse Ally. La restructuration de l'écosystème corallien affecté par le réchauffement de la mer. » Toujours dans le Budget 2018-2019 – « L'initiation d'un projet pilote pour la protection des plages contre l'érosion à Grand Baie et Petite Butte. » Pareil. Et, dans le Budget 2019-2020, page 37 – « Adaptation au changement climatique », paragraphe (vi), paragraphe 119 - « Les contrats pour la construction du pont de Camp du Roi et des drains à Rivière Coco ont déjà été alloués. Les nouveaux ponts de Port Sud Est, de Grand la Fouche Mangues et la deuxième phase des drains à Port Mathurin sera financés par la NDU. »

Dans le Discours Programme 2012-2017, Madame la présidente, concernant les infrastructures et les projets routiers. Je cite : *« Mon gouvernement s'étalera à réhabiliter les routes principales suivantes : St. Gabriel, Port Sud Est, Mourouk, Gravières. »* Mourouk, Gravières toujours en attente. *« Port Mathurin, Soupis, Le Chou, Citron Donis, Rivière Coco, Songes, Rivière Coco, Montagne Malgache, Port Sud Est. »*

Dans le Budget 2016-2017, Madame la présidente – *« Le développement routier. »* Je cite : *« Nous prévoyons pour les prochaines 18 mois la construction des routes suivantes : Phase II – La route Le Chou - Port Mathurin, Rivière Coco - Songes, Montagne Malgache - Port Sud Est. »*

Dans le Budget 2017-2018, paragraphe 50, Madame la présidente. Je cite : *« Au cours de la prochaine année financière... »*

Madam Chairperson: Order.

Mr. J. R. Augustin: ... nous projetons de compléter les routes reliant Soupir-Port Mathurin (Phase 2), Montagne Malgache-Port Sud Est et la réhabilitation de la route reliant Rivière Coco à Songes. »

[Applause]

Dans le Budget 2018-2019, Madame la présidente, paragraphe 68. Je cite : *« Durant cette année budgétaire, mon gouvernement s'efforcera de compléter tous les projets déjà annoncés Le budget passe de Rs 75 M à Rs 125 M. » Zéro !*

Budget 2019-2020, page 48, paragraphe 148.

[Interruption]

Madam Chairperson: Order.

Mr. J. R. Augustin: Je cite: *“Cette année encore, mon gouvernement confirme son engagement à améliorer le réseaux routiers en complétant les routes déjà en construction telles que Le Chou-Port Mathurin (Phase 3), Montagne Malgache – Port Sud Est (Phase 2), (bizin ine commencé), Rivière Coco – Port Sud Est (Phase 2) et démarrer la construction des nouvelles routes suivantes :... ».* Une liste de routes mais il y a une longue liste qui attend toujours.

Dans le Budget 2014, Madame la présidente, les *« Métiers verts »*. Je cite : *« Avec le concours financier des bailleurs de fonds tels que GEF Small Grant Programme, ISLANDS de la COI, et FAO. Un projet de transformation des ourites séchées au coût de Rs 600,000 sera mise en œuvre à Rivière Coco. »* Zéro ! Ourite marcher ine arriv St. Gabriel.

Dans le Budget 2016-2017, la *« SME Innovative Grant Scheme - Une contribution ne dépassant pas Rs 500,000 »* - paragraphe 54. Paragraphe 55 - *« Le Secteur de l'Agro-alimentaire et l'Artisanat - L'abattoir et la charcuterie de Baie Diamant seront opérationnels avant mi 2016. »* Paragraphe 59 du Budget 2016-2017, Madame la présidente – *« Nous allons mettre en place une unité de transformation de l'ourite pour l'exportation ».* *« L'encadrement et valorisation des entrepreneurs. »* - paragraphe 70 – *« L'ouverture prochaine d'une branche de la BOI au sein du SMART SME Village à Malabar. »* Paragraphe 73, Madame la présidente, - *« Rodrigues sera doté d'une Technopole en 2016 avec le support du Technor de la Réunion ».* Aujourd'hui, on annonce on annonce la Technopole – Techno Park à Baladirou. *« Assurer la formation de qualité »*, toujours dans le Budget 2016-2017. Paragraphe 82 – *« Nous allons développer un partenariat avec le « Seychelles Tourism Academy » et le « Maritime Training School » des Seychelles pour la mise en place du « Rodrigues Tourism Academy » et d'une école de pêche respectivement ».* Jusqu'à présent, zéro !

« La création (pli zoli) d'un SME Park à Baie aux Huitres et Anse Baleine ». Madame la présidente, dans le Discours Budget 2018-2019, paragraphe 32. Je cite : *« Le contrat pour la construction d'un SME Park à Anse Baleine a déjà été alloué et les travaux démarrent le mois prochain ».* Mais à une question poser ici à l'Assemblée, la Commissaire en question nous a fait comprendre on ne sait pas si ça va se faire, quand ça va se faire et si ça va se faire à Anse Baleine et à Baie aux Huitres.

Dans le Discours 2012-2017, Madame la présidente, pour vous démontrer les tergiversations du Gouvernement Régional OPR concernant le projet du Port et de l'Aéroport. Dans le Discours Programme 2012-2017 – *« Nous allons réactualiser et mettre en application le Master Plan du Port qui englobera la*

construction des infrastructures aux normes international pour le stockage des produits pétrolier.

[Applause]

La construction d'un nouveau quai (Discours Programme 2012-2017 ça). La construction d'un ring road à Port Mathurin". Ring road, ring road à Port Mathurin.

Dans le Budget 2015, Madame la présidente, paragraphe 23. En 2015 – « *Un marina sera construit à Pointe L'herbes pour abriter les bateaux de pêche et comprendra également toutes les facilités requises pour le développement d'une industrie de pêche. Une somme de Rs 20 M est prévue à cette effet.* » Budget 2015.

Budget 2016-2017, Madame la présidente, paragraphe 107 – « *L'étude et la préparation du dossier d'appel d'offres pour la construction d'un port de pêche moderne à Pointe L'herbe est en cours.* » Paragraphe 108 – « *Un nouveau Master Plan du port de Port Mathurin est en voie d'être préparé et sera prêt verts fin Mars 2016.* » Paragraphe 109 – « *En attendant la réalisation de ces gros chantiers, une provision de Rs 60 M est faite pour la construction d'un mini-port de pêche à Pointe Monier.* »

Dans le Budget 2017-2018, Madame la présidente, - « *Le nouveau Master Plan du port à Port Mathurin a été finalisé en Janvier 2017.* » Paragraphe 45 – « *Nous allons relancer avant fin Juillet l'appel d'offre pour la construction d'un port de pêche à Pointe Monier et recruter un consultant pour travailler sur le design technique tu nouveau port de même qu'un port de pêche à Pointe L'herbe.* » (Change place, encore pé allé).

Budget 2018-2019, Madame la présidente, paragraphe 66 – « *Au cours de l'année financière 2018-2019, provision est faite pour entamer la construction la facilité d'accostage et d'ancrage pour les bateaux de plaisance qui sont de plus en plus nombreux à visiter l'île de même que les bateaux de pêche aux gros.* »

Et dans le Budget 2019-2020, page 52, paragraphe 158. Je cite, Madam : « *Nous avons contracté les services d'un bureau d'études en janvier 2019 pour la préparation des documents d'appel d'offres pour les travaux de la Phase 1 qui comprend les composantes suivantes :* » Je cite : « *Le dragage et le remblai pour la construction du port de pêche de Pointe l'Herbe ; La construction d'une marina pour les yachts de passage. L'appel d'offres sera lancé d'ici la fin de 2019.* »

Dans le Budget 2013, Madame la présidente, - « Développement Aéroportuaire » - paragraphe 88. Je cite : « *Il a été clairement démontré que l'option privilégiée par le précédent régime est l'option la moins viable du point de vue économique.* »

[Applause]

« *Nous avons pris la décision...* » (budget 2013 ça). « *Nous avons la décision d'aller de l'avant avec l'option 2 comme fortement recommandée par le consultant. Cela implique une extension actuelle de la piste pour arriver à une longueur totale de 1800 m pour accueillir des avions type Airbus 319.* » - en 2013.

Budget 2014, Madame la présidente, l'option 2 toujours d'actualité. Dans le budget de 2015, paragraphe 25 – « *Le document d'appel d'offres pour les travaux d'agrandissement de l'aéroport de Plaine Corail sera finalisé en 2015. Les différentes options de la construction sont en voie d'être finalisé par le Gouvernement Central.* »

Dans le Budget 2016-2017, Madame la présidente, paragraphe 110 – « *Nous avons déjà lancé l'appel d'offres pour le service d'un consultant pour la finalisation des plans détaillés ainsi que la préparation du dossier d'appel d'offres pour l'extension de l'aéroport de Plaine Corail.* » paragraphe 111 – « *Les évaluations techniques et financières viennent d'être complétés et le contrat sera alloué d'ici peu.* »

Budget 2017-2018, Madame la présidente, paragraphe 46 – « *En ce qu'il s'agit, je cite encore : « en ce qu'il s'agit de l'extension de la piste à l'aéroport de Plaine Corail nous entamons présentement des études géotechniques approfondi. Un rapport préliminaire sur le design et le coût du projet sera fin prêt juillet 2017.* »

[Applause]

Dans le Budget 2018-2019, Madame la présidente, paragraphe 59. Je cite : « *D'ici fin 2019, le plus grand chantier jamais entamé à Rodrigues va enfin démarrer. Rodrigues se dotera d'une nouvelle piste d'atterrissage.* » Comparer à 2013, revirement de situation ! « *D'ici fin 2019, le plus grand chantier jamais entamé à Rodrigues va enfin démarrer. Rodrigues se dotera d'une nouvelle piste d'atterrissage longue de 2.1 kilomètres au coût de Rs 3 Milliard, pouvant accueillir des avions type Airbus A320 Neo.* »

Développement de l'Aéroport, page 51, Madame la présidente, paragraphe 155-156 – « *L'appel d'offres pour la réalisation des travaux sera lancé vers le*

mois de septembre de cette année ». Paragraphe 156 – « Madame la présidente, je suis confiant que nous sommes sur la bonne voie pour le démarrage des travaux de construction de la piste d'atterrissage début 2020. »

Au niveau du tourisme, Madame la présidente. Au niveau du tourisme dans le Discours Programme 2012-2017. Je cite, paragraphe 13 : *« La révision du Tourism Regulations pour le rendre plus pratique. Développer une carte touristique numériser pour Rodrigues. »*

Dans le Budget de 2013, paragraphe 103 – *« Les action prévues pour l'année 2013 sont les suivantes : je cite, Madam : « L'électrification de Caverne Patate avec de l'énergie solaire, l'île-aux-Cocos, entre autres. » - 2013. « Créer des nouvelles attractions touristiques : la réactualisation du plan pour le développement du Jardin Botanique de Mourouk, ouvrir et baliser des sentiers de randonnée. Placer des panneaux d'information à l'entrée et à la sortie des villages et des plages pour faciliter le déplacement des touristes. » Zéro !*

Dans le Budget de 2014, Madame la présidente, paragraphe 53 – *« Le concept « Eco-Lodge » a été travaillé en concertation avec les opérateurs touristiques et deviendra la nouvelle norme régissant les infrastructures d'hébergement dans le secteur touristique. »* Encore une fois, *« Le Rodrigues Regional Assembly Tourisms Regulations 2007 sera revu pour y intégrer la vision 'Rodrigues Ile Ecologique' ». Zéro !*

Dans le Budget de 2015, paragraphe 85, Madame la présidente. Je cite : *« Nous voulons développer tout le potentiel du marché Réunionnais. Le Gouvernement Régional travaille actuellement avec les différents partenaires pour la formulation d'un Special Holiday Package pour les Réunionnais pendant la basse saison. » Zéro !* Paragraphe 86, Madame la présidente, - *« Le Festival de la Mer, qui est appelé à devenir un évènement touristique annuelle. » Zéro !* Paragraphe 88, concernant la qualité de service – *« Un programme de migration temporaire pour des employés d'hôtels. »* Programme de migration temporaire pour des employés d'hôtels, zéro ! *« Un protocole d'accord sera bientôt signé entre l'Assemblée Régionale et le Seychelles Tourism Academy. »* Où en est-on ?

Dans le Budget 2016-2017, Madame la présidente, paragraphe 48 – *« Nous allons organiser pour la première fois à Rodrigues, un Salon du Tourisme. Des mesures seront prises pour contrôler le camping sauvage à Rodrigues avec la mise en place d'une police du tourisme. Mon gouvernement va financer le développement de site web pour 50 opérateurs touristiques. Une nouvelle carte touristique digitale sera préparée. »*

Dans le Budget 2017-2018, Madame la présidente – « *Compléter les travaux d'aménagement à Caverne Patate et l'Île aux Coco.* » Zéro ! « *Passer la barre de 80,000 touristes en terme d'arrivée d'ici fin 2018.* » Je vous donnerai les chiffres tout à l'heure. « *Le projet d'escalade à Montagne Tonnerre.* »

Et, dans le Budget 2019-2020, page 42,43, paragraphe 131 – « *Nous allons faciliter la construction de 200 chambres additionnelles pour les 3 années à venir. Comme annoncé le « Tourism Investment Policy » sera rendu public en avril prochain. Dorénavant l'investissement dans tout projet d'hébergement de moins de 10 chambres sera réservé aux personnes domiciliant à Rodrigues.* » Vous savez, Madame la présidente, dans le Rodrigues Regional Assembly Tourism Regulations 2017, aujourd'hui on parle de 10 chambres mais là-dans c'était 16 chambres.

[Applause]

16 chambres, Madame la présidente. Aujourd'hui, on réduit le nombre à 10 chambres. Est-ce qu'on est en train d'encourager les entrepreneurs Rodriguais ?

Paragraphe 135,136, je cite : « *Deuxième Axe : La Promotion et Le Marketing. Madame la présidente, chaque année, l'île Maurice accueille plus d'un million de touristes. Nous avons élaboré avec Air Mauritius un plan pour initier au moins 20,000 de ces touristes à venir à Rodrigues. Ainsi, (136) toute personne ayant acheté un billet d'Europe/d'Asie/d'Afrique ou d'Australie vers Maurice sur un vol d'Air Mauritius pourra sous certaines conditions bénéficier d'une réduction conséquente sur le prix du billet d'avion sur la ligne Maurice-Rodrigues.* » Madame la présidente, vous savez entre 2000 et 2003, cette mesure n'est pas nouvelle. Entre 2000 et 2003 moi-même j'étais sur le Salon du Tourisme au port de Versailles à Paris, Air Mauritius faisait de la promotion pour la République de Maurice y compris Rodrigues et l'offre qui était en ces temps-là, c'était si un étranger d'Europe, il prend un billet d'avion avec Air Mauritius de l'Europe à Maurice, ces touristes-là ils recevaient le billet Maurice-Rodrigues gratuit, gratuit. *Non, ine dir gratuit là.* C'était gratuit. Aujourd'hui, ils vont bénéficier d'une réduction conséquente sur le prix du billet d'avion sur la ligne mais on ne dit pas combien.

En parlant des arrivées touristiques, Madame la présidente, en 2000 les arrivées touristiques était de 49,530 arrivées. En 2001 – 52,777. En 2002 – 60,355. En 2003 – 63,649. En 2014 – 54,294. En 2016 – 73,698. Et là, Madame la présidente, je voudrais attirer l'attention sur la page 40 - « *Le Développement du Tourisme* ». A la page 40, paragraphe 127. Madame la présidente, je cite : « *Madame la présidente, l'évolution dans le nombre d'arrivées touristiques sur l'île démontre clairement l'efficacité de la politique menée par mon*

gouvernement dans ce secteur. Rodrigues a accueilli plus de 76,000 touristes en 2018 contre 52,000 en 2012. » Madame la présidente, dans les décisions du Conseil Exécutif du 8 janvier 2019 – *« The total arrivals for the year 2018 is 72,264 as compared to 76,296 for the year 2017. »* Et là, dans le Budget on écrit qu'on a accueilli plus de 76,000 touristes en 2018. Ce n'est pas vrai. Chiffre manipuler.

Madame la présidente, concernant justement le développement touristique. A partir le mois d'avril, paragraphe 129, je cite : *« Air Austral assurera une liaison hebdomadaire sur la ligne Rodrigues-Réunion au lieu d'une liaison saisonnière. Le nombre de vols passera de 11 à 52 par an. »* Mais je suis triste, Madame la présidente. Il y a l'Organisation des Touristes Réunis qui sont allés négocier, discutés (*Pas vrai M. Payendee ?*) avec la Direction D'Air Austral à la Réunion mais c'est dommage ils n'ont pas fait mention de l'ATR dans ce document, Madame la présidente.

[Applause]

Bizin coné ki sanla ti amene toi.

Madam Chairperson: Order.

Mr. J. R. Augustin: Est-ce qu'il y a...

Madam Chairperson: Order.

Mr. J. R. Augustin: Madame la présidente, concernant cette mesure, concernant cette mesure, Madame la présidente, est-ce qu'il y a un mémorandum qui a été signé entre Air Austral et l'Assemblée Régionale concernant cette augmentation dans le vol passant de 11 à 52 ?

Madam Chairperson: Order, Commission please.

Mr. J. R. Augustin: Et là, Madame la présidente, cette mesure-là c'est là que le *Special Holiday Package* pour les Réunionnais qu'ils ont parlés depuis 2013. C'est là que ça doit être mise en application pour inciter et pour qu'on puisse atteindre la barre de 100,000 touristes en 2025 comme préconiser. Et cette mesure, Madame la présidente, et la mesure ... à la page 135, paragraphe 136, page 43. Est-ce que cette mesure est ouvert à tous les agences en France, en Europe ? Est-ce que tous les agences auront accès à cette promotion en ce qui concerne le billet Maurice-Rodrigues ? Ou bien si c'est le public, si le public voyageur qui désire acheter leurs billets en ligne auront-ils accès à cette promotion ? La question se pose.

Madame la présidente, toujours dans le domaine touristique. C'est vrai on doit constamment se réinventer. Et, aujourd'hui, Madame la présidente, on voit l'ATR qui a décidé si vraiment ils croyaient, les opérateurs touristiques croyais dans la politique du gouvernement, est-ce qu'aujourd'hui la question qui se pose, est-ce qu'aujourd'hui l'ATR devrait aller faire une campagne promotionnelle à la Réunion sans l'appui de la Commission du Tourisme ? D'après, ça c'est important, Madame la présidente, d'après les discussions entre les opérateurs touristiques de Rodrigues et la Direction d'Air Austral, ça c'est du jamais vu. Les opérateurs eux ils ont pu négocier ça. Mais par contre Air Mauritius, zéro. Les opérateurs touristiques de Rodrigues et les opérateurs n'auront qu'à payer la taxe imposer sur le billet pour aller faire leur promotion à la Réunion. Sur Air Mauritius, zéro. Air Austral qui fait ça.

[Applause]

Une offre que même Air Mauritius n'a jamais proposée, n'a jamais pu faire pour les opérateurs de Rodrigues. *Pa fini, Madame la présidente.* Tous les opérateurs touristiques ils reçoivent actuellement un communiqué de la MRA (*non mo pa pé laguer pou moi, moi. Mo pé laguer tou ban opérateurs touristiques.*)

Madam Chairperson: Order. Order !

Mr. J. R. Augustin: Madame la présidente, la MRA impose *an environment protection fee* à toutes entreprises touristiques qui détiennent plus de quatre chambres. Mais on paye cette *environment fee*, ici. A Rs 2000 à Rodrigues. Pourquoi aujourd'hui c'est le MRA qui doit venir imposer encore *an environment protection fee* à toutes entreprises touristiques qui détiennent plus de quatre chambres ? Ça c'est le double. MRA maintenant, là aujourd'hui.

Concernant le sport, Madame la présidente. Dans le Discours Programme 2012-2017, paragraphe 85. Je cite : « *Mon gouvernement procèdera à la mise en application des actions suivantes : Œuvrer pour que Rodrigues participe en tant qu'île aux Jeux des Iles de l'Océan Indien.* » Où en est-on ? Œuvrer ! La construction d'un centre d'hébergement pour les athlètes étrangers et locaux à Maréchal.

Madam Chairperson: Order !

Mr. J. R. Augustin: *Non pa Baladirou...*

Madam Chairperson: Order.

Mr. J. R. Augustin: Revoir l'organisation des jeux de Rodrigues. Paragraphe 86, Madame la présidente – « *Mon gouvernement viendra de l'avant avec des propositions d'amendements au Sports Act pour que cette loi prenne en compte la spécificité de nos Comités Régionaux dans le cadre d'une autonomie plus élargie et cela implique le renforcement de l'autonomie des Comités Régionaux au rapport au Fédération Mauricienne.* » J'ai parlé ici même dans cette Assemblée combien de fois concernant des amendements pour le Sports Act pour que les Fédérations à Maurice ne se prennent pas plus grand que la Commission de Rodrigues.

Madam Chairperson: Order!

Mr. J. R. Augustin: Madame la présidente, la mise en place d'un comité olympique etc. « *Nous allons construire un maison d'art martiaux, un gymnase à Grande Montagne et à La Ferme, un stade à Roche Bon Dieu (on connaît les états des stades), un circuit pour la pratique du sport mécanique à Plaine Mao.* »

Dans le Budget de 2013, paragraphe 153,154 – « *Provision est aussi faite pour la construction d'un centre pour les sports de combat. Dans notre budget, un montant de Rs 17 M est prévu pour le développement infrastructurel dans ce secteur.* »

Dans le Budget de 2015, Madame la présidente, paragraphe 155. Je cite : « *Monsieur le président, j'ai l'immense plaisir d'annoncer les projets pour la prochaine année financière. Un stade flambant neuf sera construit à Roche Bon Dieu. Un circuit pour le sport mécanique sera aménagé à Plaine Mao.* »

Dans le Budget 2016-2017, Madame la présidente, - « *Deux nouveaux gymnases seront construits à Grande Montagne et à Manique. Une académie de football sera créer sur une base pilote suivant le concept de sport étude.* » - 2016-2017.

Dans le Budget 2017-2018, paragraphe 75 – « *Les procédures d'appel d'offres sont déjà enclenchées pour compléter la construction d'un stade à Roche Bon Dieu.* »

[Applause]

Une piste d'échauffement et des nouveaux gradins au Stade de Camp du Roi. Organiser une compétition inter-île de boxe. » Depuis 2017-2018.

Dans le Budget 2018-2019 – « *L'installation d'un centre d'entraînement pour le Judo et d'autres sports de combat à Port Mathurin.* »

Dans le Budget 2019-2020, page 29, Madame la présidente, paragraphe 153 – « *Accorder plus d'autonomie aux comités régionaux.* » Aujourd'hui, on se demande s'il y a une ingérence vraiment de la Commission des Sports de Rodrigues dans la Fédération de Kick Boxing à Maurice ? Vous savez, Madame la présidente, j'étais à Maurice, j'étais dans le même hébergement que Naël Ravina. Et, il y avait aussi une autre personne qui était là, c'était un Rodriguais et j'avais parlé avec lui, je lui avais dit jamais j'ai vu ça. Un athlète tout seul, mineur, laisser pour compte dans un hôtel...

[Interruption]

Madam Chairperson: Order.

Mr. J. R. Augustin: Il y avait une compétition à Maurice...

Madam Chairperson: Respected Members from a sitting position, please. No interruption.

Mr. J. R. Augustin: Madame la présidente, il y avait une compétition à Maurice mais l'entraîneur il est retourné à Rodrigues avec l'accompagnateur avec les autres athlètes laissant Naël Ravina à l'hôtel tout seul.

[Interruption]

C'était bien avant. Il fallait avant.

Madam Chairperson: Order. Order.

Mr. J. R. Augustin: Et là, pas fini, Madame la présidente. Maintenant, la Fédération ce qu'il dise, si la Commission veut déléguer quelqu'un pour faire du tourisme en Turquie, il n'y a aucun problème car nous avons bien fait comprendre que la Fédération n'autorise aucune forme d'ingérence dans le travail de la Commission technique dont je suis la responsable, Jannick Janot ça. Judex Janot. La sélection s'est ...

Madam Chairperson: Order, Respected Members.

Mr. J. R. Augustin: La sélection c'est l'affaire de la Fédération uniquement et ça la Commission gagnerais à le savoir désormais. Pour conclure, Madame la présidente, le Président de la Fédération au lieu de déléguer quelqu'un

à Maurice ou penser à faire voyager l'entraîneur en Turquie, pourquoi la Commission n'économise pas cette argent pour payer un deuxième déplacement pour Jean Naël à une compétition à l'étranger. Ou encore, pourquoi ne pas revoir les équipements du Comité Régional, qui attende d'être renouveler depuis un bon moment. Ça c'est...

Madam Chairperson: Commissioner, please.

Mr. J. R. Augustin: Madame la présidente, la bonne entente il est où ?

Madam Chairperson: Order. Respected Members from a sitting position, you will have the floor to express your opinion on the matter later. So, please do not interrupt the Respected Member because I am having difficulty in hearing what he is saying. Thank you.

Mr. J. R. Augustin: Merci, Madame la présidente. Où est cette bonne entente entre la Fédération et la Commission ? Et, cette bonne relation le Ministre des Sports et la Commission de Sports à Rodrigues ? Mais, Madam...

Madam Chairperson: Second Island Region Member, please.

Mr. J. R. Augustin: Les choses ne vont pas changer tant que nous n'emmènerons pas un amendement au Sports Act.

[Applause]

Ça ne va jamais changer. Et, d'ailleurs on a posé une question, à plusieurs reprises, concernant un problème qui a été soulevé et j'ai posé une question supplémentaire à la Commissaire de Sports. Je lui avais dit est-ce que le Commissaire ne trouve pas que c'est le moment de venir avec des amendements au niveau du Sports Act pour Rodrigues ? Et la réponse, Madame, je cite : « *With regard to amendment to Sports Act 2016, my Commissioner intends to propose any amendment whenever the National Assembly is proposing for amendments simply because within the Republic of Mauritius all Sports Regional Committees and Federations are governed by Sports Act 2017.* » Oui, c'est vrai. Mais si on ne fait pas ces amendements, Madame la présidente, à chaque fois et tout le temps, les fédérations, comme on dit en Créole, *ils font faire mari avec la Commission*. Et ça va rester comme ça tant que ces amendements, tant qu'on n'emmène pas des amendements au Sports Act. Et, de l'autre côté de la Chambre ils savent ça. Mais pourquoi pas venir de l'avant. On est prêt à aider. On est prêt à aider, pour donner un coup de main pour faire ça, pour donner un coup de main.

Madame la présidente, avant de ...

Madam Chairperson: Order !

Mr. J. R. Augustin: ...avant de parler des développements dans les villages, on a fait l'éloge de la femme. Vous savez, Madame la présidente, l'année dernière on a eu ce problème avec une équipe de *Women Beach Handball*, qui devrait partir en Argentine. Ils ont resté à terre et jusqu'à présent je crois les discussions il continue. On ne sait même pas qu'est-ce qui se passe. Et, en plus, Madame la présidente, cette année encore, cette année encore une équipe qui devrait partir à la Réunion, un groupe de femme, 11 artistes au total qui devrait partir à la Réunion. Elles devraient participer à la deuxième édition de *Galigalang Echo des Femmes de l'Océan Indien* du 11 au 17 mars 2019 à la Cité des Arts à l'île de la Réunion. Pourtant, le Conseil Exécutif du 11 février 2019 *has taken note*. Mais ces artistes, ces 11 femmes soit disant promouvoir la femme, ces 11 femmes elles sont restées bloquer à Rodrigues encore une fois.

Madame la présidente, je ne vais pas terminer sans dire un mot au niveau de la santé. Mon collègue Volbert a parlé longuement mais je croyais que dans le budget on allait voir cette unité que le Commission de la Santé lui-même avait dit qu'il allait mettre en place. Je vais vous dire un constat un peu pas trop correct. Madame, le 17 mars, Madame la présidente, le 17 mars dernier dans mon village à Caverne Provert, il y avait quelqu'un qui a fait un accident et cette personne a téléphoné depuis minuit pour avoir une ambulance à plusieurs reprises. Ce n'est qu'à deux heures du matin que l'ambulance a pu arriver à Caverne Provert. Et là aussi, Madame la présidente, l'ambulance est arrivée à 50 mètres de la maison de cette personne. Et, dans l'ambulance, il y avait le chauffeur et l'attendant et la personne qui était blessé ne pouvait pas se déplacer de chez lui pour venir jusqu'à l'ambulance. C'est ce qui s'est passé, Madame la présidente. La famille a dû téléphoner au pompier pour venir sortir ce blessé dans sa maison pour emmener jusqu'à l'ambulance. Et, aujourd'hui, Madame la présidente, je me demande où est cette unité de SAMU ? Est-ce que cette unité, il a disparu ? Mais par contre, Madame la présidente, on sait que pas mal de temps, d'année même on peut dire, il y avait huit personnes qui étaient formées pour cette unité. Jusqu'aujourd'hui zéro unité de SAMU.

Et, pour terminer, Madame la présidente, je croyais aussi que j'allais voir dans le budget parce qu'on a tant parlé concernant le SME Park, le SME Park à Anse Baleine dans ce budget. Comme la Commission avait parlé la dernière fois, discuté de, je croyais que dans ce présent budget, le SME Park de Anse Baleine sera dans ce présent budget. C'est dommage, on n'a pas vu ça. Concernant les petits projets dans les villages, dans le Discours Programme 2012-2017, Madame la présidente, - « *La création des espaces culturelles et récréatives, espaces vertes*

et jardins d'enfants, l'éclairage des routes et des plages en adoptant l'énergie renouvelable. »

Construction des abris bus. En 2017-2018, Madame la présidente, - « *Démarrer les projets suivants : un marché à Grand la Fouche Corail ; la construction de 20 abris bus* » – 2017-2018. Dans le Budget 2018-2019, Madame la présidente – « *La construction de 20 nouveaux abris bus.* » Combien est-ce qu'on a construit ? J'ai vu cinq au moins à Petite Butte, Grand Var. A la région de Baladirou, les petits écoliers ils sont toujours dans la pluie. A Anse aux Anglais pareil. A Ile Michel, même affaire. Mais toujours, on attend les nouveaux abris bus. La construction des toilettes publiques sur les plages et les villages fréquenter. Les toilettes qui sont juste à côté sont fermées, sont restées bloquer. Et, on attend toujours les autres toilettes dans les villages fréquenter. L'aménagement et la protection des sources autour de l'île. L'installation de 400 lampadaires pour l'éclairage des routes. L'installation des nouvelles publique dans 10 villages additionnels. (*Question pou vini apré, pa per toi.*) L'installation des panneaux indicatives. Des panneaux d'indications, pardon pour délimiter les villages. Le nettoyage des drains autour de l'île. Démarrage des travaux pour la construction d'un marché à Rivière Coco. Démarrage des travaux pour la construction des marchée et une gare routière à Grand La Fouche Corail.

Et, Madame la présidente, dans le présent budget, à la page 58, paragraphe 160 – « *Installer 600 nouveaux lampadaires à travers l'île dont 200 fonctionnant à l'énergie solaire. Compléter la construction du marché de Grand La Fouche Corail et rénover celui de La Ferme. Compléter la construction des drains à Fond La Digue et Camp du Roi.* »

Madame la présidente, ce ne sont pas des démagogies, ce sont des faits et des projets qui n'ont pas été aboutis. Des projets annoncés qui n'ont même pas commencés et qui sont partis en fusette, Madame la présidente. Comment est-ce que vous croyez que la population va prendre ce gouvernement au sérieux. Il y a temps de projet. Nous aussi on aurait bien aimé que ces projets aboutissent pour soulager la population. Mais dommage, des projets sont toujours en statuquo. Je vous remercie, Madame la présidente.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, respected Members. I now invite the Deputy Chairperson to take the Chair.

At 6.48 p.m. the Deputy Chairperson took the Chair.

The Deputy Chairperson: A Member from the majority side.

Mr. J. N. Nemours : Merci, M. le Vice-président. Tout d'abord, je voudrais exprimer ma profonde solidarité envers nos sœurs et ces Rodriguais qui ont été affectés par ces deux phénomènes : Gelena et Joaninha. Mr. Deputy Chairperson, thank you for giving me the way to express my thoughts and views on the budget proposals 2019/2020. From the beginning to the end, the budget in itself is social, economical, ecological and I further venture to say it is a family budget. *Seki konten riyé, seki pa konten ploré.*

[Applause]

Mr. J. N. Nemours: Cerise sur le gâteau. *Bravo Sef commissaire ek ou lekip.* Mr. Deputy Chairperson, I would like at the very outset to congratulate colleagues of the majority side of this House who have taken part before me in the debate for the excellent, strong and well-calculated speeches. A special and monumental thanks to our Chief Commissioner who is the architect of this budget. Mr. Deputy Chairperson, from the very beginning, I would like to say a few words. In a respectful and polite manner. Indeed, Mr. Deputy Chairperson, I am feeling blessed today to be a Member of the OPR Government *avec comme Chef commissaire*, Serge Clair, GCSK, father of the autonomy. We Members of this side of the House are all proud to have a smart Chief Commissioner with a smart vision to transform Rodrigues into a smart island. With your permission, Mr. Deputy Chairperson, allow me to express my feeling of deep appreciation to the Chief Commissioner and Commissioner of Finance for ushering innovative key measures in the budget 2019/2020. It particular.... In 2019/2020, sorry, particularly, the three years strategic plan which focuses us towards direct incites how actions will be taken and implemented. Les titres du budget, M. le Vice-président, est « préserver nos acquis, renforcer notre résilience, poursuivre le progrès » *has well chosen.* Ce budget donne un véritable espoir à toute la population Rodriguaise. Avec toutes ces mesures phares annoncées, Rodrigues va multiplier sa vitesse de croisière par 1000 passant de cinq à 5000 kilomètres par heure en terme de développement.

[Applause]

Mr. J. N. Nemours : I will now, Mr. Deputy Chairperson, Sir, enumerate on one honourable measure at page 32, paragraph 115 which in my opinion is historical and I fully believe that it is un *ouf de soulagement* pour beaucoup de demanders de pledging. *Bravo, Sef commissaire, oune kas ene gran paké.*

[Applause]

Mr. J. N. Nemours: M. le Vice-président, l'histoire retiendra du bilan satisfaisant de ce Gouvernement sur tous les plans pendant ces sept dernières années. Je vais donner quelques exemples. Premier : lutte contre la pauvreté. Second : création d'emploi. Troisième : la bonne gouvernance etc. This budget clearly demonstrates that this OPR Government is built on solid strata rocks deeply incurred into the soil by taken a panoply of bold and key measures that will be realized during the financial year 2019/2020. Mr. Deputy Chairperson, I cannot remain in total silence with regard to comment made by Members of the Minority against the Government. Madam Chairperson... Mr. Deputy Chairperson, sorry. The OPR party to which I have been adhered is the most popular one in the region of the Indian Ocean. Is it not? And, if I am wrong, my colleagues of this side will correct me. If you imagine, Mr. Deputy Chairperson, the OPR party headed by his charismatic leader, Serge Clair, has successively "wins" eleven elections either at regional or national levels. I am not inventing the wheel. I am just telling the truth. 1982, 1983, 1987, 1991, 1995, 2000, 2002, 2005, 2012, 2014 and recently, a *bate touffé* in 2017.

[Applause]

Mr. J. N. Nemours: *Onze victoires sans appel* and the twelve one is already in the oven. Precisely in September. We are going to celebrate the 43 years for the distance of our party. Four long decades at the service of the Rodriguan nation and since its creation in 1976, the OPR party had never divert to its ideological principles or left to its political philosophies. We have always been constant and we will be more at the request for our citizens. Mr. Deputy Chairperson, with regard to comments made by Members of the opposition side, there is no more qualification rather than cheap nonsense and frivolous. I will come later on throughout my speech and to the best of my knowledge and capacity as backbencher to dismantle these sayings. *Patientez mes amis. Vous aurez une tasse de the tout à l'heure.*

[Applause]

Mr. J. N. Nemours : Mr. Deputy Chairperson, I now turn to elaborate on some of the very encouraging measures proposed in this budget that will automatically upgrade and fulfil the living conditions of our citizens *sans guette figuir et appartenance politique*. Yes, of course. First, the Health Sector. One of the main concern of our population is to have a good quality and better health services. However, it is a fact that in some sectors, we need to improve considerably. I thus welcome the elaboration of a strategic master plan in the health sector that will cater all the real needs of our doctors, nurses, patients and visitors respectively. Second, the positive action of this Government to decentralise the dialysis service to the LFHC and to renovate four Community

Health Sectors namely Port Sud-Est, Cascade Jean Louis, Roche Bon Dieu and Rivière Cocos is salutary. I now come to the education.

M. le Vice-président, ce budget démontre clairement que ce Gouvernement tient vraiment à cœur l'éducation de nos enfants, de nos personnels enseignants et non enseignants à travers des mesures fort louables « suivants ». Premier : clôture des écoles et asphaltage des cours pour plus de sécurité. Second : construction des terrains de jeux, gymnase et préau. Troisième : recrutement des nouveaux *Trainee Educators*. Quatrième : allocation d'un *grant* de Rs25000 à tous, les *PTAs* entre autres. Le tourisme. M. le Vice-président, le Chef commissaire et Commissaire des finances a voulu mettre les bouchées doubles pour que ce secteur décolle et développe davantage à travers les mesures « suivants ». First, la connexion aérienne entre Rodrigues et la Réunion desservie par Air Austral passe désormais de 11 à 52 vols annuellement. Canon ! Trop top sa ! Canon, canon, canon ! Yes, okay. Second: *Organisation of Expedition Africa*, une première à Rodrigues. Troisième: support financier à travers l'ADL sera mis à la disposition des entrepreneurs touristiques entre autres. « Tous » ces mesures tangibles ont été prises en compte dans ce budget pour redynamiser et valoriser encore plus ce secteur. L'eau. Mr. Deputy Chairperson, Sir, l'eau, c'est le secteur décisif dans l'action gouvernementale OPR. L'entrée en opération de la station de dessalement de Songes a été un grand ouf de soulagement pour la région sud de l'île. And, I firmly believe that our Government has a required vision to resolve the problem. Notre devise dans ce secteur est l'eau pour tous une fois par semaine d'ici 2022. Je dirais un grand merci au Chef commissaire adjoint d'installer une cinquantaine de fontaines à travers l'île et lancer les appels d'offres pour la construction de deux réservoirs de 1000m³ à Montagne Cabris Ouest et Hauteur Accacia. Concernant le logement. M. le Vice-président, sous le programme « *Ene fami, ene bon lakaz* », ce Gouvernement a déjà fait ses preuves et va continuer à le faire avec cette nouvelle mesure d'assouplir les critères d'éligibilité pour permettre à ceux de plus bas de l'échelle d'avoir une maison « décent » et renforcer le montant du coût de la maison passant de 6000 à 7000. Cela démontre clairement que le Commissaire Baptiste possède un grand cœur d'humanisme et de patriotisme. He has the guts. As to the project for the renovation and upgrading of Trust Fund Houses, the following remedial measures will rapidly be undertaken. First: "...replacing of existing serious roof by concrete slab. Second: "...additional rooms for toilet, kitchen and bath". Third: "reconducting of existing electrical and plumbing network. M. le Vice-président, en prenant ces mesures, ce Gouvernement fait prévue encore une fois qu'il a le courage d'aider et d'améliorer la qualité de vie des personnes les plus « nécessiteux ». C'est-à-dire, *travail pou ti dimoune*. I now come to the Youth and Sports. Mr. Deputy Chairperson, Rodrigues has been for very long time and will always be the nursery of the Republic of Mauritius. I have a special thinking

for our friends who have brilliantly marked their footprint and will stay incised in the athletic world.

[Applause]

Mr. J. N. Nemours: I have in mind some of these women and men who have raised up our quadricolour at its highest point. Christiane Legentil, Daniel André, Antonio Félicité, James Agathe, Eric Milazar, mon ami, Fernando Augustin, Henri Speville, Jean Marc Ithier, Bernard Baptiste, Nael Ravina. The list is too long. Mr. Deputy Chairperson, I cannot hide behind the curtain my whole and honest satisfaction as to the reopening of the Maréchal Swimming Pool on Sunday 17 March last.

[Applause]

Mr. J. N. Nemours: I was there myself accompanied by the Commissioner of Sports and Honourable Leopold. It was a great pleasure for us watching our youth practising and showing their talents. I therefore invite and welcome all Members of the House and the public at large to visit this Olympic jewel in the local region number 2. Félicitations, Madame Edouard Ravina.

[Applause]

Mr. J. N. Nemours: Mr. Deputy Chairperson, our Rodriguan sisters and brothers will be soon called upon to witness the political commitments in the promotion and amelioration of the sports sector by implementing the following measures:

- (i) Renovation of at least 10 sports complexes around the island;
- (ii) Consolidation of the project “Sports Pour Tous”;
- (iii) 30% grant to regional committees for the purchase of equipment, organisation of local activities etc. etc.

Mr. J. N. Nemours: M. le Vice-président, this OPR Government wish to adopt an excellent quality of service and proximity. As you may take cognizance, at page 30, paragraph 106, which clearly mentions that this Government is maintaining the last provision budget support in favour of our 53 athletes who will participate in the Indian Ocean Island Games. Nous souhaitons bonne chance et bon courage à nos compatriotes. M. le Vice-président, la femme, bien-être de l'enfant et les PME. Nous accueillons avec une très grande fierté et satisfaction, l'intention de ce Gouvernement régional qui va venir de l'avant avec la construction d'un centre de réhabilitation pour les femmes battues. Mesure qui a été très bien accueillie par la communauté féminine. Ça, après. Mr. Deputy

Chairperson, on the issue of promotion of investments and creation of jobs, once again, welcomed all the proposals. As regard to the measures taken to boost up our SMEs, they are certainly positive and relevant.

- (i) Setting up of the SWF;
- (ii) Fast Track System for Allocation of State Land;
- (iii) Financial incentives and assistance such as *garantir les prêts bancaires*.
- (iv) Subsidy on fret for the import of glass jar.

M. le Vice-président, ce Gouvernement has a golden heart. En mettant tous ces mécanismes pour developper davantage les PME, it is not clear as water and written black on white that this Government wants to alleviate the burden that these men and women often faced. And, I am sure that each and everyone in this House will agree with me that SME is the backbone of our economy. It is the conducting wire. C'est le fil conducteur. Mr. Deputy Chairperson, I come to the agriculture and food security. Mr. Deputy Chairperson, this present budgetary exercise gives a real hope and special attention to the planters and farmers community. With all these bold measures announced in this budget, Rodrigues will turn into a major agricultural sites such as the:

- (i) Rehabilitation of agricultural zone at Montagne Goyaves, Montagne du Sable, Anse Ali and Plaine Mao ;
- (ii) Cost reduction on bio fertilizers and pesticides ;
- (iii) 20 seed production farms for onion, red beans and garlic;
- (iv) Extension of the IRWHP to more than a hundred of planters.

M. le Vice-président, au niveau de l'OPR, *nou pa fer politik partisane*. Environment and Fisheries. Mr. Deputy Chairperson, in the coming years, the sector will generate more and more jobs and at the same time, bring sufficient income to lots of families. However, it is a must for us to protect and safeguard our marine resources. I sincerely congratulate my friend and colleague, the Botanist, Ecologist, Richard Payendee for his courage and determination with regard to the seasonal closure of the octopus fishing and the banning of plastic sacs, of *sac plastique* bag use. This decision has allowed our fishermen moving to other alternative economic activities such as cleaning of beaches and road edges, embellishing and reforestation. With this new budget provision, is made for the acquisition of an hovercraft. boats aimed at combatting illegal fishing. M. le Vice-président, ce Gouvernement mettra de l'ordre là où il le faut. Il agira dans l'intérêt supérieur du pays. Même si certains membres de l'autre côté essaient de tirer un capital politique, mais ce peuple n'est pas dupe. Mr. Deputy Chairperson, d'autres projets innovateurs annoncés dans ce budget vont au secteur de l'environnement et parmi, on note la construction d'un *Waste Water Treatment*

Plant à Grenade au coût de Rs20 millions. Une des préoccupations majeures de ce Gouvernement, c'est de faire face au changement climatique en appliquant les mesures « suivants » :

- (i) Cleaning of drains and dredging of rivers around the island to minimise flooding ;
- (ii) Replacing of radiers by bridges which were long overdue;
- (iii) Installation of three automatic weather stations at Montagne Cabri Ouest... Sorry... Montagne Cabri Ouest. Rivière Banane, Port Sud-Est etc.
- (iv) Construction of phase II or Port Mathurin drain works in the pipeline.

It is also good to be noted that the NDU has done a lot of good job. I therefore mention the following:

- (i) Drains phase I at Port Mathurin which is working perfectly;
- (ii) Drain works and associated works at Pas Jerome, Lataniers and Petit Gabriel
- (iii) And now, we are proud to “heard” that a first “contracts” for the construction of drains and bridges at Rivière Cocos and Grand La Fouche Mangues.

Thank you, the Honorable PPS, Francisco François.

La population a accueilli avec une très grande fierté l'annonce de la construction « prochain » d'un centre de tri à Roche Bon Dieu et nous apprenons avec beaucoup de satisfaction qu'une somme de Rs44 millions a été prévue dans ce budget. I will now refer to some remarks coming from the mouth of the respected Member Félicité made in favour of the local region number 2 which is in my opinion, unfounded. But, Mr. Deputy Chairperson, I am not going to step so low into baseless and cheap allegations. I will simply enlighten him on a list of projects that have already been completed and those who are on track and others that will be implemented during this financial year. Mr. Deputy Chairperson, la région 2 connaîtra un changement total dans le mois à venir. Les signes et les exemples sont visibles et les empreintes sont là.

- (i) Construction of Rivière Cocos to Songes road on track;
- (ii) Eco-Village on track;
- (iii) Construction of a new bus terminal at Rivière Cocos. Works are expected to be started before the end of this year;
- (iv) Construction of a 1000m3 reservoir at Montagne Cabri Ouest which is under evaluation;

- (v) Upgrading of Jean Paul II Stadium;
- (vi) Construction of a Youth Centre at Ile Michel;
- (vii) Construction of box culverts at Papayes, Tamarin and Quatre Vents;
- (viii) Building of a tarred road from Tamarin, Anse Raffin junction to Morcellement;
- (ix) Renovation of the CHE at Rivière Cocos;
- (x) Two bus shelters already constructed at upper and lower Grand Var;
- (xi) Installation of street lanterns at Quatre Vents and Anse Raffin;
- (xii) Installation of three public water tanks in Maréchal, Montagne Cabris and Tamarin;
- (xiii) Track roads already completed in 15 villages.

Be la ki zot pou dir la? La bouche coude ? M. le Vice-président, suite aux commentaires « faites » par le membre Augustin, je tiens... Malheureusement, il n'est pas là. Il devait entendre la réplique je vais lui donner. Suite aux événements lieux au kickboxing, le Commissaire du sport et de la jeunesse a animé une conférence de presse pour dénoncer les dires et les agissements du DTN du kickboxing. Nous avons été témoins de la solidarité des comités régionaux, surtout celui du kickboxing. La Commission des sports a proposé qu'un adulte accompagne Nael Ravina et que son coach de Rodrigues l'accompagne aussi. A travers une négociation du Comité régional à la fédération, les Rodriguais et les acteurs sportifs se sont unis pour tous pour dire non à la manière de faire du DTN. Pour le sport de combat, un *boxing centre* a été construit à Malabar. Je ne vais pas m'attarder sur le propos du membre Augustin parce qu'il est resté bloqué dans le passé et a oublié ce mandat et les budgets en cours. *Mr. Deputy Chairperson*, le people connaît déjà et retiendra encore une fois de l'OPR, un des propulseurs du développement économique, garant de la démocratie, de l'unité nationale et la stabilité et de la justice social. As announced in our discours programme 2017/2022, this Government team will put in place all the necessary mechanisms for the Rodriguan to be get respected for their values and dignity. Il est déplorable, M. le Vice-président, de noter que certains membres de l'opposition passent leur temps à rêver, critiquer, pleurer, rigoler, vociférer parce qu'ils ne savent pas sur quel pas fallait danser. Un ségà ? Un ragga ? Maloya ? Un raggae ? Ou du kizomba ?

[Applause]

Tandis que nous, M. le Vice-président, de ce côté de la Chambre, sommes prêts à danser sur n'importe quel type de musique car nous avons la cadence, la compétence et le savoir-faire. Au Gouvernement OPR, nous sommes déterminés à travailler encore plus dur, persévérer, progresser et avancer dans la sérénité. Nous n'avons pas peur de vos motions de blâmes, de vos critiques, de vos conférences de presse, de vos manifestations et même de vos *walk-outs* que vous

faites ici dans cette auguste Assemblée. *We have nothing to be afraid or worried* parce que nous avons un Chef commissaire qui tient bien le volant gouvernemental entre ses mains. Son permis de gouverner Rodrigues, il le détient depuis 1982. Mais Madame, si nous regardons... Mais M. le Vice-président, excusez-moi. Mais M. le Vice-président, excusez-moi, si nous regardons en face de nous, certains de l'autre côté de la Chambre ont à maintes reprises eu recours au **Berlest** ou le PR pour rentrer au Parlement. L'imposte !

[Interruptions]

Mr. J. N. Nemours: Non, non, non, it is true ! I am just telling the truth! Non, it is true! I am not inventing the wheel, my friend. It is true!

The Deputy Chairperson: No crosstalking, please!

Mr. J. L. R. Perrine: On a point of order, Mr. Deputy Chairperson, this is not correct. This is not democratic; this is not parliamentary.

[Break in recording]

The Deputy Chairperson:point of order in front of the House.your speech.

Mr. J. N. Nemours: Okay, thank you, Mr. Deputy Chairperson. Mr. Deputy Chairperson, Sir, le discours de certains membres de l'opposition, je dirais bien, certains membres, ressemble bien à un vieux disc de gramophone. Yes, if you have to make a simple comparison exercise in terms of seriousness, effectiveness, capacity, rapidity and good governance, I am sure that we will win the match in advance. *Nou, dan gouvernement, nou compran zot net.* C'est la jalousie. *Leker fermal.* Nous ici, dans ce Gouvernement OPR dirigé par Serge Clair, nous sommes plus que jamais sereins, soudés et avant-gardistes. We want that our people have access to water, electricity, telecommunication, tarred and track roads, sports and leisure, arts and culture, training, quality health services and so on. We are going to work for all the Rodriguans *la main dans la main*. Yes, note it. Ce budget, M. le Vice-président, est d'une volume adequate. Pour que chaque Rodriguais et Rodriguaise « obtient » son morceau du gâteau régional. We want to keep on progressing and create a welfare state. Je suis sur, M. le Vice-président, que le people de Rodrigues dans son ensemble, est derrière ce Gouvernement et le sera pendant longtemps encore. Je ne vais pas m'attarder là-dessus car la preuve est déjà là. *Nek guette rezilta elections 2017. Baté bef, ene raclé !* Heureusement, M. le Vice-président...

[Interruptions]

Mr. J. N. Nemours: *Wer to pou gagne li la. Atane ene ti moment. Ouvert to zoreil grand. To pou gagne li la. To pou gagne li ene ti moment la.* Heureusement, Madame la présidente... M. le Vice-président, nous avons devant nous, une opposition tâtonnante, hésitante, désunie, déconnectée, désintéressée et disparate. On a personal point of view, I think that some Members of the Minority are regretting for having taken the bad decision in making their political choice. Il est malheureux de dire qu'il y a toujours des politiciens de l'autre bord de la Chambre qui pratique encore la veille école pour faire leur comédie. Allow me, Mr. Deputy Chairperson, in all modesty and humility, to bring my contribution to this very important budgetary exercise 2019/2020. It fully reflects the commitment of this present Government to meet the aspirations of our Rodriguan people. Là, je tiens à remercier et féliciter l'équipe qui a travaillé dur jour et nuit sur cet exercice. M. le Vice-président, les propositions budgétaires ont été préparées avec beaucoup de précisions et de visions qui projettent vers l'avenir et la modernisation. *Mo done mo bénédiction totale sa budget la.* In fact, Mr. Deputy Chairperson, I would like to "honoured" the Chief Commissioner for presenting... for all the good and remarkable accomplishments done as at date. By presenting this budget, the Chief Commissioner has in his approach, marked a new era of development and has set down the foundations, bases and pillars for Rodrigues to solidly stand and rise up towards a brighter future and sustainable development. We are working in line with our Government programme 2017/2020: "*Bâtir l'île Rodrigues de nos rêves*" and now, we are targeting above like the Chief Commissioner often and regularly says and I quote: "*Dans cinq, 10, 20, 30, 50 ans.*"

[Interruptions]

Mr. J. N. Nemours: Nothing. Before ending, I would like to reply to some *paroles volantes* made by my friend, the Member Augustin, as if *narnien pane fer, narnien pas bon*. Yes, of course! Okay. Okay, listen. But let me refresh his mind on certain promises made by the MR when it was in power.

- (i) One million coconut trees

[Interruptions]

[Applause]

Mr. J. N. Nemours: I do not know, I do not know. I am not aware.

Madam Chairperson: Order. Order, order, please.

Mr. J. N. Nemours: I am not aware.

[Interruptions]

Mr. J. N. Nemours: Okay, okay, okay, no problem. Continue to listen.

[Interruptions]

Mr. J. N. Nemours: Lakaz poisson. Vane Pajero pou mette subside lor bane denrées de base. Have you been able to do it ? No. *Be reste trankil!*

The Deputy Chairperson: Member Perrine, please!

Mr. J. N. Nemours: *Rest trankil, my friend.* I cannot forget, Mr. Deputy Chairperson, to mention the famous boat Alizée, bateau poubelle. Bateau pourri!

[Interruptions]

Mr. J. N. Nemours: Justement, justement, M. le Vice-président... M. le Vice-président, je me tourne vers ce grand homme pour lui dire un grand merci d'avoir donné la vie politique à tous ces membres qui s'assoient ici même si certains n'ont pas la reconnaissance et la volonté de l'admettre. Mr. Deputy Chairperson, on these words, I "thanks" all Members of the House for their attention. Je suis pour le budget et je donne tout mon soutiens total. Vive le Chef commissaire ! Vive le Gouvernement OPR ! Vive Rodrigues ! Merci.

[Applause]

The Deputy Chairperson : A Member from...

Mrs. M. T. Agathe: Merci, M. le Vice-président. Je voudrais tout d'abord réagir aux propos du respecté membre Nemours. Je pense qu'il a oublié qu'on est en carême et qu'il nous a traité de beaucoup de noms pas trop correctes. Merci beaucoup. Alors, tout d'abord, je voudrais réagir par rapport à certains propos de la Commissaire Franchette Gaspard. En tant que *elderly*, je lui demanderais parce que je ne vais pas aller répéter ce que les autres ont dit, je vais apporter ma contribution. Parce que nous savons que pour qu'une équipe marche comme souvent le Chef commissaire dit il faut marcher ensemble mais si on veut regarder un match de football, on ne peut pas jouer contre son équipe. Madame Gaspard a dit concernant la sécurité informatique, parce qu'avec l'arrivée du câble, fibre câble optique, je pense qu'on doit accentuer davantage là-dessus parce que les enfants, même les enfants de la grade 5, ils savent trop, trop, trop magner et les parents... Madame la Commissaire a dit on va former aussi les parents mais est-

ce que, M. le Vice-président, tous les parents seront en mesure d'accompagner leurs enfants ? Pour moi, ça reste un grand problème, parce que les enfants en informatique sont beaucoup plus intelligents, plus malins que les parents. J'exprime, M. le Vice-président, mon appréhension. Je ne dis pas qu'ils ne vont pas comprendre. Je dis quand même, il faut un bon accompagnement pour qu'ils puissent bien suivre les enfants. Maintenant, concernant la famille, ça, c'est un gros problème. C'est quelque chose, je crois qui va toucher tout le monde qui est dans cette Chambre. Je pense très fort qu'à Rodrigues, il y a deux enfants qui ne sont pas déclarés jusqu'à l'heure. Il y a une fille. Elle aurait dû, je crois, être en maternelle. Parce que moi-même, j'ai approché deux Commissaires. Parce que moi, je ne peux pas faire ça. Rodrigues est assez petite. Je crois que si on fait le nécessaire, on pourra mettre la main sur ces enfants. Pensez-vous, M. le Vice-commissaire... Le Vice-président, un trois ans qui n'a pas un acte, un extrait de naissance, qui n'a jamais fait un seul vaccin... La maman, je ne sais pas quel est son problème mais quand même, je tiens à informer tout le monde dans cette Chambre de ce problème parce que de l'autre côté, dans le Gouvernement, il y a deux Commissaires avec lesquels j'ai discuté de ça mais il faut voir qu'est-ce qu'on peut faire pour que ces deux enfants soient reconnus comme citoyens. Maintenant, concernant le *parental empowerment*, Madame m'a dit que on donne de l'argent au PTAs pour *empower les parents*. Parce que moi aussi, j'ai été dans l'enseignement. Nous savons qu'il y a des parents qui sont vraiment conscients de leur rôle mais trop souvent, ces parents qui vraiment méritent cette formation, est-ce qu'ils assistent vraiment à cette formation ? C'est ça. Ça, c'est une grande question. Parce qu'on peut avoir toutes les bonnes intentions du monde mais il faut voir que ceux qui en ont vraiment besoin soient touchés. Parce que même quand on a les réunions de PTAs au collège, au primaire, au pré-primaire, les parents dont les enfants sont les plus souvent absents, ils ne viennent pas. Que faire pour ces parents ? Maintenant, concernant le centre de Marie Madeleine, il faut vraiment accueillir les enfants qui sont en difficulté. Mais est-ce que... Peut-être que Madame la Commissaire a déjà un rapport. Ce serait bon, je pense, pour le public, pour tout le monde qu'on ait un rapport combien d'enfants ont passé par là, combien qui ont réussi, combien qui ont été adoptés parce qu'il faut que l'information circule. Maintenant, en tant qu'ainée, je voudrais parler un petit peu de nous. Parce qu'il y a d'autres aînés là dans cette Chambre. Parce que souvent le Chef commissaire, le Commissaire de la sécurité sociale, on dit, surtout le Commissaire, *pas tous nou bane grand dimoune*. Il dit ça souvent. Mais dans la réalité, qu'est-ce qui se passe ? Parce que tout dernièrement, à la radio, il y avait eu un programme. Les programmes qu'on fait tous les samedis, c'était sur les aînés. Et là, beaucoup de personnes se sont exprimées. Et même les trois personnes qui étaient sur la radio, il y avait une dame qui a dit quand elle nous rendait visite, comment est-ce que les aînés sont maltraités. C'est vrai qu'on dit qu'il faut dénoncer mais comment dénoncer, M. le Vice-président ? Je suis en maltraitance chez moi, avec qui je vais dénoncer ça ? C'est très, très, très

difficile. Moi-même, dans mon village, il y a avait un cas de maltraitance. J'ai rapporté le cas. Qu'est-ce qui est arrivé ? Des familles sont venues tomber sur moi. C'était bien avant 2017. On n'était pas content. Et puis, j'ai contacté le bureau et on m'a fait comprendre qu'on allait venir visiter les parents. Qu'est-ce qui se passe ? Il y a des personnes dans le village qui doivent eux aussi aller rendre visite à ces personnes. Quelques jours avant, on leur dit : tu sais, *Miss Thérèse ine ale raporté laba, mette tou korek*. Maintenant, quand les personnes viennent pour faire leur inspection, tout est correct, veut dire on a menti. Mais comment est-ce qu'on a su que c'était moi qui avait fait ça ? Mais là, je vais demander au Commissaire de la Sécurité social, je crois à Montagne Malgache, il y a vraiment un cas désespérant de maltraitance. Allez chercher parce que j'ai peur maintenant de dire le nom. Non, parce qu'après, on vient tomber sur moi. Parce que moi aussi, je n'ai plus de force de me bagarrer. Toujours concernant les *elderlies*, après les deux cyclones, il y a les personnes, les *elderlies*, qui ont subis des pertes. Il y a des lois qui existent pour... des règlements pour aller à la police, faire les déclarations. M. le Vice-président, la plupart des aînés ne sont pas allés là-bas tout simplement pourquoi ? Parce qu'il y avait un soleil de plomb, la queue était d'une longueur interminable. Il y a même quelqu'un qui est tombé malade. J'ai appelé le Chef du REHOC. Je lui ai parlé de ça. Il m'a dit : bon, on va parler avec la police pour lui dire de faire les aînés passer avant. Je lui dis mais c'est vraiment impossible. Même que je suis aînée là, je ne peux pas passer devant vous, M. le Vice-président. Donc, tout ça, peut-être qu'il faut revoir surtout pour les *elderlies* après les cyclones. Et même jusqu'à l'heure, il y a des personnes, parfois ils sont des *elderlies*, qui sont un petit peu abandonnées par les enfants, qui ne peuvent pas payer pour les nettoyages de leurs maisons. Que fait l'*Elderly Watch* ? Est-ce que la Commission a déjà fait quelque chose pour aller voir ces personnes qui vraiment ne pourront jamais nettoyer leurs maisons avec moustique, maladies *sipa dengue* avec les chenilles de mon ami de l'autre côté tout ça ? Qu'est-ce qu'on fait avec ces vieilles personnes ? Donc, je pense qu'il faut vraiment... oui, qu'il faut vraiment, vraiment voir comment l'*Elderly Watch* accompagne les aînés parce qu'il y a des personnes, il y a des aînés qui reçoivent des visites très régulièrement, d'autres du tout. Je ne sais pas sur quelle base ça se fait, comment ça se fait. Donc, je demanderais à la Commission de voir un petit peu plus les aînés. Et puis, concernant ce fameux *respice care* qui aurait dû être opérationnel depuis belles lurettes, quand on voit le rapport de l'audit, ce qui est dit là-dessus, c'est vraiment, vraiment, vraiment, vraiment écœurant. Soit-disant on devait soulager les personnes prenant soin des personnes âgées. On aurait pu les accueillir là-bas, M. le Vice-président, pendant quelques jours. Mais jusqu'à l'heure, zéro plombage, *reste kot toi*. Parce que quand on est avec une personne qui a besoin des soins du matin au soir et qu'on n'a pas de relève, c'est très, très difficile pour la personne qui soigne. Et en plus de ça, est venu ajouter le fameux... *To écoute moi toi*. Le fameux salaire minimal parce que le Gouvernement accompagne les personnes alitées avec une subvention. Parce que

quand on parle de l'argent ici, il y a quelqu'un de l'autre côté qui souvent, qui nous a souvent dit que le Gouvernement n'est pas une vache laitière. Exprimer sa souffrance, la souffrance des autres n'est pas dire que le Gouvernement est une vache laitière et que le Rodriguais doit vivre dans l'assistanat. Maintenant, avec les Rs3000 qu'une personne alitée touche, pour trouver quelqu'un pour s'occuper de cette personne-là, c'est très, très, très difficile. Le jour, il peut avoir une voisin qui peut lui donner, lui préparer un repas. Maintenant, il faut s'occuper de cette personne convenablement. Maintenant, arrivé le soir, les personnes demandent Rs300 par nuit, ce qui fait que 30 jours, trois fois 300 qui fait 9000. Donc, si une personne âgée touche sa pension et son *carer allowance*, ça veut dire il ou elle ne pourra pas manger, surtout s'il faut acheter des couches là. Maintenant, je ne sais pas aussi en parlant des couches, le Chef commissaire avait dit qu'on allait mettre « une » subside sur les couches. On ne sait plus où on en est. Est-ce que ça tient toujours debout ? Parce que ça, c'est un item, un gros, gros, gros item. Même avec les *carer allowance* qu'on a, *carer's allowance*, on ne peut pas se procurer suffisamment de couche pour certaines personnes. Parce qu'il y a certaines personnes qui un petit peu plus facile à bouger tandis que d'autres, ce n'est pas évident. Donc, je demanderais au Commissaire de la sécurité sociale de prendre cela en compte. Je ne viens pas ici pour demander de l'assistanat mais de voir comment on peut, qu'est-ce qu'on peut faire pour ces personnes. Maintenant, toujours dans le domaine de la Commission de M. de la sécurité sociale, il y a cette affaire de ERP Programme et dans le rapport de l'audit, c'est bien, bien négatif parce qu'il n'y a pas de suivi parce que nous savons que ces personnes qui sont entrées dans ce programme-là, ce sont des personnes qui touchaient des allocations sociales. Maintenant quand ils entrent dans le programme, après quelques temps, l'allocation finit. Maintenant, on leur donne des projets, M. le Vice-président. On donne à quelqu'un un projet de Petit Piment. Ce quelqu'un n'a jamais pratiqué l'agriculture. Combien de récolte de Petit Piment il aura et quel est le suivi ? Et même le terrain qu'on lui donne, parce que pour planter le piment, il faut une certaine qualité de terre, une certaine qualité de... La situation du terrain est primordiale et l'eau. Donc, il faut revoir ça. *Toi to enan pou to écouté*. M. le Vice-président, concernant le discours budget, parce que mes amis ont cité beaucoup de choses, je ne vois pas l'utilité pour moi de revenir là-dessus. Mais je m'attendais à un mot qui allait faire beaucoup d'effet avec cette affaire de résilience. Parce que le Gouvernement savait que le rapport de l'audit allait sortir et que c'était assez dur. Donc, on a dit aux Rodriguais : sois résilient, tu auras un bon coup de roche, tu dois accepter. C'est ça la résilience, il faut réagir dans les situations difficiles. M. le Vice-président, nul n'est surpris par les belles paroles du discours. Maintenant comme mes amis qui m'ont précédé ont dit : maintenant, il faut voir la réalité de ce budget. A présent, je vais parler de ma région avant de venir sur l'éducation. La région 6 pour moi est considère comme le Cendrillon de Rodrigues. Plus pas bon que Cendrillon. Pourquoi ? Moi, là où j'habite, c'est extraordinaire, c'est magnifique comme dirait le Commissaire de

l'environnement avec en décembre, ce que nous avons subi avec le dépotoir parce qu'ici même en 2017, première Assemblée qu'on a eue, il avait dit que ça allait être chose... Bien avant, il avait dit que ça allait être chose du passé mais lui, il ne ressent pas ça. Est-ce que ce Gouvernement pense pas trop lointain faire un relevé, faire un relevé pour voir combien de personnes qui ont été affectées par cette ambiance, cette fumée émanant du dépotoir ? Combien de fois on a dû fermer l'école ? En plus de ça, il y a la concasseuse, *la poudre rosse*, la fumée dépotoir. Nou nek boire mem nou. Ajouté à ça, fameux stade de Roche Bon Dieu, qu'est-ce qu'on n'a pas vu ? Qu'est-ce qu'on ne voit pas ? Là, si vous allez là-bas, M. le Vice-président, *se ene piscine, ene piscine pou fer l'elevage moustik*. Et même les bœufs viennent là pour boire. Ce n'est même pas, on aurait dû au moins clôturer. Je me demande que pense le Commissaire de l'éducation quand à côté de ça, il y a une école pré-primaire, il y a une école primaire, il y a aussi le dispensaire. C'est vraiment inadmissible. Plus ajouté à ça, il y a je ne sais pas comment je vais dire ça mais il faut le dire à Grenade où on déverse le déchet humain. Pendant les deux cyclones qu'on a eues, tout ça, s'est allé à la mer. *Apre dir dimoune malade ? Be poisson ine manze sa nou manze poisson. Be nou pa bisin crévé ? Pa mort, nou pou bisin crévé*. Donc, je pense que c'est une urgence. Ce n'est pas seulement de mettre l'argent dans le budget mais il faut concrétiser parce que tout à l'heure, quand le Commissaire de l'environnement va venir, il va venir faire son show pour dire ici là-bas, on le connaît, mais moi, je suis en train de parler. Maintenant, concernant le terrain de Grande Montagne, c'est toujours dans la région 6. Il faut revoir. En temps de pluie, là, on a eu. C'est le 12 mars. Combien de fois on a dû renvoyer les fêtes à cause de ça ? Donc, je crois qu'il est important. On dit sport pour tous et on investit beaucoup dans le sport *mais kot pou zoué football la, lor la plaine délo, dans piscine la boue ?* Quand même ! Maintenant, à Batatrand. Depuis novembre de l'année dernière, on a installé un grand bassin en fibre pour que les villageois puissent avoir de l'eau potable. Quand nous avons été là-bas, en janvier, le bassin bien installé. Les gens n'avaient pas d'eau. On a dû prendre de l'eau chez nous apporter là-bas. Ce n'est pas évident mais on a fait ça une fois, une, deux fois mais on ne peut pas faire ça tout le temps pour les personnes âgées. Il manquait seulement un robinet, M. le Vice-président. Est-ce que la Commission de l'eau ne peut pas acheter un robinet, mettre dans un bassin pour donner de l'eau aux gens ? Mais qu'est-ce que c'est que ça ? Et puis, on dit aimer les gens, aimer le Rodriguais, traiter tout le monde pareil ? Mais je ne sais pas qu'est-ce qu'on appelle aimer le Rodriguais. Et puis aussi, dans notre région, il y a des drains. J'en ai parlé de ça à Monsieur le *Deputy Commissioner*. Les drains sont d'une profondeur extraordinaire. La dernière pluie, j'ai sillonné un peu le pays parce que j'ai dû aller quitter quelqu'un à l'hôpital. Même si une grande personne tombe dedans, directement à la mer : mort toi ! Veut dire, il faut voir qu'est-ce qu'on peut faire pour recouvrir ces drains parce que c'est vraiment, vraiment, vraiment un danger public. *Depuis kot éolienne la ziska Pointe Coton*. Maintenant, chez nous aussi,

dans notre région, il y a des personnes qui ont perdu des bœufs pendant la fièvre aphteuse. Jusqu'à l'heure, ils n'ont rien eu. Mais ce qui est vraiment chagrinant, c'est que c'est une dame, une mère célibataire qui se débat seule avec ses enfants. Elle a perdu plusieurs bœufs. On lui a dit : *pas la fièvre aphteuse sa*. Et ça fait mal au cœur et surtout, *li ene dan to parti em, sori mo dir sa ek toi*. Et puis pour l'éclairage des routes, ici même, j'avais posé la question et le *Deputy Commissioner* avait dit qu'on allait voir que les routes soient bien éclairées. Ce n'est pas parce que Marie Thérèse Agathe habite dans un contour mortel qu'il ne faut pas mettre un éclairage là. Par contre, au fond où il y a quelques maisons, deux lampadaires sur la route principale où les gens, on a eu beaucoup d'accidents, même des morts d'hommes, *pas pou mette leclairaz la*. Je ne sais pas comment. Et puis aussi, j'ai oublié de dire ça par rapport au déclaration pour le cyclone. On sollicite beaucoup le Comité village. Le Comité village est comme on dirait un petit Gouvernement *ha*. Est-ce qu'on ne peut pas revoir le système de déclaration, M. le Vice-président, vu qu'il y a les centres, ce sont les policiers qui vont prendre les déclarations. Est-ce que ça n'aurait pas été beaucoup plus facile de mettre des policiers dans un centre et puis faire les enregistrements et puis, les gens se dirigent là où il faut. Ce qui fait que beaucoup de personnes n'ont pas fait de déclaration. Maintenant... Oui, *parfois déclarer osi pa gagne narnien parski moi mo ti ale accompagne ene dimoune dir moi ki ou osi ? Mo ti ale l'agriculture selmen mwan*. Maintenant, par rapport à l'éducation, M. le Vice-président, le pré-primaire, dans le budget, on a dit qu'on allait recruter deux coordinateurs parce que si nous voulons vraiment que l'éducation fonctionne, il faut commencer par le pré-primaire. Est-ce que les enseignants de la maternelle ont vraiment des encadreurs ? Nous entendons dire, M. le Vice-président... On a entendu dire, M. le Vice-président, on a entendu dire. Je ne sais pas si c'est vrai, qu'on aura quelqu'un, un étranger pour venir encadrer les p'tit miss. Si vraiment, nous voulons que l'enfant grandisse bien avec sa culture, est-ce qu'un étranger pourra venir faire ça ? Maintenant, le primaire. Dans le primaire, on a dit que l'année prochaine, le créole sera enseigné, on aura des bouquins de la grade *one to six*. Mais parce que moi aussi, j'ai été enseignante, je me suis posée la question : mais on aura... les enfants de la grade six, qu'est-ce qu'ils vont faire ? Bouquin grade 1 ou bien grade 6 ? Est-ce qu'on pourra faire 1,2,3,4,5 ou bien fer zis 6 ? Mais comment est-ce que l'enfant va progresser ? Parce qu'il faudrait écrire le créole. C'est vrai qu'on peut faire les bouquins mais est-ce que si l'enfant n'a pas appris à compter, est-ce qu'il peut faire les multiplications ? Comment est-ce qu'on conçoit que l'année prochaine, on va enseigner le créole en grade 6 quand l'enfant en grade 6 n'a jamais appris le créole ? *On dirait zot apé mette saret devan bef*. Et puis, on a parlé de contextualisation. Mais parce que moi, j'ai travaillé dans les écoles catholiques, ça a toujours été fait ! Parce que je me rappelle, je crois, M. le Vice-président, beaucoup d'entre nous ici qui ont été dans le primaire, surtout au sixième, il y avait *sugarcane plantation*. C'était un thème très difficile à

enseigner. On a mis ça dans le contexte Rodriguais. Qu'est-ce que nous avons fait ? Nous faisons *maize plantation* ! On amène les enfants visiter, on fait de façon que tous les termes qui seront pris dans le livre soient enseignés aux enfants. Et puis, le *textbook* vient comme une ouverture parce que l'enfant Rodriguais ne pourra pas rester fermé sur lui-même. Donc, je me demande comment est-ce que ça va se faire. Et, M. le Vice-président, je vous assure qu'à Rodrigues, il y a des pédagogues qui savent comment faire ça. Il y en a beaucoup, beaucoup et beaucoup parce que moi, j'ai appris ça il y a plus de 15 ans avec d'autres collègues. Maintenant, toujours primaire. Avant, quand les enfants ne réussissaient pas en fin de cycle primaire, M. le Vice-président, on le faisait redoubler parce que peut-être pour une cause de maladie, il y a des enfants qui... Tous les enfants n'avancent pas au même pas. Il redoublait. Donc, quand l'enfant redouble une classe, automatiquement, il va acquérir quelques connaissances. Je parle sous la correction des enseignants, M. le Vice-président. Ces enfants qui n'ont pas réussi en primaire avec le *nine-year schooling*, ils vont au collège, ce n'est pas déjà perdu pour eux. Est-ce que vous savez, M. le Vice-président, au collège, j'ai rencontré des éducateurs qui m'ont dit il y a des enfants qui ne savent pas lire, qui ne savent pas écrire, qui ne savent pas l'alphabet. Est-ce que c'est au collège qu'on va leur apprendre ça ? Et puis, dans le budget aussi, on avait dit que pour ces enfants qui avaient des difficultés, on allait mettre une classe pilote à Pistache. Est-ce que ça a été fait ? Maintenant, cerise sur le gâteau. En secondaire, M. le Vice-président, avec ce *nine-year schooling*, veut dire on a commencé l'année dernière, cette année-ci. Il y a des enfants, vous savez, M. le Vice-président, ils étaient... Moi, je prends l'ancien modèle. Ils étaient en forme deux. Il y a des enfants qui ont réussi comme un seul sujet et quel sujet ? Parce qu'il est sportif, dans Physical Education. *Fail partout* ! Dans forme 3. Maintenant, je dis à la maman mais il faut demander. Mais je me suis renseigné. Je ne sais pas si les informations que j'ai eues sont vraies mais on m'a fait comprendre que cette année-ci, on ne pouvait pas doubler grade 8, veut dire forme 2. Maintenant, si un enfant n'a réussi qu'en *Physical Education*, vous le faites monter dans une classe supérieure, qu'est-ce que cet enfant-là va apprendre ? Il va s'ennuyer. *On dirait ou dir nou koze Allemand dan Parlement la. Ki sanla pou kav fer sa ?* Personne, M. le Vice-président. Il va être une nuisance au collège.

[Applause]

Mrs. M. T. Agathe: Une nuisance. Et puis, le « faite » que les enfants savent qu'on ne peut pas les punir, les professeurs parfois, ils sont dévoués. Moi, je ne crois pas qu'il y ait un seul éducateur qui voudrait qu'un de ses élèves échoue. Tous les éducateurs veulent que leurs élèves réussissent. Mais maintenant, quand l'enfant fait quelque chose de pas très bien, on ne peut pas trop gronder l'enfant. Taler trouve parents vini apé laguerre ek professere ou bien

maintenant, il y a un système, je ne sais pas si c'est dans tous les colleges. L'enfant quand il est insignifiant, il sait que les éducateurs n'ont presque pas de droit pour le corriger, il fait l'insignifiant par expresse pour être mis à la porte. Et puis, comme punition, on le laisse parfois une semaine, deux jours, trois jours à la maison. Déjà, il ne connaît rien, M. le Vice-président. On le laisse chez lui pendant tout ces jours-là. Mais quand il revient, qu'est-ce vous attendez de cet enfant-là ? Surtout ils sont à un âge un peu difficile. Et puis, il y a cette histoire de droit de l'enfant là. Je demanderais à Madame Franchette parce que je pense que ça doit être aussi pour elle un souci. Les enfants savent qu'ils ont des droits. Mais est-ce qu'ils savent qu'ils ont des devoirs. Je pense qu'il est grand temps de refaire ça. Je sais comme Madame a dit, les parents, *mais bane parents lamem, komen parents criye fort zot ale la police*. Moi, j'étais à l'école de Saint Esprit, M. le Vice-président. Un enfant avait été insignifiant. Vous savez qu'est-ce qu'il avait fait ? Il avait pris la calculatrice de son papa qui était un boutiquier, il avait emmené à l'école. Son professeur avait confisqué la calculatrice parce que en primaire, il faut que l'enfant apprenne à compter. Maintenant, en repartant, il fallait... il savait qu'il allait être corrigé par son papa. Il est revenu, il a cassé la fenêtre, il a repris la calculatrice. Le parent, je crois, lui a donné une raclée. Il est allé à la police. Nous avons dû intervenir pour que ce parent n'ait pas de problème. Donc, c'est vrai que les parents doivent éduquer les enfants mais les enfants, ils savent. Et puis, quand l'enfant est revenu à l'école le lendemain, qu'est-ce qu'il a dit, M. le Vice-président ? « *Ey, parent pa kav fer nou narnien. Demane mo papa ki line gagné laba. Veut dir lekol, professeur pou plis pa kapav.* » Donc, il faut les droits de l'enfant. Il faut parce qu'il y a des enfants qui sont vraiment maltraités comme ces deux enfants que j'ai cités plus tôt qui n'ont pas encore un extrait de naissance. Mais en même temps, il faut voir comment résonner les enfants. Je sais que c'est très, très, très, très difficile. Maintenant, concernant l'aide que les enfants recevaient de la NEF quand les enfants un petit peu, un peu plus démunies pour aller au collège, ce n'est pas de l'assistanat que je suis en train de demander mais simplement une question. Il y a les officiers qui sont sur Rodrigues qui vont visiter les parents qui font la demande qui sont sur leur registre social parce que quand on a eu l'émission à la radio, moi, j'aime écouter ça bien, alors, on a dit on prend en considération la maison, s'il y a des toilettes, si la maison est en dur, on prend tout ça en considération. Mais si un homme y travaille, il travaille. Il a fait construire sa maison mais il n'est pas, disons, il n'est pas travailleur de gouvernement, sa femme n'aura pas de pension, de pension mensuelle comme on dit ? Il a fait construire une maison. En arrivant là-bas, M. le Vice-président, parce que cette personne-là ait une maison, si la personne avait sa télévision, *bisin zet li* ? S'il avait sa toilette ? *Alors li enan la maison en dur, li enan toilette, li enan télévision, rayé la NEF*. Et puis, ce qui est drôle, regardez pour « la » coulage de la dalle. Tout les cas sont traités à Rodrigues. Mais nous voyons drôle comment pour la NEF, les cas sont traités à Maurice quand l'enquête est « fait » par les Rodriguais à Rodrigues, M. le Vice-

président. Donc, il faut revoir ça. Quand les personnes vont à la Sécurité sociale, on les dirige vers la NEF. *NEF dir Maurice, dossier ine perdi*. Il faut mettre un petit peu de sérieux ! Parce que dans ce rapport de l'audit là, nous allons revenir là-dessus. Parce que nous, moi et mon équipe, je parle beaucoup plus pour moi, je suis là pour collaborer pour faire avancer le pays mais quand on parle, on nous traite de tous les noms, de toutes sortes de noms : *zot pa compran, zot pa ine lir, zot pa narnien*. Et puis, on nous dit de collaborer mais quand même. Heureusement, il y a une ou deux personnes de l'autre côté qui ne sont pas tous comme ça mais il y en a qui sont vraiment, vraiment, vraiment, ils nous insultent parce que ça fait mal. Ça fait mal...

[Interruptions]

Mrs. M. T. Agathe: *Non, mo pa pou avoy zot promener* parce que je suis une aînée, on a dit qu'il faut nos aînés aident les jeunes à réfléchir. Parce qu'il y en a qui sont beaucoup plus jeunes que moi mais des fois, ils sont vraiment très insignifiants. Et puis, au collège, M. le Vice-président, il y avait un moment, on avait baissé les qualifications pour aller en HSC avec trois *credits*. *Ou kapav dir moi coman ene zanfan ine gagne 3 credits, M. le Vice-président, kapav ale fer HSC ?* Mais maintenant, *zenfan la pa pou aprane*. Avec trois crédits, on va en HSC mais maintenant, on a augmenté. Donc, les enfants, déjà, ils sont perdus. Et puis, il y a une autre histoire sur tout le secondaire. Je vais m'arrêter là-dessus parce que je n'allais pas parler beaucoup. *I shall try to be sweet and short*. Il faut bien réfléchir pour le choix des sujets, le choix des sujets parce que en fait, il y a mathématiques, je crois. Là, je n'ai pas trop mis en tête. Il y a Syllabus A et D. Si un enfant pense aller faire les mathématiques en HSC, il y a un syllabus que l'enfant ne peut pas prendre. On fait prendre ce syllabus-là parce que c'est beaucoup plus facile pour que l'enfant passe. Et puis arrivé en HSC, il est obligé de faire les mathématiques. Quand en forme 4, il n'a même pas fait l'*Additional Maths*. Comment est-ce qu'il va faire ? Comment est-ce que l'enfant va faire ? Il y a une enfant qui a été pénalisée à cause de ça parce que quand elle avait demandé de ne pas faire les mathématiques, on lui a dit que c'était obligatoire. Premier trimestre, non *midterm*, l'enfant gagne *ene point ladan*. La fin de l'année, deux points. On a été obligé de changer et l'enfant a perdu deux ans. Surtout dans les collèges REDCO, M. le Vice-président, le fait qu'il y ait plusieurs collèges, il faut que les enfants décident d'aller faire la HSC, les diriger vers les collèges où l'enfant pourront faire une bonne combinaison des sujets dans lesquels l'enfant va réussir. Toujours concernant le REDCO, il y a un *board of management*. Il faut. Il faut le board of management. Mais moi, je pense que sur ce board, il faut des personnes.... in education. You cannot take anybody because he is my friend or my colleague and put him on the board. He knows nothing! Il peut faire n'importe quoi et on a vu ça. Je ne vais pas aller plus loin. Donc, concernant le budget, je pense que ce mot « résilience » là a été choisi

intentionnellement pour dire aux Rodriguais *coute roche pe vini mo piti, serre sintir rode tole pou baré et puis, nou pou dir dimoune ine compran*. Allez dans la rue, demandez aux gens que veut dire résilience. *Shuuup, chup !* Non, je dis carême mais je n'ai pas insulté les gens. Quand on dit un mot, M. le Vice-président, il faut insulter. Moi, je n'ai insulté personne. Je n'ai insulté personne. Par rapport à l'agriculture, j'ajouterais cela, M. le Commissaire de l'agriculture doit entendre ça. Depuis l'année dernière, au bureau des trèfles, il y avait un moulin pour écraser le maïs qui a été réparé. Vous savez, il y a des vieilles personnes, surtout ceux, les personnes qui ont le diabète, ils mangent le maïs. *Ale Trèfles pou moudre maille, M. le Vice-président. Et dan moulin, penan la salle pou mette moulin la. On repart. Enan moulin, penan operateur. Ale Citronelle* pour aller moudre 25 livres de maïs, il faut payer une journée d'un homme, payer le transport. Ça revient beaucoup plus cher que le maïs. Donc, on dit on va vers les gens, on fait souffrir les gens. Je pense que M. le Commissaire de l'agriculture prend note de ça. Et puis, en concernant toujours l'agriculture, il y a des vieilles personnes qui pratiquent l'agriculture, maintenant, qui ne peuvent plus. Qui ne peuvent plus mais les techniciens, je n'ai jamais vu un technicien depuis bien, bien longtemps. Les techniciens, qu'est-ce qu'ils font ? Moi, je pense que si on pratique l'agriculture, les techniciens doivent descendre dans les carreaux pour visiter. Ça ne se fait pas. Donc, je demanderai au Commissaire de l'agriculture de revoir ce bureau de Trèfles si ça sert toujours à quelque chose ou non, de le fermer. Merci, M. le Vice-président.

[Applause]

The Deputy Chairperson : With these words, I suspend the House for one hour for dinner.

At 8.12 p.m., the sitting was suspended for one hour.

On resuming at 9.22 p.m. with the Chairperson in the Chair.

Madam Chairperson: Yes, someone from government.

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): Madame la présidente, je voudrais avant tout, exprimer ma grande fierté d'appartenir à cette équipe de la majorité dirigée par le Chef Commissaire, M. Louis Serge Clair, et je m'associe aussi à mes collègues pour le féliciter à mon tour pour la présentation de son budget de continuité pour la prochaine année financière 2019/2020, d'avoir su encore une fois écouter le peuple de Rodrigues et présenter un budget qui répond à l'attente de nos concitoyens. Ceci cadre dans une démarche de continuer à rendre notre société meilleure là où il fait bon vivre.

Mais avant de continuer, je vais venir à deux petits remarques que certains Membres de la minorité ont faites. Le Membre Reddy Augustin, qui avait dit qu'il y avait un problème le 27 mars 2019 à propos de quelqu'un qui a fait un accident vers minuit et que l'ambulance est arrivée deux heures plus tard, 17 mars. Mais heureusement qu'il y avait des pompiers là, je félicite les pompiers. Mais là pour un Membre Respecté de l'Assemblée qui n'a pas donné suite à quelqu'un en danger, je lui dis que c'est punissable par la loi. Là, je lui dis s'il y a un problème, il peut faire une plainte à la Commission. (*La li coné, li coné apré*).

Et, je vais venir Membre Volbert, concernant le Subsistence Allowance et ... enfin tous les Membres de la minorité ont dit que le Rs 300 ce n'est pas suffisant. Même si on dit, j'ai dit que le Membre de la Minorité, certains Membres de la minorité, même si on a mis Rs 500, ils vont dire que ce n'est pas suffisant, Rs 2,000 ils vont dire ce n'est pas suffisant. Alors, ils ne comprennent rien de ce budget.

Et pour les déchets médicaux, j'aurais voulu lui demander, qu'est-ce qu'il aurait fait à ma place, s'il y avait un problème avec un incinérateur ? Et ce problème d'incinérateur ne date pas d'aujourd'hui, date depuis des siècles et des siècles, depuis que le MR était là aussi.

A propos des Midwives, je me demande si le MR pendant qu'ils étaient au pouvoir ont recrutés des Midwives ? Mais ça pour le proposal, les Midwives – there was a proposal made by the RRA to merge the post of Midwife and Senior Midwife to Midwife/Senior Midwife. This would enable all Midwives to benefit four increments automatically once they attain top salary. But unfortunately, this proposal was rejected by the union. The number of post of Senior Midwife was three when MR just left power. Regional Government OPR brought the number of Midwife to 13 in 2015 at one go. Once again, we intend to propose during the next PRB the merging of the post of Midwife to Midwife/Senior Midwife so that when a Midwife reaches top salary, she can benefit from four increments in the scale of Senior Midwife. The proposal will be made subject to the agreement of the officers concerned and their Trade Unions.

For the post of Ward Manager, in fact, it is in the Budget 2018-2019 but the officers concerned should doit attendre encore un peu avant que nous lançons la procédure pour la promotion. Pour le Dentiste à La Ferme, nous avons demandé le remplacement d'un Dentiste qui était parti pour Maurice mais actuellement même au Ministère de la Santé, il y a un manque de Dentiste. Ce n'est que maintenant qu'ils font des recrutements. Et, dès que le recrutement sera fait nous aurons notre Dentiste à nous.

Pour le transfert des staffs, administration et finance à l'hôpital de Crève Cœur, cela nous l'avons fait dans un but que ça va aider la Commission dans les décisions administratifs et médical.

Pour la question de Mauritius staff. C'est vrai, le but de demander quelques aides à Maurice pour des Nursing Officers, c'était pour compenser le manque que nous en avons. Mais pour dire que nous n'envoyons pas nos officiers pour des formations à Maurice. C'est faux. Là où il y a des formations, nous envoyons nos officiers mais on ne peut pas envoyer des officiers, des Nursing Officers, tous les Nursing Officers à Maurice, par dizaine, par quinzaine pour suivre des cours.

Et, concernant le Membre Félicité, il a dit qu'il a un manque de jeux, manque de loisir dans les Centre Communautaires. Je me demande s'il est membre dans le Centre Communautaire de son village, dans son Comité Village ? Je lui demande de prendre les règlements des Comités des Villages et de lire pour voir qui doit organiser ces jeux ? Ce n'est pas la Commission de Développement Communautaire, qui doit envoyer ces employés là-bas pour dire, bon on va jouer au domino aujourd'hui, on va jouer *carome* aujourd'hui. C'est au Comité Village d'organiser ces jeux. Peut-être qu'il doit entrer, faire membre dans un Comité Village s'il n'est pas pour le moment.

Après le discours du Chef Commissaire le vendredi 22 mars dernier, j'ai été dans plusieurs endroits à travers le pays, pendant le weekend cyclonique. Et, la semaine dernière, j'ai pu constater avec beaucoup de satisfaction et de fierté le bon sentiment qui règne parmi la population suite à la présentation du Discours Budget. Ce que j'ai entendu contredit la réaction et les commentaires du Minority Leader à la radio et à la télévision le vendredi 22 mars 2019. Et aussi, les commentaires de ses collègues aujourd'hui.

Encore une fois, Madame la présidente, *d'année en année vini même chanson*. La Minorité n'a rien compris aux budgets, soit ils n'ont pas très bien écouté, soit il y a eu un autre problème. Ce Budget a été réalisé avec la démocratie participative du peuple de Rodrigues, à travers la société civile. Jamais un budget capital, n'a atteint la somme de Rs 975 million. Même pas *l'ère tibato ki ti au pouvoir 2006 à 2011*. Qui dit mieux ? Qui dit mieux ? Personne. Ce n'est qu'à l'OPR que ça arrive.

Ce qu'on a entendu ces derniers temps au parlement, tous les membres de la minorité croient que nous sommes tous corrompus. Ils crient tous au loup et jamais pas de loup. Ils crient tout le temps, Juicy Business croyant que nous faisons du business avec l'argent de l'Assemblée Régionale. Ils ont tort. Ils croient qu'on travaille comme ceux de 2006 à 2011. Pourquoi ils n'aillent pas aux

institutions responsables de combattre la fraude et la corruption comme la Police et à L'ICAC ?

Si on est toujours là, ça veut dire qu'ils sont en train de faire du *bla bla bla*. *Cheap politics*, de la bassesse, salir la réputation des Commissaires. A commencer par moi. Quand j'étais au Infrastructure, j'avais des camions, des excavateurs et j'en passe. Je suis toujours là. Leurs démagogues m'ont donné une force exceptionnelle. Ils veulent à tout prix prendre le pouvoir. Choisir le Parlement Régional pour venir débattre motion de blâme contre ceci contre cela. Ils savaient que leur motion sera rejetée. Ils ne savent pas attendre les élections.

Madame la présidente, depuis que l'Organisation du Peuple de Rodrigues est au pouvoir nous avons toujours œuvré pour le bien-être de tous nos concitoyens et le développement de Rodrigues. Lorsque nous avons acquis notre deuxième mandat consécutif en 2017, notre premier budget avait pour thème : 'Franchir une nouvelle étape'.

Il y a eu beaucoup de réalisations dans tous les secteurs du développement tant social et économique. Les résultats sont nombreux et palpables et il n'est pas nécessaire pour moi de les démontrer ici. Les Rodriguais ont vécu, ont vu et voient toujours le bon travail.

Madame la présidente, le thème du budget pour l'année en cours : « *Le Rodriguais Catalyseur de son développement* » est une suite logique du Budget 2017/2018. Beaucoup de mesures sont en train d'être complétées afin de permettre chaque citoyen de participer activement dans le processus du développement de Rodrigues. Il y a beaucoup de grandes réalisations qui représentent maintenant des acquis qui vont permettre une accélération significative vers le progrès.

Là, je fais référence aux gros projets qui ont été réalisés dans le domaine de l'informatique, le câble fibre, la nouvelle piste pour l'aéroport de Plaine qui va booster le secteur de l'économie et du tourisme, projet de l'agrandissement du port, la mise en place d'un parc de technopole pour favoriser l'accroissement des petites et moyennes entreprises et la finalisation du plan directeur pour l'hôpital de Crève-Cœur.

Tous les Rodriguais, tout Rodrigues reconnaît le bon travail que ce gouvernement régional est en train de faire depuis 2012. Il y a seulement ceux de l'autre côté de la Chambre qui ne voit pas, qui ne veulent pas voir. Est-ce qu'ils sont aveugles ? Ils n'acceptent pas de voir la vérité en face.

Le Mouvement Rodriguais était au pouvoir de 2006 à 2011 après leur coup de méchanceté, leur coup de transfuge. Au lieu de travailler pour cette population, ils avaient préféré regarder leur bien-être et c'est pourquoi ils ont été mis hors circuit par le peuple qu'ils ont roulé dans la farine pendant cinq ans et demi, d'août 2006 à février 2012.

On est en train d'étudier et on a vu que dans chaque commission, ils ont des *whistle blowers*, ils ont des martins qui travaillent pour la minorité. (*Martin ki mange papaye-là*). Tous les staffs de l'Assemblée Régionale doit être fidèles en toute âme et conscience pour le gouvernement du jour. Il y a certains des officiers qui font fi du règlement du code éthique. Mais nous connaissons ces martins.

En ce moment le Mouvement Rodriguais est bouleversé par l'arrivée d'un autre parti politique dans l'île. Un parti politique qui vient de l'île Maurice avec la participation des jeunes rodriguais, qui ne connaissent pas l'histoire de ce parti qui avait ensorcelé les rodriguais avec du vin La Cloche. La venue de ce parti leur fera du dommage et ils le savent très bien. Tous les mardis nous voyons des gimmicks à la télévision. Les Rodriguais ont en a marre de leurs conférences de presse à la con.

Madame la présidente, le thème du budget pour la prochaine année financière est bien choisi car toutes ces réalisations représentent des acquis que nous devons maintenant sauvegardés pour plus de résilience écologique et économique et atteindre notre objectif de développement durable.

Dans cette perspective, le Chef Commissaire a su écouter et comprendre les attentes de la population surtout en ce qui concerne la santé, le secteur de la santé, pardon. Je note avec beaucoup de satisfaction qu'il y a une augmentation de la dotation budgétaire allouée à la santé pour la prochaine année budgétaire, passant de Rs 31 million à Rs 64 million pour continuer le bon travail déjà commencer.

Madame la présidente, c'est un fait indéniable que notre santé est notre bien le plus précieux. En même temps il faut reconnaître qu'elle demeure fragile si on ne fait pas attention. La vision de ce gouvernement est d'avoir une population Rodriguaise en bonne et parfaite santé et forte de sa résilience face aux impacts du changement climatique et aux défis sociaux. C'est pour cela que ma Commission s'est engagée pour dépasser toutes contraintes dans la mesure de notre possibilité afin d'avoir un service de santé efficace, de proximité, de qualité et qui inspire confiance.

Madame la présidente, les initiatives ont été prises durant la présente année financière dans les différents domaines de mon portfolio, notamment la Santé, le Développement Communautaire, le Service des Pompes à Incendie, et la Météorologie entre autres.

Maintenant, je vais répondre au Minority Leader qui a parlé du Master Plan. Je vais lui dire que Rome n'était pas construit en un jour. L'implémentation de la Phase I du Plan Directeur de l'hôpital de Queen Elizabeth à Crève-Cœur comprendra les activités suivantes :

- (1) La rénovation et la réorganisation du Bâtiment Administratif pour assurer une meilleur planification et fonctionnalité des différents services existants au rez-de-chaussée. Cela impliquera les travaux suivants en cours et seront complétés avant la fin de cette année budgétaire :
 - (i) Le laboratoire va être transféré au premier étage du bâtiment administratif d'ici la fin de mai 2019. Un contrat de Rs 3,940,000 a été alloué pour un escalier de secours et des partitions pour que les techniciens de laboratoire puissent mieux faire leurs travaux afin d'offrir un service de qualité à nos patients.
 - (ii) La rénovation du bâtiment abritant le laboratoire actuellement pour y Reloger temporairement les différents services actuellement au rez-de-chaussée du bâtiment administratifs afin de permettre sa réorganisation.
- (2) La rénovation et la réorganisation du bloc de la Maternité pour la mise en place d'une nouvelle salle d'opération et d'autres services. Cela comprendra aussi la réhabilitation du sous-sol afin d'optimiser l'espace existante pour accueillir des bureaux et services.

Pendant la Phase I, il est aussi prévu que certains bâtiments existants seront démolis pour permettre la construction d'un nouveau complexe pour abriter des services additionnels qui comprendront :

- 4 salles d'Operations, 2 nouveaux Wards avec une capacité de 142 lits, un nouveau ICU (15 lits), des salles d'isolatoire pour les maladies contagieuses et une unité d'urgence entre autres.
- Une provision de Rs 4 million a été faite dans un premier temps par le Chef Commissaire pour la préparation des dessins

d'architecture et des documents d'appel d'offres par le consultant. Et, j'ai le plaisir d'annoncer que le consultant Indien HHTC sera à Rodrigues le 10 de ce mois, la semaine prochaine pour commencer le travail pour les appels d'offres et les dessins d'architectures. Nous envisageons de compléter la première phase de la rénovation du nouveau l'hôpital de Crève-Cœur en Juin 2022.

Comme annoncé dans le budget 2018/2019 les projets suivants ont été complétés avant la fin de cette année budgétaire :

- L'hôpital de Queen Elizabeth de Crève-Cœur et ses alentours ont beaucoup souffert des eaux usées non traitées depuis plusieurs années. Depuis mon arrivé à la Commission de la Santé, je me suis fait un devoir de prendre ce dossier en main. Un contrat de Rs 18 million pour la mise en place d'une station de traitement des eaux usées en 2018. Mais les travaux ont accusé beaucoup de retard. Mais on espère que les travaux seront complétés très bientôt.
- Le Centre de Santé Communautaire de Petit Gabriel a été rénové au coût de Rs 3,8 million pour un environnement agréable pour accueillir les patients de Petit Gabriel et des villages d'alentours. Quatre autres Centres de Santé Communautaires à savoir :
 - Roche Bon Dieu, Rivière Coco, Port Sud Est et Cascade Jean Louis seront rénover. Ces Centres de Santé pourront mieux accueillir les médecins de familles qui seront recrutés pour mieux apporter leurs soutiens aux personnes malades.

La Commission de la Santé a fait acquisition de deux incinérateurs pour l'hôpital de Crève-Cœur et le Centre de Santé de La Ferme pour une meilleure gestion de déchets médicaux qui répond aux normes environnementales. Mais suite à des problèmes techniques, l'incinérateur de la Ferme ne peut pas continuer à opéré et ceci sera transféré à l'hôpital de Crève-Cœur.

Madame la présidente, ce gouvernement régional avait promis une carte de santé de famille. Mais on a fait mieux en allouant un contrat de plus de Rs 17 million à la Firme State Informatics Ltd. pour la mise en application d'un programme, le E Health pour La Commission de La Santé de Rodrigues. Ce contrat a été alloué depuis octobre de l'année dernière et les travaux ont déjà débuté et la première phase sera complétée avant la fin de l'année 2019. Le e-Health nous mènera vers un service de santé intelligent, le Rodrigues Smart

Health System. Le E-Health est l'outil nécessaire pour améliorer et résoudre les faiblesses de notre system de santé. Bientôt fini les dossiers égarer. Quand un patient va à l'hôpital on lui dit que son dossier est égaré, ses résultats sanguins sont perdus seront autre chose du passé. Moins de papasserie, tout sera informatiser.

Le E-Health va permettre une meilleure gestion du stock de médicaments et autres consommables. Le médecin saura quels médicaments sont en stock ou quelle alternance il faut donner. Contrôler mieux les rendez-vous des patients. Avoir un meilleur sur un control des salles d'admissions. Les dossiers ne feront plus de va et vient entre l'hôpital de Crève-Cœur et les Centres de Santé de La Ferme et de Mont Lubin. Tous les dossiers seront informatisés.

Madame la présidente, une mesure budgétaire 2018/2019 que nous avons déjà mise en application, c'est LI révision des horaires des visites aux patients le matin. Les parents qui rendent visites aux patients le matin sont très satisfaits de cette mesure. Horaire des visites le matin, c'est de 06hr15 à 07hr15. Auparavant c'était de 06hr30 à 07hr00. Tous ceux qui ont à visiter leurs proches à l'hôpital à Rodrigues sont très heureux d'avoir quelques minutes en plus pour s'occuper et parler, s'enquérir de la santé de leurs proches admis à l'hôpital.

Nous avons aussi pu rénover la salle des dames, le Female Ward pour sa conversion en une salle de chirurgie et orthopédique pour les hommes. Le nombre de lit pour les hommes passe de 28 à 48 avec l'ouverture de la nouvelle salle pour les hommes.

Beaucoup de temps se perde à l'hôpital lorsqu'un patient arrivent à l'hôpital pour un rendez avec son médecin/spécialiste. Un système de rendez-vous à des heures alterner d'au moins 15 minutes à 30 minutes a été mise en place. C'est aussi une mesure budgétaire du Chef Commissaire pour l'année 2018/2019 qui a été mis en application. C'est la réorganisation des rendez-vous médicaux des patients.

Beaucoup se sont plaints du service de l'hygiène à l'hôpital de Crève Cœur. Mesure annoncé, mesure mise en application dans le Discours du Chef Commissaire pour l'année 2018- 2019. Les nettoyages des toilettes et des salles de bains ont été privatisés depuis l'année dernière et l'environnement est plaisant. Tous les personnels et les patients sont unanimes à dire que ces changements sont visibles et que c'est notre hôpital qui en sorte gagnant.

Auparavant c'était l'anarchie dans l'enceinte de l'hôpital de Crève-Cœur où n'importe qui, n'importe quand des voitures entrent jusqu'au Maternity Block. Cette situation était désagréable et à n'importe quel moment un accident pourrait

arriver. Pendant l'année financière, décision a été prise par ma Commission d'allouer un contrat pour le service de sécurité pour mieux assurer le bien être des patients et le personnel de service, et le control des véhicules entrant et sortant de l'hôpital.

Autre mesure de ce budget appliquée par la Commission de la Santé, c'est la privatisation d'un système de transport. Un transport privé pour le retour des patients à la maison et aussi pour cadre administratif.

Madame la présidente, pour la nouvelle année financière 2019/2020 nous comptons maintenir le cap. Notre cheval de bataille sera la lutte contre les maladies non transmissibles et la lutte contre le cancer. Une Unité dédiée aux maladies non transmissible a été mise en place qui focalisera non seulement sur les cliniques mais aussi sur les préventions des maladies non transmissibles. L'objectif principal de ce NCD Secrétariat est d'améliorer la santé, le bien-être et la qualité de la vie de notre population par le biais de diverses stratégies, des activités d'habilitation, de sensibilisation, d'éducation et de conseil. Cette unité aura la tâche de réduire le taux des maladies non transmissibles

Le Secrétariat a été renforcé en termes du personnel et la nomination d'un Community Physician, la première femme Rodriguaise en la personne de Mme. Arlette Drack St Pierre. La nomination de Mme. St Pierre Drack est le fruit de la vision du Chef Commissaire qui a lutté pour l'amélioration du service de Santé et pour la Rodriganisation. Cette unité est dotée d'un personnel qualifié en matière de lutte contre les maladies non transmissibles.

De nos jours, avec des changements et les habitudes dans les schémas environnementaux et sociaux, nous sommes confrontés à des nouveaux défis en matière de santé. Les maladies non transmissibles, y compris le diabète, l'hypertension, le cholestérol, les maladies cardiovasculaires et d'autres maladies apparentées ont atteint un état alarmant. Il y a environ 6,000 patients qui sont en rendez-vous avec la Santé pour les maladies non transmissibles. Ces chiffres sont très alarmants et les impacts d'une telle incidence élevée de maladies non transmissible sur notre société sont des causes sérieuses de notre préoccupation.

Madame la présidente, les tendances susmentionnées doivent être abordées et renversées à tout prix afin d'éviter que les personnes souffrent, de réduire les coûts des services de santé et de promouvoir le bon état de santé de la population tout en assurant leur contribution au développement économique de Rodrigues. Ma commission a pour objectif de réduire le pourcentage de population souffrant de la maladie non transmissible qui était de 17% en 2016 de réduire cela à 5% d'ici l'année 2030.

A travers la mise en place d'une unité de maladie non transmissibles à l'hôpital de Crêve-Coeur, des campagnes de dépistage, de sensibilisation massives et d'éducation sont menées sur la prévalence de ces maladies. Ainsi nous ciblons les écoles primaires et secondaires, les différents lieux de travail tels que des hôtels pour permettre aux employés qui n'ont pas assez de temps pour fréquenter l'hôpital de faire le dépistage de ces maladies.

De plus, afin d'être plus près de la population et pour mieux les sensibiliser, ma Commission travaille en étroite collaboration avec les organisations non-gouvernemental tels que l'association Diabetic Pro, l'association Lumière et Vie, le groupe Avec Ou l'Association, le CRAC anti-Drug et le RCSS, entre autres pour mieux renforcer notre lutte contre les maladies non transmissibles.

La lutte contre la prolifération du VIH/SIDA. Depuis avril 2009, le Rodrigues AIDS Secrétariat joue un rôle très important dans la promotion des connaissances et la sensibilisation sur le HIV/SIDA à Rodrigues. A travers les différentes activités telles que la sensibilisation régulière dans les écoles, le dépistage au niveau des villages, et sur les lieux de travaux, le AIDS Unit s'engage de lutter contre la prolifération du VIH/SIDA à Rodrigues. A ce jour, 5438 personnes ont participé à l'exercice de dépistage et ceci a permis de détecter 15 nouveaux cas. Le nombre total de cas détectés de 1998 à ce jour est de 101 et il y a actuellement 97 patients qui suivent le traitement, quatre sont dans la nature.

Madame la présidente, l'objectif de ma Commission est de ramener le nombre de patients atteints de SIDA à zéro d'ici 2030. Le Ministère de la Santé et de la Qualité de la Vie nous a fait don d'un appareil CD4 qui nous permet actuellement de mieux évaluer le traitement de la maladie. L'ONUSIDA dirige l'effort mondial pour mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2020. Conformément à l'objectif 90-90-90 de L'ONUSIDA, le AIDS Unit travail sur un projet qui est très ambitieux d'ici 2025. 90% de toutes les personnes vivant avec le VIH connaîtront leur séropositivité. 90% des personnes atteintes d'une infection par le VIH recevront un traitement antirétroviral soutenu. 90% de toutes les personnes recevant un traitement antirétroviral auront une suppression virale.

Madame la présidente, ma Commission prend l'engagement d'offrir le meilleur service possible à la population. Ainsi nous allons intensifier nos programmes de sensibilisation et de dépistage des maladies transmissible à travers l'île. Des campagnes très réguliers seront organisé dans les écoles secondaires, les lieux de travail, les associations féminines, les clubs de jeunes, les villages, les groupes d'hommes et aussi chaque trois mois une campagne de dépistage est prévu au marché de Port Mathurin et tout cela se fait dans la confidentialité.

Madame la présidente, pour l'année en cours, ces campagnes nous a permis de détecter trois nouveaux cas au niveau du village et un cas sur le lieu de travail. Dans l'optique de réaliser notre objectif, des clubs sur les maladies sexuellement transmissibles seront mise en place dans les écoles secondaires afin d'accroître la sensibilisation sur ces maladies. Encore plus, à travers les financements offerts par le UNFPA, le AIDS Unit entamera une formation pousser des agents communautaires en vue de la mise en œuvre de la sensibilisation et du dépistage des portes à portes dans les villages.

Le service de santé a été décentralisé vers les communautés villageoises à travers le pays en mettant en place un service de conseil et de suivi à travers les agents de santé avec la collaboration du Rodrigues Council of Social Services. Ceci sera étoffé d'ici l'année prochaine avec le recrutement de cinq médecins de familles qui agiront sur une base pilote.

L'éducation et la sensibilisation de la population se font aussi à travers le media. La MBC fait un bon travail dans ce domaine. Un sujet est traité chaque semaine par un journaliste et un médecin. Un service d'accueil a été mise en place à l'hôpital de Crève-Cœur pour mieux guider les patients vers le service. Un Health Advisory Board a été mis en place pour que nos partenaires sociaux soient mises en contribution au niveau du service de santé. Ce Board a une attribution spécifique. Il aura pour tâche de conseiller le Commissaire de la Santé sur des problèmes spécifiques.

La lutte contre le Cancer. Madame la présidente, plus de 3000 femmes ont été dépistées pour le cancer du col de l'Utérus en deux phases. La troisième phase pour le dépistage du cancer du col de l'utérus se poursuivra très bientôt avec la collaboration du Ministère de la Santé. On espère que toutes les femmes de Rodrigues seront parties prenante dans cette troisième phase de dépistage. *Tout banne madame bizin prends compte zot la santé.*

Les associations 'Lumière et vie' et 'Avec Ou' continuent à faire un travail formidable pour la sensibilisation et à faire du dépistage du cancer de seins et les autres cancers aussi.

Madame la présidente, on a constaté que beaucoup de personnes demandeurs de service pour les soins de yeux est en hausse. Nous allons pratiquer une politique de prévention et de correction précoce à partir l'âge de cinq ans. Ma Commission continuera à consolider et à faire l'acquisition des équipements modernes pour l'intervention chirurgicale des yeux. Nous avons reçu un appareil laser du ministère de la santé.

Je tiens à remercier le Teaching Eye Surgery de la Suisse qui a mis à notre disposition aussi des nouveaux équipements de haute technologies pour les opérations des yeux à Rodrigues. Et aussi, le Teaching Eye Surgery, est en train de financer pour les élèves du primaire pour des lunettes et ça se fait à Rodrigues même pour une 60 d'élèves.

Des exercices appel d'offres pour l'achat des équipements pour les besoins de neurochirurgie et d'un appareil de radiographie pour l'hôpital de Crève-Cœur sont en cour de finalisation et les contrats relatifs seront alloués très bientôt. Une somme de Rs 9.5 million a été faite dans le budget 2019/2020 pour l'acquisition d'un appareil de mammographie, que nous avons promis depuis avant pour aider à combattre le cancer du sein en un dépistage précoce.

Madame la présidente, dans aucun pays au monde, il y a une route qui traverse un hôpital. Il existe un réel danger pour les patients et même les membres du publique. La route pour les autobus doit être déviée pour permettre la fermeture de la route publique traversant l'hôpital de Crève-Cœur.

Pour le confort des patients pendant les périodes chaudes des *Air Conditioners* ont été installées dans tous les Wards, excepté à la salle Pédiatrie. L'ex salle de pédiatrie pour les enfants, situant au premier étage du bâtiment de la Maternité a été réaménagé à la conversion pour une nouvelle salle pour les dames. Bientôt, nous allons ouvert une deuxième salle, un deuxième centre de dialyse a La Ferme pour mieux avoir un back up si on a des problèmes avec les dialyse. Mais je ne vais pas m'attarder encore sur les dialyses car on a parlé beaucoup dessus.

Madame la présidente, le gouvernement tient à Cœur la santé des Rodriguais. En 2004 les premières bourses médicales octroyés par le Chef Commissaire d'alors et toujours Chef Commissaire aujourd'hui. Des bourses en médecines ont aussi été offertes à nos étudiants qui ont terminé leurs études secondaires jusqu'à ce jour.

C'est grâce à la vision du Chef Commissaire que nous avons notre première dame, notre première docteur, Community Physician, spécialiste qui prendra bientôt ces fonctions ici à Rodrigues et sera en charge du NCD Secrétariat.

Déjà, deux médecins Rodriguais ont terminé leurs études de spécialisation en médecine interne et en psychiatrie respectivement. Ils seront postés dans les hôpitaux à Maurice pour acquérir plus d'expérience pour le besoin de leur accréditation en tant que spécialiste auprès du Conseil de l'ordre des Médecins.

Financement a été alloué par le Chef Commissaire dans son Budget de 2019-2020 où deux bourses d'études en médecine pour cette année. Ces deux étudiants pourront suivre leurs cours en médecine au SSR Medical School ou là où ils voudront aller étudier dans n'importe quelle université à l'extérieur de Maurice. Et ce n'est pas fini. Le Chef Commissaire a bien voulu faire provision du financement de trois bourses pour la spécialisation de nos médecins. C'est avec un très grand plaisir que j'annonce que trois de nos médecins Rodriguais partiront en Malaisie pour suivre des cours en Gynécologie, l'Orthopédie et la Pédiatrique. Un Protocol d'accord a déjà été signé dans ce sens et les trois médecins partiront pour leurs études supérieures en septembre de cette année.

Depuis 2012 nous avons recruté 182 personnels Rodriguais dont 10 médecins, 2 dentistes, 47 Nursing Officers et 123 postes au niveau paramédicale.

Madame la présidente, je me réjouis qu'au sein de ma Commission, nous avons été à la hauteur de nos responsabilités même si ceux de l'autre côté de cette Auguste Assemblée trouvent qu'il n'y a rien de concret. Mais le peuple voit. Pendant la prochaine année financière nous allons poursuivre nos efforts en faisant ces grands axes suivants notre priorité :

- Premièrement, le renforcement des capacités de nos cadres médicales et non-médicales à travers une formation continue et le recrutement des cadres additionnels à plusieurs niveaux.
- Un programme de consolidation a été entamé dans le but d'améliorer le service dans l'hôpital et les Centres de Santé Communautaires.
- Ma Commission entamera des discussions avec le Ministère de la Santé pour une formation spécialisée des infirmiers/infirmières dans différents domaines tel que la dialyse, la cardiologie, l'ophtalmologie et des maladies non transmissibles en autres pour une meilleure prise en charges des patients.

Madame la présidente, nous envisageons aussi d'organiser une formation pour nos Ward Managers pour une meilleure gestion de nos wards dans nos hôpitaux. Dans cette perspective, je salue la création de trois postes additionnelle de Hospital Administrative Assistant qui seront postés aux Centre de Santé de Zita Jean Louis de Mont Lubin et au Centre de Santé de La Ferme et aussi dans les autres centres qui s'occupera des 14 Centres de Santé Communautaires.

A la Commission, nous sommes pourvus d'équipements additionnels de haute technologie afin de hausser le niveau de service offert à la population. C'est ainsi que nous avons augmenté des appareils de dialyse depuis 2012.

Le CT Scan en 2014 et un appareil d’X-Ray à Mont Lubin en 2017 avec l’aide de la MCB Forward Foundation. Nous projetons d’installer un autre appareil de X Ray au Centre de Santé de La Ferme toujours avec le concours financier de la Mauritius Commercial Bank.

Madame la présidente, Rodrigues a une population vieillissante. Et quand on est vieux notre corps ne réagit pas comme quand on est jeune. On tombe malade plus souvent et plus facilement. C’est pour la raison de laquelle qu’on voit beaucoup plus de patients dans notre hôpital dans notre centre de santé, et des centres de santé communautaire.

Madame la présidente, pour offrir un service de qualité aux patients de Petit Gabriel... non ça j’ai déjà parlé, je m’excuse.

La Commission de Développement Communautaire reconnaît le bon travail du Rodrigues Council of Social Services dans le développement de Rodrigues. A travers ses agents de santé communautaires des villages, un très grand travail se fait pour la conscientisation des villageois. Pour le bon travail que fait la RCSS leur subvention allouée passe de Rs 500,000 à Rs 1 million. Rs 1.5 million. Cette allocation supplémentaire sera utilisée pour renforcer leur personnel et l’implémentation d’un nouveau projet ‘Nou Zoli Villages’ entre autres.

Aussi concernant le Service de Santé, un danger potentiel nous guette. L’épisode de la fièvre Dengue. Un comité de suivi a été institué pour l’île Rodrigues entier. Du port à l’aéroport et avec l’arrivée des passagers venant de la Réunion et même peut être de Maurice on doit contrôler, on doit être très vigilant. Les Rodriguais sont conscients de la capacité de la fièvre aphteuse à travers les messages à la radio et à la télévision.

Les Rodriguais ont encore l’esprit, l’épisode de *Chikungunya* en 2006. Les Rodriguais ne veulent pas revivre ces épisodes-là. Nous veillerons au grain sur tous les passagers venant de l’île Maurice et de la Réunion. Un Protocole sera mis en place pour que tous les passagers arrivant à Rodrigues doivent soumettre le Health Card qui leur sera soumis par l’hôtesse de l’air ou le steward en arrivant à Rodrigues.

Madame la présidente, le Service des Pompes à Incendies et le Rodrigues Emergency Operating Command auront bientôt leur station principale et leur centre de commandement à Mon Plaisir. Cette station de pompe à incendie sera très bénéfique pour la population de Rodrigues en cas de feu ou de catastrophe naturelle ou d’un accident. Les accidents deviennent de plus en plus fréquents

aux développements exponentiels de nos réseaux routiers. Les pompiers seront au centre de Rodrigues. Cela leur fera économiser beaucoup de temps dans leur travail pour sauver des vies. Rodrigues étant une île montagneuse, les feux de forêts propagent très vite, d'où la nécessité d'être très vigilant afin de protéger notre faune et notre flore car sans la forêt, c'est la sécheresse et l'érosion.

Madame la présidente, la Station Météorologique de Pointe Canon sera renouvelée. En ce temps où le changement climatique se fait de plus en plus sentir, nous avons besoin des données précises pour mieux savoir la vitesse du vent, la pluviométrie dans plusieurs régions de l'île. Dans ce contexte une station automatique de la météo a été installée à Montagne du Sable afin d'avoir des données précises en ce qui concerne le temps. Pour la prochaine année budgétaire trois stations automatiques de la météo seront installées à Rivière Banane, Port Sud Est et Montagne Cabris Corail.

Le but d'installer ces stations automatiques de la météo est de surveiller les éléments du temps dans des conditions défavorables, comme des flashs flood et aussi pour minimiser les cas d'accidents et la perte de vie. Ces données permettront aussi au Rodrigues Emergency Operations Command de prendre des décisions rapides et efficaces.

Madame la présidente, encore une fois, je félicite le Chef Commissaire pour son budget et je remercie aussi mes collègues. Je remercie le Chef de Département et tous les officiers de la Commission pour la préparation pour l'aide à apporter à ce budget. Je vous remercie, Madame la présidente.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. Someone from Government side.

The Commissioner for Social Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): Merci, Madame la présidente. Je suis heureux une nouvelle fois de pouvoir participer à ce débat dans le cadre du 8^{ème} Budget présenté par le Chef Commissaire ici-même à l'Assemblée Régionale le 22 mars dernier. Et d'ailleurs, je profite une nouvelle fois pour féliciter le Chef Commissaire parce que je pense que c'est un record de présenter huit budgets consécutif. Donc, ça démontre que le peuple de Rodrigues fait conscience à ce Chef Commissaire, notre personne âgée, Madame la Membre, que nous devons toujours respecter. Evidemment, nous avons écouté attentivement les amis, nos collègues de l'autre côté de la Chambre, nos collègues de la minorité mais malheureusement, encore une fois, ils ont essayé de brosser un tableau noir. Et à entendre le portrait qu'ils dressent aujourd'hui, c'est un portrait qui est désolant selon leurs interprétations. Et, c'est

encore plus désolant ce qu'ils ont dit parce que nous avons vu qu'ils ont bien soin volontairement d'ignorer tout ce qui se fait de bien et de bon pour ces hommes et ces femmes qui vivent dans cette belle île Rodrigues. Malheureusement, ils n'ont pas vu des mesures quand même positifs mais ils n'ont que critiqués. Mais ici de ce côté de la Chambre, nous constatons qu'il y a dans son ensemble de la satisfaction au sein de la population. Evidemment, chacun à ces attentes, ces préoccupations mais quand on regarde le tout, on peut dire que le budget répond au besoin et au attente exprimer. C'est un budget qui a été très bien accueilli par les Rodriguais car il traduit l'engagement, l'engagement prit devant eux pour mettre d'avantage des moyens à leurs dispositions leurs permettant de développer un potentiel pour qu'ensemble nous puissions assurer la prospérité du pays en général. Les dépenses sont accès sur des plans stratégiques dans les domaines prioritaires comme la Santé. Nous avons bien entendu beaucoup de mesures pour améliorer d'avantage la situation par rapport au Service de la Santé. D'ailleurs, mon collègue tout juste d'énumérer les points forts. Dans d'autre domaine prioritaire, comme l'environnement, la formation, l'infrastructure et le logement entre autres. Ce sont des projets d'investissement d'intérêt publique qui compte le plus pour les gens de ce pays. Et, qui ont pour finalité de favoriser la création d'emploi et l'amélioration de la qualité de la vie des Rodriguais.

Madame la présidente, quand le Chef Commissaire a mentionné dans son discours paragraphe 3, je cite : « *L'économie de Rodrigues est aujourd'hui plus forte que jamais.* » Ceci a provoqué du brouhaha au sein de l'Opposition. Et d'ailleurs ce matin, le Minority Leader a repris ça, tout comme d'autres Membres. Mais d'essayer de dire qu'il n'existe pas une économie à Rodrigues, c'est vraiment grave, Madame la présidente. Hé oui, moi je peux dire, et je vais redire, haut et fort que l'économie de Rodrigues est aujourd'hui plus forte que jamais. D'ailleurs, malgré les critiques ils n'ont pas pu venir de l'avant avec des chiffres à l'appui, avec des indicateurs économiques pour contredire ce que le Chef Commissaire a dit dans son discours. Pour nous ici, au niveau de la majorité, il est clair et net que la situation économique et sociale à Rodrigues s'est nettement améliorer durant ces dernières années. L'économie du pays est en pleine croissance et nous constatons un revirement, un revirement notable par rapport à ce qui était la situation économique durant les périodes de 2006 à 2011. Donc, moi je ne vais pas essayer de faire de la démagogie mais je vais tout simplement essayer d'indiquer à travers quelques chiffres par rapport aux statistiques qu'on a pour démontrer que nous avons raison. Que nous savons ce que nous sommes en train de dire, Madame la présidente.

Donc, je vais d'abord commencer par le chiffre du touriste. Donc, c'est vrai on a dit qu'on a dit qu'on a accueilli plus de 76,000 touristes en 2018 contre 52,000 en 2012. Donc, pour être plus précis, en 2018 Rodrigues a accueilli 76,264 touristes. Donc, le Membre Augustin, c'est vrai il a vu dans le Press Release du

18 janvier 2019 et c'est il y a eu je pense, peut-être une faute de frappe qui avait dit : « *The total of tourists arrival for the year 2018 is 72,264 as compared to 76,296 for the year 2017.* » Mais il a volontairement omis de dire : « *representing a decrease of 0.04%.* » Donc, ce qui démontre que c'est vrai, ça fait seulement 32 touristes de moins par rapport à l'année 2017. Donc, ce qui a été annoncé par le Chef Commissaire, donc c'est le chiffre qu'il fallait dire, Madame la présidente.

Et, également c'est important de dire que la situation générale à Rodrigues est nettement meilleur, parce que nous constatons que les gens arrivent à Rodrigues et passent beaucoup plus de temps. Donc, ce qui fait, par exemple, si nous regardons les chiffres, toujours selon le Digest of Statistics 2017, pour les années 2015 à 2017, *the arrival less departure est positive*. Et, on a eu même un record en 2016 où il y avait 2146 personnes qui sont arrivées, qui sont restés pendant plus long moment par rapport aux années précédentes. Alors, que durant, par exemple, les années 2006, on a eu négative, c'est-à-dire, que les gens ne voyaient pas les choses si bien, si en rose que nous pouvons le constater aujourd'hui. Donc, la situation est nettement mieux.

Le Membre Augustin a également essayé de broser une partie, enfin de ces chiffres. Mais moi je vais me baser sur les chiffres par rapport à l'exportation. Parce que ces chiffres quand même, au bas il y a une note là : « *These figures have been compiled from cargo manifest available at the Customs and Excise Department, Rodrigues.* » Donc, pour vous dire que ces chiffres sont beaucoup plus fiables par rapport à ce qu'on avait présenté de l'autre côté de la Chambre. Et si je regarde, ces statistiques-là, on peut voir quand même, parce qu'il a essayé de comparer en 2011 et 2015 ou 2017. Par exemple, dry beans, en 2011 c'était 3198 tonnes exporter sur Maurice alors qu'en 2017 le chiffre a doublé. Donc, 6200 tonnes. Pour banane c'est pareil. 1010 en 2011 passer à 2040 tonnes en 2017. Donc, si vous regardez que ce soit pour *salted fish, dry octopus, frozen octopus, onions, chillies, pumpkin, handicraft*, tous ces chiffres-là démontrent qu'il y a une amélioration par rapport aux années où le MR était au pouvoir.

Nous ne disons les choses à la légère. Car nous parlons surtout quand il s'agit d'un discours du budget parce que c'est un document officiel, il faut dire des choses qui sont vraies. Donc, si nous regardons maintenant *employment in large establishment*, comparer 2013-2017. Là également, *in all sectors* nous allons pouvoir constater le nombre de personnes qui sont employées dans des large establishment a augmenté passant de 4264 en 2013 à 4488 en 2017. Donc, ce sont des chiffres officiels donc vous pouvez aller faire plus d'analyse dans le Digest sur Rodrigues.

Madame la présidente, il est aussi important quand même de constater comment dans le domaine de la construction, il y a cette forte croissance qui

continue. Pour preuve, on est passé de 13,960 tonnes de ciment importé en 2013 à 24,220 en 2018. Donc, représentant une croissance de 73.5%. Le permit de construction pour les maisons résidentielles a augmenté substantiellement de 100 en moyenne par an à 522 en 2017. Donc, pour vous dire que nos projets de logement sociaux marchent et ça a rapporté beaucoup en terme de croissance en l'industrie de la construction. De tel sorte, qu'aujourd'hui ce secteur génère beaucoup d'emplois. Et, nous faisons face quand même à un problème de main d'œuvre qualifier en ce moment dans ce secteur. Par rapport au chiffre de l'emploi, comme par rapport au demandeur d'emploi. En 2018, le nombre de demandeur d'emploi était de 3876 comparer à 4303 en 2017. Soit une baisse de 427. Donc, c'est pour confirmer qu'il y a beaucoup plus d'opportunité d'emploi et surtout des emplois durables parce que les gens normalement continue de se faire enregistrer lorsqu'ils ont des emplois précaires ou à courte durer mais dès qu'ils ont quand même un emploi durable, plus décent dont ils s'arrêtent d'estamper leur carte.

Donc, pour vous dire, Madame la présidente, que nous confirmons que l'économie de Rodrigues va bien et est en expansion. Et, tout ça, ce n'est pas par hasard. C'est grâce à la capacité de ce présent gouvernement de faire des investissements judicieux et cela provoque des effets multiplicateurs. Donc, les dépenses engendrent des revenus pour les entreprises ou les ménages, qui sont en grande partie dépenser. Ces dépenses entraînent des nouvelles demandes et des nouvelles productions ainsi on aura besoin bien sûr des main d'œuvres additionnel et d'une nouvelle distribution de revenue. Donc, c'est un cycle. Donc, ça démontre clairement que Rodrigues a une économie qui est en marche.

Il y a des mesures innovantes prises depuis 2012 axées sur *l'empowerment des Rodriguais*. Et ça, c'est très important, mes collègues ont parlé de l'important de nos ressources humaines, de la formation et ça aussi qui a permis d'avoir cette transformation que nous voyons aujourd'hui. Donc, c'est important quand même de rappeler à la Chambre quelques mesures fortes que nous avons prises pour soutenir cette lancer économique actuellement observer. Donc, la mise en place des facilités et la consolidation des petites entreprises en introduisant des plans d'aides, des *schemes* tant au niveau de l'agriculture, de la pêche, de l'artisanat, du tourisme, le secteur du transport et tout ça ont permis de maintenir l'emploi et aussi de créer plusieurs centaines d'emplois additionnels.

Les initiatives entreprises en faveur des travailleurs du secteur privé et, les personnes vulnérables tant qu'au niveau national que régional ont permis de mettre plus d'argent dans les poches à faible revenue. Et, je pense ici à l'introduction du salaire minimum en janvier 2018, qui a permis à pas moins de 250 travailleurs Rodriguais du secteur privé de voir leur salaire revu à la hausse. La mise en application du *Employment Relief Programme*, qui permet d'ajouter

plus de Rs 12 million additionnelle directement, qui vont directement dans les poches de 275 à 300 familles chaque année depuis son introduction en 2014. Le *Subsistance Allowance Scheme* introduit sous le martial plan en 2016 est géré par la NEF, qui touche plus de 2300 familles Rodriguaises. L'introduction du *New Social Housing Scheme* qui a permis à plus de 406 familles additionnelles de devenir propriétaire d'une maison décente sous le *Social New Social Housing Scheme* ou *Infrastructure for needy families*. Tout ça vient qu'en deux ans, Madame la présidente.

Il y a eu également la subvention accorder à 428 autres familles qui ont reçus une allocation financière pour le coulage de la dalle. Donc, pour améliorer leur condition de logement. 1036 familles à faible revenu sont maintenant pourvu d'une capacité de captage de l'eau de pluie d'au moins 4 m³ grâce à la construction de 1536 bassins ronds sous le projet financé conjointement par l'Assemblée Régionale et l'Union Européenne.

Nous avons aussi vu les petits contracteurs Rodriguais, plus d'une trentaine qui ont eu maintenant l'opportunité de décoller, de prendre un envol sans précédent permettant d'employer des dizaines de père de famille et grâce tout ça à ce vaste chantier de construction à travers l'île.

Donc, quand nous voyons tout ça, Madame la présidente, c'est clair et net que ce gouvernement travaille pour permettre au personne, surtout à faible revenu, et ceux qui sont dans le besoin de pouvoir améliorer leur condition de vie. Nous avons vu l'investissement massif dans les infrastructures routières sans précédent de plus Rs 1 milliard en sept ans. Incomparable à ce qu'on a vu sous le règne du MR.

Le plan du rehaussement des infrastructures éducatives dans les sept collèges de l'île, les écoles primaires et pré-primaires. La construction des nouvelles écoles primaires, communautaires à Anse Quitar, Montagne Goyaves et Montagne Malgache, la construction d'un nouveau collège à Songes et la construction des écoles, nouvelles écoles pré-primaires à Mt. Charlot, Trèfles et Montagne Malgache.

L'agrandissement des Centres de Santé de Mont Lubin et de La Ferme. Donc, pour vous dire ce matin le Minority Leader a parlé d'absence de projet, des grands projets. Mais je me demande, Madame la présidente, qu'est-ce qu'ils ont fait comme projet quand ils étaient au pouvoir ? Donc, tout ce que je viens de dire sont palpable. Et, il y en a encore une longue liste. Il y a toujours des gens, malheureusement qui refusent de voir les choses en face. Pourquoi ? Est-ce que c'est de la jalousie, par pure égoïste ou de mauvaise foi ? Mauvaise foi. Donc, il y a quelques temps de cela, je suis allé faire un tour de l'île pour voir un petit peu

et constater quelles sont les choses qui sont là, qui sont en place. Et, j'ai essayé de regarder qu'est-ce que je pourrai voir, comme-ci visible par rapport au grand projet concrétiser par le MR sous leur règne de cinq ans et demi. Je ne vais pas être démagogique, j'ai essayé d'être positif, objectif, constructif mais qu'est-ce que j'ai vu, Madame la présidente ? Il y a quatre choses. Non, il y a quatre choses que j'ai vu. Phase 1 du collège de Terre Rouge, bazar de Port Mathurin, l'abattoir de Baie Diamant et la construction et le *resurfacing* de quelques kilomètres de track-road et de route incomparable au 48 kilomètres qu'on a construits ici. Je ne sais pas. En cinq ans et demi ! Je ne sais pas s'il y a plus que ça mais je ne vois pas, Madame la présidente.

Qu'est-ce qu'il y a au niveau du sport, quelle infrastructure ? Rien du tout ! Au niveau de la santé, je ne vois rien. Au niveau de l'environnement. Rien du tout, Madame la présidente. Peut-être une chose aussi que je dois vous donner le crédit quand même d'avoir introduire le livre gratuit au niveau du secondaire. Il n'y a pas plus que ça d'innovant. Il n'y a pas plus que ça d'innovant que le MR a fait durant leur règne. Il y avait que du *business as usual*. Il n'y a rien eu de spécial par rapport à ce que l'OPR avait fait auparavant. Et pourtant, Madame la présidente, on entend beaucoup. Ma collègue a parlé de ça ce matin. On a entendu beaucoup de choses ici dans cette Chambre. Quand on était là, si on était là, c'est nous qui avons initiés ceci ou cela. Et, c'était dans notre programme électorale. C'est vrai, il y a beaucoup de chose. Moi aussi j'ai le petit programme, le petit livret du programme du MR. Okay, c'est un livret. Okay, excusez-moi, c'est vrai c'est un livret.

Et il y a beaucoup de choses. Il y a beaucoup de choses. Il y a beaucoup de choses dedans. Mais tenir un discours et passer à l'acte sont deux choses très, très différentes. Il est beaucoup plus facile de dire que de faire. Lorsqu'on a l'opportunité d'agir comme mon collègue Nemours a dit tout à l'heure, le Membre Nemours, c'est beaucoup plus compliqué quand il faut agir. Et c'est là qu'on se rend compte qu'il y a un fausset, un écart considérable entre la théorie et la pratique. Et c'est exactement cette dure réalité que le MR a vécue lorsqu'il gouvernait ce pays de août 2006 à janvier 2012. Et donc, justement, c'est pour cette raison que le peuple vous a expulsé du pouvoir.

[Applause]

The Commissioner for Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): C'est pourquoi ce matin, j'ai entendu au moins deux membres de l'autre côté de la Chambre nous conseiller de changer de direction, de suivre la direction du MR, de poursuivre les projets initiés par le MR. Mais, Madame la présidente, si on va dans cette direction, c'est-à-dire qu'on va directement vers les précipices, on va directement. Ce sera vraiment suicidaire. Je vais venir. C'est vrai, j'ai vu le livre, le manifeste électoral du MR, le livre, le livret tout court. Et c'est vrai que

le MR vendait très bien son rêve, son rêve d'indépendance économique ou révolution économique pour Rodrigues. C'est une très belle vision. C'est vrai. Mais malheureusement, cela ne s'est pas traduit en réalité. S'il fallait qualifier cette période d'histoire de Rodrigues de 2006 à 2012, je ne vois pas d'autres, je ne vois pas mieux que de décréter cette période comme celle de la période de la grande désillusion. Donc, vous avez parlé de beaucoup de choses. Vous avez dit des belles paroles mais les résultats n'étaient pas là. Les résultats n'étaient pas au rendez-vous. Vous avez axé votre campagne sur la création d'emploi surtout dans la fonction publique, 1000 emplois. Mais les jeunes ont vite réalisé que ce n'était que des fausses promesses. Vous avez parlé du câble optique mais c'est l'OPR qui a tout initié et aujourd'hui, nous sommes fiers que le câble optique ait une réalité sous le règne de l'OPR.

[Applause]

The Commissioner for Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): Vous avez parlé du développement de l'aéroport mais on a mentionné ça dans beaucoup de discours du budget mais on n'a rien vu concrètement. Mais aujourd'hui, nous sommes en voie de traduire toutes ces belles paroles en action. L'agrandissement de l'aéroport est visible. C'est là, c'est palpable. Les négociations pour les déplacements, pour le déplacement des villageois de Sainte Marie est arrivé à un stade avancé et le plus important, je ne vais pas le dire. Je vais laisser ça au Chef commissaire. Peut-être il va venir là-dessus demain. Mais pour vous dire que le projet arrive très, très bientôt, Madame la présidente. On a parlé de la construction d'une nouvelle station des pompes à incendie à Mont Plaisir et dans le budget de 2009, vous avez parlé du fait que la construction de la nouvelle station de pompe à Mont Plaisir n'a pas pu être exécuté jusqu'à présent à cause des retards apportés dans la préparation des documents pour les appels d'offre. C'est un projet que nous donnerons priorité en 2010 mais 2010, c'est passé. 2011, on n'a rien vu. Aujourd'hui, c'est palpable. A Mont Plaisir, il y a la construction de cette station, Madame la présidente.

[Applause]

The Commissioner for Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): Vous avez parlé également d'une université fantôme à Montagne Malgache. Mais nous, nous, nous croyons que l'université ne résume pas simplement dans des grands bâtiments ou un campus mais c'est surtout la formation de qualité proposée pour favoriser l'employabilité. Il y a quelqu'un, je ne sais pas d'où qui voulait avoir 600 arpents de terre. Pour nous, c'est tout simplement de la spéculation, Madame la présidente. Ce projet n'allait jamais voir le jour tout comme ces 33 projets d'hôtels qu'on voulait donner. De toute façon, on avait distribué des terres comme ça bric-à-brac. Mais aucun de ces projets n'a vu le

jour. Donc, on peut parler des investisseurs. Oui, les gens vont venir. Mais sont-ils sérieux ? Et nous, au niveau de ce côté de la Chambre, au niveau du Gouvernement de l'OPR, nous veillons au grain à ce que les potentiels soient vraiment des gens sérieux, des gens qui *mean business* et non pas venir avec des belles paroles pour faire croire qu'ils vont venir investir tout simplement par pure spéculation. Et ça, c'est très important. Qu'est-ce que nous avons aujourd'hui ? Nous avons des universités à Rodrigues. Nous n'avons pas l'université de Montagne Malgache mais nous avons des universités à Rodrigues et c'est réel. Il y a des formations dispensées à Rodrigues par des universités telles que... des institutions telles que l'université de Maurice, le MCCI, MIE, UDM, UTM tout ça, Madame la présidente. Et les formations sont de qualité, de haut niveau. On peut faire des *graduate courses* et même, on a eu des *post-graduate courses*, Madame la présidente. Vous avez parlé de l'agrandissement du port. Ça aussi a provoqué quelques polémiques. Et laissez moi vous dire une nouvelle fois que c'est ce Gouvernement, c'est ce Gouvernement qui va faire voir le jour... qui va faire voir le jour ce projet d'agrandissement durant son mandat. C'est vrai, il y a eu pas mal de débats autour du Grand Pâté. Et là, quelques temps de cela, j'ai lu ça au *Hansard*, au niveau de l'Assemblée nationale, le *Hansard* numéro 27 of 2011 lors du débat budgétaire justement. Et un ancien député de Rodrigues parlait à l'Assemblée nationale de ce projet et il a dit pour une fois : « *M. le président, on a un Gouvernement qui a dit okay, on a compris, on développe le pont à Rodrigues. On modernise le port.* » Mais référent à l'OPR évidemment, ils ne veulent pas. Ils font de la démagogie. Comme si l'OPR faisait de la démagogie. « *Pas touss nou Grand Pâté. Pas touss nou patrimoine.* » Mais c'est comme si quelqu'un a faim, l'œuf est là. Il faut faire une omelette mais il a dit *pa fer dizef la dimal*. Mais c'est impossible, M. le président. C'est ce que le membre de l'Assemblée nationale qui représentait le MR avait dit à l'époque. Et puis, l'honorable François est venu pour dire que c'est vrai, il y avait un député de Rodrigues qui parlait de dynamiter le Grand Pâté. Et par la suite, il y a eu le Ministre de la pêche d'alors et de Rodrigues qui prenait la parole concernant justement le port. Et là, il confirme qu'il y a quand même des confusions sur cette affaire de Grand Pâté. Et il a dit, je cite : « *Concernant le port, mon collègue en a parlé mais je voudrais apporter une petite rectification. Quand on parle, quand on a parlé de l'ouverture du port, il y a le Grand Pâté qui ferme l'entrée de Port Mathurin avec une passe pour les navires.* » Mais le Grand Pâté continue à grossir. Je ne sais pas si c'est vrai mais mon collègue Richard Payendee peut-être va nous dire ça. Est-ce que le Grand Pate continue à grossir ? Il y a un *outcrop*, un pâté devant le Grand Pâté mais qui fait partie, qui forme partie du Grand Pâté mais c'est aussi un grand pâté et il fait 200 mètres de long. Excusez-moi, Madame la présidente, c'est dans le *Hansard*, oui, à Maurice. Donc, *Hansard* numéro 27, 27 of 2001, mercredi 16 novembre 2011, Madame la présidente. Et il continue, donc, il aime ce mot pâté, je ne sais pas : '*M. le président, si on veut ouvrir le port au navire de croisière, il faut ce qu'il faut... il faut faire ce qu'il*

faut. » A Maurice, pour ouvrir le port de Port Louis, combien de grand pâtés on a dû éliminer ? Aux Comores, aux Seychelles, pour ouvrir le port, combien de grand pâté on a cassé ? Donc, ça veut dire que ce que nous avons dit, ce sont des choses qui existent, Madame la présidente. Et pour nous, je ne parle pas des choses juste pour dire, *for the sake of saying things*. Moi, je parle en me basant sur les faits. Tout ce matin, c'est vrai, mes collègues ont parlé de ce bateau navire, de ce bateau usine.

[Interruptions]

The Commissioner for Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): Parce qu'on a parlé justement du Grand Pâté. Oui, oui. Qu'est-ce qui s'est passé avec ce bateau ? Parce que vous dites que nous n'avons pas de vision. C'est ça que je vais faire comprendre à la Chambre. Si nous n'avons pas de vision, est-ce que c'est ça, la vision de l'alternance d'aujourd'hui à Rodrigues, Madame la présidente ? Le bateau usine. Et ça, pour vous dire également comment parfois, l'équipe qui prétend être la solution de Rodrigues, ils nous ont fait quand même... ils nous ont fait avoir honte au niveau national. Oui ! On a eu vraiment une grosse tête quand on a entendu la réponse du Premier ministre d'alors quand le *Third Member for Rodrigues* avait posé la question par rapport à ce bateau. Donc, il voulait savoir *the purpose of this call* et la réponse a été : « *It is in connection with a proposed project for setting up of a floating fishing processing plant including cold room, facilities for fishermen in Rodrigues* ». Et puis, vous venez critiquer le projet de limon à Gravières. Ça va voir le jour. Contrairement à l'Alizée. Contrairement à Alizée, ce projet de limon...

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order !

The Commissioner for Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): Ce projet de limon à Gravières va voir le jour, Madame la présidente. Oui.

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order !

The Commissioner for Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): *Pourquoi on a eu honte ? Donc, le Député Paul Bérenger avait pose une question supplémentaire concernant whether he has liaised with the Minister of Fisheries and Rodrigues qui a venté les merites of this kind of vote: "How could the Minister canvass in favour of that kind of vessel?" Et le Premier ministre a répondu: "That is not something that comes to Cabinet. This was done through*

Rodrigues Regional Assembly. Now that the problem has arisen, it has been drawn to our attention as I said, they are looking into the matter.” They are looking into the matter mais jusqu’ici, je ne sais pas. J’attends toujours l’arrivée de ce fameux bateau usine, Madame la présidente. Et c’est pour vous dire aussi voilà, qu’il faut faire très attention. Il faut faire très attention à certains conseillers. Il y a parfois des faux conseillers, des faux experts, des faux techniciens qui essayent de nous mener en bateau. Et là, on a vu d’autres projets assez farfelus dans le discours du budget 2010, vous avez parlé de *new airline company the Solitaire, which will be operational, which will be operating daily flights on the Rodrigues-Mauritius route. Daily flights on the Mauritius routes.* Donc, c’est pour vous démontrer, Madame la présidente, qu’il y a des gens qui rêvent de certaines choses et puis, on écrit ça, on met ça sur papier et on fait... essaie de faire rêver la population. Nous, nous sommes ici pour travailler, pour travailler des projets qui sont réalisables et qui vont permettre à Rodrigues d’avancer. Donc, c’est justement, Madame la présidente, à cause parfois de certaines personnes de ce calibre qui veulent nous emmener en bateau. C’est ça qui a fait couler le navire, qui a fait naufrager le navire de l’autre côté et nous, nous ne voulons pas embarquer sur cette fois. Et, Madame la présidente, le thème du budget qui parlent de préserver notre acquis, renforcer la résilience et poursuivre le progrès cadre bien par rapport aux récents événements que nous vivons, que nous avons vécu ces derniers jours. Nous voulons justement préserver l’âme Rodriguaise et ça, c’est notre principal acquis et quand nous voyons notre devise, notre armoirie « Travail, Solidarité, Fierté », c’est ça, notre acquis. Nous voulons consolider ces valeurs que nos ancêtres nous ont légué, l’honnêteté, l’enquête, le bien commun, la notion du bien commun. Et nous ne pouvons pas travailler que pour faire plaisir à un petit groupe de personnes. Donc, j’ai donné une liste des choses qu’on a fait, qu’on a réalisé depuis 2012 et ça démontre clairement que ce Gouvernement travaille pour le peuple de Rodrigues, pour la population, pour ceux qui sont au bas de l’échelle et nous voulons vraiment faire avancer ce pays. Nous ne voulons pas qu’il y ait deux catégories de classes de personnes, ceux avec MR comme M. Reneto Louis disait « *MR, premier parti qui veut dire Mon Risse et l’autre parti MR au bas Mo Regretté* ». Pour nous, tout le monde doit être... Mais pourquoi c’est important de préserver nos acquis, Madame la présidente ? Pour moi personnellement, moi, je vois qu’il y a un grand défi. Nous avons parlé du défi de l’environnement, du changement climatique mais il y a un grand défi qui menace notre île Rodrigues. C’est cette perte de valeur qui malheureusement sont parfois agrémentée par certaines pratiques de la politique politicienne. C’est pourquoi, Madame la présidente, nous voulons préserver ces acquis. Nous souhaitons nous éloigner de la démagogie, de la politique politicienne et de la manipulation auxquelles certains de nos politiciens locaux ont traditionnellement eu recours principalement dans leurs tactiques électorales à l’égard de la population. Là, je dois parler d’une chose très grave qui s’est passé. Madame la présidente, je dois faire mention de

certaines déclarations faites par le *Minority Leader*. Il a parlé d'ailleurs ce matin à l'Assemblée, qui dit que nous aurions dû ouvrir les centres de refuge dès l'alerte deux. Je ne sais pas quel a été ces motifs, pourquoi il a parlé de ça que ce soit à la radio, que ce soit ici même à l'Assemblée mais malheureusement, c'est une preuve tangible qu'ils ne disent des choses... que des choses qui tiennent à sa tête. Comme on a vu avec les bateaux, avec le Grand Pâté tout ça. Je ne sais pas si c'est de la malhonnêteté intellectuelle ou si c'est une confusion intellectuelle mais de véhiculer des informations erronées pour une personne de ce calibre qui représente l'alternance, ça, c'est indigne, Madame la présidente. C'est une polémique qu'il ne faut surtout pas s'engager. Parce que ce sont des propos gratuits et extrêmement maladroits qui ne font que du tort et qui ne font pas du bien pour l'île Rodrigues et pour les Rodriguais. Pourquoi d'une part, on demande aux employés du secteur privé ou public d'aller travailler lors de l'alerte deux alors qu'en même temps, on demande aux personnes, à d'autres personnes de se mettre à l'abris dans le centre de refuge ?

[Applause]

The Commissioner for Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): Qu'est-ce que ça veut dire, Madame la présidente? Qu'est-ce que ça veut dire ? Quel est le message derrière ça, Madame la présidente ? Or, c'est clair, selon le protocole établi des décennies, dans la République, Maurice, Rodrigues, Agaléga, les îles de la République, les centres de refuge ouvrent officiellement à partir de l'alerte cyclonique de classe trois. Il n'y a pas d'ambiguïté dedans. C'est clair, c'est simple. Et peut-être, là, enfin, je ne vais pas donner des leçons mais peut-être si vous ne savez pas où se trouvent ces informations, je vous demanderais d'aller voir sur le site officiel de la météo de Maurice, le www.metservice.intnet.mu. Au bas de la page, vous allez voir cyclone et vous cliquez sur le *warning system* and General Info et lisez. Vous pouvez également cliquer sur précaution. Vous allez voir que tout est clair et qu'il ne fallait pas essayer d'induire la population en erreur, Madame la présidente. Donc, je ne vois plus... Anyway. Mais ce qui est important, au moment où l'on passe à l'alerte deux, c'est le moment de demander à la population de prendre les précautions nécessaires, de commencer à consolider les maisons et surtout que l'alerte deux, normalement, il y a au moins *12 hours of daylight before*... Voilà, voilà, c'est là. Le *warning system*. Warning system class II: "Issued so as to allow, as far as practicable, 12 hours of daylight before the occurrence of gusts of 120 km/h." Classe III, on émet la classe III: "...so [...] as far as practicable, 6 hours of daylight before the occurrence of gusts of 120 km/h." Donc, maintenant, s'il fallait mettre l'alerte III par exemple, officiellement à 10hr le soir, il faut trouver... Six heures plutôt. Six hours of daylight. So, it should come before night. Ça, c'est clair. Vous savez *mais ou ale koze mentere ek dimoune*. So, maintenant, qu'est-ce qui se passe par exemple, les gens vont travailler. S'il y a

la classe trois, ces personnes-là doivent retourner, doivent rentrer chez eux. Donc, c'est pourquoi il y a quand même suffisamment de temps pour permettre à la population, ceux qui sont hors de leurs maisons de rentrer chez eux safely. Et à Rodrigues, je ne pense pas qu'il y a plus d'une heure de voyage dans n'importe quel bout de Rodrigues à l'autre. Donc, juste pour vous dire qu'il y a des gens qui essayent toujours de faire de la demagogie. Et ici, sur le *Preparedness And Precautions in The Event of a Cyclone, Upon the issuance of a cyclone warning Class III*, là, c'est mentionné. C'est sur le site web de la météo: "Those in insecure dwellings, move as early as possible, to cyclone refugee centre with your emergency kit." Madame la présidente, donc, voilà, c'est malheureux dans un moment pareil. Au lieu d'éduquer la population, il y a des gens qui essayent de faire, de créer de la polémique. On a entendu même, on a vu sur les réseaux sociaux des politiciens de Rodrigues essayer de créer des psychoses au sein de la population en parlant de grosse vague de 15 mètres et qu'il fallait évacuer tous les habitants de Port Mathurin et de la région du nord de l'île. Ça, Madame la présidente, c'est inadmissible. Nous ne sommes pas un gouvernement irresponsable. Nous, d'ailleurs, dès l'annonce d'un cyclone, le *Rodrigues Disaster Risk Reduction and Management Committee* présidé par le Chef commissaire se rend compte pour passer en revue la situation. Et pour... à toute éventualité en se basant sur les conseils fournis par des vrais experts, par des vrais experts de la météo, la police, SMF, pompier, CEB, les représentants of *Airforce of Rodrigues*, la Croix Rouge entre autres et non pas sur je ne sais qui qui prétend être des « *kone tout* ». Il est important aussi de noter que le *Rodrigues Emergency Operation Command*, la REOC est activé dès l'alerte deux et qu'on donne toutes les opérations concernant le cyclone et autres catastrophes et nous sommes toujours en constantes communication avec eux pour être informé et au courant de la situation. Là, je tiens à féliciter, à saluer le courage de toutes ces personnes qui ont pris des risques conséquents pour accomplir leur mission en venant en aide aux personnes en difficultés durant cette pire moment où le cyclone s'abattait sur l'île. Ce sont des actes de bravoure qui me fait penser à autrefois quand nos parents nous demandaient toujours d'être au service des autres surtout dans ces moments-là. Et là, encore, quand on parle de préserver nos acquis, tout à l'heure là, la membre Agathe a parlé de nos personnes âgées. Il y a malheureusement des cas de maltraitance. Notre acquis, c'était aussi de toujours être à côté des membres, de la famille, de soutenir la famille mais ça m'a choqué. Ça m'a fait vraiment vexé de voir dans ce pays, je ne sais pas comment on est arrivé là. Certaines personnes bien loties dans leurs maisons à étage, ils ont des voitures et leurs grand-mères se trouvent dans un centre de refuge à Rodrigues, Madame la présidente. C'est impensable ! C'est impensable ! C'est pourquoi aujourd'hui, il est important pour nous de voir comment remettre ce pays sur le rail. Il y a des choses comme ça qui arrivent. Il y a des gens, oui, qui.... Oui ! *So grand-mère loin laba dans leciel*.

[Interruptions]

The Commissioner for Security and Others (Mr. L. D. Baptiste):

Donc, Madame la présidente, nous voulons vraiment regarder vers l'avenir. Et cela à travers la sensibilisation et l'éducation de la population pour minimiser les risques et des cas d'abus. Il y a aussi... Il y a eu également des cas d'abus. On a parlé des longues queues devant les stations de police mais moi, malheureusement, après le passage du cyclone, on a dépêché une équipe de la Sécurité sociale pour aller sur le terrain pour voir la situation des gens, des victimes. Et c'est malheureusement ça qui parfois a compliqué l'opération de la reconstruction parce qu'il y a eu aussi des cas où des gens profitaient, essayaient de profiter de la situation pour avoir quelques... Je ne sais pas. *Kan ou trouve ene dimoune ale déklar six dizef perdi dan so lakaz Madame la présidente.* Ça, c'est malheureux de voir ces situations là. Donc... *Six dizef. Ale deklar six dizef. Eski nou bisin rane li so six dizef, Madame la présidente ?*

[Interruptions]

The Commissioner for Security and Others (Mr. L. D. Baptiste):

Face au détresse des Rodriguais, Madame la présidente, face au détresse des Rodriguais, après le passage de ces deux cyclones, nous avons répondu présent et nous répondons toujours présent mais nous n'utiliserons jamais le malheur des autres. Les malheurs des planteurs, des éleveurs, des familles qui ont perdu leurs maisons à des fins politiques. On ne va pas aller essayer de faire des conférences de presse pour dire des choses à gauche ou à droite. On ne va pas faire de la publicité mais nous faisons ce qu'il faut faire avec les moyens disponibles. Nous sommes venus avec des réponses fortes. Nous sommes solidaires avec ces gens, les *genuines cases* qui ont été touchés par ce cyclone. C'est pourquoi nous avons eu des discussions au sein du Conseil exécutif et nous avons pris des décisions. D'ailleurs, nous avons rencontré les 14 victimes du cyclone Gelena. C'est vrai, le *Minority Leader* a bien dit. Il y a 14 personnes qui ont perdu leurs maisons. Et là, nous avons décidé pour les maisons en tôle complètement ou sérieusement endommagées dont les occupants ont une preuve d'adresse bail ou lettre, *letter of intent* du Cadastre, ils auront une maisonnette en dur de 35m³.

[Applause]

The Commissioner for Security and Others (Mr. L. D. Baptiste):

Ça, c'est payant. Ça, c'est *gratuity*. On va donner ça gratuitement, Madame la présidente. Ceux n'ayant pas preuve... Ceux n'ayant pas de preuve mentionné ci-dessus auront une nouvelle maisonnette en tôle avec des bases solides en dur. Les maisons de *Trust Fund* qui ont été endommagées, les maisons seront reconstruites avec une dalle en dur et avec des colonnes externes. Donc, il y a

une série de mesures qu'on va prendre et ça va s'appliquer également pour les victimes de Joanhina. Mais pour l'instant, nous savons que ça va prendre un peu de temps. Nous avons décidé de réparer les maisons endommagées, les maisons *Trust Fund*. Et d'ailleurs là, il y a une équipe de la Commission qui est sur le terrain et on a déjà commencé. Il y a six maisons qui ont déjà été réparées. Nous avons également rencontré les charpentiers parce que nous avons vu dans les années précédentes, les gens qui reçoivent des matériaux de constructions mais qui n'arrivent malheureusement pas à construire, à payer le prix du main d'œuvre. Donc, c'est pourquoi nous avons décidé de mettre à leur disposition des charpentiers, des ouvriers qualifiés pour réparer, pour construire ces maisons, Madame la présidente. Donc, voilà, ce Gouvernement, nous avons vraiment du cœur. Nous avons fait des choix et nous assumons ce que nous avons fait et ce que nous allons faire. Et nous sommes confiants que tout ça va aider le pays à se remettre sur pieds. Dieu merci malgré tous ces blablas, on a entendu des polémiques, il n'y a pas eu des cas de blessés graves liés au cyclone ou au grosse pluie, ni de mort d'homme comme a connu d'autres pays de la région malheureusement qui étaient moins chanceux ou moins préparés que nous avec qui nous sympathisons. De ce côté de la Chambre, nous restons concentrés et nous allons continuer à travailler pour faire progresser le pays. Madame la présidente, nous avons également dans cet esprit de renforcer notre résilience, d'éliminer petit à petit les maisonnettes en tôles qui sont précaires et surtout, nous allons bientôt démarrer, nous allons mettre en œuvre ce grand projet de rendre les maisons types *Trust Fund* plus décentes, solides et résistantes aux cyclones et aux intempéries. C'est un projet d'extension qui comprend une cuisine, toilette et salle de bain et ainsi que le remplacement du toit par une dalle. Et surtout, nous allons proposer plusieurs formules pour permettre même à ceux au plus bas de l'échelle de bénéficier de ce projet. C'est comme ça que nous travaillons, Madame la présidente. De l'autre côté, la minorité parle toujours de si, si, si, si, beaucoup de si. On a dit ça : si on était là, si c'était nous, si l'OPR avait fait ceci ou cela, si on avait démarré ce projet d'amélioration de ces maisons depuis bien avant. C'est de la pure démagogie, Madame la présidente. On n'aurait pas eu autant de problèmes. Moi, je voudrais vous poser une question. Est-ce que vous avez déjà songé à faire, à réparer, à remplacer, à améliorer ces maisons dans la façon que nous proposons, à tous les membres de la minorité ?

[Interruptions]

The Commissioner for Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): Est-ce que, Madame la présidente, l'opposition, les membres de l'opposition avait songé à faire ce que nous allons faire dans les semaines à venir ? Si oui, pourquoi ils n'ont jamais mentionné ça dans leur budget, dans les six budgets qu'ils ont eu l'occasion de présenter ici dans cette Assemblée ? Pourquoi ils n'ont pas démarré ce projet avant nous ? La raison est simple, Madame la présidente. Non, ils n'ont

pas de vision politique. Ils n'ont pas une vision pour le logement décent. Non, non, Madame la présidente.

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order !

The Commissioner for Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): On va venir là-dessus.

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order!

The Commissioner for Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): Et...

Madam Chairperson: No cross talking, please!

The Commissioner for Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): Ils n'ont pas vraiment, ils n'ont jamais eu une politique de logement. On a beaucoup parlé des toilettes ce matin de l'autre côté de la Chambre, des toilettes et des toilettes. Mais avec les maisonnettes de *Trust Fund* de 24m², vous n'avez rien fait, vous n'avez rien proposé pendant tout ce temps pour permettre à ces familles d'avoir un *sanitary*... comment s'appelle, *sanitary facilities*. Vous n'avez jamais parlé de ça. Et nous, en 2003, même avec la NHDC quand ils venaient avec des projets de *NHDC houses* à Rodrigues, initialement, ils voulaient construire 108 unités de logement de 29m² mais nous n'étions pas d'accord avec ce projet parce qu'il n'y avait pas de toilettes et de salle de bain. Et c'est pourquoi quand le Conseil exécutif a pris la décision, le Conseil exécutif d'alors de l'OPR a formulé une demande afin de faire modifier ces plans pour rendre cette maison plus décente, et c'est ainsi que la NHDC a accepté de réduire le nombre à 83 unités pour une superficie de 34m², permettant ainsi d'accommoder une toilette et salle de bain. Mais malheureusement, entre temps, il y a eu du changement. Il y a eu du changement bien sûr de pouvoir et ce projet n'a pas pu être concrétisé comme préconisé. Et c'est vrai, je ne parle pas juste pour le plaisir de dire des choses. Il y a ce rapport de l'audit de 2009 où il y avait deux pages, deux pages consacrées au *Housing Unit*, au logement. Je ne vais pas lire tout ça mais je vais tout simplement lire la conclusion, Madame la présidente, pour confirmer que vous n'avez jamais eu une politique de logement. Vous n'avez jamais su gérer ces projets de logements. Donc, page 20, conclusion :

« *The Housing Unit did not properly manage the schemes.* » Les *schemes* existants. Donc, on avait parlé ici de *elerly*, *elderly schemes*. Par rapport ici, on

avait fait la remarque que *the terms senior citizen was not defined in their elderly schemes. To be fair and equitable, the elderly should be over and above 60 years. However, in 54 cases, beneficiaries were below 60 years.* Et puis, vous parlez de *juicy business*. Vous parlez de... comment on appelle ça là ? *Tir plan*. Ça, c'était *tir plan*. Mais le plan n'a pas marché, Madame la présidente. Donc, Housing Unit did not properly manage the schemes. Adequate records were not kept and there was not proper monitoring mechanism to ensure that beneficiaries have used the grants of benefits received as originally intended. Registers for recording particulars of beneficiaries of different support schemes as well as database of beneficiaries of the different schemes were not maintained in order to minimise the risk of errors and other payment for follow-up purposes. Donc, 2009. Pour vous dire qu'il y a eu beaucoup de maldonnes dans ces différents projets de logements sous le régime du MR. Donc, vous n'avez pas de leçon à nous donner, Madame la présidente. Non, pourquoi j'ai repris ça, Madame la présidente ? Parce qu'on parle trop de si, si, si comme je vous ai dit. Quand vous parlez de si... Enfin, ça me fait penser parfois à Martes, non ? Dans la bible. Qu'est-ce que Martes avait dit ? Oui ! Qu'est-ce que Martes avait dit à Jésus ? – « Seigneur, si j'avais été ici, si tu avais été ici, mon frère ne serait pas mort. » Et ça me fait penser si ça...

[Interruptions]

The Commissioner for Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): Si nous avons été là à cette époque-là, on n'aurait pas eu autant de personnes vivant dans des maisons aussi précaires parce qu'on aurait fait beaucoup plus. Parce que nous avons montré que nous avons la capacité de le faire. Rien qu'en 2017 à ce jour, 2017 à ce jour en deux ans, nous avons donné, nous avons... 406 familles ont eu un logement décent, une maison dont parmi 300, deux bénéficiaires ont eu les maisons de 50m², les maisons contributives. Donc, pour vous dire, Madame la présidente, que nous savons où nous allons. Nous savons qu'est-ce que nous voulons. Madame la présidente, ma Commission travaille également pour assurer que le pouvoir d'achat soit maintenu, que le pouvoir d'achat et la lutte contre la vie chère de la population, donc, soit parmi nos priorités. La population de Rodrigues s'en souviendra des décisions prises par notre Gouvernement depuis janvier 2013 par rapport aux subventions sur des produits de bases, des denrées alimentaires telles que le lait, le fromage, l'huile comestible. Et nous n'avons pas dû avoir recours à la vente des Pajeros mais nous avons pu quand même mettre des subsides sur ces produits-là. Et aussi sur les nourritures pour animaux, tout ça, nous avons fait. Donc, c'était justement dans l'esprit de permettre aux Rodriguais d'avoir ces produits-là à un prix réduit, à un prix quand même pas trop cher comparé à l'île Maurice. Contrairement à ce que le MR a fait quand ils étaient au pouvoir, dans le premier budget, qu'est-ce qu'ils ont fait, Madame la présidente ? Ils ont décidé d'enlever pas moins de 12 produits sur la liste des

produits contrôlés, 12 produits. Parmi *exercise books, corrugated iron sheet, plywood*, des grains secs, *toothpaste*, tout ça, on a enlevé. *These are basic commodities*. Et puis, ils parlent de venir vendre des Pajeros, Madame la présidente. *Mank l'experience, voila*.

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order !

Mr. J. D. Baptiste: Madame la présidente, la Membre voulait savoir où on en est avec subsidie pour couches. C'est vrai, nous avons entendu les cris de ces personnes.

Madam Chairperson: Order.

Mr. J. D. Baptiste: Nous avons entendu ces cris de ces personnes qui ont besoin de ce produit et c'est pourquoi nous avons pris la décision de mettre aussi des subsides sur ce produit, Madame la présidente. Donc, voilà je suis fier...

Madam Chairperson: Order.

Mr. J. D. Baptiste: Je suis fier d'annoncer que c'est officiel depuis le 18 février, les couches pour adultes est un produit contrôler. Et, quand je regarde, c'est ce que je fais là, pour comparer ces prix, à Winners à Maurice sur une marque la plus vendue à Rodrigues, à Winners ça se vend un paquet de 10 couches se vend à Rs 220 et aujourd'hui à Rodrigues c'est à Rs 225. Seulement Rs 5 plus cher. Alors qu'auparavant c'était à Rs 300, Madame la présidente. Pour vous dire que nous prenons des décisions. Non, je vais vous donner ça après. Et c'est...

Madam Chairperson: Respected Members, from a sitting position, this is out of order. Order!

Mr. J. D. Baptiste: Nous ne sommes pas plus royaliste que le roi, Madame la présidente.

Madam Chairperson: Commissioner, please address the Chair.

Mr. J. D. Baptiste: Donc, pour vous dire que nous travaillons pour le bien-être de la population. C'est ça l'importance des budgets que nous présentons. Nous venons avec des mesures pour répondre aux besoins. Nous écoutons ce que la population nous demande de faire et ce qui se passe aujourd'hui nous devons dire que nous avons accompli quand même beaucoup de choses. C'est pourquoi le Minority Leader il a tout compris. Il sait qu'est-ce que nous allons faire et il

essaie d'avoir un peu plus de crédit peut-être. Il a parlé des personnes handicapées et voilà, Madame la présidente, pour la première fois dans la République de Maurice, ici à Rodrigues nous avons une nouvelle fois donner l'exemple. Nous avons fait, nous avons mené une enquête auprès de 1000 personnes handicapées âgées de moins de 60 ans. Justement, nous avons fait ça pour mieux connaître leurs besoins. Et, ça va nous permettre certainement de prendre des décisions. Voilà, *the comprehensive studies of persons with disabilities in Rodrigues* est là. Et, c'est un document que nous allons utiliser pour mieux répondre aux besoins. Pour mieux développer des stratégies afin d'assurer une meilleure inclusion des personnes handicapées. D'ailleurs-là, nous avons déjà pris la décision. On a mis en place le Disability Unit, qui va coordonner toute les activités avec les associations, avec les ONGs pour permettre à ces personnes handicapées d'avoir accès autant que possible a toutes les facilités existantes.

Nous avons également décider de mettre en place un soutien à l'embauche au placement des personnes handicapées dans les entreprises et très bientôt vous allez voir il y aura un plus grand nombre de personne handicapée travaillant dans des entreprises à Rodrigues. Au niveau du Bureau de l'Emplois, il y a seulement huit personnes handicapées enregistrer mais quand même... Vous êtes 50 ans en arrière, Madame la présidente.

[Interruption]

Pourquoi aujourd'hui il existe... moi je vois des conventions pour les handicapées. Je n'ai jamais vu des conventions pour des personnes autrement capable. Il faut dire les choses comme elles sont, Madame la présidente. Ce n'est pas tabou, ce n'est pas dénigrant, ce n'est pas humiliant. Au contraire, moi on m'a donné une gifle parce que moi je croyais que c'était plus sage de dire personne autrement capable et c'est justement lors d'une rencontre avec des personnes, il y avait des personnes au niveau international, quand je parlais autrement capable, ils m'ont dit : excusez-moi, M. Le Commissaire, on ne dit pas des personnes autrement capables, on dit des personnes handicapées. Par contre si on dit : « *ban handicapé* ». La s'est péjorative. Si on parle des handicapées la s'est... mais des personnes handicapées, ça c'est le terme, Madame la présidente. Vous choisissez ce que vous voulez. Donc, Madame la présidente, je suis sure même au niveau des personnes âgées, le Respite Care, c'est vrai il y a eu un petit souci, on attend toujours le permit, un petit souci. C'est tout simplement, on attend le permit, parce que c'est important. C'est une institution quand même qui est régis sous le Residential Care Home Act et on attend le permit. Donc, l'équipe est venue en décembre et ils ont recommandés de faire deux petites choses, deux petites amélioration, on a déjà fait. Et là, ils vont revenir incessamment et je suis sure maintenant qu'on va pouvoir opérer le centre et d'ailleurs c'est clair, on a

déjà annoncé ça, ce n'est pas un secret, ce sont les Sœurs de Couvent des Filles de Marie qui vont gérer ce centre, Madame la présidente.

Donc, voilà je ne vais pas être très long, mais un petit mot sur la région 6. C'est vrai, Madame défend beaucoup la région 6. Mais peut-être vous être Région Island Member, pas nécessairement présentant de la région 6 mais de toutes les régions de Rodrigues. Mais je suis heureux quand même de voir qu'il y a beaucoup de projet pour la région 6. On aura certainement, peut-être le plus grand projet, parce que ça va me donner aussi beaucoup de soulagement. C'est la solution durable pour le dépotoir de Roche Bon Dieu à travers le Centre de Tri, qui sera mis en place et le projet de traitement des eaux usés. Donc, ça c'est une très bonne nouvelle. Il y a un gros budget pour ça et nous allons enfin vivre mieux, Madame la Membre. Il y aura aussi des routes. On va compléter la construction de la route de Rivière Banane/Brûlé et nous allons construire des nouvelles routes à Montagne Cabris/St. François et Gravier – premier phase Gravier à Var Brûlé. Donc, il y aura également au moins 5 kms de track-road pour désenclaver les villages et bien entendu toutes les autres mesures qui ont été énoncés dans ce budget aura aussi un impact sur la population de Rodrigues et certainement sur les gens de la région 6.

Donc voilà, Madame la présidente, je dois dire que ce budget ouvrira des perspectives prometteuses et créera des emplois et alimentera une croissance soutenue. Nous ouvrons la voie à un avenir meilleur aux Rodriguais et grâce à ce budget, Rodrigues demeure sur la bonne voie et nous allons continuer de progresser. Changer de direction ne ferait que mettre en péril ce que nous avons bâti ensemble. La population de Rodrigues nous a dit ce qu'elle veut, nous l'avons écouté et ils seront tous satisfaits. Merci, Madame la présidente.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you Commissioner. Second Island Region Member.

The Second Island Region Member (Mr. J. L. R. Perrine): Merci, Madame la présidente.

[Interruption]

Madam Chairperson: Second Island Region Member would you make your intervention.

Mr. J. L. R. Perrine: *Alé mo fer toi plaisir, mo fer ene discours cinq minit akoz tone plore ene tiquit talere la.* Madame la présidente, j'aimerais reprendre

tout de suite à chaud des remarques faites par le Commissaire, Jean Daniel Baptiste...

[Interruptions]

Mr. J. L. R. Perrine: Madame la présidente, le Commissaire Baptiste disait tout à l'heure concernant les classes, soit disant pour lui, les démagogies qu'il y a eu concernant les démagogies...

[Interruptions]

Mr. J. L. R. Perrine: Alors, il y a eu des démagogies concernant certaine publication qui a été « mis » concernant la classe deux du Cyclone Joaninha. Madame la présidente, j'aimerais poser cette question : pourquoi la météo de Vacoas a avancé l'heure de passer en classe deux ? Concernant le cyclone Joaninha. Madame la présidente, il y a eu aussi une autre remarque. La météo de Vacoas avait prédit que Joaninha avait frappé Rodrigues directement, en plein fouet, *un direct hit*. Mais nous avons constaté que le cyclone Joaninha a changé de trajectoire pour s'éloigner à 70 km de Rodrigues au lieu de passer à 10 km sur Rodrigues. Donc, ce qui veut dire selon moi, les commentaires qu'il y a eu sur Facebook, sur tous les réseaux sociaux concernant l'ouverture des centres de refuges est justifié. C'est-à-dire, lorsque la météo a avancé la classe deux, au lieu de 10h00, il a annoncé la classe deux à 09h00, il y a de temps avant, ce qui fait qu'il y a eu un problème dans l'ordre les rafales concernant le cyclone Joaninha.

Madame la présidente, nous n'avons pas fait de démagogies. Quand on parlait d'ouvrir les centres de refuges, on avait pensé, on a pensé aux enfants qui allaient marcher durant cette période-là pour aller dans les centres de refuges. Et nous sommes tous durant le cyclone Gelena, il y a eu des personnes qui ont fait des kilomètres et des kilomètres pour atterrir dans un centre de refuge à Rémir, en sortant de Petit Gabriel pour aller à Rémir. Madame la présidente, ça a été sur « toutes » les réseaux sociaux, dans les journaux locaux et nous, on était comme d'habitude avant-gardiste parce ce qu'on aime notre peuple, on aime la population. En venant ici, on nous traite de tous les noms, on nous traite de faire des démagogies alors qu'on est justement en train d'aider à sauver des vies, d'aider à donner les bonnes informations et à réagir par rapport à des dégâts qu'on pourrait avoir.

Madame la présidente, deuxième chose concernant l'intervention du Commissaire Jean Daniel Baptiste, j'aimerais poser encore une question cette fois-ci concernant les maisons détruites durant les cyclones Gelena et Joaninha. Est-il vrai que dans une réunion avec les victimes, le Commissaire avait déclaré qu'il faut une contribution en 15 000 et aux alentours de Rs140000 pour pouvoir

bénéficier une maison en dur ou en tôle. Si ce n'est pas vrai, je retire ces mots et je m'excuse mais si c'est vrai, il faut que le Commissaire explique là-dessus, Madame la présidente. Parce que ce n'est pas bien de venir à certain moment donné... il a dit à ces victimes : il faut que vous ayez un minimum de Rs15000 pour une maison en tôle et l'autre, Rs140000 pour une maison en dur. Et aujourd'hui après les réactions de... J'ai posé une question. *Assize toi ! To pe perdi mo letemps la.*

Mr. L. D. Baptiste: *Point of explanation.* Just to... pour recadrer, je n'ai jamais dit ça parce que en tant que membre du Conseil exécutif, on avait pris la décision, c'est dans le *press release*. On a dit qu'on va donner ça gratuitement. Donc, je n'ai jamais dit ça à qui que ce soit dans aucune réunion, Madame la présidente. C'est juste pour clarifier les choses parce que vous m'avez posé une question.

Mr. J. L. R. Perrine: Madame la présidente, le Commissaire Baptiste encore une fois nous a traité de tous les noms, nous a traité de n'avoir pas de vision pour la classe moyenne, pour les « petites gens », pour les vulnérables. Supposément, on a rien fait pour la construction des maisons dans cette île quand on était au pouvoir. J'aimerais lui poser la question : est-il vrai qu'il y a eu 163 maisons, *low-cost housing* qui étaient « construit » entre 2006 et 2012 ? 163 *low-cost housing*. Et ces maisons, il y avait tout dedans : toilette, salle de bain, complet. Est-il vrai aussi qu'avec... sur ce plan que nous avons fait, nous avons construit 163 maisons, est-il vrai que c'est sur ce même plan que ce présent gouvernement s'est basé proposer leur *new Social Housing Scheme* ? Madame la présidente, cette affaire de dalles sur les maisons *Trust Fund*, ça ne date pas d'aujourd'hui. Ça ne date pas d'aujourd'hui !

Je me souviens, je passais à côté de chez Patriko. Il y avait une queue pas possible des gens qui venaient s'enregistrer, qui venaient faire des photocopies de tous leurs documents pour justement bénéficier de cette affaire de coulage de dalle sur leur maison *Trust Fund* et ça ne date pas d'hier. Ça date depuis 2015. En 2016, ils n'ont rien fait. En 2017, vous gagnez les élections, ils ont distribué des tôles à des agents politiques de leur parti pour calmer les esprits. Aujourd'hui, le cyclone Gelena et le cyclone Joaninha viennent de le rappeler à l'ordre pour leur faire comprendre qu'ils ont annoncé à plusieurs reprises, re annoncé à plusieurs reprises et qu'ils n'ont rien fait. Démagogies sur démagogies. Madame la présidente, il faut aussi rappeler que durant la période 2012 à 2016, quatre ans, les bénéficiaires de la NEF n'ont pas eu « un seul » unité de maison construite. Pourquoi ? Parce que l'Assemblée régionale sous la direction du Chef commissaire qui n'est pas là malheureusement, avait pris la décision d'arrêter avec les maisons de type de *Trust Fund* alors que c'est eux-mêmes les commanditaires de cette maison, ce type de maison.

[Applause]

Mr. J. L. R. Perrine: Madame la présidente, c'est l'OPR qui était au pouvoir entre 2002 et 2006 et c'est à partir de cette époque-là qu'on a commencé à construire des maisons de type de *Trust Fund*. Ce n'est pas de la démagogie ; c'est une pure vérité, M. Baptiste. Madame la présidente... *Aret kozé reste trankil, mo ti laisse toi kozé*. Madame la présidente, je reviens encore une fois sur cette affaire de cyclone. Je vais revenir parce qu'il faut. Madame la présidente, sur les 35 millions qui ont été alloués à Rodrigues, le Premier ministre est venu pour faire un constat pour la première fois. Il est reparti en croyant que les choses allaient changer après Gelena. Lorsqu'il est arrivé durant le cyclone, après le cyclone Joaninha, il a été écœuré. C'est une des raisons peut-être qu'il a sorti un billet 2000 pour donner à une dame dire que voilà c'était ma contribution parce que les autres n'ont rien donné.

Vous savez pourquoi le Premier ministre n'a rien... enfin, je ne sais pas. Madame la présidente, savez combien d'argent entre 10 février et le... Quand il est arrivé, le Premier ministre ? Quand il est arrivé, le Premier ministre ? La semaine dernière, le Premier ministre est arrivé entre le 10 février et la semaine dernière, l'Assemblée régionale a déboursé Rs2 millions sur les Rs35 millions. Rs2 millions sur Rs35 millions. Madame la présidente, *kapave, pas kapave ? Kapave, pas kapave ?* Madame la présidente, tout à l'heure... j'aimerais apporter une petite précision concernant l'école de Mont Charlot que mon ami, le *Deputy Chairperson* a commenté au cours de la journée. Il a dit que nous n'avons rien fait pour l'école de Mont Charlot mais j'aimerais lui rappeler que pour l'école de Mont Charlot, pour l'école de Mont Charlot, en 2010, quand on a reçu l'école de Mont Charlot et l'école Araucaria, il y avait un budget de Rs30 millions qui devaient être utilisées pour la construction de ces deux écoles communautaires.

Madame la présidente, deux écoles communautaires à la hauteur de Rs30 millions et aujourd'hui, une école communautaire coûte plus de Rs40 millions. A cette époque, Madame la présidente, c'était normal de faire un choix. Le choix a été calqué sur l'école Araucaria il y avait moins de travaux à faire que l'école de Mont Charlot. L'école de Charlot était dans un état abandon. Le contracteur avait déjà quitté les lieux et c'est eux-mêmes qui avaient choisi le contracteur, Madame la présidente, *Futur Development Company Ltd*. Madame la présidente, nous avons pris l'engagement dans ce discours budget et dans ce *budget estimates, Programme Based Budget 2012*, nous avons pris l'engagement, il y avait Rs12 millions alloués la construction de l'école de Mont Charlot et la construction de l'école de Mont Charlot devait... a terminé en janvier 2012. Il y avait seulement le parking et la cour de l'école pour être asphalté, qui a été alloué à A. J. Maurel Co. Ltd. Ça, c'est pour préciser que nous avons fait les choses.

Le Chef commissaire qui est Commissaire de l'éducation est venu couper le ruban seulement. C'est lui qui a fait le travail. On n'est pas démagogue. On n'est pas démagogue ; on est des gens honnêtes. On veut travailler pour notre pays ; pas pour notre propre poche. Merci. Madame la présidente, maintenant, on va passer un peu plus...

[Interruptions]

Mr. J. L. R. Perrine: Madame la présidente, il y a trois documents. Il y a ce fameux document 2012-2017. C'est la bible du parti de l'autre côté. La bible... Malheureusement, comme toujours, mon document est moitié l'envers, moitié l'endroit. Donc, je vais essayer de travailler avec. Madame la présidente, merci de me donner l'occasion de dire, de faire quelques commentaires sur la présentation du discours budget 2019/2020 présenté vendredi 22 mars dernier dans cette Chambre. Madame la présidente, il y a un sentiment généralisé au sein de la population disant que certains de l'autre côté de la Chambre croient que le peuple de Rodrigues n'entend rien, ne voit rien, ne comprend rien aux annonces « non concrétisant » qui ont été faites depuis 2012 par ce présent Gouvernement régional. Regardez, Madame la présidente, regardez notre Assemblée. Triste. Il n'y a rien, il n'y a personne. Il n'y a personne. Madame la présidente, après les boutades lors des différentes cérémonies démontrées par ce peuple de Rodrigues qui ont compris le modus operandi de ce présent gouvernement, le 22 mars dernier encore, on a constaté un désintéressement et aujourd'hui encore, se confirme aujourd'hui. On a constaté un désintéressement sans équivoque de la population pour la présentation du budget de Rodrigues... et la politique de l'OPR, merci, *Minority Leader*. Bon nombre de nos citoyens ne se sent interpellé par cet exercice et préfère rester chez eux. Madame la présidente, la tribune est vide. C'est un signe.

Madam Chairperson: Reference to the Gallery is not allowed.

[Interruptions]

Madam Chairperson: Reference to the Gallery is not allowed.

Mr. J. L. R. Perrine: *Enfin, koné ki mo pe dir.* Madame la présidente, qu'elle est l'état d'âme actuel de la population ? Quel est son état d'âme ? Le peuple de Rodrigues est en tenue de combat permanent, Madame la présidente. Le Rodriguais se bataille au quotidien pour survivre avec l'OPR en poste depuis 2012. C'est le sentiment profond dégagé de la population qui m'anime aujourd'hui pour étaler cela à ceux concernés. Même les gens qui nous ont visité officiellement tout récemment ressentent cela. Il y a une tristesse au sein de la

population. Rodrigues va mal, Madame la présidente. *Rodrigues pas pareil*. La confiance envers le Gouvernement régional s'effrite car la mauvaise gestion des dossiers laisse à désirer. Pourtant, le Chef commissaire a archi dit qu'il y aura plus de professionnalisme car il n'y aura plus de place pour l'amateurisme depuis 2012. Le fameux dossier. Plus de place pour l'amateurisme 2012.

Madame la présidente, bref, le Chef commissaire a souvent décrié le non-respect de la part de certaines personnes et institutions d'ici comme ailleurs envers Rodrigues et de son peuple. Il l'a fait ressentir au sein de l'Assemblée nationale, au sein de l'Assemblée régionale et dans les nombreuses interventions publiques que je cite : « *La république bisin guette nou dan ene lote manière. Bisin pa considere nou coman bane citoyens deuxième grade.* » Unquote. Il a souvent dit aussi lorsqu'il était à l'école à Maurice, on les traitait souvent de « *cabris Rodrigues* ». D'ailleurs, moi aussi, en tant que patriote, je ne suis pas d'accord avec ce genre d'attitude mais après avoir prouvé qu'il a pu et a su fièrement défendre sa place parmi ses confrères et consœurs de Maurice, il a constaté que le regard de ces derniers « ont changé ». Et a pu incarner et commander le respect de ces personnes et institutions et c'est cela qu'il lui a valu sa notoriété. Madame la présidente, mais dans la vie, il faut s'arrêter, il faut savoir arrêter. Quand le corps ne suit pas l'esprit, il ne faut pas faire comme le président algérien, Bouteflika. Il a fallu que l'armée lui « remet » les pendules à l'heure pour qu'il parte. C'est une honte.

À Rodrigues, qu'est-ce qui se passe ? Madame la présidente, aujourd'hui, en étant le Chef commissaire de Rodrigues, ce poste qu'il occupe et en même temps ce titre qu'il a, commande le respect. Tout cet ensemble, Madame la présidente, doit être un exemple pour nous les jeunes politiciens et pour le peuple. L'histoire retiendra, Madame la présidente, qu'en 2003, j'étais le seul candidat qui brigait les élections régionales contre le Chef commissaire à Grande montagne dont mon seul but était de faire respecter la démocratie. Madame la présidente, c'est dans « cette » même esprit de respect de la démocratie, respect des valeurs et de nos institutions que « *la République bisin guette nou dan ene lote manière* ». Si l'enfant a fauté, que son père ou ses frères et sœurs arrivent à le résonner et lui montre la voie de la sagesse, Madame la présidente. Madame la présidente, le Chef commissaire aurait dû donner l'exemple, oui, donner l'exemple à nous et au peuple et au monde entier avec tous les frasques qu'il a pu commettre tout en étant en poste depuis 2012 à ce jour.

Madame la présidente, dance avec l'ourite, le drill sur le passage de Crève-Cœur, la citation de son nom dans le Rapport Juge Lam Shang Leen sur la drogue où le seul cas d'interférence politique dans le transfert de certains officiers a été mentionné. Madame la présidente, je pense sincèrement en tant qu'un patriote Chef commissaire aurait dû laisser quelqu'un d'autre présenter ce budget. Oui,

Madame la présidente, il aurait dû laisser quelqu'un d'autre présenter ce budget par respect pour la démocratie, par respect pour nos institutions, par respect pour son équipe, par respect pour cette auguste Assemblée qui est l'institution suprême de Rodrigues et par respect pour le peuple. Donner l'exemple, c'est continuer à commander le respect. Avec tout cela, le Chef commissaire aurait dû laisser sa place jusqu'à ce qu'il ait suffisamment de temps pour défendre et laver le nom de son bureau, son nom personnel ainsi que l'institution qu'est l'Assemblée régionale dont nous faisons tout parti. Donc, je vais faire mon discours, Madame la présidente, *under protest* pour apporter ma contribution à ce débat... combien passionnant.

Madame la présidente, pour en revenir au budget présenté vendredi 22 mars dernier. J'ai retenu trois phases.... *Non, non, non, non serye la. La, nou pe koze serye la, pa badiné.* Madame la présidente, j'ai retenu trois phrases : « ...le développement centré autour de l'homme et de la femme Rodriguaise », deuxième : « ...nous avons pris le pari de bâtir une île Rodrigues qui soit digne des rêves des Rodriguais », troisième : « ...l'économie de Rodrigues est aujourd'hui plus forte que jamais ». Madame la présidente, sur lesquels je vais élaborer mes commentaires pour démontrer une énième fois que le Gouvernement régional OPR n'a aucune ambition politique de développer Rodrigues, de réduire la misère du petit peuple et par la suite, redistribuer les richesses à toute sa population mais plutôt qui travaille pour une confrérie avec la complicité du politicien responsable de Rodrigues assisté par un haut fonctionnaire et consort qui veut tout contrôler et devenir un des fils par alliance, financier de Rothschild de la région.

Mrs. Chairperson, Madam, there are some important terms which one should take into consideration when governing or intends to govern a country as per the FM Kit. FM Kit *veut dire* Financial Management Kit. Economy. *Je ne fais pas des cours.* Minimising the cost of resources used or required to achieve priority goals/objectives, effectiveness, the extent to which a programme intervention has attained or is expected to attain its objectives efficiently in a sustainable manner. Efficiency, a measure of how economical resources inputs, fine expertise, time etc. are converted into results. Transparency and comprehensiveness, the budget and the fiscal risk of the site are comprehensive and fiscal and budget information is accessible to the public. The way Commissioners do not want to give answer in the Assembly and refuse to give details or table documents relating to the public funds.

Madame la présidente, la situation économique et sociale est catastrophique dans le pays. Pas ce renvoi de débats budgétaires nous a permis, *I quote* : « à côté des victimes de Géléna et Joaninha, de faire un constat de la gestion catastrophique, des catastrophes naturelles dont Rodrigues a été victime

pour la deuxième en cette année 2019. » Madame la présidente, ce discours qu'a présenté le Chef commissaire vendredi dernier ne nous a pas surpris au fait. En effet, dans le discours programme 2012 à 2007 à la page trois, paragraphe sept, le Chef commissaire avait déclaré, je cite :

« Il n'est pas dans mes intentions de décrire devant dans les détails et tous les aspects des projets de gouvernement compte « mises en... » mettre en application. Je veux seulement pour en tracer les grandes lignes fondées sur la considération du Rodriguais et de la Rodriguaise comme notre principale richesse. » Unquote.

Dans un autre discours budget du 31 mars 2017 à la page 2, paragraphe 9, je cite : *« Madame la présidente, nous avons pour la période 2012 à 2017 travaillé avec les Rodriguais et les Rodriguaises à recréer la confiance et à consolider l'autonomie. »* Ces phrases-là « rejoint » la première phrase de mon intervention que j'ai mentionné tout à l'heure. Qu'est-ce que cela veut dire, Madame la présidente ? Donc, ce discours n'est pas nouveau. C'est une invention, réinvention, changement de mot. En tout cas, c'est du baratinnage. Il a été proclamé en 2012 par ce même Chef commissaire qui dirige notre île aujourd'hui. Je ne souhaiterais pas être grossier en disant que la colonisation est terminée et que les jugements de la cour de La Haye a donné bien des causes au peuple Chagossiens en déclarant que la décolonisation des îles Chagos n'avait pas terminé mais j'aimerais tout simplement rappeler au Chef commissaire qui n'est pas là que ces belles promesses qu'il prononce depuis 2012 à ce jour ne « tient » plus la route. C'est pourquoi on assiste avec impuissance au piétinement de l'espace démocratique qui résulte à un recule considérable de la démocratie à Rodrigues. D'événements en événements, on assiste à un non-participation du peuple lors des grands rassemblements populaires dont nous avons tous été témoin malgré l'utilisation abusive de l'appareil de l'État. Ça a commencé au le 12 octobre 2018.

Nous avons donné le ton. La minorité a donné le ton et nous avons dit que nous allons boycotter la fête du 12 octobre parce que l'invité d'honneur nous a manqué de respect et nous avons fortement dit que nous ne viendrons pas dans un meeting à Songes. Madame la présidente, de 12 octobre 2018 à montagne, près de 300 personnes « a » marqué le début d'une série de boycott de la part de la population. 17 décembre à Grand Baie avec l'arrivée de la pose de la fibre optique à Grand baie, Madame la présidente, 150 personnes, 32 bus sillonnaient Rodrigues, 32 par 50, je ne dis pas 70, 32 par 50, ça fait combien ? 1500 à peu près, non ? Mais c'est ça 1500 personnes. Même le drone à un certain moment donné qui sillonnait Grand Baie, à un certain moment donné, ne pouvait plus se déplacer tellement que la foule était maigre, même pas 200 personnes. Déplacer un premier ministre de Maurice pour faire un *landing of the fibre optic cable*,

vous n'avez pas 200 personnes, 300 personnes, 1500 personnes ou 1000 ou 500 personnes. OPR, aujourd'hui, le 17 octobre... et 17 décembre 2018... La grande famille ?

L'augmentation de la bande passante en février dernier déguisé en connexion de l'Internet à haut débit à travers le câble MARS. Nous ne sommes pas fous ! Nous ne sommes pas fou ! Nous savons quelle est la différence entre l'ADSL et l'Internet à haut débit. Nous avons faire la différence, Madame la présidente. Même le Premier ministre nous a ri dessus mais il a joué le jeu. Madame la présidente... *Fer dimal sa Baptiste. Fer dimal sa.* Madame la présidente, tout dernièrement là, le 1^{er} mars dernier, la fête du poisson à Camp Pintade, la fête était prévue de 10 heures je crois jusqu'à trois heures. À une heure, il n'y avait plus rien ! Pas d'animation, pas de rien. J'étais là-bas à une heure à Camp Pintade. Un fiasco ! Le meeting du 03 mars dernier à Malabar. Madame la présidente, moins de 200 personnes ! Vous qui savez si bien mobiliser la grande famille de l'OPR, vous n'avez plus ? Vous n'avez plus... Vous n'avez plus... comment dire ça ? Vous n'avez plus *the guts* pour mobiliser au moins 500 personnes pour ces *meetings* là ? Même le Chef commissaire n'a pas pu parler. Regardant devant lui, il y avait 60 personnes. Il a dit : moi je préfère renvoyer, je vais renvoyer parce qu'il fait sombre, il fait nuit. 60 personnes, *this was a test case for all of you. A test case for all of you.* Et pourtant, vous dites que la population est derrière vous. A 200 ? Combien ? 500% ? La population derrière vous. On attend.

Madame la présidente, en passant, le Commissaire des bois et forêts peut-il nous dire que faisait... *Ecoute sa la.* Peut-il nous dire que faisait ces... Il y avait trois sacs sur le Mont Limon. Peut-il nous dire trois sacs de sable qui recouvraient trois rectangles de peinture blanche sur le Mont Limon. Est-ce qu'il peut nous dire ce que c'était ? Ce que c'est ? Lui qui contrôle toute la bande, toute la région, est-ce qu'il est au courant de ça, Madame la présidente ? *To pa koné. Ale fer to recherche.* Incohérence et flou. Madame la présidente, mais avant de développer mon discours, j'aimerais attirer l'attention de la Chambre sur le principe de la transparence et de la bonne gouvernance que le Gouvernement régional doit pouvoir prôner. Madame la présidente, dans le *Draft Estimates 2017/2018*, le Chef commissaire nous a démontré les recettes, les revenus de l'Assemblée régionale qui « s'est levé » à quelques Rs25 millions. 2017/2018, c'était noir sur blanc dans le *Draft Estimates*.

Pour ce présent budget, j'ai essayé de chercher dedans... dedans. Le Chef commissaire n'a pas fait mention de ces détails très importants pour la lecture et la compréhension même du *Draft Estimates*. Qu'est-ce qui s'est passé ? Qu'est-ce qui s'est passé ? Pourquoi on nous a omis ce détail-là ? Intentionnellement ou qu'est-ce qui s'est passé ? Quelqu'un peut nous dire, peut nous éclairer. Madame

la présidente, par respect pour la bonne gouvernance et de la transparence, par rapport à l'argent de l'État, est-ce que ces petits détails ont échappé au regard du Chef commissaire ou bien cela avait été fait délibérément pour brouiller les pistes, pour masquer leur incompétence flagrante ? Madame la présidente, nous sommes les élus du peuple. Donc, ces documents que nous avons reçus le 22 mars dernier auraient dû être documents lisibles et compréhensibles car « elles seront utilisés » avec la population pour leur faire comprendre les proposés et les dires, les mesures budgétaires qui ont été annoncées. C'est ça notre rôle. Mais pourquoi on nous a omis ces détails-là, aussi importants ? Pourquoi ?

C'est-à-dire que le *Draft Estimates* est incomplet tout comme le discours budget est incomplet. Un seul chiffre, Rs44 millions pour le projet de traitement de déchets. Un seul chiffre. Madame la présidente, deuxième : « *Le développement centré autour de l'homme et de la femme Rodriguaise* ». Madame la présidente, force est de constater que les plus vulnérables de la société qui devaient être les premiers servis attendent toujours des miettes du Gouvernement régional après le passage du cyclone Gelena qui nous a secoué le 09, le 10 février dernier. Madame la présidente, j'ai quelques documents *that I will table for the sake of history and for the sake of information*. On a beaucoup de personnes qui disent que... On parle de.... Maintenant... Là, c'est la mode. Le 'rehoc'. 'Rehoc', c'est ça qu'on dit? Le 'rehoc'. Le 'rehoc', lors du cyclone, le passage du cyclone Gelena, il y avait un groupe de personnes qui se sont rendus comme annoncé par la radio par la Commission en question de se rendre à une station de police pour faire les déclarations. Ensuite, la police viendra constater les dégâts. Ils auront par la suite un papier émanant de la police, un memo, *victim of distress assistance form* qu'il leur seront remis par la suite.

Madame la présidente, le 09, le 10 février. Quelques jours après, c'est-à-dire, près d'une semaine après, ces personnes-là ont reçu ces documents-là. Ils ont reçu ce document-là émanant de la police. Et la police leur a dit d'aller à la Commission de la Sécurité sociale. J'étais à Port Mathurin. Je reçois un coup de téléphone venant des habitants de Cité Patate qui étaient à La Ferme. Je pars à La Ferme. Quand j'arrive à La Ferme, ces personnes étaient à la station de police pour dire que la Sécurité sociale nous a renvoyé. La Sécurité sociale, les officiers ont dit : nous avons rien reçu comme directive pour traiter ce document. Pourtant, à la radio, à la télévision, on faisait des 'grosses' spots publicitaires pour dire voilà, on va prendre ça de vous, venez faire votre enregistrement, on va s'occuper de vous tout de suite. J'ai été à la station de police par la suite.

J'ai demandé au Chef de la police de cette localité de trouver les informations à la Sécurité sociale ou au Chef du 'Rehoc'. Vous savez qu'est-ce qu'elle a répondu, le Chef du 'Rehoc' ? Il a dit, je cite : qu'il ne sait rien, qu'il n'a reçu aucune directive pour traiter ce document. *I am tabling this document*.

Pourquoi ? Pourquoi ? Comment expliquer que durant une catastrophe, par la suite, personne n'est au courant et personne ne sait comment faire ? Madame la présidente, je vais... Là, je vais être un peu plus sévère. Là, je vais être un peu plus sévère. Madame la présidente, je vais citer un exemple concret de la non considération des personnes affectées par le cyclone Gelena que ce présent Gouvernement a laissé pour compte. Madame la présidente, Madame D. Parmasse de Petit Gabriel. Madame D. Parmasse a rapporté le cas de la destruction de son toit, de sa maison type *Trust Fund* à la station.

Madame la présidente, le Premier ministre lui-même a pris le temps d'aller visiter cette personne-là. Il a pris le temps d'écouter cette pauvre dame qui a vu le toit de sa maison de *Trust Fund* dévasté par le cyclone. Elle a tout perdu : ses meubles, ses vives, toilette, ses animaux. Madame la présidente, le Chef commissaire, Mme Franchette Gaspard Pierre Louis, Commissaire de la femme et de la famille accompagnait le Premier ministre. Ils étaient là. Et en plus, Madame la présidente, ce qui est triste dans tout cela, cette dame est une amie de classe à la Commissaire de la famille, Madame Pierre Louis. Madame la présidente, à l'heure dont je vous parle aujourd'hui, rien n'a été fait pour soulager la souffrance de cette pauvre dame. Rien. Regardez le toit de sa maison. Rien n'a été fait. Le Premier ministre est revenu une deuxième fois.

Malheureusement, il n'a pas eu la chance d'aller là-bas. Rien n'a été fait jusqu'à maintenant là, à l'heure dont je vous parle. Madame la présidente, cette pauvre dame n'a reçu aucune aide de la part de la Commission de la sécurité sociale à part qu'un officier est passé faire des photos en l'absence de cette personne. Elle a un enfant asthmatique qui doit marcher d'une... kilomètres pour l'emmener à l'école. Pourtant, Madame la présidente, Madame la Commissaire de la famille passe souvent devant la porte de cette dame, souvent sur la route de cette dame, presque tous les jours mêmes. Faire jogging, aller voir ses amis. On ne voit pas ? Madame la présidente, regardez. Là, vous partez là-bas là maintenant là, c'est toujours comme ça. Elle a sacrifié pour acheter ses meubles, les matelas, un lit. Le Frigidaire est chaos. Son argentier est plein d'eau parce que la maison coule. *I am tabling these documents, this document for history.* Madame la présidente, je pense aussi à M. Azie de la Cité Malartic qui a vu sa maison complètement dévastée par le cyclone Gelena et que la Sécurité sociale lui a demandé de contribuer Rs15000 s'il veut une maison en tôle et Rs140000 s'il veut une maison en dur. Je n'ai pas inventé moi. Malheureusement, la personne ne peut pas venir.

Mr. L. D. Baptiste: *Madame la présidente, the Member is imputing motives. He is just mentioning things since the beginning of his speech about what people are saying about me or about others but these are things... Yes, the Commissioner for Social security yes, in meetings. These are imputing motives.*

Yes, Social Security is under my responsibility. I think that he is just mentioning what people are saying but without any confirmed information about what they are trying.

[Interruptions]

Madam Chairperson: Respected Member, would you please clarify what you were saying?

Mr. J. L. R. Perrine: Il n'avait pas fait un point de *explanation* tout à l'heure ? Merci, Madame la présidente. Madame la présidente...

Madam Chairperson: Respected Member, please!

Mr. L. D. Baptiste: I think that your ruling is clear. He has to substantiate what he has said. Otherwise, he has to withdraw.

Madam Chairperson: Respected Member, please, would you clarify so that I can rule on the matter, please?

Mr. J. L. R. Perrine: Yes. Madame la présidente, j'ai dit, M. Azie qui a été dans cette réunion de... animée par le Commissaire en question, la Sécurité social, on lui a dit dans cette réunion qu'il doit contribuer Rs15000 s'il veut une maison en tôle et Rs140000 s'il veut une maison en béton.

Madam Chairperson: So, you mean that it is the Commissioner who said that?

Mr. J. L. R. Perrine: Yes.

Mr. L. D. Baptiste: That is why I said I never said that because I explained earlier that there is a decision of the Executive Council about those who have lost their housing units during the cyclone and the fact that he has a CIS Housing Unit and that Mr. Azie as you mentioned is the owner, he has a residential lease, he will be granted a NEF type housing unit free of charge. So, I have never said that. Because this is a decision of the Executive Council.

Madam Chairperson: So in this case, you have to withdraw Respected Member.

Mr. J.L.R. Perrine: I withdraw and I am very happy that you will give him the *maison, sa maison*. Mme. la présidente, je pense aussi à Mme. W. Etienne

de Citron Donis. Mme. W. Etienne de Citron Donis, regardez la maison de cette pauvre dame.

Mr. L. D. Baptiste: Excuse me, Madam, on a point of order. I would like the Chairperson to rule, whether it is ethical to show private pictures of condition of living of people, mentioning their full names. Is it ethical to show all these?

[Interruption]

Madam Chairperson: Commissioner, visual aids are allowed and the Respected Member knows that he is assuming the responsibility of everything that he is saying and everything that he is tabling in this House. And, I have not heard the Respected Member saying full name of anyone. So, it is in order.

The Deputy Chief Commissioner: I have a point of order on the previous point of order, following what the Member has said.

Mr. J.L.R. Perrine: *Eski gagne droit faire ça ?*

The Deputy Chief Commissioner: Yes.

Mr. J.L.R. Perrine: Yes, I have also another point of order. You cannot put...

The Deputy Chief Commissioner: I consider ...

Madam Chairperson: Gentlemen, please. Let me allow ...

The Deputy Chief Commissioner: I consider that the Member Perrine has deliberately come into the House with false information, with false information because he said, before withdrawing the words, he said this is what I was waiting for.

Madam Chairperson: Deputy Chief Commissioner, I have already ruled on this matter and my ruling is final. Please proceeds, Respected Member.

Mr. J.L.R. Perrine: *Thank you, Madam Chairperson.* Mme. la présidente, je sais que ça fait mal mais c'est mon devoir de venir dire et de rapporter ce que j'ai vu sur le terrain en tant que Membre de cette Auguste Assemblée, en tant que Membre de cette Auguste Assemblée et ces personnes ont donnés leurs accords pour que je vienne témoigner en leurs noms ici et défendre leurs causes. Aujourd'hui, je vais y aller.

Mme. la présidente, Mme W. Etienne de Citron Donis, qui a vu sa maison détruite durant le cyclone Gelena. Maison détruite complètement durant le cyclone Gelena. Cette pauvre dame à quatre enfants. Mais durant une période, une dizaine, une quinzaine de jours avec la complicité de la presse écrite, cette dame a eu le soutien d'une association de Rodrigues, le Lions Club, que je félicite d'ailleurs, pour avoir rafistoler sa maison par le Lions Club et lui offrir de quoi mettre à l'intérieur un lit pour elle et ces enfants et de quoi cuire à manger et des vêtements chauds. Mme. la présidente, jusqu'à maintenant, à l'heure dont je vous parle, aucun des responsables de l'autre côté, ni le Commissaire de la Femme et de la Famille, ni le Chef Commissaire, ni le Commissaire de la Sécurité Sociale s'est rendu chez cette pauvre dame pour sympathiser, du reste pour apporter leurs soutiens. Si le Commissaire de la Sécurité Sociale veut les noms complète de ces personnes-là, je peux leur donner ça après l'Assemblée.

Mme. la présidente, personne à part d'un officier qui est parti mesuré l'emplacement de cette pauvre dame. Heureusement, qu'on a eu le Lions Club. Merci. Heureusement, que nous avons des gens quand même qui pense aux autres. Et, je ne pense pas qu'au Lions Club, il y a d'autres organisations qui ont fait des gestes patriotiques à ces pauvres familles désemparées. *I am tabling this document, again. Pas fer narnier quand mem in penan narnier li pou moi sa. Ti aster ek to largent, pou moi sa. Pou moi sa boss. Jaloux ? Pa kavav tini?*

Madam Chairperson: Please address the Chair.

Mr. J.L.R. Perrine: Mme. la présidente, *dimoune-là ine perdi tou. Li énan ene travail saisonnière*. Où il se procurera de cette argent pour payer alors ? Toutes perdus ! Où est-ce qu'elle aura ? Mme. la présidente, encore une fois, les Rs 35 million, les Rs 35 million offert à l'Assemblée Régionale par le Premier Ministre, Prime Minister's Relief Fund. Rs 2 million dépensait seulement. Rs 2 million sur les Rs 35 million. *Encor pé fer survey. Ine gagne plis ki ene mois et demi. Deuxième cyclone ine craze craze nou lakaz.*

Mme. la présidente, je pense aussi à ces centaines de SRM, qui n'ont pas reçu leurs allocations financière depuis le mois de décembre dernier afin de pouvoir venir en aide, de pouvoir subvenir au besoin de leur famille tant sur le économique qu'éducatif. Je parle sous le titre – « *Le développement centrer autour de l'homme et de la femme Rodriguaise* ». Contradictoire. Mme. la présidente, je pense aussi à ces 23 pêcheurs qui ont eu leurs cartes de pêcheur professionnelle hors lagon temporairement depuis 2017 et qui n'ont jamais toucher un seul centime de l'état comme Bad Weather Allowance. Le Commissaire nous a répondu une fois, qu'il doit revérifier encore si ces pêcheurs-là sont des professionnelles. On a utilisé l'argent de l'état pour leur donner de la formation pendant deux mois à Rs 250 par jour. On leur a donné le bateau Diégo

Rodriguez pour leur session de pratique. Le Commissaire vient nous dire qu'il doit contrévaluer si ces personnes sont vraiment des professionnelles.

Mme. la présidente, je pense à ces planteurs de Rivière Banane et partout à travers Rodrigues qui n'ont rien reçu comme compensation aide du Gouvernement Régional depuis Gelena. *Struggling everyday*. Un combat, perpétuel combat. Le Rodriguais, perpétuels combat. Depuis 1879. Perpétuel combat pour *a basic needs*. Mme. la présidente, je pense aussi à cette pauvre *grand dimoune de Malartic*, Marie E. Spéville, Marie E. Spéville, qui s'est rendu à la Police de la localité pour déclarer les pertes qu'elle a encouru durant le cyclone Gelena. Et, qu'aucun officier n'est venu la rendre visite. Jusqu'à jeudi dernier où je l'ai accompagné une deuxième fois à la station de Police de la localité. Je pense aussi à cette pauvre dame J. M. Andres, de la même localité qui ne vit avec rien du tout depuis trois ans, alors qu'elle a déjà été examinée par des spécialistes et qu'elle souffre trouble psychiatrique. Trois ans avec rien du tout. Appel rejeter, appel rejeter. Pourtant son médecin traitant, le spécialiste lui a donné un Medical Certificate attestant qu'elle souffre des troubles mentaux. Rien, Mme. la présidente. Je pense aussi à Léopold M.T., qui a vu sa maison de NEF remplir avec l'eau boueuses car cette dernière devait acheter encore des matériaux à ces frais pour compléter sa maison. *Bizin asté di sab*. Mme. la présidente, elle vit d'une pension d'état, *ene Social Aid, bizin asté di sab dan Rs 2,500. Kot pou gagne ça ?*

Mme. la présidente, encore pire, je pense à ces officiers qui travaillent dans un bâtiment administratif à La Ferme où le quotidien et *caca pigeon, caca et pisar lérat*. Et, qui n'arrive plus ... *Ben excuse-moi, mo bizin dir li coume sa*.

Madam Chairperson: These words are not parliamentary.

Mr. J.L.R. Perrine: Excrément, excrément, l'insalubrité, excrément des rats. Et, qui n'arrive plus à travailler et de vivre sainement car ils sont constamment chez le médecin et cela malgré qu'un rapport émanant de l'Administration Centrale. L'Administration Rodriguaise leur demandant d'évacuer le bâtiment pour risque de maladie et de contamination. Mme. la présidente, c'est le quotidien de mes frères et sœurs de Rodrigues. Des officiers du gouvernement, un manque d'égard grave vis-à-vis ces officiers. Je pense à ces officiers du Clac de Port Sud Est, qui doit aller dans des *caros*, des *caros la coclisse* pour faire leurs besoins. Je pense à ces officiers de Clac, qui doivent aller faire leurs besoins dans des *caros la coclisse* à Port Sud Est. Ces officiers du gouvernement. Manque de respect envers nos femmes. *Apré zot dir moi zot cotent Rodriguais. Zot content Rodrigues. Hein, menti ça ? Hein, to pas honté.*

Mme. la présidente, je pense aussi à ces officiers du Département de la Pêche et des Bois et Forêts, qui ont eu leurs diplômes depuis plus d'un an et qui n'ont toujours rien sur leurs conditions. Aucune amélioration sur leurs conditions de service. D'autre qui attendent leurs promotions depuis plus de quatre à cinq ans. Mme. la présidente, *mo pas riye sa ban zafer là moi, pou moi cé ene la honte. Cé ene manque de respé. Manque de considération envers nos fonctionnaires.*

Mme. la présidente, à Gravières depuis quatre ans, il y a plus d'Officier en Charge. Mme. la présidente, depuis quatre, cinq ans, depuis trois ans à peu près, il n'y a plus d'Officiers en Charge à Gravières. Le poste de Fisheries. Mme. la présidente, ce sont nos capital humains, capitaux. Nos capitaux humains. Notre capital humain. Mme. la présidente, il y a aucun responsable, aucun Officier en Charge. Mme. la présidente, je pense à ces habitants de Roche Bon Dieu, qui vivent en permanence avec de la fumée émanant d'un dépotoir et qu'ils n'ont plus espoir.

Mme. la présidente, je pense aussi à ces athlètes qui attendent depuis plusieurs années la construction d'une infrastructure sportive, pour qu'ils puissent pratiquer le sport sainement, Stade de Roche Bon Dieu, Stade de Camp du Roi, Stade de Roseaux, Stade d'Ile Michel, Stade de Mourouk, *gateaux pistaches. Ale get sa, a dir serpent in, le stade de Mourouk.*

Mme. la présidente, je pense aussi à ce journaliste, qui a osé dire la vérité et montré au peuple l'incompétence de ce gouvernement, se voir humilier en publique par ce même Commissaire de l'autre côté.

Mme. la présidente, je pense à tous ces patients, qui ont vu leurs traitements faite à base de l'eau désaliner depuis plus de quatre ans. Est-ce qu'il y a eu des morts ? Je ne sais pas. Je pense à la souffrance qu'ils ont pu endurer et qu'ils endurent toujours. Mme. la présidente, je pense à nos patients atteignent du Cancer ou de Sida ou toutes autres maladies qui tuent notre peuple, toutes l'attention voulu pour leurs épanouissements et guérissons alors qu'ils ne l'ont pas.

Mme. la présidente, je pense à ces Employment Relief Programme depuis 2015 qui ont optés pour un projet : « *pou déboute lor zot dé lipiéds* ». Depuis 2015 ! Pour avoir les financements nécessaires *sans get figir*. Qui attendent toujours, Mme. la présidente.

Mme. la présidente, je pense à toutes ces personnes qui ont vraiment été affecté par le cyclone et qui n'ont rien reçu mais par contre des agents politiques proche du pouvoir flattent – on a reçu des compensations. Il y a certaine qui n'ont jamais attrapés, comment on appelle ça ? *Ene la corde cabris, mais ine gagne*

hérité. Mme. la présidente, nous avons une pensée spéciale à ces deux hauts cadres de l'Administration suspendus bêtement alors que les vrais coupables courtent toujours. Mais combien de temps encore ?

Mme. la présidente, last but not least, je pense à ces cinquantaine de Youth Employment Programme (YEP), qui ont été mis à la porte hier. 50 ! Une cinquantaine. Et, son remplacer par les General Workers, qui ne sont même pas qualifiés. Allez regarder, Mme. la présidente, vous allez voir quelle service. 50 jeunes, 50 jeunes. Là, ce matin on avait des gens compétents. Ces YEPs là faisaient un bon travail, au Record Office, par exemple. Aujourd'hui, nous avons des personnes, ont remplacés par des personnes qui ne sait même pas écrire l'adresse de l'île Rodrigues. Anse Goeland, ils disent Anche Joeland. C'est triste.

Mme. la présidente, sur un autre chapitre, nous avons pris le pari de bâtir une île Rodrigues qui soit digne des rêves des Rodriguais. Mme. la présidente, il y a deux écoles de pensées, selon moi, selon moi en analysant ce budget. Comme à l'accoutumer nous avons assisté avec incertitude, tristesse et peine, la présentation de ce discours, qui n'a rien à voir avec le rêve de Velofen. Qui verra sous peu son métier de pêcheur de crabe devenir un commerce juteux à grand échelle, pour certain, ou il risque difficilement de trouver sa place car le nombre de pêcheur de crabe augmentera considérablement. Je pense à Velofen. *Mone fatigué gagner.* Je pense à Velofen. Je pense aussi au rêve de J. R., au rêve de J. R., qui au lieu de contribuer 140,000 pour la construction d'un *social housing* de 600,000, comme c'est la règle imposer par ce présent gouvernement OPR, ce malgré qu'il touche un salaire de retraite de l'état, c'est vu octroyer un appartement pied dans l'eau du gouvernement à Port Mathurin au détriment des plus méritants. *Pet pétard. A koze ine pet pétard donne li ene appartement. A koze line pet pétard donne li ene appartement dans Port Mathurin.*

Mme. la présidente, au lieu des rêves des Rodriguais, nous avons assistés plutôt à la réalisation des rêves de l'équipe du Gouvernement Régional à bâtir, chacun d'eux, une empire pour continuer à piller les richesses qui devaient être distribuer à la population d'où le fameux slogan – « *On est venu pour servir et non pour être servi.* » Mme. la présidente, d'où entre autre. Quand je dis ça il y a certains qui sont mal. Rs 2 million de plaque acheté par un proche pour investir dans le Social Housing. Mme. la présidente, le chiffre d'un business, d'un haut cadre de notre administration, plus de Rs 100 million par année.

Mme. la présidente, l'octroi de 18,000 m² de terre de l'état à un proche d'un politicien responsable de Rodrigues pour lancer dans le tourisme avec huit million dedans comme bail agricole. Alors, que les Rodriguais, eux ils ont droit à des permit agricole. Qu'est-ce que c'est ? Deux catégories de citoyens ? Le peuple de Rodrigues n'est pas reconnu sur sa propre île ? Je pense au changement

d'un terrain privé d'un haut et ex-cadre du bureau du PM à Montagne Charlot dans bois contre un terrain de l'état pied dans l'eau à St. François pour une durée de 99 ans. Ça c'est l'OPR ! Ça c'est le travail que l'OPR fait actuellement, Mme. la présidente. C'est ça ! L'octroi de 31,000 m² à un businessman de Maurice. Nous ne sommes pas contre les frères de Maurice. Alors pourquoi les Rodriguais eux, ils attendent depuis plus de 10 ans avec Rs 10,000 comme fond, *shareholder*. Trois ans déjà. Trois ans ! Trois ans, Mme. la présidente. Qui c'est qui peut nous répondre ? Il n'est pas là, là le Chef. C'est lui. Et puis, il vient nous dire que le MR a bradé. C'est eux qui brade les terres de l'état.

Mme. la présidente, une île Rodrigues qui soit digne de nos rêves. Mme. la présidente, une île Rodrigues qui soit digne de nos rêves, d'un crépuscule qui n'est jamais assez et qui continue à nous mentir avec des propos non fonder, non réaliser depuis 2012. Mme. la présidente, année après année depuis leurs accession au pouvoir, on a assisté à des tas de promesses à travers les différents discours budgétaires et programmes présentaient dans cette Auguste Assemblée. Malheureusement, qui restent que des promesses non-tenues. On a assisté à des scandales, le *Innovative Grant Scheme*, des irrégularités dans les finances, les dépenses, des décisions non-réfléchi, les licenciements des travailleurs Rodriguais sur une base politique. Le recrutement des autres travailleurs au détriment les plus méritants, Mme. la présidente. On assiste à une dégradation du tissu économique et sociale de Rodrigues.

Mme. la présidente, il est inconcevable de penser qu'en 2019, l'ex-Coralie la Différence, ex-La Varangue appartenant à M. et Mme. L. n'a pas été réglé depuis 2016 pour un montant de Rs 7,3 million. Et, ce malgré qu'un chèque émanant de l'Administration Central a été remis à un notaire en personne par le Acting Island Chief Executive depuis 2016 en présence d'un avocat. Savez-vous que le comble dans tout cela, Mme. la présidente, que les vendeurs n'ayant pas reçu l'argent au moment de l'apparition devant le notaire non pas signer l'acte de vente. Et, étant donné qu'ils n'avaient pas reçu les Rs 7,3 million, ils n'ont pas signé cet acte de vente. Donc, le complexe appartient toujours à M. et Mme. L, qui peut à tout moment nous déposséder de ce bien, de ce bâtiment. Mme. la présidente, est-ce la bonne gouvernance ? Le rôle du Chef de l'Administration, je demande, maintenant, publiquement devant tout le monde, je demande sa révocation. Oui, sa révocation. Parce qu'il n'est pas à la hauteur de ces responsabilités, Mme. la présidente. Si rien n'est fait, on pourra conclure qu'il y a aussi complicité de la part de certain. Mme. la présidente, ce n'est plus possible. Il faut prendre des sanctions. Il faut prendre le taureau par les cornes.

Mme. la présidente, après 17 ans passé dans la mise en place et la gestion des eaux des affaires locales. L'année 2020 doit être une année décisive pour notre île. En effet, Rodrigues fêtera ces 18 ans de mise en place de notre Auguste

Assemblée. On constate que l'implémentation de l'Autonomie a apporté d'énorme progrès dans l'île. Tout, tant sur le plan infrastructurelle, qu'humain. Mme. la présidente, deux parties se sont succédés depuis 2002. Et, chacun d'eux a apporté à sa manière sa contribution pour améliorer le quotidien du peuple de Rodrigues. Quoique l'attente de la population est tellement grand car il aurait espéré mieux de nous, les dirigeants de cette île, hélas. 17 ans, quel constat faisons-nous de cette autonomie après que cette dernière à presque atteint sa maturité ? Quel regard ceux qui nous ont octroyés cette autonomie en 2001, ont-ils sur la façon dont nous avons dirigé ce peuple à ce jour ? Avons-nous jeté les bases pour des tels objectifs ? Ou nous avons tout simplement failli à notre tâche ? 17 ans de lutte pour résoudre le problème de la pauvreté. En vain ! Rodrigues se voit doter du titre d'un des régions la plus pauvre au sein de la République, Mme. la présidente. 17 ans, a lutté pour diminuer le taux de chômage, empêcher l'exile de nos personnes de ressources et de nos jeunes vers d'autres eldorado, Mme. la présidente.

Mme. la présidente, la crédibilité du budget elle-même. *The extent of budget realisation in terms of being implemented as planned.* Nous avons vu des changements à tout bout de champs. *Ine tir 20 million ine met par ici. Ine tir 10 ine met lot coté. Lot pane gagne payé.* Enfin une cacophonie. En 2013, ensemble rétablissons la confiance, relevons les grands défis, planifier le développement et établir les priorités des objectifs pour Rodrigues, réactualiser le plan de développement durable et intégrer pour Rodrigues à travers l'élaboration d'un plan de transformation économique et sociale de 10 ans, en 2013. On est en 2019. Six ans. Ils n'ont pas eu encore de temps. Ils n'ont pas eu assez de temps pour réaliser tout ça. Transformation économique et social de 10 ans, un plan. Où est le plan ?

Dans le Budget 2018-2019. L'élaboration d'un plan stratégique pour l'emploi pour les dix ans à venir. *Kot to plan ? Pa bon la Baptiste. Hey met sérié. Hey mo kapav dir sa la fort la moi. Hein, mo fer toi retire ça mot là. Mais mo pas pou fer li.* L'élaboration d'un plan stratégique pour l'emploi pour les dix ans à venir. Où est le plan stratégique pour l'emploi dont M. Daniel Baptiste a le droit, à la responsabilité d'emmener dans cette Chambre ? *Line dir moi kot plan été !* Mme. la présidente, tout tourne autour de l'eau, M. Nicolson Lisette, Deputy Chief Commissioner. L'eau c'est la vie. 17 ans de lutte pour résoudre le problème d'eau de gestion et distribution d'eau potable à nos citoyens. *Madame ousi ou complice hein, mo trouve ou pé cas grand grand rier.* Face à la détermination – *mo compren* – face à la détermination du Commissaire de Ressource en Eau, lors de son entrer au parlement en 2017. On avait un regain d'espoir, écoute bien M. Lisette, on avait un regain d'espoir que les choses allaient s'améliorer. Nous lui avons même accordé plus de six mois de grâce pour améliorer la situation chaotique qu'il lui a légué son prédécesseur le Commissaire Simon Pierre

Roussety. Après deux ans, le Commissaire est toujours en mode d'attente. Aujourd'hui, on entend dire que la distribution se fera deux fois par semaine. Le Minority Leader en a fait état tout à l'heure. En tout cas, si cela est réalisable, je connais un endroit à Pavé la Bonté ou à latéral Tindoil, envoi l'eau deux fois par semaine pour desservir les villageois de Fond la Bonté, Fond Baie aux Huitres, etc., etc. Mme. la présidente, deux fois par semaine, oui c'est vrai, il a raison, il a raison.

Mme. la présidente, les budgets depuis 2013 pour l'eau. 2013 – Rs 112 million, 25% d'augmentation, non 25% du budget capital et 360% augmentation comparer à 2012. Rs 112 million ! Mme. la présidente, 2014 – Rs 172 million. Mme. la présidente, 2015 – Rs 47,5 million. *Zafer tine pa bon là. Simon Pierre ine ale bat boug là. Rs 47,5 million.* 2016, aucune mention faite pour l'eau. Mais ils ont dépensé Rs 35,891 million. L'eau, il n'est plus *zot priorité*. Mme. la présidente, depuis 2017, Rs 36,449 million. Et, 2018, Mme. la présidente, Rs 76,7 million. Ça nous fait un total de Rs 483,4 million de 2012 à 2018. L'eau c'est la vie. L'eau c'est la priorité des priorités. Hein, la priorité des priorités, l'eau. Qu'est-ce qu'ils ont fait avec toutes cette argent ? Qu'est-ce que nous avons fait ? Ils ont mis tous leurs saints esprits dans le dessalement. Là, actuellement, laissant tout l'eau, les 13 rivières de Rodrigues coulent, à gogo, tout l'eau part à la mer. Et puis, on va dessaler pour donner aux gens pour faire la dialyse avec les Rodriguais. Où est le *Water Development Plan for Rodrigues*? Où est-ce qu'elle est ? Mme. la présidente, pour répondre à la demande en eau, pour le besoin domestique, agricole et industrielle de Rodrigues d'ici 2040. Où est le plan ? *Plan for Rodrigues* ? C'est ça le plan ? Hein, réservoir tôle de Marechal, *tole la ine coule endan. Sapo la ine coule endan. Reste zis reservoir.* Reservoir en tole de Maréchal. Ça le plan. *I am tabling this document. Table.*

Mme. la présidente, quand est-ce que la population de Rodrigues gouterà à un eau potable digne de ce nom ? Sans matière animal, sans matière fécal, sans excès de Sodium de Chloride. Quand, Mme. la présidente ?

Mme. la présidente, le rapport Lux Consult de 2000 et d'autres rapports préconisent qu'un tarif convenable pour les hôtels, industrielles et domestiques soient revu et appliquer pour Rodrigues. Mme. la présidente, dans le Discours Budget 2017-2018, l'introduction de nouveau règlement pour inciter le captage d'eau de pluie, quant-est-il ? Zéro ! Pourtant l'eau reste une priorité.

La construction de deux réservoirs de 1000 m³ à Hauteur l'Accacia et Montagne Cabris Corail. *Oune trouve ça dans région 1, région 2. Nemours ? Ine construire réservoir dans Montagne Cabris Corail ? Pane construire. 2017-2018, là on est 2019-2020.*

Mme. la présidente, la mise en place d'un unité de traitement d'eau usé à Grenade. Mon ami Reddy a brossé un tableau exceptionnel. Depuis 2012 à 2019, 18. Un tableau !

Mme. la présidente, le Secteur du Tourisme. 2017-2018 - Mme. la présidente, est-ce qu'il y a un Commissaire à la tête du Tourisme ? Qui est ce Commissaire ? Mme. la présidente, ils ont dit nous réitérons aussi notre engagement pour un développement touristique durable et écologique. Pour y parvenir nous allons revoir le Master Plan sur le développement touristique de l'île. Compléter les travaux d'aménagement à Caverne Patate et Ile aux Cocos. Mon ami Augustin, là si bien dit. *Pou éclairé avec la lampe solaire. La zordi dimoune dans Caverne Patate pé mars dan boute pou ale visité.* Une honte pour Rodrigues ? Faciliter la construction de deux nouveaux hôtels. *Cot été ?* Mme. la présidente, poursuivre le projet pour catégoriser les gîtes, restaurants, chambre d'hôtes et hôtels. *Where is these projects ?* Mme. la présidente, travailler avec des partenaires privé pour le développement de nouveau produit touristique tel qu'un projet d'escalade à Montagne Tonnerre, des partis de pêche artisanal, etc., etc. Comme mon ami la si bien dit.

Mme. la présidente, quand est-il du *Environment Protection Fee* ? Notre ami M. Augustin a mentionné ça tout-à-l'heure. Mais là, il a oublié le plus important. L'Assemblée Régionale avait pris l'engagement d'enlever ce *Environment Protection Fee*, de demander à enlever, mais malheureusement, là actuellement tous les gîtes reçoivent des papiers de la MRA pour, papier de réclamation dû à tous ces entrepreneurs touristiques.

Mme. la présidente, le Budget 2018-2019, je parle de l'industrie touristique, pour permettre l'accroissement de l'industrie touristique, un Tourism Investment Policy sera élaborer. Le départ d'un cadre pour non-respect de sa fonction, la chute libre des arrivés touristiques en 2018, Mme. la présidente, est un exemple concret. Voilà, Mme. la présidente, *I am tabling the statistic of les arrivés touristiques 2018 en chute libre.*

Mme. la présidente, le Commissaire Payendee lorsqu'il était responsable faisait nettement mieux que le Commissaire du Tourisme actuel. Ce fut la même observation lorsque le Chef Commissaire était responsable de l'Agriculture. Pourquoi changer un cheval qui apporte des trophées pour l'écurie ? *Li pas là ? Normal li pas pou la. Parski céki pou dir la dan so jardin.* Mme. la présidente, pourquoi changer un cheval qui apporte des trophées pour l'écurie ? *Pa kapav kozé Richard ?* Mme. la présidente, je me souviens, j'ai fait cette remarque ici à plusieurs reprises. J'ai dit, le Commissaire Simon Pierre Roussety, *kot met li pas bon. Partout kot met li, li pas rési deliver.* Maintenant, je comprends mieux pourquoi c'est ainsi ? Pourquoi c'est ainsi ? Parce que partout où est le, partout

dans les secteurs clés où le Chef Commissaire responsable, je parle du tourisme, je parle de l'agriculture de l'époque, je parle de l'éducation. Rien ne marche. Le Secteur Agricole a plongé lorsqu'il a légué ça à M. Payendee, le Commissaire Payendee. Le tourisme est en chute libre. L'éducation – *kot met li pas bon*.

Mme. la présidente, n'est-il pas temps de revoir ? N'est-il pas temps de revoir ? Est-ce qu'on va continuer à laisser notre île descendre, plonger, plonger et plonger même ? Le fameux ICT Sector, Mme. la présidente. Le Secteur de la Technologie Informatique, de l'Information et de la Communication. Qui n'a pas entendu, le fameux – *est-ce ki gagne délo dans câble optique ? Ou bien nou pou coupe li avec gros cisaille, câble optique là*. Mme. la présidente, Rodrigues Technology Park, pour un montant de Rs 258 million offert à Landscape Mauritius. Un SME Park à Anse Baleine offert à Landscape Mauritius. Mais à quand un Landscape Rodrigues, *papa oh* ? N'avons-nous pas la capacité. Toute cette argent, là irons où ? A Rodrigues ou à Maurice ? Est-ce qu'il y a eu des procédures d'appels d'offres pour ces infrastructures ou cela a été alloués automatiquement. Mme. la présidente, *aprè zot vine dir zot content Rodriguais*. C'est juste une utopie. Où est passé le ICT Human Resource Development Plan ? Pour planifier le besoin en terme de ressource humaine pour appuyer ce projet technologique.

Mme. la présidente, l'agriculture est en chute libre. Le Commissaire fait ce qu'il peut mais malheureusement, ne tient pas la route. Je ne vais pas mentionner tout ça, parce que sinon ça va être catastrophique. L'agriculture est en chute libre, en chute libre. Les éleveurs, les éleveurs, les animaux vieillissent, les animaux vieillissent, les taureaux, les boucs, les moutons. Heureusement, que le cochon est consommé localement. Mais les animaux vieillissent à Rodrigues.

Mme. la présidente, les Arts et de la Culture. Sept ans, sept ans, l'âme Rodriguaise est morte. Fête de la musique dans les collèges, fini depuis quatre/cinq ans. L'art et la culture, KO. Un monument à Pointe Canon qui marque la présence du chanoine Pingré. En 1991, ce buste plaçait depuis est un faux buste. 28 ans déjà et on continue à laisser notre histoire fausse. Mme. la présidente, où sont passé les développements des industries culturelles ? N'est-ce pas ce présent gouvernement qui a commandité une étude pour les développements des industries culturelles ? Où est passé cette fameuse étude ? La personne en question est toujours en poste à Rodrigues. Où est passé cette fameuse étude ? Où est passé le développement de la cinématographie ? Où est passé le développement de la photographie ? Où est passé le développement de la sculpture ? Où est passé la rénovation du site de Malabar ? Zéro, Mme. la présidente.

Je vais dire une phrase sur la santé. La Commission de la Santé a construit une porte, écoutez bien, une porte pour, en aluminium pour le département X-Ray, pour empêcher le rayon, pour empêcher la radiation. Une porte à Rs 525,000. Une porte à Rs 525,000 pour empêcher la radiation. Allez voir ! Allez voir aujourd'hui. La radiation passe à travers. Passe à travers. *Parski énan gro fente ladan, zoive.*

Mme. la présidente, ce n'est plus le temps d'être irresponsable ou bien, comme le Chef Commissaire a dit, ce n'est plus le temps d'être amateur. Il faut passer au mode professionnel. Mme. la présidente, à chaque fois. *La sa vé dire ne ti parenthèse sur les énergies.* A chaque fois qu'on a un cyclone qui frappe Rodrigues, les Rodriguais sont dans le noir pendant une semaine. Tout ce qu'ils ont mis dans le réfrigérateur – *gaté, pas rési manger.* N'est-il pas temps de passer à un autre plan, à un autre programme, d'enfouissement des câbles électriques à Rodrigues ? Mme. la présidente, n'est-il pas temps ? N'est-il pas temps à l'Assemblée Régional de revoir sa politique d'énergie envers la population ? C'est devenu une nécessité, Mme. la présidente. Je n'ai pas été présent lors de l'Assemblée du mercredi parce que je n'avais plus d'électricité, je n'avais plus de batterie à travers mon portable. C'est pour ça que je n'ai pas été là. Mme. la présidente, *non, non pas pé demande excuse personne moi. Mais mo pé dire mo pas ti là akoze sa.* Mme. la présidente, il faut revoir. Ce n'est plus le temps. L'électricité est devenu une priorité des priorités. C'est la base. Il faut que ça cesse, des coupures ici, des coupures là-bas. Des branches qui tombent sur les fils. A la maison j'ai connu ça. Donc, il faut que ça cesse, une fois pour toute. Ou on propose un plan pour l'énergie photovoltaïque à tous les Rodriguais, financer par l'Assemblée Régionale à un prix réduit, Mme. la présidente, ou subventionner.

Mme. la présidente, je vais venir sur un sujet sensible mais combien d'important. Le rôle des médias dans le traitement de l'information. Mme. la présidente, heureusement qu'il y a quand même des journalistes qui font leurs métiers avec élégance et professionnalisme. Même si parfois certain se fasse interdire des conférences parce qu'il dit la vérité. Mme. la présidente, la presse parler est que pour le gouvernement, selon moi, selon nous. C'est ce qu'on a constaté. L'opposition n'a plus le droit. Qu'en est-il des débats parlementaires ? Depuis 2017, les gens ne nous entendent plus à la télévision. L'opposition a été réduit au silence. Regarder ce qui va se passer durant ce présent exercice, vous allez comprendre. Pourquoi ne pas passer en différer comme c'était le cas avant ? Pourquoi ? Pourquoi on ne passe pas ? Le peuple n'a pas le droit de savoir la vérité ? Pourquoi vous voulez à tout prix réduire l'opposition au silence ? Mme. la présidente, c'est le rôle des médias. C'est le rôle des traitements de l'information des médias. Que ce soit la presse écrite et la presse parler.

Maintenant, il faut que je dise quelque chose sur les travaux de nos Deputy à l'Assemblée Nationale. L'intégration de Rodrigues sur le plan national, régional, sommes-nous sur la bonne voie ? A-t-on réussi ? Quelle a été le rôle de nos représentants, notre PPS Francisco François et l'autre Député de l'Assemblée Nationale ?

Mme. la présidente, le Minority Leader ce matin a mentionné...

Madam Chairperson: This is not allowed, Respected Member. No, you have to withdraw.

Mr. J.L.R. Perrine: I withdraw. Ce matin le Minority Leader a fait mention des richesses qui entourent notre océan, qui entourent notre île. Mais il a oublié, il a omis, non il m'a laissé l'occasion de dire et dans nos mer le pétrole, le gaz, les pierres précieuses. Quelle est la vision de l'Assemblée Régionale ? Quelle est la vision de ce Gouvernement Régional responsable supposément, la responsabilité de Rodrigues dans toute cette démarche d'exploitation, il la si bien dit ce matin. Avec preuve à l'appui, avec élégance. Qu'est-ce que nous faisons ? *Asizé atan ? Ban la manz tou, nana tou, pille tou ? Ou bien il y a des complicités ?*

Mme. la présidente, la sagesse, Mme. la présidente, la sagesse viendra à vous de la source improbable qui soit. Souvent à travers un échec. Aujourd'hui, on a tous étaient témoin de la situation politique de notre île. Certains se réjouissent de cette situation et osent même en tirer profit. Ils diront, *Von-Mally pé tir manzé Clair et vice versa*. Nous avons perdu beaucoup de temps à nous chamailler, à faire notre politique, *politicaïlle*. Pendant ce temps nos jeunes quittent le pays. Ils exilent. L'échec et l'échec scolaire augmente, les personnes âgées se sentent de plus en plus seule et délaisser par les proches. Les éleveurs ne peuvent pas vendre leurs bétails, les agriculteurs sont vieux et les jeunes ne sont pas motivés, les pêcheurs perdent espoir et parlent d'un développement insoutenu pour leur communauté par ce présent gouvernement. Est-ce que c'est cela notre mission première en tant que politiciens, Mme. la présidente ? Si tel est le cas, l'OPR touche le fond. Pourquoi n'arrivez-vous plus à rassembler les Rodriguais ? Qu'avez-vous fait ? Le MR était dans la même passe vers la fin de 2010. Cela a été très dur d'encaisser cela. La cassure. Toute une population qui avait plein d'espoir en nous, ne nous suit plus car nous avons pensé à notre petite personne et non à ce peuple qui nous a fait confiance. Aujourd'hui, l'histoire se répète. Faites votre propre analyse et vous comprendrez mieux vos erreurs pour pouvoir vous ressaisir, comme a si bien dit, le Minority Leader, ce matin. S'il y a une leçon à tirer dans tout cela, bon nombre nous dira ceci : « *Pendant que vous souffrez, le fond peut être aussi une excellente fondation sur laquelle rebâtir et sur laquelle grandir.* » Aristote dit : « *Vous êtes ce que vous faites avec répétition. Du coup l'excellence doit être une habitude et pas une action.* » Si maman n'est

pas heureuse, personne n'est heureux. Si Rosaire Perrine, Serge Clair ou Nicolas Von-Mally n'est pas content, tout le monde s'en fou. L'égo est une anesthésiant qui allège la douleur de la stupidité - Payendee. Vous ne serez jamais un bon chef d'équipe, vous ne serez jamais un bon Commissaire. Vous ne serez jamais un bon officier s'il ne s'agit que de vous. Vous ne serez jamais un bon conseiller s'il ne s'agit que de vous. Selon vous, la France, comment la France a gagné la Coupe du Monde de 2018 ? Avec seulement Didier Deschamps ou avec toute l'énergie et la détermination de l'équipe ainsi que le peuple Français. Allez réfléchir, M. Payendee ? Question : Pourquoi le peuple de Rodrigues n'a plus confiance en vous ? Pourquoi le peuple de Rodrigues n'a plus confiance en certains politiciens, selon vous ? Si tu aimes ton île, défend la comme un patriote, soit un patriote, agit comme un patriote. Mme. la présidente, si tu dois faire un travail pour ton pays ou pour toi, tout simplement fait le à 100% et toujours viser les étoiles.

Mme. la présidente, Rodrigues c'est notre maman. Rodrigues pleure, car nous nous sommes détourné de notre mission première en tant que décideur politique. Rodrigues pleure, parce que nous sommes venus pour être servi et non pour servir - la majorité. Comme a si souvent bien dit, ici dans cette Auguste Assemblée, le Chef Commissaire et toute son équipe. Aujourd'hui, après 17 ans d'autonomie, quel regard jetons-nous du passé ? Quel constat faisons-nous aujourd'hui ? Et, quelle orientation de l'avenir ? *Rodrigues pou nou ça. Anou redresse li.* Merci, Mme. la présidente.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, Respected Member. I suspend the House for ten minutes.

At 1.08 a.m., the sitting was suspended for ten minutes.

On resuming at 1.31 a.m. with the Deputy Chairperson in the Chair.

Mr. Deputy Chairperson: Commissioner Payendee, you have the floor.

The Commissioner for Agricultural and Others Mr. J. R. Payendee: M. le Deputy Chairperson, merci de me donner l'occasion de participer à ce débat sur le Budget 2019-2020. Je tiens ici même à féliciter le Chef Commissaire pour son discours, qui répond à l'aspiration des habitants de Rodrigues. Permettez-moi, également, Madame la présidente, de remercier le Premier Ministre, « *ça mem ki bez la ça ene problème. Sorry. Excusé. Weh 2hr du matin, 2hr du matin* ». Permettez-moi, M. le Vice-président, ...

Mr. Deputy Chairperson: Commissioner Payendee, you have to withdraw this word.

Mr. J. R. Payendee: I withdraw. Je retire, monsieur. Permettez-moi, M. le Vice-président, de remercier le Premier Ministre, qui est aussi Ministre des Finances et qui a compris les enjeux environnementaux de Rodrigues et qui a accepté de mettre à notre disposition une somme de Rs 150 million sous la National Environment Fund pour vraiment aider à ce que l'environnement de Rodrigues progresse. *Zot pas bat ene ti la main pou moi zot.*

[Applause]

Rs 150 million mone kozé zot pas kapav...

[Applause]

Mes remerciements vont aussi au Deputy Chief Commissioner, à mes collègues Commissaires, au Island Chief Executive, les Chefs de Départements, tout le staff de ma Commission et tous ceux qui directement ou indirectement aident à faire avancer ce pays. *Zot zot fer li coulé. Bato bez coulé.*

Bon, M. le Vice-président, je ne pourrais pas rester incessible à ce qu'a dit quelques Membres de l'autre côté de la Chambre. Je vais commencer par le Minority Leader.

Quand j'ai écouté le Minority Leader tout ce que j'ai vu, tout ce que j'ai compris qu'il a fait, c'est tout simplement, il est parti voir, (corrige-moi si je dis faux, hein), le discours du Chef Commissaire. Il voit un projet et puis il dit il y a un problème-là, il faut avoir un projet de là, dans cette direction. Si on voit le projet, il parlait de drain, par exemple. Et, sous le paragraphe 118, 5^{eme} partie, sous le thème '*Adaptation au changement climatique*', on parle de drain. On parle de tout ce projet de drain qu'on va mettre en place. Et, il parle de ramassage sélectif des déchets, Centre de Tri. Mais nous sur la section 108 on parle de ça. On dit qu'on vient de l'avant avec un projet de tri de déchet au cout de « Rs 44 million. Il a aussi dit, centre de traitement pour les eaux usées. Apparemment, il y a un problème à Grenade et il faut absolument résoudre ce problème. Ben oui ! Mais c'est dedans. C'est ce qu'on a dit. Dans le budget on a dit qu'on va construire un centre de traitement pour les eaux usées. 118, 4^{eme} partie, paragraphe 118 – pour plus de Rs 20 million. Il parle de drain à Port Mathurin. Vous avez vu la piscine, les piscines qu'il y a à Port Mathurin. On sait ! Oui ! On sait qu'il y a des piscines à Port Mathurin quand il pleut. On sait que le projet qui a été mener par le NDU pour travailler sur les drains à Port Mathurin ça a résolu le problème d'une partie. Parce que quand vous regardez Port Mathurin, vous voyez qu'il y a

une partie qui n'a... où les drains n'ont pas été travaillé encore, il y a un problème. Mais dans la section 118 du Discours du Chef Commissaire, il parle de ça. Il dit : « *Démarrage du deuxième phase des constructions des drains à Port Mathurin.* » Donc, qu'est-ce qu'il a fait, il a regardé dans le truc. Mais il y a une chanson qui dit : « *Noune dépisté toi. Noune dépisté. Noune dépisté toi.* » Donc, il parle de... je n'arrive pas à comprendre. On a le Chef Commissaire est venu parler d'un budget, faire son discours. Et puis, quand il est parti, il a laissé les documents à tout le monde, je crois, à eux aussi. Et là, lui il parle de réorienter ce budget. Mais c'est quoi ça ? Quelqu'un qui a une expérience pareille, qui a été à l'Assemblée National. Donc, il parle de l'éco-village de Rivière Coco – rien n'a été fait. Mais, M. le Vice-président, il faut partir à Rivière Coco, faut voir les lumières, les lampes photovoltaïques qui a été placé. Il n'a pas honte. Il y a la voiture d'électrique qui arrive-là. Oui, oui. Avant la fin, c'est déjà, toute a été fait. C'est déjà acheté. Voiture électrique. Les bornes photovoltaïques pour charger la voiture est déjà sur le toit à Rivière Coco. Donc, beaucoup de choses a été fait dans le projet éco-village. Il parle d'un centre d'enfouissement technique, centre d'enfouissement technique. C'est quoi ça, centre d'enfouissement technique ? Sur le truc de ... le système d'environnement, la protection de l'environnement l'enfouissement c'est la dernière chose à faire. C'est ce qu'on fait à Rodrigues mais la dernière chose à faire. Et lui, il parle comme-ci le but, son gouvernement avait commencé avec un centre d'enfouissement technique. C'est quoi ça ? Enfouissement, c'est du n'importe quoi et c'est pour ça qu'on a eu, on va investir Rs 44 million pour refaire tout le système.

Il parle de *brine* jetait dans la mer. C'est vrai qu'il y a du *brine* qui est jeté dans la mer. Mais tout a été calculé. Il y a le EIA, qui a été fait. Et là, où il y a du courant, on jette le *brine* concentrer mais là où il n'y a pas de courant, on mélange le *brine* avec de l'eau salé pour l'emmener à une certaine concentration qui n'est pas néfaste à l'environnement.

Donc, dans le budget aussi, le Chef Commissaire a parlé de projet de *Cut and Carry* à Montagne Kali. Et, lui il dit, se serait bien de faire du *cut and carry*. Mais dans le budget on parle de ça. C'est exactement ça. Le *cut and carry*. Ben oui, à Montagne Kali on va refaire le barrage, le *fencing*, le budget est là. C'est dans le Discours du Chef Commissaire.

Il parle de l'érosion des plages, ça aussi c'est dans le budget, le Discours Budget. Donc, finalement qu'est-ce qu'il a fait ? Il est parti ... Il y a quelques personnes qui ont fait leurs *homework* quand même. J'ai vais revenir vers eux, quand même. Mais il y en a qui ont fait leurs *homework* mais ont été un peu démagogique quand même.

Il parle du *outcrop* qu'on va devoir couper. Mais mon collègue lui a dit, ce qui a été dit à l'Assemblée Nationale. Il parlait de Grand Pâté. Et moi comme plongeur et comme quelqu'un qui est parti plongé sur les *outcrop*, je peux confirmer. Je peux confirmer. Le Grand Pâté est là-bas, il y a une passe et c'est ça la passe où les bateaux passent. Au milieu de la passe, il y a trois petites collines. Ce n'est même pas des ... comme il a expliqué des trucs de 200 mètres. Ce n'est pas vrai. C'est que trois collines qui montent, qu'il faut absolument... Le problème c'est quoi ? C'est la profondeur. Il faut couper la tête, c'est tout. Et, ça ne grossit pas autant. Parce qu'avec le changement climatique aujourd'hui, tous ces coraux sont morts. Moi j'ai pu confirmer, j'ai des photos, j'ai fait des études là-dessus. Il n'y a pas de soucis. Donc, le Grand Pâté n'est pas en train de grandir, n'est pas en train de grossir. Définitivement, c'est du n'importe quoi.

Il parle de remplacer... Il faut remplacer ces radiers par des ponts. Mais c'est ce qu'on a dit. Les 50 million qu'on va mettre à travers NDU. C'est ce qu'on va faire, bien sûr. Il y a même des endroits cités. Je ne vais pas retourner là-dessus, sinon ça va prendre trop de temps.

Il parle de Trou D'Argent, comme-ci qu'est-ce qu'il voulait faire ? Qu'est-ce que vous vouliez faire à Trou D'argent ? Il faut avoir quoi là-bas ? Les gens aiment, les touristes. Moi, j'ai travaillé dans le secteur touristique, je peux vous dire. Les touristes aiment ces trucs rustiques à Rodrigues. On ne veut pas... Ben oui, il faut casser des fois. Vous savez, il y a une dame qui est tombée à Trou D'Argent, vous savez pourquoi ? Parce qu'il avait mis un barrage en bois qui a pourri un petit peu et la dame est venue sur le bord comme ça, elle se tenait avec ça, elle est tombée. Il n'y avait pas ça, la dame serait restée un peu en retrait et... Une touriste, oui ! Ce n'est même pas une blague.

Et là, on parle de toilette publique. Un problème avec les toilettes publiques. J'admets, oui il y a un problème avec les toilettes publiques. Je ne suis pas là pour défendre. Mais le problème vient d'où ? St. François, on parlait de toilette publique de St. François. On a refait trois fois à St. François. Moi, personnellement, en tant que Commissaire responsable des Tourismes à l'époque et l'Environnement, j'ai refait St. François trois fois. Trois fois !

Vous savez au marché de Port Mathurin, quelqu'un est venu avec une pierre et a jeté sur la vase de toilette. A Graviers, à peine ouvert, à peine ouvert, toilette neuf, tout neuf, le robinet est parti. Donc, c'est quoi tout ça ? Est-ce que c'est l'état, est-ce que c'est nous ? Est-ce que la volonté n'est pas là. Et c'est ça un budget. Nous on a la volonté de faire avancer les choses. On fait. Si on fait qui va... Vous parlez beaucoup de ces toilettes-là. Moi, je ne vais pas trop là-dedans. Mais après, il y a tout un système aussi. On ne peut pas ... On veut faire de Rodrigues une Ile Ecologique, on ne veut pas faire de Rodrigues une Ile des

Toilettes. On ne va pas mettre des toilettes partout à Rodrigues. Et puis des hommes... Moi, je ne vais pas au toilette pendant la journée parce que j'ai appris, Maël, le Commissaire Maël Valimamode quand j'étais, quand je jouais au foot, il parlait de mauvaise habitude et bonne habitude. Ça j'ai appris avec lui. Il était mon collègue là tout près de moi. Il m'a dit : « *Richard, si tu te lèves à 5hr du matin tous les jours, tu t'assois sur ton truc, après trois jours ça vient automatiquement. Parce que tu es en train d'apprendre une bonne habitude.* » Mauvaise habitude aussi, pareil. Donc, moi je n'ai pas besoin de toilette publique parce que je ne vais jamais là dans. Jamais ! Je fais mon truc à la maison. Donc, ce n'est pas une question, c'est tout une éducation de tout ça. « *Mone dire toi to pou fer moi dire ziska taler hein !* »

Et, il y a aussi, il parle de recherche. Et là dans, nous on a dit, le Chef Commissaire la dit que dans le Secteur Agricole, il faut faire des recherches. C'est là. Et, il parle, il dit, il faut faire des recherches dans le secteur agricole. Ben oui ! C'est ce qu'on a dit. Exactement ça on a dit ! Et, on a même dit qu'on va transformer St. Gabriel, Baie Topaze. On va fermer l'Ile au Crabe. On va retirer les moutons là-bas pour mettre dans un... on va créer un autre centre de recherche vers Montagne Plate.

Il a parlé de Ocean Economy Strategic Plan, tout ça. Ah ben, oui vous avez été Ministre de la Pêche, je sais. Mais c'est ce qu'on a dit aussi, on a dit on cherche quelqu'un. Le Chef Commissaire la mentionnée. Il a dit, le FAO va nous aider là-dedans. Parce que, qui est expert d'Ocean Economy là, ici à Rodrigues ? Il n'y en a pas. Il nous faut quelqu'un qui peut le faire. Donc, c'est pour ça.

Il parle de Watch Tower. Ce n'est pas que lui, au moins trois Membres ont parlé. Ils ont parlé de Watch Tower. Mais ce n'est pas ça qu'il faut regarder. Si le Watch Tower penche un peu, pas casser, ça penche un tout petit peu. C'est vrai, je suis allé voir. Mais si ça penche, c'est qui est responsable ? Le gouvernement fait un budget, on alloue le contrat à quelqu'un et il monte le truc. C'est l'idée qui est important. Qu'est-ce qu'il y a derrière un Watch Tower ? C'est ce qu'il ne voit pas. Un Watch Tower c'est tout simplement utiliser la topographie de Rodrigues pour surveiller la mer au lieu de surveiller la mer ou niveau de la mer. Non, ce n'est pas inserviable, on a un gardien là-bas. Et, on a toute une équipe, l'équipe de Squad de Fisheries est postée là-bas.

Mr. Deputy Chairperson: No interruption in a sitting position.

Mr. J. R. Payendee: Je crois que l'ancien Ministre de la Pêche, le Minority Leader aujourd'hui, son dada c'est l'aquaculture. Il voudrait voir tous ces trucs-là autour de Rodrigues. Des gros, gros trucs là. Des requins qui viennent et qui mangent les gens, comme à la Réunion. Des poissons qui restent dans une

cage... « *Pancor, ler to met ça li pou manzé. La Réunion li pa manzé, oui.* » Donc, on n'a pas dit qu'on est contre l'aquaculture. J'ai parlé de ça 50,000 fois dans cette Assemblée. On dit qu'on veut l'aquaculture qui ne fait pas de mal à l'environnement de Rodrigues. Parce que l'aquaculture qui fait de mal peut devenir comme le piquant loulou, aujourd'hui. On peut commencer quelque chose. Si on commence quelque chose au niveau de l'environnement qu'on ne peut pas arrêter après, c'est une catastrophe. Donc, lui avec le projet qu'il venait, c'est vrai que moi en tant que Commissaire de la Pêche j'avais dit non. Et, je redis non. Et, je maintiens non. Parce que c'était prévu pour mettre dans le lagon, à sept mètres de profondeur. Vous qui êtes... Oui ! Le projet je peux, je peux... Malheureusement, je ne peux pas mais je peux donner à la Chambre une copie du projet. Sept mètres, où dans le lagon de Rodrigues on a sept mètres ? Dites-moi ? Ces sept à neuf mètres. Je maintiens. *Because I can substantiate.* Sept à neuf. Mais sept à neuf mètres dans le lagon de Rodrigues, où est-ce qu'on trouve ça ? Les seuls endroits où on peut mettre ça c'est dans les passes. Là on trouve sept mètres, 30 mètres même. Mais la loi de la pêche, de Fisheries dit qu'on ne peut pas obstruer une passe. Ça ne se fait pas. La loi nous dit ça. Donc, ce n'est pas possible ce projet. *Bé momem mo ene technicien ki pou fer avec technicien.*

Maintenant, je vais passer au Membre Augustin. Malheureusement, il n'est pas là. Lui, il a fait un bon travail. Il a fait le tour. Mais il est parti trop loin. Trop loin dans son truc. L'idée est bien. Pour un débutant dans l'Assemblée, je pense qu'il a fait du bon travail. Je dois lui féliciter pour ça. Malheureusement, il n'est pas là. Je le ferais tout à l'heure. Par contre, le Membre Reddy Augustin, ce qu'il ne sait pas, c'est qu'il n'y a pas un gouvernement dans le monde qui arrive à faire tous les projets qui est cité dans le Discours Budget. Il n'y a personne. Il n'y a pas même le gouvernement Obama. Ça n'existe pas. Parce que un gouvernement vient avec un plan. On veut, on a le sou, on veut le faire, on lance le tender mais après, il y a des limites. Il y a des problèmes. On rencontre des problèmes. *Relaunch* à chaque fois. On a Roche Bon Dieu. C'est la Commissaire Rose de Lima qui est responsable si Roche Bon Dieu est dans cette état ? Mais la volonté était là. On a lancé le projet. Les millions sont là. On a alloué à quelqu'un. Mais si le contracteur n'a pas pu faire le travail, est-ce que c'est le gouvernement ? Le gouvernement est... il y a un travail à faire par contre au procurement. Il faut que vous fassiez un petit peu de *homework*. Ça ne se passe pas comme ça. Toi, tu as été Commissaire aussi dont tu dois savoir.

Mr. Deputy Chairperson: No interruption on the minority side, please.

Mr. J. R. Payendee: Donc, dans tous les projets il y a des, ce qu'on appelle, des imprévisibles. Les imprévisibles ! Parce que quand, je prends cet exemple encore une fois, quand Rose de Lima, la Commissaire, elle est venue avec ce projet, c'était plein, il y avait plein d'amour dedans. Moi, j'étais là à

Roche Bon Dieu quand on a lancé le projet. Tous les villages, les gens du village étaient là. On avait mis un truc sur le terrain de foot. C'était magnifique, c'était super. Mais, mais on a donné le contrat. Les sous sont là. Mais si le contracteur n'a pas pu faire le travail. Ça c'est autre chose. Mais n'allez pas prendre tous les trucs, dire vous n'avez pas fait ça, vous n'avez fait ça. Mais qu'est-ce qu'on a fait ? Combien... On juge. Je pense que le Membre Reddy, dans tous son travail qu'il a fait, il a omis quelque chose. Il pensait à travers, un peu démagogie qu'il a fait, il pensait que tout le monde va penser que *weh okay on n'a pas fait ça, on n'a rien fait*. Mais comment est-ce qu'on juge ? Il faut juger un budget. Quelle est la technique pour juger un budget ? Est-ce que s'est regardé les petits trucs qui n'a pas été fait ou bien qui n'a pas été encore fait ? parce que le budget 2018-2019 n'est pas fini. Hein, c'est encore. Donc, est-ce que l'idée de juger un budget c'est ça ? Non. Non. Ça doit se faire d'une façon très scientifique. C'est-à-dire, il faut... On juge un budget par pourcentage de travaux fait. Quand vous envoyez un gamin à l'école, s'il obtient 100%. C'est génial, c'est trop bon, c'est trop bon, comme j'ai l'habitude de dire. Mais s'il emmène 75%, qu'est-ce que vous allez faire ? Vous allez tuer cette enfant. Il a emmené 75%.

La façon dont le Membre Reddy a regardé sa vision par rapport à ces projets, le travail qu'il a fait, Reddy Augustin, s'est-il vu, il a essayé de chercher une tâche noire sur une chemise blanche. Partout, dans chaque budget. Ah, il y a une petite tâche là. Mais non, il y a une chemise blanche, ne regardez pas la tâche. C'est vrai, j'admets. Moi aussi dans ma commission, il y a aussi des boycottages quand on fait un projet. Il y en a ça. Vous saviez ça ? Est-ce que vous saviez qu'il y a des boycottages quand on fait des projets ? Mais je ne vais pas citer, je ne vais pas donner d'exemple, parce que ce n'est pas bien. Mais tout le monde sait. Le Minority Leader qui a été Ministre, il sait. Le Membre Franceau, qui va venir faire des démagogies après aussi il sait que ...

Mr. F. A. Grandcourt: On a point of order, Deputy Chairperson. On ne peut pas à chaque fois dire qu'on fait des démagogies, je pense que c'est... il est en train de *impute motive* sur nous. Il a dit le Membre Reddy a fait des démagogies, nous on fait des démagogies. Mais qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce que c'est ?

Mr. J. R. Payendee: There is nothing wrong with that.

Mr. Deputy Chairperson: There is nothing wrong with this.

Mr. J. R. Payendee: Donc, il y a des intempéries tous les temps quand on fait un projet. Il y a des problèmes. La personne qui avait indirectement pris l'argent sur le premier projet, ils ont parlé de ça, 172 million. Le Commissaire Roussety était au PI. Ah ben, si la personne est partie les 172 million, c'est lui qui

était responsable ? C'est lui ? Ce n'est pas vrai. Donc, si le projet n'a pas été fini, c'est tout simplement parce que nous au niveau l'état... ce qu'il faut voir dans un budget, M. le Deputy Chairperson, il faut regarder l'esprit, la vision. Le Chef Commissaire l'a dit, on a une vision bien établie, une mission, une vision bien établie. La vision est là. Mais ce n'est pas... Moi, je ne suis pas maçon, vous êtes maçon ? Vous êtes ingénieur ? Vous êtes charpentier ? Non, par contre on est des visionnaires. Les politiciens sont des visionnaires. Si le Chef Commissaire était-la serait content d'entendre ça. On est des visionnaires. Et, un budget c'est ça. On essaie de transmettre une vision sur du papier. C'est ce qu'on veut faire, on a les sous, on veut faire ça. Mais si on pouvait nous même devenir les maçons, c'est sûr que saurait été fait. C'est sûr. Parce que je serais *mem mo marse à genou mo ti pou fer li* pour le bien-être du parti, du gouvernement et tout. Mais malheureusement, on a des limites. Et, il y a l'administration, il y a policy. Chacun doit prendre sa responsabilité. Donc, ce n'est pas bien de venir dire, reprendre le budget et listé. Moi, je serai content qu'il vienne avec, qu'il vienne me dire aller sur le Budget 2018, 2018 n'est pas fini, 2017-2018, vous avez fait 20% de ce que vous deviez faire. Là, je serais d'accord. Bien sûre, il faut *substantiate* par contre. Pas dire n'importe quoi. 20%, je suis d'accord. Okay. Là, on a failli. Parce que 20 points, même 50%, c'est déjà bien. Un enfant, en SC quand on gagne 50% c'est quoi comme C, mais on passe non ? Est-ce qu'on passe ? C'est un peu ça. Mais on vise. Moi, en tant que plongeur quand on passe des examens, on a 75%, on a gagné. 75. Mais un gouvernement... il n'y a pas de gouvernement, ça n'existe pas, je redis et je veux que ça soit noter, il n'y a pas de gouvernement dans le monde qui fait 100% de ce qui a été dit dans un budget. Ça je reconnais qu'on a... s'il y a des places mais il faut venir aussi nous dire c'est où la faute du Commissaire là-dedans ? Nous en tant que visionnaire. C'est ce qu'a fait le Chef Commissaire l'autre jour. Il est venu mettre la vision de ce gouvernement. Tout à l'heure je vais vous montrer comment la vision était vraiment extraordinaire.

Maintenant je vais venir sur le Membre Rosaire Perrine. Tout le monde parle de cette question. Rosaire en a parlé. Le Minority Leader en a parlé. Et, je suis sûre peut-être le Membre Grandcourt va en parler aussi. Le truc avec Joaninha et Classe 2, comment il dit après la, la ? Centre de refuge, *ti bizin ouvrir classe 2*. Mais est-ce qu'il y a eu mort d'homme par rapport à ce qui s'est passé ? C'est quoi le problème ? Comment est-ce qu'on peut juger ça ? On ne peut pas venir là et dire, hein il fallait mettre ça. Si vous veniez là et vous disiez, il y a eu ... parce que vous n'avez pas mis ... ouvert les centres à Classe 2, il y a du deux morts. Là peut-être, je me serais dit, oui on a peut-être failli. Mais non, mais non. Mon collègue Baptiste nous a bien expliqué. Classe 2, Classe 3, Classe 2 *dimoune travail*. *Bé Classe 2 ki pou fer ? Dimoune pé travail pou tir dimoune. Li pas bon. This was clear*. Et, malheureusement, le Membre Rosaire Perrine est revenu là-dessus pour... Moi, j'ai vu... A classe 2, vous savez si on avait ouvert, moi je

suis passé dans un truc à Baie aux Huitres, *ene centre refuge*, *Baie aux Huitres* ? Je suis passé là-bas. J'ai vu, des gens jouaient aux dominos. C'était ça, des gens qui ne sont pas là. Donc, Classe 2 ouvrir le centre c'était ça, la fête, tamtam, boire. Est-ce que c'est ça le but d'un centre de refuge ? Ben, j'ai vu moi, j'ai vu. Je n'ai dit à mon collègue mais j'ai vu. J'ai vu.

Et puis, je reviens, le Membre Perrine a aussi parlé du 35 million. 35 million, deux million on a utilisé. Mais non, il ne faut clarifier tout ça. Deux million a été payé mais les 35 million a été *committed*. Vous connaissez ce terme ? Committed. Ça veut dire quoi ? ça veut dire, par exemple, tous les gens qui ont travaillés pour Rod Clean, 100 personnes ont recrutées, on ne peut pas les payer avant qu'ils terminent leurs travaux. Qui est payé avant de travailler ? Mais il fallait payer ! Les bateaux, les gens qui ont... les maisons. Je vais venir sur les maisons après. J'arrive, j'arrive tout doucement. Tout doucement j'arrive. Il parlait aussi de Mt. Charlot, il disait que vous avez choisi le contracteur. Ça montre qu'il n'a pas... pour le bâtiment de Mt. Charlot, l'école, l'école, l'école primaire de Mt. Charlot. On a choisi un contracteur. Mais ça ne se fait pas. Au niveau *procurement*, ça ne se fait pas. Il n'y a pas un gouvernement qui choisit. Il y a un *board* qui est mis en place pour faire l'évaluation, le tender est lancé. C'est tout un système. Dans le gouvernement... vous vous avez été Commissaire, vous devez savoir, peut-être lui il ne sait pas. Le gouvernement ce n'est pas la *boutique chinois*. Non, non, ça ne se passe pas comme ça. Il y a toute une procédure à faire.

Et puis surtout la majorité des choses. Il a dit, il y a un sentiment général comme-ci les gens ne nous aiment pas, le parti qui est au pouvoir. Il y a un sentiment général. Mais ça, *this is cheap politics*. Baser sur quoi ? Baser sur quoi ? C'est quoi les données ? Vous vous basez sur quoi pour nous dire ça ? Malabar ? Qu'est-ce qu'il y avait à St. François ? Si on compare. Ecoutez, si on veut parler de ça, il faut comparer, il faut comparer St. François et Pointe Coton le jour de ... le 6 janvier. Et, le fils du diable, qu'est-ce qu'il est en train de dire sur... ?

[Interruption]

Et, il a aussi parlé... le Membre Perrine a fait ...

Mr. Deputy Chairperson: Order, order in the House, please.

Mr. J. R. Payendee: Le Membre Perrine a aussi parlé de 'mauvaise gestion des dossiers'. Mauvaise gestion des dossiers ! Mais il n'a pas pu emmener, il aurait pu, il aurait dû peut-être emmener un ou deux exemples pour montrer où on a failli, où on est en train de gérer mal des dossiers ? Il n'y a pas

de preuve ! Donc, *this is cheap politics. Anyone can say whatever you want. But you have to be able to substantiate, to prove that it is...*

La situation économiques et sociales à Rodrigues sont catastrophique. Ben non, allez en Amérique, allez en France, regardez des gens mourir de faim. Des maisons pour leur donner à manger. Même à Maurice, dans la route de Saint Georges. Là où il y a l'hôtel Saint Georges, tous les après-midis, il y a pleins de personnes qui viennent manger. Vous trouvez ça à Rodrigues ? Regardez combien de voiture il y à Port Mathurin. Il n'y a pas de parking. Pour le Nouvel-An, vous autres, 25 décembre... A chaque paye, qu'est-ce qu'il y a ? Comment la situation économiques et sociales de Rodrigues sont catastrophique ? Avec Gelena... Si la situation sociale de Rodrigues était vraiment catastrophique, deux rouleaux compresseurs sont passés sur nous, Gelena et Joaninha. Deux rouleaux compresseurs. Moi, je les appelle comme ça. Combien de mort il y a eu ? Combien mort d'homme il y a eu ? Mais il n'y en a pas ! Ça veut dire... et je ne dis pas ... j'aurais voulu peut-être donné un pays ces deux rouleaux compresseurs passer sur Madagascar, par exemple. Vous serez... Ben, exactement, exactement, *la kaz la paille. Mone largue toi lor sa piège là to rente ladan hem.* Exacètement ! *La kaz la paille.* Mais combien de personne vive dans les maisons en pailles ici ? Combien ? C'est ça le sociale, le sociale, situation économiques et sociales sont catastrophiques. *This is wrong. You cannot just come and say things like this without...* Et puis, il parle d'un truc qui n'est pas patriotique du tout. Pas patriotique ! Il parle de boycotter la fête du 12 octobre. Oui, on est fier d'avoir... on boycotte la fête du... Ça c'est quoi ça ? C'est une honte ! c'est l'autonomie ! Vous êtes là à cause du 12...

[Interruption]

Vous êtes là... Si vous êtes là aujourd'hui, c'est le 12 octobre qui vous a ramené là. Et, vous devez respecter ce jour. Dire que ... on boycotte, à haute voix. Il fallait dire ça tranquillement dans un petit coin. *Allé nou nou boycote ça.* Venez dire ça pour que ça rente dans Hansard là-bas. Aie, Aie, Aie ! Quelle honte ! J'ai honte pour vous. C'est une honte ! *Shame on you !* On ne peut pas. Moi, je boycotte ça. Mais c'est grave. Pourquoi ? Parce qu'il y a une tierce personne, il y a une tierce personne qui a dit un truc que vous n'êtes pas content. Mais vous boycottez cette personne-là. Vous faites des trucs avec cette personne-là, je ne sais pas. Vous écrivez et vous faites votre truc. Mais le 12 octobre, c'est un jour très important. Et, si on est là, tous ce monde dans cette Assemblée aujourd'hui, c'est à cause du 12 octobre.

[Applause]

Mr. Deputy Chairperson: No cross-talking, please.

Mr. J. R. Payendee: Il parlait aussi de la foule maigre. Quand on fait des manifestations maintenant il y a la foule maigre. Fête de poisson, des trucs comme ça. Mais vous savez, mon père m'a appris. Quand on voit... je vais dire ça en Créole parce que ça doit être dit en Créole. *Kan ene bato pé alé li tousel, pa ene ti bato hein, kan ene bato pé alé li tousel dir get sa bato la couma marsé. Hé wow bato sa hein. Mais met ene lot bato ek li, ensem dan coin li lerla nou coné si li marsé ou bien non.* C'est ça la différence. Quand on dit, foule maigre *pénan, nou pa pé gagne dimoune dans nou ban la foule. Bé fer pareil.* Vous avez fait pareil. Le 6 janvier, là il y avait les deux bateaux, hein ? *Ler nou nou ariv... Quand il y avait ça... ler nou ti énan ene régaté,* il y avait... pour comparer. Juste pour comparer, s'il y avait un genre de regate ce jour-là, disons on sortait de Port Mathurin pour aller à Baie du Nord. *Ler nou nou arriv Baie Malgache, toi to ti pou dan canal Baie aux Huitres.* Voilà ! Là on aurait dit, parce que là on pouvait comparer.

Et puis, le Membre Rosaire a aussi parlé de sur Mt. Limon il a vu un truc, des sacs de sable, je ne sais pas, je n'ai même pas compris ce qu'il a dit, qu'est-ce qu'il y avait dedans, trois sacs de sable sur Mt. Limon. Et, qu'est-ce qu'il veut ? C'est quoi ça ? Moi je ne sais pas, je n'ai jamais entendu parler de ça. Qu'est-ce qu'il y avait dans ce sac ? Trois sacs de sable sur Mt. Limon. Comme-ci le Commissaire Payendee est parti là-bas avec un truc ... trois sacs de sable sur Mt. Limon. Mais c'est *cheap politics. This is wrong.* Et puis, pour montrer à quel point c'est beaucoup de démagogie est en train d'être dite, je vais montrer un truc. Le Membre Rosaire a dit, dans ce discours, le Discours du Chef Commissaire, *ben oui, ça ce n'est pas le budget ça ?* C'est le discours, je crois. Ben, c'est ce qu'il a dit, moi je reprends. La réplique, merci. Là, il a dit dans le Discours du Chef Commissaire, il y a un seul endroit où il y avait le chiffre de 44 million. Vite fait comme ça, j'ai fait un petit tour, un petit détour sur le truc. Je vais vous montrer combien d'endroit il y a. A la page 8, paragraphe 19, on parle de 17 million pour le e-health. Paragraphe 30, on parle de 33 million pour la santé, 64 million. Une hausse de 31 million. Trois chiffres encore. On fait le tour, on continue. *Vite vite ça hein, pane lire narnié nek zis guété.* Paragraphe 86, on parle de 1.5 million pour MITD. Paragraphe 118, 44 million pour tri de déchet. 20 million pour eau usé. Hein ! Je n'ai pas fait trop le tour hein, j'ai fait quelques petites pages. Et là, à section, paragraphe 124, 1 million. Donc, c'est quoi ça ? là même là, on a montré. C'est là qu'on appelle *fail. This is truth that the person is talking nonsense.*

Concernant les maisons. Je viens sur les maisons maintenant. Les maisons. Gelena est passé, il y a eu quelques maisons qui ont été abimées. D'ailleurs, je profite pour sympathiser avec ces gens, qui sont très résilient d'ailleurs. Je sympathise avec ces gens. Un bon gouvernement - il y a eu quelqu'un qui a une

maison mais qui savait que Joaninha allait venir tout de suite après ? Personne ne savait. D'ailleurs, ça nous donne raison. Si le Commissaire Baptiste avait déjà réparé, c'est-à-dire, mettre le même truc, des tôles sur ces mêmes maisons, qui a été abimées. Qu'est-ce qui s'est passé ? *Gelena ine pren ene parti to ine alé. Joaninha vini répren sa tol ki fek meté la ou bien so lot coté ki la.* Qu'est-ce que ça. Il aurait pu avoir des ... ça aurait pu être plus grave. Mais non, j'ai parlé au Commissaire Baptiste à propos de ce projet. La réponse, il m'a dit que ces gens ils les ont appelés. Il a discuté avec eux, négocié. Ils sont tombés sur des *agreements* où la personne a décédé ou les personnes ont acceptées d'avoir une maison en dure. Retirer cette tôle pour que d'autre cyclone quand ça arrive on n'a pas le même problème. Un problème, il faut le résoudre. Il ne faut pas le *bous bous bouser*. Notre gouvernement n'est pas comme ça. On n'est pas un bouche trou. On n'est pas des bouches trous. On essaie autant que possible d'aider ces gens-là. Malheureusement, Joaninha est arrivé. Personne ne savait. Donc, l'idée c'est d'aider ces gens. Si Lions Club est venu aider. Ben c'est génial aussi. Parce que Lions Club forme parti de Rodrigues. S'ils ont vu que c'est important d'apporter leur aide. Mais c'est une ONG. C'est important. Combien de personne on envoyer des sous pour ... dans le Chief Commissioner's Relief Fund. Des gens qui veulent aider. Hein ? Donc, qu'est-ce qu'il y a ? *Fodé Lions Club ti vini ti vine donne ça.* Ben, *this is wrong*. Lions Club a voulu aider. J'aurais pu aider. N'importe qui aurait pu aider. Mais la politique du gouvernement, qu'est-ce qui serait arriver si le Commissaire Baptiste avait décidé, *comen ti dir ça ? Galmaté, énan ene mot, colmaté.* Si le Commissaire Baptiste avait décidé de colmater cette petite maison que Lions Club a aidé ou d'autres petites maisons comme ça. Et, l'autre cyclone arrive, ces gens-là se disent, ben notre maison a été réparé, on reste là. Et, il y a mort d'homme. L'autre Joaninha arrive et prend la maison avec les gens et partent. Qui serait responsable de ça ? Qui serait responsable ? Un gouvernement ne prend pas des décisions comme ça. Ah ben, il y a un plan et un comité et ces gens-là. Le Commissaire Baptiste l'a dit trois fois *as from a point of order*, tout à l'heure qu'il n'a jamais dit qu'il va donner *si pas quoi là. 115,000 sipa quoi.* Il a dit on donne des maisons en dure gratuitement saison. C'est résoudre un problème. Ce n'est pas bouche, bouché.

Le Membre Rosaire a aussi parlé de pêcheur qui ont fait de la formation qui n'ont pas eu leur *Bad Weather Allowance*. Quand on forme un pêcheur, est-ce que c'est pour lui donner un *Bad Weather Allowance* ? On forme un pêcheur pour qu'il apprenne des techniques de pêche. Pour qu'il apprenne à gagner sa vie d'une façon meilleure. *Bad Weather Allowance*, c'est *second*. Mais qui ne sait pas, qui ne se souvient pas de tous ces, *comment s'appelle la la, ban carte ti donné la ? Provisional cards* qui a été donné par le gouvernement MR quand ils étaient au pouvoir. Pour uniquement des gens votent. Nous on n'est pas comme ça. Moi, personnellement, *la osi zot pane vote zot*. Moi, personnellement en tant que Commissaire de la Pêche, j'ai dit on sait, tout le monde sait, c'est un fait

aujourd'hui. La plupart de ces gens qui obtiennent d'allocation *Bad Weather Allowance*, c'est des gens, la plupart ne pêchent pas là-dans. Tout le monde sait ça. Il y a des preuves. D'ailleurs, on est en train de mener une enquête là-dessus, là actuellement pour savoir qui pêche vraiment et qui a donné... Ben oui, ben on est fier. Ben oui, si tu n'es pas pêcheur tu ne peux pas bénéficier d'un truc que tu ne fais pas. C'est normal. *Mone déza gagne coute la fouine. La fouine rébondi lor moi. Mo pa per li.* Donc, ce n'est pas parce que les pêcheurs de Baie du Nord ont appris ça, que je vais reculer. Parce que c'est injuste. On est dans les carêmes, je suis Chrétien, on fait des choses bien. J'ai envoyé ces papiers partout pour vérifier que ces gens-là sont vraiment des pêcheurs. Des enquêtes, professionnelles, qui gagnent leurs vies avec ça et la carte suivra. Mais je ne donnerai pas une carte à quelqu'un qui n'est pas pêcheurs. Ça non. Ça il faut l'oublier. Ça, ça a été fait dans le passé mais avec le gouvernement qui est en place, avec moi comme Commissaire de la Pêche, ça ne se fait pas. Je ne donnerai pas.

Il parle de planteurs qui n'ont pas reçus leurs aides. Mais il ne regarde pas la télé. S'il regardait la télé, il aurait vu qu'une semaine après, j'ai fait une grosse réunion avec ces planteurs, cérémonie de remise de chèque. Ben, il y a 567 personnes qui devaient avoir ça. Bien sûre, on leur a donné par batch de 100. Parce que c'est tout un travail à faire. Il faut vérifier. Si on était comme des gens irresponsable et qu'on se dit, aller vous avez déclaré à la Police, okay, on vous donne. C'est bien. Tout le monde aurait eu. Mais vous savez à La Ferme l'autre jour quand le Chef de la Police a dit, c'est une offense si vous déclarez quelque chose faux. Et, il y a un Policier à La Ferme qui est sorti de la Station et qui, il y avait une liste d'environ 150 personnes qui attendaient pour déclarer tous les trucs. Et, quand le Policier est sorti, un Policier qui est intègre lui il a compris, il a dit, écoutez-vous êtes 150, je vais voir. Il est sorti et il a dit, vous savez que c'est une offense si vous déclarez quelque chose faux. Nous on va vérifier. Il est rentré à l'intérieur quand il est sorti, il y avait 30 personnes. Vous imaginez ? Donc, moi en tant que Commissaire de l'Agriculture, le Gouvernement Mauricien a décidé de donner 35 million à Rodrigues pour compenser ces gens qui ont eu des problèmes. Et, qu'est-ce que je fais ? Qu'est-ce que je fais ? Allez, tu as déclaré, hein, voilà tes sous, tu as déclaré, hein ! Ben, non. Vous savez on a même acheté, on a même acheté des appareils photos pour confirmer. Donc, confirmer que ces personnes-là, ce qui sont dû vont avoir. Donc, pour ça, il faut du temps. Malheureusement, encore une fois, Gelena est venu, l'autre Joaninha est arrivé et ça nous a affecté aussi. Et, c'est la même chose pour les bateaux. Vous savez ce qui S'est passé avec les bateaux. Tout dernier après Joaninha, quelqu'un a récupéré un bout de bateau casser qu'on a déjà payé, et tu connais bien l'histoire. Il récupère un bout de bateau, il emmène chez lui. Quand il a appris que Joaninha arriver, il dit, *ben surement Joaninha pou cas partout lisi.* Il prend le bout de bateau il emmène chez lui et puis il déclare que son bateau est cassé, pour avoir...

cassé totalement. On est arrivé là aujourd'hui, malheureusement. Malheureusement, il y a des Rodriguais comme ça aujourd'hui. C'est un fait. Donc, qu'est-ce que j'ai fait pour les bateaux qui n'ont pas été payé jusqu'à maintenant. Ceux qui sont *genuine* ont déjà été payé. Ceux qui ne sont pas *genuine*, on va même envoyer le dossier à l'ICAC pour tous ces officiers qui ont signés, qui ont dit ces bateaux, ils vont prendre leurs responsabilités, parce que ce n'est pas juste. Si ton bateau n'est pas cassé, tu ne peux pas faire ça. Donc, voilà.

Et il parlait de CLAC de Port Sud Est où il n'y a pas de toilette. Ben, je peux défendre ça. Parce que tout près du CRAC de Port Sud Est, il y a le bâtiment de SEMPA. On a bougé dans l'autre bâtiment neuf, l'autre. Mais tous, il y a des toilettes là. Ce n'est pas vrai. Il n'y a pas d'endroit pour aller se cacher pour aller se cacher pour faire pipi ou je ne sais pas quoi, à Port Sud Est, tout près du CRAC. Il y a des maisons partout, un terrain de foot devant. Je connais ça par cœur. Mme. Franchette peut témoigner. Où est-ce que cette personne va faire ce que ... ça c'est démagogie encore une fois. Ce n'est pas vrai. L'école de l'autre côté, SEMPA ici, terrain de foot devant, où est-ce que... il n'y a pas de forêt là ! il y a des maisons partout. Comment est-ce qu'on peut faire ça. A moins qu'on est fou ou folle. Démagogie !

Il a parlé de – les officiers de Forêt et de Fisheries ne sont pas content parce qu'ils ont eu leurs diplômes et ils ont rien eu jusqu'à maintenant. Mais c'est quoi tout ça ? Ces gens-là n'auraient ... au lieu de venir me féliciter, me remercier, moi personnellement en tant que Commissaire responsable et Mme. Franchette Gaspard Pierre-Louis, qui a financé, qui a organisé tout ça. Vous savez ce que le Juge m'a dit, moi personnellement. Aujourd'hui, ça me fait mal d'entendre ça. Le Juge pour le rapport de la drogue quand je suis parti déposer, il m'a dit, c'est la première fois dans sa vie et vous le connaissez, il n'est pas jeune, première fois dans sa vie qu'il voit un gouvernement envoyer tous ces staffs se former. Tous ! Sans exception en même temps. Vous savez ce que je lui ai dit, je lui ai dit : Monsieur le Juge, avec tout le respect que je vous dois, vous n'êtes pas responsable de l'Assemblée Régionale de Rodrigues, c'est une décision de l'Assemblée Régionale, vous êtes là pour faire votre truc sur la drogue, vous faites le truc, vous partez. C'était ça, je lui ai dit. J'aurais pu être en prison aujourd'hui. J'aurais pu être en prison pour défendre ces jeunes de Forêt et de Fisheries pour leurs avoir donné l'occasion de faire, de suivre une formation allant jusqu'à un diplôme. Et, aujourd'hui qu'est-ce qu'ils disent. Mais ce n'était pas prévu qu'ils allaient avoir une rémunération quelconque. Mais ça leur permet de postuler pour d'autres postes, comme Technical Officer, qu'ils n'auraient jamais. Il y a des gens avec seulement un School Certificate qui aujourd'hui à un diplôme. Mais ce n'est pas génial ça ? Qu'est-ce qu'ils disent ? Ce n'est pas beau, c'est magnifique. A Gravers, il n'y a pas d'Officier en Charge, n'importe quoi encore

une fois. N'importe quoi ! j'ai dit le nom et là, je ne vais pas dire. Mais j'ai dit le nom de la personne qui est en charge de...

Il a parlé du dépotoir. Encore une fois j'ai déjà élaboré là-dessus, je ne vais pas... Il a parlé de ... ça c'est grave quand même. Des agents politiques, surtout avec Gelena ou Joaninha, que nous on est en train de payer ces agents politiques. Mais en tant que Membre de l'Assemblée Régionale, s'il a des noms, s'il sait que ces agents sont en train... le gouvernement est en train de favoriser X, Y, c'est quoi son devoir ? Qu'est-ce qu'il doit faire ? Au contraire, c'est un fait. Au contraire, moi si j'étais dans l'Opposition c'est ce que j'aurais fait. J'emmène le truc à l'ICAC, à la Police pour dire écouter, voilà. Mais non, c'est trop facile. *This is cheap politics. This is cheap politics.* On ne dit pas n'importe quoi. Il a dit, deux haut cadres de l'Assemblée Régionale suspendus bêtement. Wow ! c'est quoi tout ça ? Comment un gouvernement ou bien le PSC ou qui ce soit peut suspendre une personne ou deux bêtement ou il n'y a rien de fonder ? Donc, tout ça c'est de la démagogie.

Il a parlé de YEP. YEP, hier c'est vrai. Hier, j'étais à mon bureau, ils ont raison. Mes staffs ont organisé un petit rafraichissement parce qu'il y a quelques ... une petite collation, il y a quelques membres de ces gens-là, de YEP qui devaient nous quitter. Et, je dois dire que j'apprécie le travail qui a été fait par ces jeunes. C'était magnifique. C'est super triste. On est tellement proche d'eux. Vous savez ce que j'ai dit, j'ai dit : j'ai du travail là, faites le truc entre vous. Mon DH est là, il peut témoigner, j'ai dit, je ne vais pas y aller. Vous savez pourquoi ? Parce que j'avais une pincer au cœur. J'étais-là, j'ai dit, qu'est-ce que je vais faire là, on ne peut pas faire une fête, on ne peut pas. Même si c'était une petite collation. Pour moi c'était dure. Qu'est-ce que j'allais dire. Bien sûre, ils auraient demandé que je dise quelques mots en tant que Commissaire. J'étais triste. Par contre, ces jeunes-là, ils savaient. Il serait peut-être, il n'aurait peut-être jamais eu l'occasion d'entrer dans un bureau de l'état et de travailler. Le contrat était pour un an, non un an avant. Ça commençait un an. Quand ça devait finir, on a, le Chef Commissaire a négocié pour renouveler pour deux ans. Super ! Et exceptionnellement, ils ont renouvelé pour trois ans. Non ? Trois ans ? Ben, vous autres, c'est un contrat. Comme les 245, que vous aviez pris. C'était une formation. Ils peuvent mettre ça dans leurs CV. Il y en a qui ont déjà, qui ont eu de la chance de rentrer. Mais ce n'était pas, c'était écrit noir sur blanc que ça ne vous donne pas garantie que vous alliez être embauché par l'état. Dans le contrat il y a ça. Donc, qu'est-ce qu'il fallait faire ? Qu'est qu'il fallait faire ? Voilà. Et puis, il a parlé de Vélofen comme ci quand on va faire la fermeture de crabe, la pêche de crabe. Vélofen, ben ça c'est juste un nom. Vélofen, qui ne va plus travailler. Ah ben, vélofen c'est un pêcheur dehors comme on dit, hors lagon. Et il bénéficie du *Bad Weather Allowance*. Il n'est même pas supposé pêcher les crabes. S'il fallait imposer la loi sur lui, il est supposé aller pêcher à l'extérieur

du lagon. Mais on le laisse. Il pêche son crabe. Mais ce n'est pas une raison. L'idée de fermer la pêche de crabe c'est pareil comme l'ourite. Faut essayer de comprendre pourquoi on ferme ça ? On ne ferme pas ça pour faire du mal à Vélofen. On ferme la pêche au crabe pour la durabilité, pour empêcher que l'espèce disparait. Pour faciliter pour que Vélofen gagne beaucoup plus d'argent dans l'avenir avec des crabes beaucoup plus gros. Plus de crabes, des crabes plus gros. Oh là, là, vous avez vu les crabes que Vélofen emmène chez des gens pour vendre ? des bébé crabes. Nous on ferme pour lui permettre d'avoir des crabes. Moi, quand j'étais gamin, je me souviens. Non, *to pa cone crab toi*. Des crabes *carlet*, comme on l'appelle. Comme ça, j'ai eu. Parce que je vis au bord de la mer moi. J'ai toujours vécu. Comme ça des crabes, oui. Crabe *carlet*. *Si to met to la main ladan, li sot li. Moi mo dir toi*. Donc, aujourd'hui il faut regarder dans un musée peut-être. Malheureusement, je n'étais pas là pour garder un pour ma collègue pour mettre dans le musée. A cette époque, je ne savais pas qu'il fallait garder un. On ne trouve plus ça. Des crabes comme ça. L'idée de fermer c'est ça. Pour avoir des crabes comme ça. Pour que ça reproduise, pour que ça continue. N'importe quoi, n'importe quoi.

Il a parlé beaucoup de terrains, comme si on a eu, il y a eu les terrains, festival de terrains partager du 18... *sipa combien mettre cube, mettre caré de terrain*. Mais vous autres, changement de terrain pour aller donner à quelqu'un d'autre. Qu'est-ce qu'il faut faire dans ce cas ? Si vous avez des preuves, vous savez que c'est comme ça. Le Gouvernement OPR est en train de brader la terre de Rodrigues. Vous avez des preuves. Allez-y ! Allez à l'ICAC ! Il y a des institutions pour ça aujourd'hui. Malheureusement, il y en a ! *Eh*, arrêtez de parler de n'importe quoi ! Il parlait de Coralie La Différence. Coralie La Différence. Comme si l'Etat n'a pas règle. Mais c'est faux ! J'ai.... Heureusement que j'ai eu dix minutes tout à l'heure, j'ai cherché. L'Etat... Qui n'a pas payé qui ? Qui n'a pas payé qui ? L'Etat a payé à travers la procédure qu'il fallait faire. L'Etat a payé les... Combien de millions ? Les 7 millions, l'Etat a payé. L'Assemblée régionale n'a rien à voir. Et cette personne-là et tous les papiers, tous les documents. Le membre Rosaire a dit que la dame peut venir prendre son terrain. Mais non ! Ça a été signé noir sur blanc. L'Etat, on ne fait pas de travail comme ça. Et ça, ce n'est pas notre problème. C'est tout... ce système légal. C'est son système légal. Mais nous, on a fait notre travail. On a payé. On a payé. Vous voyez ? Bon, il y a beaucoup d'autres trucs que je ne vais pas me fatiguer avec. Mais je pense que j'ai assez dit pour montrer, pour montrer que beaucoup de choses qui a été dit, c'est que de la démagogie. Maintenant, je vais tourner un petit peu juste pour montrer à quel point je suis émerveillé par le titre de ce budget qui est magnifique. Pour moi, c'est super. « *Préserver nos acquis, renforcer notre résilience et continuer le progrès.* » Magnifique ! Le Chef commissaire a dit dans son discours que on est un gouvernement, vers la fin, il a dit ça, qui a une mission, une vision et un plan

défini. Et moi, c'est ça que j'aime, ce plan défini. Et moi, en tant que Commissaire de l'environnement, de l'agriculture, je me disais qu'est-ce que je vais dire ici. Et puis, j'ai trouvé. Quand j'ai lu, quand j'ai écouté le Chef commissaire parler, quand il a dit : « *on a un plan défini pour Rodrigues* », une vision, une mission, une vision. Et là, moi, j'ai relié tout ça au changement climatique, qu'il faut s'adapter au changement climatique. Et pendant... C'est pendant que je faisais mon jogging que s'est venu. Je dis quelle orientation je vais prendre. Et là, j'ai trouvé qu'il fallait passer par là. *Mais tou mo fer moi....* Quand j'ai entendu le Chef commissaire dire que c'est une vision, moi, j'avais des frissons. Ce jour-là, j'avais des frissons. Je pense que mes collègues aussi ont frissonné. Vous ne frissonnez pas ? C'était là ? Ah vibrer, même plus fort que ça, vibrer. Et comment orienter tout ça ? Comment prouver que le Chef commissaire a raison ? Moi, j'ai pris. Je pense que mes collègues ont pris dans d'autres secteurs. Moi, j'ai pris... *Viré ? Si to bisin pou rane ene service, to dir.* Quand je frissonnais...

[Interruptions]

The Commissioner for Environment and Others (Mr. J. R. Payendee):
Mone dir toi. Mone dir toi arreter.

The Deputy Chairperson: Commissioner!

The Commissioner for Environment and Others (Mr. J. R. Payendee):
Dan carem la bondié ine dir rane dimoune service. Non, to pa pou kapav. Seki moi mo kav fer, to pa pou kav fer sa et to pane ressi fer li, to pane ressi prouvé to kav fer li. Seki moi mo kav fer, toi, to pa pou kav fer. Sinon to ti pou ressi fer kot toi. Je frissonnais. Je frissonnais, M. le Vice-président, quand j'ai entendu le Chef commissaire dire ça. Et puis, je me suis dit comment je vais montrer que comment le Chef commissaire a dit quelque chose de vraiment magique. On a un plan défini. Le plan défini, c'est quoi ? Le plan défini, c'est quoi ? Quand on regarde le changement climatique, moi, je vais un petit peu le tour. La politique... Je relis ça au changement climatique. Et là, tout à l'heure, je disais deux rouleaux compresseurs sont passés sur nous : Gelena, Joaninha. Il n'y a pas eu mort d'homme. Il y a quelques maisons cassées. En tant que Rodriguais, quelqu'un qui a vécu ici depuis petit, j'ai vécu... Bela, le cyclone Bela. Celine II, Kalundé, j'ai vu beaucoup de personnes souffrir, des petites maisons. Même moi, je me souviens. On avait une petite maison vitrée. Le soir, toute la nuit, on devait tenir mes frères et moi. On est sept. On a tenu toute la nuit. Mais la politique de logement que le Commissaire Baptiste a mis en place, a prouvé que le changement climatique, on est en train de s'adapter. Et on dit que tout le monde doit s'adapter au changement climatique. On est en train de le faire. S'il n'y avait pas cette politique de logement, une maison, *ene bon lakaz pou tou*

Rodriguais. Saem dir ? Le projet, le Membre Rosaire en a parlé. Je suis d'accord avec lui. Donc, le projet, pour répondre aussi, là, je suis d'accord. Sur un point, je suis d'accord avec le Commissaire... le membre Rosaire Perrine où il a dit : « *Ce n'est pas normal que quand il y a un cyclone, les gens n'ont pas d'électricité. Ce n'est pas normal.* » Donc, dans le budget, la vision du Chef commissaire, on va lancer des projets pour enfuir les câbles électriques, pour enfuir les câbles téléphoniques, pour enfuir les tuyaux, le tuyau d'eau. Il n'y a pas de prix pour ça. Le prix social, il n'y a pas. Il n'y a pas de prix. Il y a des gens qui disent ça coûte cher mais ça ne coûte pas cher parce que des gens qui restent deux jours sans électricité, c'est déjà trop dur. Donc, ce projet d'enfouissement, et j'avais parlé de ça au Premier ministre, et le Premier ministre a été attentif à ça. Et tout dernièrement il y a une équipe de CEB qui est venu faire l'étude pour dire. J'ai dit : on peut faire au moins un bout par an dans cette vision d'île écologique. Ce n'est pas l'adaptation au changement climatique ça ? La construction du centre, de truc pour les eaux usées qu'on va faire au coût de Rs20 millions plus pour protéger les nappes souterraines, pour protéger le lagon, c'est s'adapter au changement climatique. Le projet pour refaire la végétation de la côte, le Chef commissaire en a parlé, pour replanter des espèces endémiques, indigènes sur une plage à Rodrigues, pour planter des arbres qui sont plus résistants. Allez sur les plages maintenant. Les filaos sont cassés. Regardez les palmiers. Regardez les ébènes. Regardez les bois chauve-souris. Ça bouge mais ça reste en place. Ça reste vert, ce n'est pas affecté. Le Bon Dieu n'était pas bête de dire qu'à Rodrigues, la végétation quand il a fait Rodrigues, je pense qu'il a dit ça aussi : Très arbres vont rester à une hauteur de 11 mètres de haut. C'est là l'idée aussi que j'avais lancée pour faire le projet *Working for Water* parce qu'il y a des arbres trop grands pour Rodrigues. Et ça prouve aujourd'hui. On regarde ! Genela, Joaquina nous montre. Combien de camions on est en train de payer pour emmener « tous » ces feuilles et dans tous ces trucs, ces branches qu'on est en train d'emmener pour mettre, pour broyer, il n'y a pas une seule plante endémique dedans. Il n'y en a pas. Allez, ramenez-moi des arbres endémiques, n'importe qui. Donc, ça montre. C'est pour ça, nous, on est venu. C'est une adaptation au changement climatique, ce projet. *Diary la pareil toem.* Le projet pour éliminer tous ces arbres, on a un projet pour nettoyer les rivières, pour laisser les Rs100 millions, les Rs150 millions qu'on va avoir, c'est pour nettoyer les drains, pour nettoyer les rivières, pour enlever tous ces arbres. C'est une adaptation pour empêcher que le... pour empêcher qu'il y ait des inondations. L'eau, il faut malheureusement aujourd'hui avec le changement climatique, il faut donner l'occasion à l'eau de partir avec une île, avec une topographie comme ça. L'asphaltage des routes et les *track roads* que mon collègue DCC est en train de faire, ce projet. C'est une adaptation au changement climatique. Parce que quand il y a des problèmes, ça facilite la communication. S'il fallait chercher quelqu'un, la dernière fois, il y avait une dame qui était en train d'accoucher. Donc, c'est tous ces développements qu'on est en train de faire est en ligne avec cette vision

d'adaptation au changement climatique. La construction des abribus et d'autres trucs. Je suis sûr que mon collègue va parler. C'est une adaptation au changement climatique parce que les enfants, les jeunes, ils peuvent s'abriter quand il pleut. Parce que maintenant, le temps est très imprévisible. *Pareil ene bane dimounes osi*. Le remplacement des radiers par des ponts, le Chef commissaire a parlé dans son discours. C'est un changement. C'est le... C'est... *Oui be mo pe mette li dan changement climatique. Pa pareil*. C'est une adaptation au changement climatique. Lorsqu'il pleut beaucoup, il y a l'eau qui part. Ça bloque, ça bloque, ça coupe les gens. La recherche, c'est le truc agricole pour avoir des espèces beaucoup plus résistants, pour avoir les mêmes.... que ce soit au niveau de plante, au niveau de d'animal. C'est une adaptation au changement climatique. Il faut s'adapter au changement climatique. Une meilleure gestion de déchets. Le tri de déchets, le projet. C'est une adaptation au changement climatique. Et là, on vient avec un truc nouveau. Il faut avoir des citoyens écoresponsables. Qu'est-ce que ça veut dire écoresponsable ? Les gens savent maintenant qu'on ne peut pas jeter des trucs là. Regardez comme c'est propre *me ene ti saleté laba*. Regardez comme c'est propre, c'est magnifique. Les routes sont propres mais il y a des jeunes qui jettent quand même, qui continuent à jeter. Est-ce que ces jeunes ne sont pas conscients ? Si, ils savent que l'environnement, il faut protéger mais ils ne sont pas écoresponsables. Ils sont conscients mais pas responsables. Les commerçants de Rodrigues qui font venir n'importe quoi, des *piksidou*, toutes sortes de trucs qui polluent ce pays, ils ne sont pas écoresponsables. Nous, on doit les éduquer pour leur faire devenir des écoresponsables. On a tous un choix qu'est-ce qu'on peut acheter, qu'est-ce qu'on peut vendre à Rodrigues, pourquoi est-ce qu'il faut protéger cette île. Et pour ça, on a pris la décision. On a pris la décision que au niveau des projets de écoresponsables, on va faire tous les achats. On a parlé au début des bâtiments de l'Etat, qu'il faut devenir eco-friendly. Tous les bâtiments que l'Etat va construire à partir de maintenant, ils doivent être eco-friendly. Ça veut dire, on appelle des *green buidings, natural ventilation, lighting*. Là, il faut enlever tous ça. Je ne sais pas si c'est du *lead*. On va voir. Si c'est du *lead*, on va voir. Si ce n'est pas de *lead*, il faut les enlever et mettre du *lead*. Ça forme parti du projet de... Ma Commission va payer, pas de souci ! On va enlever tout ça, on va mettre du *lead* si ce n'est pas *lead*. Je ne sais pas. Au niveau de *procurement*, à partir de maintenant, on va faire une réunion bientôt avec tous les *Procurement Officers*. On va leur dire : écoutez, dans tous vos contrats, il faut mettre un truc pour montrer. S'il y a deux trucs à acheter, même si celui-là est un petit peu plus cher et s'il est *eco-friendly*, on va prendre le plus cher parce qu'il n'y a pas de prix pour protection de l'environnement. Je trouve ça magnifique ce truc de éco responsabilité. Est-ce que... La question qu'il faut se poser : est-ce que nous, ici, on est écoresponsable ? Laissez votre conscience travailler. Je laisse votre conscience travailler. Une meilleure gestion des ressources naturelles comme *tir crabe*, tous ces trucs qu'on va faire, la pêche ourite, c'est une adaptation au

changement climatique pour empêcher que les espèces disparaissent. La mer devient plus gros. Les habitats sont en train d'être détruits. Le développement au service de la santé. C'est une adaptation au changement climatique pour avoir des gens plus forts. J'ai parlé à mon collègue. J'ai dit. Il faut qu'on mise beaucoup sur la prévention des maladies. Il faut que tout le Rodriguais soit fort comme Gros Simon qui était... Qui connaît Gros Simon ? Gros Simon a attrapé un sac de riz comme ça, 100 livres. Où est-ce qu'il y a ces Rodriguais aujourd'hui ? Moi, je peux le faire mais je ne sais pas s'il y en a encore. Pas ça. Ça, c'est Grand Simon. L'autre, c'est Gros Simon. L'autre, c'était Gros Simon. Donc, Gros Simon était ça, faisait ça. Le développement dans le domaine sportif, c'est une adaptation, faire des Rodriguais solides, forts, en bonne santé pour être résilient, voilà, la résilience des Rodriguais. Il faut être fort dans la tête, dans le corps. La décentralisation du service des pompiers. C'est une adaptation au changement climatique pour être plus près des gens quand ils sont dans les problèmes. Un aéroport et un port modernes, ça aussi, une adaptation. Parce que il faut des trucs. *Be oui !* Pourquoi pas ? Oui. Ça, j'ai oublié. Tu vas me le dire parce que je devais parler de ça mais j'ai oublié. Mettre ça sur pilotis, c'était magique ! Vous imaginez un aéroport sur pilotis ! Le plan était bon. C'est ça que je dis. Un gouvernement a une vision, un plan bien défini. Mais ça se fait ailleurs. Ce n'est pas mettre bétons dans la mer, c'est sur des pilotes. C'est trop beau. Vous imaginez partir, sortir de Maurice, vous... et atterrir sur la mer, c'est trop beau. C'est trop beau. Oui, regardez. Vous êtes partis à La Réunion. Vous avez vu ce qui se fait là-bas à La Réunion. C'était ça.... ça aurait été pareille. Je paye votre billet pour y aller. *Pas noter selmen, mo pa pou kav payer.* Tous ces projets de *cut and carry* qu'on a parlé... donc, que le Chef commissaire a parlé, l'agriculture bio, ces changements... C'est une adaptation au changement climatique. Donc, finalement, je vois que tout ce qu'on est en train de faire, on est en train de s'adapter sans peut-être le penser. On est en train de s'adapter au changement climatique. La protection des essences, des graines, la banque des graines, banques de gènes qu'on est en train de créer, c'est pour protéger. Si toutefois il y a une catastrophe naturelle un peu énorme qui détruise tous nos essences, c'est une adaptation au changement climatique. Le développement de l'économie bleue, là, on parle de... Dans le budget, on a parlé de... les crabes de profondeurs, les crevettes de profondeurs. Je me souviens, je vis tout près de la Maison des Pêcheurs qui était... qu'on appelait « *côtes mericain* » longtemps et il y avait. Il y avait des français. Le Fond Itinérance de Pêche, je me souviens, même petit que j'étais. Ils faisaient des études là-dessus. On va reprendre tout ça parce que peut-être, il y a des ressources qu'on est en train de laisser. C'est exactement ce qu'a dit le *Minority Leader*. La protection des zones côtières, c'est aussi pour lutter contre le changement climatique. La protection des.... Là, on a dit qu'on va faire des chambres froides pour conserver. Vous savez, à Rodrigues, on ne sait pas compter. On ne sait pas compter ! On plante des oignons, on vend les oignons à Rs15 à Maurice, AMB. L'AMB prend le truc, met dans la chambre

froide, garde un peu et puis, nous retourne et nous vend à Rs30. Donc, on ne sait pas compter. On ne sait pas compter. C'est pour ça qu'on a décidé de travailler sur un projet pour faire des trucs. Je vois mes amis en train de... C'est vrai que l'heure, ça part mais on va finir bientôt. Je vais finir. L'énergie renouvelable à vision 20/30. Si le bateau ne vient pas un jour, s'il n'y a plus de tous ces trucs, de l'huile lourd pour faire rouler le central électrique, il n'y aura plus d'Assemblée. Donc, l'énergie renouvelable, la vision 20/30 et là, on a dit que tous les pompes pour pomper l'eau, bientôt, la vision c'est emmener ça, le faire travailler avec de l'énergie renouvelable. Le projet Eco village, j'en ai parlé. Là, il y a toute une série de mesures au niveau de l'agriculture et l'environnement que je vais pas m'attarder parce que je dois donner la chance à mon ami de l'autre côté pour qu'il puisse aussi dire quelques mots. Donc, je pense que la vision du gouvernement, cette vision, cette mission, ce truc d'avoir un plan bien établi, je pense que c'est là et le Chef commissaire l'a bien pris dans son discours pour dire qu'on a un plan/une vision bien établi. Je vous remercie tous et j'espère qu'on aura pas trop de problème pour implémenter tous ces projets parce qu'on a beaucoup d'argent. Et là, on a dit, ils ont dit : vous avez 825 et vous avez eu 150 pour NEF et c'est pareille... Avant, on avait 825. Aujourd'hui, on a 975. Ils disent que le budget n'a pas augmenté mais je ne comprends pas ! On ne sait pas compter encore une fois, 825 plus 150, ça fait 975. Et les 150 millions, ce n'est pas à nous ? Si ! C'est à nous ! Vous allez entendre le Chef... Le Premier ministre va en parler dans son truc. C'est déjà acquis. Donc, ça aussi, c'est acquis comme le discours du budget. Je vous remercie.

[Applause]

Mr. F. A. Grandcourt: Merci, M. le Vice-président. Donc, c'est un budget comme la qualifier mes collègues, c'est un budget à répétition et c'est un budget qu'on juge nous de ce côté de la chambre incomplet pour la plupart des gens qu'on a rencontré dans la rue, M. le Vice-président, après 17 ans de l'autonomie. Mais tout d'abord, je ne sais pas qui a préparé ce budget, on a qualifié le titre d'extraordinaire mais je ne comprends pas pourquoi on a utilisé l'infinitif : Préserver, Renforcer et Poursuivre. Pourquoi dans un budget, dans tous les autres budgets ça n'a jamais été l'infinitif. Dans notre budget à nous-là, Rosaire avait les copies : *Ensam anou fer Rodrigues décollé*. Mais là, on voit que on a utilisé l'infinitif. Et, l'infinitif, M. le Vice-président, est une forme nominale du verbe exprimant l'idée de l'action ou de l'état sans indication de personne ni de temps.

[Applause]

Premier erreur, dans ce budget. Ce budget n'entraîne pas le peuple Rodriguais dans ces idées, n'adhère personne, M. le Vice-président. Un budget

c'est un projet commun où le gouvernement du jour vient de l'avant avec ces idées, vient de l'avant avec son programme pour le peuple, pour une année toute entière. Madame, Monsieur, pardon excusez-moi, manque de concentration, il se fait tard. M. le Vice-président, j'aimerais avant de commencer répondre à M. Baptiste, qui n'est pas là. Il a parlé d'une compagnie aérienne. Si, il y a une compagnie aérienne. Il y a le Air Rodrigues, qu'on a enregistré. C'est la raison pour laquelle Catovair, la compagnie Catovair, vous voulez avoir Air Rodrigues. Mais nous en étant prévoyant, on a été enregistré Air Rodrigues. Si vous allez au Registrar of Companies. Vous allez voir Air Rodrigues appartient à l'Assemblée Régionale. Si, on la fait.

[Applause]

Il a parlé des maisons NHDC, qui n'a pas été complété, M. le Vice-président. Pourquoi est-ce qu'on doit venir avec le ... on a un Discours Budget, on a dit qu'il faut franchir une nouvelle étape. Mais comment se fait-il qu'il vient lui avec un Rapport de l'Audit de 2009 ? Les maisons NHDC, 83 maisons. Vous savez ce qu'il faisait avec ces maisons-là ? Ces maisons-là étaient mal conçus, il n'y avait pas de *sceptic tank*. Lorsque moi je suis venu en tant que Commissaire, on a terminé ces maisons-là. On a terminé et on a toute de suite vendu ça. Je me rappelle à cette époque-là, on vendait ça à 40,000 et à 50,000 aux bénéficiaires. Il y en a un peu partout dans l'île. C'est nous qui avait vraiment commencé avec tous ces maisons en dure. Et, il a parlé aussi de Trust Fund. Qui c'est qui a commencé le Trust Fund. C'est à l'époque de l'OPR. Et, à cette époque-là, vous savez, je me rappelle d'une personne à Quatre Vents, maison Trust Fund. Première type de maison Trust Fund. Vous savez comment est-ce que c'était. Les portes il y avait targette à l'intérieurs, dehors il fallait prendre une pierre ou *ene block pou cal la porte*, parce qu'il n'y avait pas de serrure.

[Applause]

Il y avait ça. Et, c'est ça le début. C'était ça le début de l'OPR, avec les maisons Trust Fund. Et, maintenant ils viennent ils disent qu'ils vont mettre du béton là-dessus, comme-ci ils *cassent ene grand paquet*. Je retire le mot si jamais ce n'est pas *parliamentary*. M. le Vice-président, ce n'est pas correcte. Ce n'est pas correcte de venir dire des choses.

M. Payendee, je vais essayer d'aller vite. Il a parlé à Rivière Coco, des villages écologiques, les lampes solaires. Ben, les lampes solaires, aller voir s'il y a des lampes solaires après Joaninha ? Aller voir s'il y a ? Il n'y en a plus. La voiture électrique, il parle de voiture électrique. Vous savez combien de pollution ça génère lorsqu'on fait la batterie, les batteries de la voiture électrique. Ça, il ne sait pas. On vient dire que, oui on va conduire une voiture qui consomme

de l'électricité. Mais pour faire ces batteries-là, ça consomme des métaux très rare. La construction de ces batteries-là ça coute très cher et même temps ça génère beaucoup de pollution et il n'a pas à venir ici pour donner de leçon dans ce domaine, Madame, pardon, M. le Vice-président.

Il a parlé, dans le budget on a parlé de *cut and carry* à Montagne Kali. Mais qui c'est qui a laissé ce projet à l'abandon ? Je me rappelle, mon collègue le Commissaire Perrine à l'époque, il y avait des surveillants à Montagne Kali. Il laisse ça à l'abandon et puis il vient aujourd'hui en toute hypocrisie venir dire qu'il va rétablir Montagne Kali afin qu'on puisse venir avec le *cut and carry*. Non, ça c'est vraiment de la démagogie. Les radiers, les radiers en ponts. Convertir les radiers en ponts. Ça depuis cinq ans on entend ça, M. le Vice-président. Depuis longtemps, on entend ça. Mais ils n'ont rien fait.

Trou d'Argent, il y avait un projet avec le Tourism Fund. On a eu à l'époque 1.5 million du Tourism Fund. Qu'est-ce qu'on en a fait ? On a essayé, parce qu'on a eu pas mal de plainte concernant l'accès à Trou d'Argent. On a fait des marches. C'est le gouvernement qui a fait. Et, où est la permanence de l'état ? Maintenant, tous ces barrières-là sont cassés. C'est vrai que ces du bois, ça va pourrir et les gens aussi cassent. Ben, qui c'est qui est au pouvoir ? Qui c'est qui est responsable de tout ça ? Il y a le Commissaire d'Infrastructure Publique, il y a aussi le Commissaire de l'Environnement et aussi conjointement avec le Commissaire du Tourisme. Qu'est-ce qu'ils font ? Aujourd'hui, ils viennent nous dire que voilà la barrière était pourri et une dame est tombée. Mais qui est-ce qui est en partie responsable ? Ben, c'est lui parce que lui, il n'a pas voulu réparer le truc, il n'a pas voulu réparer parce que c'est le MR qui avait fait ça, M. le Vice-président. De la démagogie et de l'hypocrisie.

Des toilettes à St. François. Il a dit il a réparé trois fois. Mais c'est son devoir. Il est payé pour. On vient nous dire ici, si quelqu'un, par exemple, il a pris l'exemple de Grande Montagne, Roche Bon Dieu pardon, si jamais, il y a un souci. Est-ce que le Commissaire est responsable ? Ben, oui. Le Commissaire responsable lorsqu'il vient ici à qui on pose des questions ? Mais c'est à lui. C'est lui, mais c'est lui qui est responsable. Il ne faut pas venir essayer de se masquer, essayer de se cacher derrière les projets, derrière des excuses bidon dans cette Assemblée. Nous n'allons pas accepter tout ça et en même temps, on parle de résilience. Où est la résilience du Commissaire en question ? Les toilettes sont cassées, qu'est-ce qu'il fait ? Il ferme les toilettes ! C'est trop facile. Quelle est sa responsabilité envers son peuple ? Il n'est pas résilient lui-même. Malheureusement, il n'est pas là pour entendre tout ça. Il sait pourquoi, il part.

Les recherches, il a parlé de recherche. (Je peux avoir un petit d'eau s'il vous plaît ?). Il a parlé de recherche. Recherche, quelle recherche il parle ?

On est envahi par les chenilles. On est envahi par les mouches des fruits. On est envahi par cochenille. On est envahi par d'autre... par des moustiques. La fièvre aphteuse. C'était quelle époque ça ? C'est l'époque de M. Payendee. C'est la raison pour laquelle, il est parti en courant en disant qu'il ne va pas... il va abrégé son discours. Il ne va pas parler sur l'agriculture. Parce qu'il n'y a rien à dire sur l'agriculture. Agriculture *fail*, zéro. Et puis, il vient parler de boycottage. Il accuse les fonctionnaires, M. le Vice-président. Là, il accuse les fonctionnaires, j'aurais bien aimé l'entendre. On accuse les fonctionnaires, on dit que les fonctionnaires boycottent surtout à la Commission de l'Agriculture. Mais où est sa responsabilité ? On est autonome en agriculture. Le Commissaire a le devoir de prendre des décisions, les *policy decisions* et implémenter par le DH. Et, c'est le seul Commissaire qui a deux DHs, appart le Chef Commissaire. Qu'est-ce qu'il faut ? C'est facile de venir de dire, hein on a été boycotté par son staff. Non, ce n'est pas correcte. Je défends les fonctionnaires et je dis que ces gens-là travaillent quand même, mais ils travaillent dans des conditions difficiles par rapport aux d'autres.

On dit que les gens ne les aiment pas. C'est la raison pour laquelle, les 12 mars et 8 octobre. Ben, aller voir. Aller voir le 12 octobre. Le 12 mars comment c'était. Et, vous allez aussi voir le 8 octobre comment ça va être. Les gens ne sont intéressés. Il y a un problème. Il y a un problème. Pourquoi est-ce que les gens ne sont pas intéressés ? Ça se sent. Oui, *même dan mo meeting*, les gens ne sont pas intéressés. Et là, ça me fait penser. Quelqu'un a dit qu'on avait le visage un peu pâle lors de la présentation du Discours Budget. Mais on était agacé. Moi-même, j'étais agacé. Moi-même, j'étais agacé. Je me pose la question si je dois venir l'année prochaine pour venir écouter le Chef Commissaire faire son discours du budget.

Premièrement, il ne m'écoute jamais. Deuxièmement, le budget ne contient absolument rien. Je vais venir là-dessus. Est-ce qu'on a nous... si vous voyez que les gens, le publique ne veulent plus aller le 12 mars ou le 8 octobre, moi je vous dis franchement dans ce parlement, je n'ai pas trop envie de venir écouter le Chef Commissaire. Parce que la dernière fois j'étais agacé. On était sur notre faim. C'est la raison que je qualifie ce budget d'incomplet. Je qualifie ce budget d'incomplet. Parce que moi, j'ai été dans ce parlement depuis le commencement. Je sais de quoi je parle, M. le Vice-président.

Il a parlé des réparations des maisons. Et, ça aussi c'est la responsabilité du Commissaire. Politique du logement, Trust Fund tout ça, c'est la responsabilité du Commissaire. Il a parlé d'écho responsable. Quand même, il va couper tous les Mahogany pour ensuite les achetés lui-même ?

Est-ce que c'est eco-responsable ? Est-ce que ces plantes-là, ils n'ont pas une vie ? Dieu a créé l'arbre. Est-ce qu'il a le droit d'aller tout couper ? Est-ce qu'il considère ces plantes-là d'exotique ? Est-ce que lui, il n'est pas exotique ? Est-ce qu'il peut se permettre d'aller couper les arbres comme ça ? Il y a d'autres solutions. Il faut trouver les solutions, M. le Vice-président. Où est son jardin botanique ? Où est son jardin botanique ? Il parle d'éco responsabilité. Où est son jardin botanique qui a été brûlé ! Brûlé la dernière fois avec l'explosion d'une bonbonne de clore. On a été... Riyé ! Où est son jardin botanique ? Arrosé. Protection des zones côtières. Qu'est-ce qui se passe à Anse Goéland ? Qu'est-ce qui se passe à Anse Goéland ? Et là, le projet... Là, j'apprends que le dessalement, tout a été cassé et le contracteur ne peut pas, ne peut plus continuer, ne peut pas mettre la main. Je ne sais pas si je me trompe mais c'est l'information qu'on a eue parce que tout a été cassé. La plage, la zone côtière d'Anse Goéland a été défigurée. Et le Commissaire vient parler de protection de zone côtière ? Agriculture. Il dit rien parce qu'il n'a rien à dire. Haricot. L'année dernière, zéro ! Cette année-ci, tendance presque pareille. Et là, le pire qui condamne le peuple, c'est qu'on a interdiction d'exporter limon, giraumon et autres produits sur Maurice à cause des chenilles etc. Enlever. J'ai vu ça dans un journal tout ce qu'il y a interdiction. S'il y a interdiction, même s'il y a eu pour une semaine, où est la résilience ? On parle de résilience. Comment peut-on être résilient, les planteurs, si on sait que nos produits « est » banni à l'exportation, M. le Vice-président ? Préservons... Je ne vais pas dire préserver. Préservons nos acquis. De quels acquis parle-il ? Acquis personnels ? Leur poste ? Leur salaire ? Leurs privilèges ? Quels acquis ? Combien d'acquis on a après 16 ans ? 17 ans. Je vais dire après l'autonomie. Il y a des choses qu'on ne peut pas considérer comme acquis. Par exemple, les projets de routes, tout ça, c'est normal. Il faut faire. Ça, c'est normal. Qu'est-ce qui a été fait ? On dit beaucoup de choses, c'est vrai. Catalyseur l'année dernière, ça, je vais venir sur ce ... parce qu'on a très peu parlé de catalyseur. On a très peu parlé de ça. Le Commissaire, je vais venir sur son discours. Le Commissaire à l'infrastructure publique a fait un très beau discours sur le catalyseur, le catalyste. Qu'est-ce que c'est qu'un catalyste ? Catalyseur, c'est un produit qui accélèrent les réactions en deux produits mais qui restent quand même la quantité inchangée après la réaction. Mais il y a des facteurs qui affectent... Il n'a pas parlé des facteurs qui peut affecter le catalyste, le catalyseur. Il y a un température, par exemple, il y a PH, il y a aussi les inhibiteurs qui peuvent empêcher la réaction de ça. Préserver nos acquis, ça veut dire d'après moi, c'est préserver l'autonomie, si je comprends bien. Si je comprends bien, c'est préserver l'autonomie. Pourquoi est-ce qu'on doit préserver, remettre en question la préservation de l'autonomie ? On l'a. On l'a. Mais qu'est-ce que vous faites avec ? Quels sont les acquis au niveau du pays ? Quels sont les acquis qui a changé la vie de tout le monde ? Des choses très importantes après l'autonomie. Après l'autonomie, quelles sont les choses qu'on peut considérer comme acquis qui a changé la vie des Rodriguais ? Je prends l'exemple de « livre

cadeau ». Il y a l'autonomie, oui, mais il y a aussi on a donné le livre cadeau. Et ça, c'est un acquis. C'est l'autonomie qui nous a permis, c'est l'autonomie qui a permis au gouvernement MR de prendre la décision de donner aux enfants livres cadeaux jusqu'aujourd'hui. Il y a RodClean. RodClean, M. le Vice-président. J'aimerais faire un appel. Il faut donner une médaille de récompense à cette compagnie que vous avez essayé de fermer ! Vous n'avez pas pu. Vous savez ce que disent les gens, M. le Vice-président ? – Après ces deux cyclones, s'il n'y avait pas RodClean, *Rodriguais ti pou pousse moutouk*.

[Applause]

Mr. F. A. Grandcourt: RodClean, c'est un acquis, mais que le Commissaire lui-même, il a essayé de fermer au départ parce que c'est tellement... La Compagnie a été tellement bien ficelée, bien montée qu'ils ne peuvent pas mettre la main sur. Ils ont essayé. Ils ont essayé mais ils n'ont pas pu et ils ne pourront jamais. Comment peut-on quantifier ? Il aime le RodClean, ils ne les a jamais rencontré. Aucun Assemblée général avec les gars de RodClean. Ça, c'est de l'hypocrisie pure et simple, M. le Commissaire. Comment peut-on quantifier les acquis des Rodriguais ? Il faut quelque part essayer de voir qu'est-ce qu'on a pour voir nos faiblesses, nos forces. Comment quantifier ? Qui c'est qui peut me dire comment quantifier les acquis ? Mais vous avez tout faux si vous n'arrivez pas à quantifier, M. le Vice-président. Je vais venir sur le discours budget à la page 33. Le Chef commissaire a annoncé, je cite : « A partir du 15 avril, *nepli pou bisin atan l'autorisation Cadastre pou mette ou lakaz en garanti pou gagne ene loan la banque*. » Fin de citation. M. le Vice-président, qu'est-ce que c'est ? Je sais, oui, on demande un *pledge*, on l'a mais venir dire ça dans un discours budget comme ça ? On incite les gens à prendre des *loans* ? On encourage leur surendettement, M. le Vice-président ? Ça, j'ai trouvé ça aberrant ! Non ! Il aurait dû dire ça d'une autre façon mais pas en créole pour dire aux gens *ale mette to lakaz en gage apre to gagne mette dehors si to pa ressi payé* ! Mais qu'est-ce que c'est ? Moi, j'étais tenté. J'ai dit j'ai une maison, je vais peut-être mettre ça en *pledging* pour que je puisse avoir un peu d'argent. Mais c'est facile. Vous savez combien les Rodriguais sont surendettés ? Personne n'a parlé de ça. Personne n'a parlé de surendettement à Rodrigues. Personne n'a parlé de surendettement à Rodrigues. Vous savez comment les gens sont surendettés ? Vous voyez ces gens qui vont à la banque qui disent... Il y a le Commissaire Baptiste qui a dit : les gens vont à la banque, ils vont retirer de l'argent, ils retirent 500 par 500. La différence, c'est ça. Il y a une personne qui m'a fait comprendre ça. Je dis tout le temps je te vois devant la banque. Je dis non ! Je dois retirer 500 par semaine. Si je retire plus, je vais les utiliser. Donc, je retire 500 par semaine. Tous les jours tu me vois, enfin, « tous » les semaines, tous les lundis, tu me vois devant la banque, M. le Vice-président. Et là, je trouve que c'est une grossière erreur de venir dire aux gens :

Alé, ale mette ou lakaz en gaze pou kapav gagne sa. Si la personne sent le besoin, le Rodriguais sait comment faire ! Mais vous, vous n'aviez que à faire ça d'une façon un peu plus *lenient*, plus facile, discrètement pour ces gens. Ça, c'est normal. Mais tellement il n'y avait rien à dire dans ce budget, qu'ils sont venus dire des conneries. J'appelle ça, moi, des conneries n'importe quoi dans ce budget. Alors, à la page 34, ça concerne pour une meilleure gestion des déchets. *Oké.* Donc, pour une meilleure gestion de déchets, le Chef commissaire est venu dire voilà, je cite :

« Madame la présidente, l'année dernière, nous avons annoncé la construction du centre de tri. Toutefois, compte tenus des incidents survenus au dépotoir de Roche Bon Dieu et afin d'apporter une solution définitive et durable à ce problème, nous avons revu le concept de ce projet. » Fin de citation.

Qu'est-ce qui se passe ? Mais qu'est-ce qui se passe ? Qui c'est qui n'a pas dit l'année dernière ? J'ai pris le discours budget du Commissaire Payendee. Il a dit : *« Madame la présidente... » « Par exemple, juste pour vous donner une petite idée, pour récupérer toutes les cannettes dedans, [ça veut dire dans le dépotoir] il y aura un genre de gros... gros l'acier qui va passer [...] « pak, pak, pak ».* »

[Interruptions]

Mr. F. A. Grandcourt: Pak, pak, pak.

[Applause]

Mr. F. A. Grandcourt: *« Tout ce qui est métal va sortir. Ce n'est pas beau ça ? »* Où est ton pak, pak, pak ? Fin de citation. Où est le pak, pak, pak, M. le Vice-président ? Il a fait pak, pak, pak lui-même. Et qu'est-ce qui a sorti de dépotoir ? C'est la fumée. La fumée est arrivée jusqu'à Anse Goéland, M. le Vice-président. Et puis, on vient dire, on vient nous dire qu'il est écoresponsable ? Et on vient dire ici, on vient dire ici dans ce budget pour *« Toutefois, compte tenus des incidents survenus... »* ? Après huit ans, il est Commissaire... il est Commissaire à l'environnement. Il vient nous raconter des choses pareilles ? M. le Vice-président, nous, au MR, on avait commencé un projet. On avait fait déjà, on avait fait déjà les genres de cellules pour justement faire le tri à la maison. C'est un projet... Ça, c'est malheureux. Ça, c'est malheureux. On avait commencé dans plusieurs villages. Aujourd'hui, ça devait être rependu à Rodrigues en entier. On a donné trois poubelles. On ne peut pas comme lui, il dit, on ne peut pas aller triller, faire le tri de déchets là-bas parce que les déchets seront contaminés. C'est-à-dire, *organique pou mélanze avek can, can pou mélanze avek plastik.* Ça va être sale, ça va être contaminé. Le

principe... Le principe, c'est de mettre trois poubelles chez les gens... chez les gens pardon, et de séparer... et de séparer les déchets *at source*. Et on parle de *poubelle de tri*. C'est vilain. Mais c'est vilain. Les poubelles, les poubelles, les gros... Les poubelles de tri, M. le Vice-président, c'est vilain ! Et vous savez, vous savez quoi ? On a mis ça dans les tournants, dans des tournants à Anse aux Anglais. *Blind corners* ! On prend ça... Les déchets, il faut être discret avec. On passe sur la route, on voit un gros truc là... *Enan trois trous ladan. Ene zour mo pou mette Payendee....* Qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce que c'est, M. le Vice-président ? Les déchets doivent être discrets, doivent être traités à la maison et puis, transportés et puis, mettre là-bas. Donc, c'est.... Il y a aussi des projets. Il y a aussi d'autres projets. La COI, où sont les projets de la COI ? J'ai rencontré ces gens-là. Il y avait des projets pour retirer les *piquants loulou* pour faire de l'électricité. Il y avait des projets pour les *green... green roofs. Green roof*. Vous savez ce qu'ils m'ont dit, M. le Vice-président ? Ils m'ont dit que la Commission traîne avec ces projets et ils ont de l'argent ! Ils ont de l'argent, ces gens-là, ils veulent venir aider Rodrigues. Mais qu'est-ce qu'ils font ? Ils font absolument rien, M. le Vice-président. Le jour... Le jour de la présentation, le jour de la présentation du budget, M. le Vice-président...

[Applause]

Mr. F. A. Grandcourt: Le jour de la présentation du budget, c'était la journée mondiale de l'eau si je ne me trompe pas. Ce jour-là, c'était la journée mondiale de l'eau. Mais vous savez, M. le Vice-président, il y a une triste réalité à Rodrigues. Contrairement à 4m³ par semaine, comme prévoit les Nations Unies, ici, on reçoit l'eau dix fois par an. Dix fois par an. Dix fois par an. Dix fois, dix fois par an, on a l'eau à Rodrigues, M. le Vice-président et voilà. Et qu'est-ce qu'on fait ? Et qu'est-ce qu'on fait ? M. le Vice-président....

[Interruptions]

Mr. F. A. Grandcourt: M. le Vice-président, on prend l'eau de la rivière pour donner aux gens. On continue à faire ça là. On avait posé la question la dernière fois au Commissaire de l'eau et vous savez ce qu'il m'a dit ? Il m'a dit il a mis une pompe là-bas à Bassin Galard, deuxième pompe Brûlé et là, il a écrit une... il a écrit pardon, une lettre au CEB pour leur dire de voir. Mais la lettre en question, M. le Vice-président, comment est-ce qu'ils vont déposer la lettre ? Comment est-ce qu'ils font ? Où est le... Où est son bureau et où est le CEB ? Bureau là-bas et CEB ici. Et jusqu'à maintenant, ça va faire trois mois. Trois mois depuis qu'on a l'eau de la rivière, le CEB et la Commission en même temps n'ont pas pu résoudre le problème, M. le Vice-président. Ou bien à la rigueur, est-ce qu'il n'y a pas le téléphone ? Il ne peut pas téléphoner à M. Waterstone lui dire mais voilà, écoute, il y a un souci, essaie de voir. C'est de... Il y a de

l'inaction et l'inaction coute cher à son peuple. Et puis vous parlez de résilience. Si les Commissaires ne sont pas résilients eux-mêmes face à ce problème, je pense que vous aussi, M. le Vice-président, vous recevez cette eau dans le centre de l'île. L'eau est jaunâtre. Et on va faire les études sur les causes du cancer. Je pense, à mon humble avis, c'est une des causes de cancer. Et, il y a une chose qui m'a fait sourire. Lorsqu'on a dit, il y a un docteur en Psychiatrie qui va venir à Rodrigues. Tout le monde... Mais qu'est-ce que c'est ?

[Interruption]

Mais qu'est-ce que c'est ?

[Interruption]

Mr. Deputy Chairperson: Order please.

Mr. F. A. Grandcourt: Mais qu'est-ce que c'est? Qu'est-ce qui se passe ? M. le Vice-président, mais qu'est-ce qui se passe ? Hein ? Lorsqu'on dit quelqu'un ... ça veut dire s'il y a besoin d'un Psychiatre, ça veut dire que le peuple, une partie du peuple en a besoin. Okay ? Et, ça c'est bien d'avoir un Psychiatre à Rodrigues. Mais on ne peut pas applaudir. Ça veut dire que... on applaudit, le peuple est malade... *content pa ene ti content ça. Bat la main. Hein bravo.* Pareil comme on invite les gens, on incite les gens à aller mettre leurs maisons en garantie pour avoir un loan, M. le Vice-président.

M. le Vice-président, je vais maintenant venir au discours de l'année dernière de mon ami, M. Lisette. Il a parlé, il a dit, il a qualifié nous l'Opposition Qu'on a pas fait, je cite, *I quote* : « *They have not made a step ahead* » *unquote*. C'est-à-dire, nous n'avons pas avancé. Et, je vais vous expliquer pourquoi on ne peut pas avancer dans des conditions pareil, M. le Vice-président. Ils n'ont pas franchi une nouvelle étape. Et, je vais vous expliquer pourquoi on n'a pas franchi une nouvelle étape. Il a dit : « *Thinking is easy* », je cite : « *Thinking is easy but acting is difficult* ». Qui résume aujourd'hui la performance de sa commission et les autres commissions. Quel est le pourcentage, quel est le pourcentage de réalisation que vous avez fait dans votre commission ? Personne n'est venu avec des pourcentages. M. Payendee, Commissaire Payendee, le Commissaire Payendee, il a parlé de pourcentage. Mais il n'a pas dit exactement, il n'a pas dit exactement *percentage realisation per commission*. Personne n'est venu dire ça. Pourquoi ? Parce qu'ils n'ont pas pu faire ce qu'il fallait faire. Mais j'ai dit, j'ai posé la question tout à l'heure-là à une amie, j'ai dit, il y a un problème mais où est le problème ? Est-ce que vous pouvez nous dire où est le problème ? Il faut voir les choses en face, M. le Vice-président. C'est à vous d'aller voir, de faire votre propre analyse. Et là, le Chef Commissaire vient dire qu'il y a, en mai il y

a un rapport qui va sortir dans tous ce qui est la réorganisation de l'Assemblée Régionale, tout ça. C'est temps d'aller voir où est le problème, M. le Vice-président. *We are telling*, je cite : « *We are telling the people to be catalysed of the development but at the same time we as government, we are acting as a catalyst to help them in promoting what they endeavour in life.* » fin de citation. Je relis. Permettez-moi, M. le Vice-président, *I quote* : « *We are telling the people to be catalysed of development but at the same time we as government, we are acting as a catalyst to help them in promoting what they endeavour in life.* » fin de citation. *Bien zoli, mari sérié. Top. Top.* Il continue, je cite : « *May be the Members of the minority group has not understood what actually we wanted through this theme. When we increase the number of veterinary officers from two to five, what are we saying to the population. Let us see.* » Page 98 dans le Draft Estimates. *Get ene coute.* Page 98 – Veterinary Officer. No. in post – 2, okay. Et, cette année-ci. Funded position 2019-2020, deux même. Où sont les cinq ? Où sont les trois autres, M. le Vice-président ? Où sont les trois autres ? Et, il y a une chose que j'aimerais dire. J'aimerais dire, il y a une chose. Mais il y a... Comment est-ce qu'on qualifie quelqu'un qui a dit une chose au Parlement et puis qui fait le contraire, M. le Vice-président. Quel est le message, il a parlé de message. Quel est le message que vous envoyez à la population lorsque vous ne faites pas quelque chose ? Hein ! vous parlez de catalyst. *We government we are acting as catalyst.* Mais catalyst quand tu parles, il faut augmenter le nombre de vétérinaire de deux à cinq. Et puis, on reste à la fin de l'année avec deux Vétérinaires. Et là, ils peuvent nous dire que voilà, l'année financière n'est pas encore terminée. Mais lorsque vous avez préparé le budget, c'est en mars, le budget est préparé bien avant mars. Le budget est préparé janvier, février. Janvier, février. Est-ce que je peux ... Le budget est préparé en janvier ou février. Si vous vouliez vraiment. Si vous aviez vraiment la résilience de résoudre ce problème, vous auriez pu commencer l'exercice de recrutement dès janvier.

Mr. Deputy Chairperson: Commissioner, please.

Mr. F. A. Grandcourt: Dès janvier. Vous parlez de contrat. Oui, oui. Mais pourquoi vous dites ça ? Pourquoi vous dites que vous avez... c'est ça la raison, moi j'ai mis juste à côté. Vous dites que vous avez la vision. Magnifique, on a la vision. La jeunesse d'esprit. Lorsque je... Je continue. *I quote* : « *We are telling this population that we are providing new means, we are providing you a catalyst so that you can improve your livestock.* » *Ki livestock pou improve*, M. le Vice-président ? C'est ça le point. Vous venez ici raconter n'importe quoi, dire n'importe quoi. Et puis, après ? Après ? *This is it. I quote* : « *When we increase the number of technical staff by 11 in the Cadastral Officer.* » – page 17. *By 17, by 11 – pénan 11*, M. le Vice-président. Non, non, non. Il n'y a pas. Ce sont les ... Committee Supply ou pas c'est sont les outils qu'on nous a donné. C'est la raison pour laquelle, j'ai dit, ben comment peut-on venir ici parler de résilience,

parler d'acquis, M. le Vice-président. Je continue, *I quote* : « *When we are recruiting 11 Social Workers.* » - page 83. *Mo donne toi. Social Worker - Rodrigues Regional Assembly. In post mars 2019 – zéro. Et, funded 2019-2020 – 3. 3 zis 3. Seulement trois. Oui, mo gagne droit. Trois. De zéro, zéro à trois. Comment est-ce que le Commissaire, c'est ça le truc, comment est-ce que le Commissaire, lui il a regardé dans le budget mais l'autre n'a pas réalisé. Il passe pour un – comment appelle quelqu'un qui dit quelque chose et puis qu'il ne fait pas. Comment est-ce qu'on peut qualifier cette personne. Je ne dirais pas un menteur. Malheureusement, mon ami, ça tombe sur vous. Il la dit. Mais ce n'est pas le cas. Ce n'est pas le cas. On dit, on a parlé de, I quote « *We are recruiting. We have made provision for the recruitment of hydrological officers, hydrological officer* » page 42. En mars 2019 – zéro. Ça aurait dû être l'année dernière – zéro. On n'a pas recruté. Et en 2019-2020, 1. Scientific Officer, je continue: « *A Scientific Officer in the Water Sector. What are we telling these people? What are we telling the population? These are clear messages, Madam, we as government I should say as responsible government we are giving encouragement as we are taking as catalyst for the whole part of the society.* » Unquote.*

Vous savez, M. le Vice-président, Scientific Officer – page 42. *To fer moi ouvert mo liv. Mone pren mo létem la, mo ouvert mo liv. Ine fini asoir mem la, pé lizour tou.* Scientific Officer – page 42. *Gété, dire committee of supply.* « *Scientific Officer, Water Resources – in post mars 2019, zero. Funded 2019-2020, zero.* Et le Commissaire vient nous dire ça lui concerne lui-même. On va recruter un *Scientific Officers with pluriel 's'. Where are the Scientific Officers in the Water Sector.* Si on ne voit pas dans les discours, M. le Vice-président, on ne va pas savoir dans le Committee of Supply, on ne saura pas. On va dire que c'est *blank, blank, blank et blank.* Mais nous on doit aller voir dans les discours pour justement, M. le Vice-président. Et nous, on a dit, il y aura la question à venir. La question va venir. Et nous, lors d'une question on avait dit mais pourquoi ne pas prendre un Géologue à Rodrigues ? C'est très important, un Géologue. L'étude des sols, tout ça. Parce qu'on sait un jour Rodrigues va être secoué. Rodrigues a été secoué tout dernièrement, cette semaine et un Géologue. Nous nous trouvons de cette côté de la Chambre très important d'avoir un Géologue à Rodrigues. Le premier bâtiment qui va tomber c'est Alfred North Coombes. Alfred North Coombes, premier bâtiment, vice, M. le Vice-président, à Port Mathurin. Parce qu'à chaque fois qu'il y a une secousse on sent à Alfred North Coombes. Le bâtiment a été mal conçu. Moi, je sais, il y a des experts qui ont... il y avait un tremblement de terre. Il y avait à l'époque, mon collègue, Christian Agathe, qui était à la radio qui expliquait, il a été tremblé, machin *sipa ce qu'il a dit... Okay.* Et ensuite les experts sont venus, les experts sont venus, il a été sur Radio Plus, s'il vous plaît. Les experts sont venus et ils ont venus, voir, examiner le bâtiment et ils ont dit que ce bâtiment est *at stake.* Les Commissaires

qui sont là-bas, ben je vous conseille de quand même prendre vos précautions. C'est vrai, je ne rigole pas, c'est vrai. Parce que c'est un des bâtiments qui va tomber. Il y a ce bâtiment et peut-être un autre magasin dans Port Mathurin, jusqu'à l'entrée de Port Mathurin. Donc, M. le Vice-président. *Pane problème ça, tomber l'assurance, M. le Vice-président.*

Ben, on parle de, aide toi et le ciel t'aidera. Hein ? il a parlé de ça mais comment... Si vous vous n'arrivez pas à aider le peuple, à inciter le peuple à faire des choses. Vous avez promis des vétérinaires. Vous savez comment c'est important des vétérinaires. Et nous, au MR, avec l'aide du SIDPR que vous avez mis de côté. Ça c'est un acquis. Ça on peut dire que c'est un acquis. C'est la Bible de Rodrigues. Vous avez mis ça de côté. Avec le SIDPR, on avait fait des IROs, Integrated Regional Officers. Il y avait. Et, c'est la raison pour laquelle à La Ferme, il y a eu la décentralisation du bureau de l'Agriculture. On a le vétérinaire. On devait avoir un vétérinaire. On devait avoir tout le staff, justement pour être plus en proximité avec les gens. Et aujourd'hui, ils ne peuvent pas, ils ne peuvent même pas ça... Et puis, le Commissaire, Deputy Chief Commissioner, il dit, je cite : « *Si l'homme Rodriguais is not willing to seize this opportunity, then it is hopeless.* » *Then it is hopeless.* Ben, si on ne saisit pas l'occasion et si vous vous ne faites pas votre part du travail, comment est-ce qu'on va pouvoir saisir cette occasion. Et, il parle aussi de participation, *self motivation*. Ben, *self motivation*, M. le Vice-président, je ne sais pas s'ils ont toujours le *self motivation*. Je cite : « *If we are able to come with water* » - la je parle de la question de *Water for agriculture. Distribution Network for Agriculture*. Je cite: « *If we are able to come with water, there are so many sectors, economic, entrepreneurship that will have a span positive effect in the lives of so many people and our objectives as spelled by the Chief Commissioner, the Commissioner for Arts and Culture yesterday is that at a particular point in time water should have a distribution network system for agriculture.* » *unquote. Where is the distribution network for agriculture? Where is it? We have put question, we have asked, where is your ça...and you know what the Commissioner told us at that time, Mr. Deputy Chief Commissioner, he told us, yes we are having difficulties you know the officer has written a letter saying that he want... we have to look for expert.* On doit chercher des experts. On doit chercher des experts pour connecter les gens pour qu'ils puissent faire de l'agriculture et aujourd'hui on vient. L'année dernière on nous a parlé de catalyseur et aujourd'hui ils ont... C'est la raison pour laquelle, M. le Vice-président, on ne peut pas franchir une nouvelle étape. On est bloqué. Il n'y a pas d'eau, pas de vétérinaire, pas de officer, pas de tous ce qu'ils ont promis. Mais ils ne font pas. Comment est-ce qu'on peut franchir une nouvelle étape lorsqu'eux ils sont toujours dans le starting block. Franchir une nouvelle étape lorsqu'eux ils sont toujours dans le starting block, M. le Vice-président. Ils sont coincés, M. le Vice-président. Comment est-ce qu'on peut faire ça ? Les projets dans un budget, c'est un projet commun. Ça doit entraîner tout le monde. C'est la

raison pour laquelle j'ai dit, le titre à l'infinitif, ce n'est pas bon. On ne peut pas dire renforcer. Il faut dire renforçons notre résilience. Il faut que ça englobe tout le monde, M. le Vice-président. *Weh mo capav done toi. Mo capav done toi.* Et, il y a le ...

[Interruption]

Mr. Deputy Chairperson: Please, Members no cross-talking please. Commissioner, Member Rosaire Perrine, please.

Mr. F. A. Grandcourt: Mr. Deputy Chairperson, ils ont parlés de projet de dessalement qui va être géré par une compagnie privé.

[Interruption]

Mr. Deputy Chairperson: Order, please.

[Interruption]

Mr. F. A. Grandcourt: M. le président, est-ce que je peux continuer ? voilà, donc il a parlé de cette affaire de compagnie privé qui gère l'eau, le dessalement de l'eau à Rodrigues. Où en est-il avec ce projet ? Nous avons et la raison évoquée, une des raisons, je cite, M. le Vice-président : « *Because we know very well, whenever there is break down in the desalination plant how long it takes to recoup for the equipment and working in a partnership with a private sector who will definitely accelerate, catalyze procedures for the maintenance and operation of the desalination plants.* » *unquote.* Ça me fait penser au Water Company. Pourquoi est-ce que vous avez démantelé. C'était un acquis de l'Assemblée Régionale, M. le Vice-président. Il fallait respecter, il fallait au moins voir la vision, il fallait venir nous demander au moins qu'est-ce qu'on voulait faire avec le Water Company. Il ferme le Water Company et puis ils viennent nous dire aujourd'hui ils vont travailler avec une compagnie privée. Une compagnie privée, qui n'appartient pas à l'Assemblée Régionale, tandis que Water Company appartient à l'Assemblée Régionale, M. le Vice-président. Et, j'ai vu ces gens-là, ces petits jeunes. Si jamais à l'époque, il y avait une fuite, par exemple, dans la soirée, à 10hr du soir, par exemple. Ces jeunes-là venaient travailler. Ils venaient travailler. Et là, ils ont pris tous ces petits jeunes dans Water Company, ils sont rentrés dans le gouvernement, très bien. Mais ils ne font pas ce qu'ils devaient faire pour aider ce pays, c'est-à-dire, travailler dans l'eau, M. le Vice-président. Et, je vais aller aussi de l'avant pour dire, il y a une chose... Vous savez, on peut dire beaucoup de choses ici mais lorsqu'on essaye de voir, vous ce que vous avez fait, ce que vous dit. Et qu'est-ce qui se passe ? *I quote :* « *Madame Chairperson, there are two things that determine a weak mind to silent*

when you need to speak and to speak when you have to remain silent. This determine a weak mind.” unquote. Et ils parlent de beaucoup de choses et puis ils ne font rien. Donc, comment est-ce qu’on peut qualifier quelqu’un qui dit beaucoup de chose et puis l’action, zéro, M. le Vice-président.

Voilà, il a aussi parlé de Bureau d’Emplois. *The revamping of the Bureau d’Emplois. Okay.* Est-ce que ça a été fait ? *Revamping of the Bureau d’Emplois.* Oui ! Si ça a été fait très bien mais je ne sais pas. A l’actuel je ne sais pas si ça a été fait. Admettons que ça a été fait, *revamping of the Bureau d’Emplois* égale scandale. Toute suite après scandale. Arrestation de deux pauvres dames, deux pauvres dames qui a ce qu’il paraît, elles ont eu des morceaux papiers de X, Y, Z mais malheureusement elles ne peuvent pas parler mais j’espère que justice sera faite, M. le Vice-président. C’est ça, le *revamping of the Bureau d’Emplois*, M. le Vice-président.

[Interruption]

Mr. Deputy Chairperson: Order.

Mr. F. A. Grandcourt: *Et ou là, pé challenge moi.*

Mr. Deputy Chairperson: Please continue with your speech.

Mr. F. A. Grandcourt: *Oui, Baptiste vine challenge moi. Bé to fou ! To fou ! To fou ! Assize toi hein ! Assize toi ! Arrete challenge moi. Non, nou cas stress. M. le Vice-président, ...*

[Interruption]

Mr. F. A. Grandcourt: M. le Vice-président, alors en général je pose la question, la question a été posé comment est-ce que vive les gens ici à Rodrigues ? Alors, je vais prendre un point technique. Quel est l’indice du développement humain à Rodrigues ? Qui c’est qui a fait une étude pour mesurer l’indice du développement humain à Rodrigues ? Alors, je vais venir sur le point des fonctionnaires. Il y a des fonctionnaires qui sont démotivés. Il faut faire une étude, les fonctionnaires, ceux qui vont travailler le matin par amour pour l’île Rodrigues ? Ou bien ceux qui vont travailler juste pour *ale travail apré tanto travail fini ale lacaz. La fin du mois gagne l’argent.* Qui c’est qui est responsable ? Est-ce que ce n’est pas... j’ai parlé à des personnes, vous savez ce qu’ils me disent ? Des fonctionnaires, vous savez ce qu’ils me disent ? Ils me disent syndicats ils sont là pour défendre les travailleurs. Vous savez ce qu’ils me disent, ils me disent avec l’avènement de l’autonomie parce que je voulais rapprocher faire le rapport avec l’autonomie, je dis ben, ils me disent qu’avec

l'autonomie il y a des gens qui ont des salaires énormes tandis que nous on continue à ... Mais finalement on donne le minimum. C'est une réalité hein vous autres. C'est une triste réalité. Ces gens-là sont découragés. Ces gens-là sont découragés. Il faut quand même essayer... Non, c'est quelque chose qui nous concerne tous. Il faut voir comment motiver les fonctionnaires. Il faut voir comment motiver les fonctionnaires. Parce qu'il y a aussi un point. C'est que lorsque le Chef Commissaire est venu lui-même en tant que politicien. Il vient à la télé, il dit : *Ben wei* avec le recrutement il faut faire une enquête. Enquête qui a débouché sur l'arrestation de deux pauvres dames, M. le Vice-président. Hein ? Mais qu'est-ce qui se passe. Il y a un problème. Vous pouvez ne pas le voir. Nous de notre côté, à l'extérieur nous on le voit, M. le Vice-président. Je sais de quoi je parle, M. le Vice-président. Quel est ... Si on va ... si on pousse...si on pousse la réflexion un peu plus loin, quel est le PIB de Rodrigues ? Quel est le PIB ... qui c'est qui peut me dire comment et s'ils ont mesurés le PIB de Rodrigues ? Qui c'est qui a fait ça ? Hein ?

[*Interruption*]

M. le Vice-président, s'il y a des gens de l'autre côté, qui vont tout le temps sur internet, nous on ne va pas sur internet. Okay ! c'est l'expérience, M. le Vice-président, c'est la compréhension des choses, l'évolution de l'Assemblée Régionale. Je suis bien placé pour le dire. Okay ? J'ai vécu beaucoup de budget. Je sais de quoi je parle. Après 17 ans de l'autonomie, on aurait dû au moins pu calculer le PIB de Rodrigues. Et là, il faut se battre. C'est vous de l'autre côté de la Chambre, il faut allait se battre pour pouvoir justement tout l'argent qu'on ramasse à Rodrigues que cette argent reste à Rodrigues. Qu'on puisse calculer le PIB pour voir si jamais le pays progresse économiquement ou pas. Le Commissaire Baptiste parle toujours 'notre économie, notre économie, notre économie'. Comment est-ce qu'il peut mesurer notre économie ? Comment est-ce qu'on peut, à quel point on peut être résilient et avec les acquis... C'est ça j'ai posé la question. Est-ce qu'on peut mesurer nos acquis. Et, avec les acquis qu'on a, quelle est le PIB de ce pays, M. le Vice-président ?

On parle d'indice du développement humain. Le Commissaire Baptiste a parlé et a dit une fois, je cite : «*Pa touse mo vieillard* ». Je vais prendre l'exemple de ma voisine, tante Fam *pas touse mo vieillard*. La maison de tante Fam, ça fait deux ans et heureusement, ça c'est la honte, M. le Vice-président. J'ai essayé d'aider tante Fam, elle me dit non, il y a des gens qui vont venir là, ils vont réparer ma maison. A chaque fois je passe, je parle a tante Fam, je parle avec tante Fam...

Mr. Deputy Chairperson: Order please.

Mr. F. A. Grandcourt: *Cot tante Fam, mo camiode sa. Mo fek zoine li...Mo donne li dipain. Mo donne li dipain. Non, non, non. Et ou là. Mo fek donne tante Fam...*

[Interruption]

Mr. Deputy Chairperson: Member Grandcourt, please continue your speech.

Mr. F. A. Grandcourt: *Tante Fam rod cari ek moi tou lé zour.* Alors, le Respite Care Centre pour les vieillards. Vous osez venir nous dire ici, M. Baptiste, le Commissaire Baptiste que le Respite Care Centre, ça va prendre peu de temps. On a eu des petits soucis. Vous savez ce qui s'est passé ? On avait 32 million pour dix personnes. Ce bâtiment, okay ? Mais lorsque le Board est venu de Maurice, vous savez ce qu'ils ont dit ? Le bâtiment a été mal conçu. Vous avez la vision ? vous avez la vision, vous mettez 33 million, 32 million et puis les gens de Maurice viennent nous dire – j'ai rencontré ces gens-là, ils me disent mais c'est une honte. Un bâtiment neuf pareil on aurait dû... Est-ce que vous avez... Vous savez la question qu'ils ont posés, est-ce qu'il y a les consultants qui travaillent... est-ce qu'il y a des ingénieurs à Rodrigues. Je dis ben il y en a. Mais il me dit, mais le Commissaire n'arrive pas à expliquer. Mais je dis, je ne sais pas. Il y a un problème. Le problème, c'est que la cuisine, les cuisines, je le connais... les cuisines ont été mal fait. Il fallait réorganiser. Et ça, prend encore du temps. Et là, ça me fait penser au Mont Venus. Vous avez... *mo capav cozé là ?*

[Interruption]

Mr. Deputy Chairperson: Please allow the Member to make his speech.

Mr. F. A. Grandcourt: M. le Vice-président, ça me fait penser à hôtel Mont Venus qu'ils ont acheté à 55 million. Pourquoi ne pas faire le Respite Care Centre là-bas ? pourquoi là-bas ? Hein ? Pourquoi est-ce que... On a entendu qu'ils vont vendre au EWF... déjà vendu... je ne sais pas... au EWF. Et, nos aînés, M. le Vice-président, est-ce que ce n'est pas possible d'avoir un hôtel pour nos aînés à Rodrigues ? Ce serait magnifique. Ce serait l'exemple. Vous mettez...

[Interruption]

Monsieur Met impé lord, s'il vous plaît. S'il vous plaît, ene tipé lord do...

Mr. Deputy Chairperson: Order in the House, please.

[Interruption]

Mr. Deputy Chairperson: Order, order, please.

Mr. F. A. Grandcourt: Permettez-moi de continuer, M. le Vice-président. Okay. Non je ne vais pas conclure. Voilà, M. le Vice-président, je vais prendre mon temps parce que vous ne savez pas gérer le temps. On prend le temps qu'il faut. M. le Vice-président, *oui nou pou ale 5hr, 6hr tou.*

M. le Vice-président, est-ce que... vous vous imaginez nos aînés à l'hôtel Mont Venus. Au lieu dans un tournant, dans un carreau de Tekoma là-bas, Mont Venus avec la piscine, avec la vue sur la mer. Vous savez comme s'est relaxant ? On vend l'hôtel, on a vendu. On a vendu pour être en compétition avec les opérateurs des petites gîtes, de l'autre côté, d'alentour. Voilà, moi non moi je suis de l'autre côté. Mais vous allez entendre parler de ces gens, vous allez entendre parler de ces gens si vraiment vous avez vendu ça au EWF.

Le dialyse, M. le Vice-président, je me pose la question est-ce qu'on a déjà alloué le contrat pour la maintenance du filtre du dialyse ? Oui ou non ? Non ! La réponse est non, M. le Vice-président. Comment peut-on renforcer notre résilience lorsqu'il n'y a pas de maintenance dans les machines de dialyse, M. le Vice-président.

Annual Report pour les compagnies. Où est le sérieux ? Lorsqu'on pose des questions ici, c'est à ce moment-là qu'on voit que les *annual reports* atterri sur la table. Où est votre résilience à vous ? Hein ? où est votre résilience lorsque vous ne respectez pas la loi ? Et là, ça a été décrit dans l'Audit Report de cette année-ci, M. le Vice-président. RTMC, trou sans fond. RTMC est un trou sans fond et compagnie. Je ne suis pas contre les gens qui sont sur le Board ou bien qui travaille là-bas. Mais cette compagnie en elle-même, l'entité est comme un trou sans fond. Tout l'argent des contribuables, loan ici, loan là-bas. Qu'est-ce qui se passe, M. le Vice-président ? Qu'est-ce qu'on a comme acquis ? Vous savez ce qu'on a comme acquis ? On a le buste de Nelson Mandela, qui ressemble à feu France Félicité.

[Applause]

Et ça a coûté Rs 850,000 aux contribuables, M. le Vice-président. *Pas encore changé.* Et là, vous dites que voilà on a la jeunesse d'esprit.

Les toilettes publiques, ça j'ai déjà parlé de ça. Les bâtiments, bâtiment administratif à La Ferme. Vous savez, j'ai prié le Bon Dieu la dernière fois après le passage du cyclone Joaninha, pendant le passage du cyclone. J'ai dit *crase sa*

bâtiment là. Bâtiment à La Ferme. Les fenêtres restent ouvertes. Aller voir, aller voir, aller voir, j'ai des photos sur mon portable. Toilettes, il n'y a pas. Matière pour ceux qui travaillent là-bas. Il y a des rats, il y a des pigeons. Il y a des puces. Il y a toutes sortes de trucs, de malpropreté et c'est l'OPR qui a fait ce bâtiment. Nous on était contre ce bâtiment. Il y avait des Quarters bien, bien éparpiller sur le terrain. Eux ils viennent avec un gros bâtiment. Et, c'est vrai je vous dis franchement j'ai prié le Bon Dieu que ce bâtiment, Joantina pren bâtiment là allé. Parce que c'est vilain. C'est un eyesore dans La Ferme. Moi, je ne suis pas habitué à voir des choses pareils, M. le Vice-président. Vous parlez de résilience. Comment peut-on parler de résilience quand les Bangladais remplacent les Rodriguais sur les chantiers. Hein ? Bâtiment couler l'aéroport, travail pas bon l'aéroport, M. le Vice-président. Et là, il parle, le Chef Commissaire...

Je vais parler un petit bout avant de terminer sur l'assise de l'éducation. Nous avons fait l'assise nous, de l'éducation. Je me rappelle, on était dans le conseil, on avait fait des stages bloquer à Pointe Coton. On a pris tous les élèves, tous les enseignants du... et leurs Headmasters, DH, DHT aussi, on a fait des stages bloquer à Cotton Bay. On a passé une nuit ou deux nuit là-bas avec ces enseignants. Pourquoi ? Il fallait les motiver. Et, on avait pris des mesures. C'est la raison pour laquelle je vous dis franchement, M. le Vice-président. C'est la raison pour laquelle le taux de réussite à la CPE et SC/HSC après 2012 a continué à grimper. Ça a continué à grimper. C'est ce qui s'appelle la motivation. Et, vous savez on avait fait nous ? On avait fait pour le troisième trimestre, troisième trimestre il n'y avait pas de permit pour les fancy-fair. M. le Vice-président, il n'y avait pas de permit, on ne donner pas de permit pour les fancy-fair. On ne donner pas de permit pour tous qui est bal etc., disco dans village etc. Pourquoi ? C'est parce qu'on voulait accompagner ces enfants-là pendant le troisième trimestre. Tout l'île Rodrigues était derrière. Et, ces enfant-là ils savent ça. Le message était passé. Maintenant qu'est-ce qui se passe. Qu'est-ce qui se passe ? *Hein, carême pé fer chose, pé fer le 12 mars.* Heureusement, il y avait la pluie, M. le Vice-président. Hein ! Gros concert à Malabar. Ben, les jeunes, les petits jeunes, ils vont au concert. Ils iront au concert. Mais nous on avait pris des mesures qui touche ces gens-là, ces jeunes. Parce que n'oublier pas on est à 42,000 personnes à Rodrigues, M. le Vice-président. Je vais revenir aussi sur l'incinérateur en plein air. Hein ! Il y à Camp Pintade, il y a l'incinérateur et puis il y a des projets. On a donné, le Commission de l'Agriculture a donné des projets d'élevage de porc alentour. Ça veut dire, comment peut-on renforcer la résilience des gens, de ceux qui vont produire là et il y a un incinérateur au milieu de ... M. le Vice-président. *Bril cot pou envi matelot, M. le Vice-président.* De toute façon, la cote du Commissaire de la Santé a baisé considérablement à cause de ça, M. le Vice-président.

Production en agriculture. Production, zéro. Production en baisse. Il y a aussi notre écosystème qui est vulnérable. On parle de magnifique, Rodrigues donne de l'exemple. Après deux cyclones, Dornier amène tous légumes Rodrigues ! Hein ! Après deux, un premier cyclone c'est Dornier qui nous rapatrie, emmène des légumes à Rodrigues, M. le Vice-président. On mange que des légumes de Maurice. Que fait la Commission ? Que fait le Commissaire, M. le Vice-président ? Hein ! où le *short-term* ou bien le *long-term action plan* pour l'agriculture ? Il n'est jamais venu. Il n'est jamais venu. Parce que l'agriculture c'est important. C'est un pilier. Ça peut devenir un pilier. Mais où est le *short-term* ou bien le *long-term Action Plan* pour l'agriculture ? Zéro, M. le Vice-président. Hein ! Et lui, il a le toupet. Il a le toupet à la radio, il vient dire après le cyclone *fer figir faille, vine dir, l'agriculture est à genou à Rodrigues après le passage du cyclone*. Mais non, l'agriculture n'est pas à genou. Parce qu'elle était déjà à quatre pattes, M. le Vice-président. *Enan ene différence*.

[Applause]

Il y a une différence. C'était déjà à quatre pattes, M. le Vice-président. Et là, le rapport de l'Audit. Le rapport de l'Audit, en dit tout, M. le président, sur le pourcentage en dit long sur le pourcentage de réalisation dans les différentes commissions, M. le Vice-président. Alors ! En ce faisant, M. le Vice-président, en ce faisant, qu'est-ce qui se passe ? C'est que vous fragilisez l'autonomie de Rodrigues. C'est la raison pour laquelle je pense, ils savent qu'ils sont en train de fragiliser l'autonomie de Rodrigues. C'est la raison pour laquelle, ils viennent dire renforcer, *comment dir ça*, préserver nos acquis, renforcer nos résiliences, poursuivre le progrès, M. le Vice-président. Il y a la question de.. Je vais prendre peut-être trois ou quatre exemples, non trois exemples. Il y a la question de Fédération. J'en ai discuté un petit peu avec la Commissaire. Elle nous a expliqué un petit peu... dépendre ce n'est pas vraiment, elle n'explique vraiment bien lorsqu'on pose des questions toujours sur la défensif, M. le Vice-président. Il y a les Fédérations qui déclarent *mari* avec nos athlètes à Rodrigues. Nous ne sommes pas d'accord avec ça nous. Non ! Nous ne sommes pas d'accord. Mais il y a une chose qu'il faut prendre en considération. Les Fédérations sont à Maurice, il y a le Sports Act. Oui. Il déclare à Maurice. Il y a le DTN, qui a dit des choses sur la Commission. Ce n'est pas correcte. Non. C'est vilain. C'est vilain pour la ... Mais lui il n'a pas le droit de venir dire des choses pareils. Nous ne sommes pas d'accord de ce côté de la Chambre, M. le Vice-président. Mais quand même, on a l'autonomie dans le sport, M. le Vice-président. On a un budget dans le sport. Si jamais, il déclare *mari*, qu'est-ce qu'on peut faire ? On paye les billets. Il y a la question de l'entraîneur, dont on aurait pu payer le billet de l'entraîneur pour lui dire de partir. Je ne sais pas avec... je ne sais pas où il va rencontrer le gars, M. le Vice-président. Reddy est allé rencontrer le jeune. Hein ! Mon ami Reddy est allé rencontrer le jeune. Autre chose, vous fragilisez l'autonomie de

Rodrigues. Il y avait la question de billet, billet open, billet open tout ça. Après le cyclone Joananha, le Premier Ministre, vous savez, le Premier Ministre est avec sa délégation, il vient à Rodrigues. C'est appréciable. Mais nous avec le problème de Air Mauritius, la crise, billet open, au lieu d'appeler le gars, le CEO d'Air Mauritius, *dir li vini pé bizin li*, qu'est-ce qu'ils font ? Et moi à Maurice, une délégation est partie pour Maurice pour aller négocier avec le... Premier Ministre *vine Rodrigues cyclone, zot zot pou ale Maurice pou ale négocié*. Trois personnes, ils vont à Maurice pour aller négocier avec le CEO. Mais vous vous rabaissez. Vous nous rabaissez, M. le Vice-président. On aurait dû l'appeler lui dire de venir, on a besoin de toi à Rodrigues, tu viens on a à te parler, M. le Vice-président. Et, qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils sont allés là-bas, ils ont négocié avec conditions. Non, ça devait être sans condition. Là vous avez failli. Vous avez failli, M. le Vice-président. Nous on n'avait pas, dans le passé on n'a pas hésité à mettre des ministres en cour. On n'a pas... à l'époque je me rappelle, on n'a pas hésité à aller en cour, s'il fallait, s'il fallait à l'encontre d'un ministère à Maurice. Pourquoi ? Parce qu'on voulait défendre le peuple de Rodrigues. Eux, ils vont à Maurice, ils vont négocier, M. le Vice-président. Tout ça pour vous dire, M. le Vice-président, que ça démontre que de l'autre côté vraiment ils ont essayé de réchauffer le ... Comme-ci on a préparé un cari, un cari de porc, on a mis ça dans le frigo. Et puis, on cailler et puis on retire on réchauffe, on donne à manger à tout le monde, M. le Vice-président. Ce n'est pas comme ça. Ça c'est un budget, M. le Vice-président. Ce n'est pas comme ça qu'il fallait faire, M. le Vice-président. Il fallait venir avec des actions. J'ai bien aimé le Minority Leader ce matin, il nous a expliqué, il vous a donné une leçon sur tout ce qui est les zones maritimes dans l'Océan Indien, M. le Vice-président.

Donc, vous avez beaucoup de travail à faire. Il faut bien voir ce que vous dites. Il faut bien voir ce que vous dites au parlement. Parce qu'il y a des records et nous on peut aller retirer tout ça dans le hansom pour venir vous mettre ça sous le nez, M. le Vice-président. Donc, *mo pé fini la zot, ran moi ene service bousse impé zot la bouche hein*. M. le Vice-président, donc ce budget, je redis est incomplet et c'est un budget qui ne mérite pas notre vote et je dis si ça continue comme ça, peut-être la prochaine fois on ne va pas écouter le discours budget parce que gaspillage. *Même to di to*. Ça va démontrer, ça va démontrer l'incompétence de ce gouvernement qui est en face de nous. Merci, M. le président.

[Applause]

The Deputy Chief Commissioner: Deputy Chairperson, I beg to move that this Assembly do now adjourn to Friday 05 April 2019 at 13.00 hours.

The Commissioner for Women Affairs and Others (Mrs. R.M.F. Gaspard-Pierre Louis, CSK) rose and seconded.

Mr. Deputy Chairperson: I adjourn the debate. Deputy Chief Commissioner, you have to re-put the question, re-put your question, please.

Mrs. R.M.F. Gaspard-Pierre Louis, CSK: Deputy Chief Commissioner, I beg to move that the debate be now adjourned.

Question put and agreed to.

Mr. Deputy Chairperson: The House stands adjourned.

The Deputy Chief Commissioner: Deputy Chairperson, I beg to move that this Assembly do now adjourn to Friday 05 April 2019 at 13.00 hours.

The Commissioner for Women Affairs and Others (Mrs. R.M.F. Gaspard-Pierre Louis, CSK) rose and seconded.

Question put and agreed to.

Mr. Deputy Chairperson: The House stands adjourned.

At 04.14 a.m. the Assembly was, on its rising, adjourned to Friday 05 April at 1.00 p.m.